

61

participatory learning and action

Si la merde m'était contée :
l'Assainissement total piloté par
la communauté en Afrique



Participatory Learning and Action (PLA - Apprentissage et action participatifs) – anciennement *PLA Notes* et *RRA Notes* – est un bulletin publié deux fois par an. Établi en 1987, il permet aux praticiens de méthodologies participatives à travers le monde de partager leurs expériences du terrain, leurs réflexions conceptuelles et leurs innovations technologiques. La série est informelle et s'efforce de publier des comptes rendus francs et honnêtes, de s'attaquer à des questions pratiques ayant une valeur concrète immédiate, d'encourager l'innovation et de s'imposer comme une « voix du terrain ».

Nous sommes gré à l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida) et au Département britannique pour le développement international (DfID) pour le concours financier qu'ils continuent d'apporter à PLA.

Nous aimerions aussi remercier Plan États-Unis, Plan Royaume-Uni, le bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique orientale et australe ainsi qu'Irish Aid, pour leur soutien financier qui a permis aux participants et à l'équipe de rédaction de se rendre à Nairobi pour prendre part à l'atelier d'écriture sur l'ATPC. Les points de vue exprimés dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celui des organismes bailleurs ou des employeurs des auteurs.

Participatory Learning and Action 61

© IIED, 2010

Illustration en couverture : Regina Faul-Doyle

Conception et maquette : Smith+Bell

Éditeurs invités : Petra Bongartz, Samuel Musembi

Musyoki, Angela Milligan et Holly Ashley

Éditrices : Holly Ashley, Nicole Kenton et Angela Milligan.

Comité de rédaction stratégique : Nazneen Kanji,

Cath Long, Jethro Pettit, Michel Pimbert et

David Satterthwaite.

Comité de rédaction consultatif international :

Oga Steve Adah, Jo Abbot, Jordi Surkin Beneria,

L. David Brown, Andy Catley, Robert Chambers,

Louise Chawla, Andrea Cornwall, Bhola Dahal,

Qasim Deiri, John Devavaram, Charlotte Flower,

FORCE Népal, Ian Goldman, Bara Guèye, Irene

Guijt, Marcia Hills, Enamul Huda, Vicky

Johnson, Caren Levy, Sarah Levy, Zhang

Linyang, P.J. Lolichen, Ilya M. Moeliono,

Humera Malik, Marjorie Jane Mbilinyi, Ali

Mokhtar, Seyed Babak Moosavi, Neela

Mukherjee, Trilok Neupane, Esse Nilsson,

Zakariya Odeh, Peter Park, Rarold Paul, Bimal

Kumar Phnuyal, Giacomo Rambaldi, Peter

Reason, Joel Rocamora, Jayatissa

Samaranayake, Madhu Sarin, Daniel Selener,

Anil C. Shah, Meera Kaul Shah, Jasber Singh,

Marja Liisa Swantz, Cecilia Tacoli, Peter Taylor,

Tom Wakeford, Eliud Wakwabubi et Alice

Welbourn.



L'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) se mobilise pour promouvoir la justice sociale et autonomiser les pauvres et les communautés marginalisés. Il soutient également la démocratie et la pleine participation à la prise de décisions et à la gouvernance. Nous nous efforçons de traduire ces valeurs dans *Participatory Learning and Action*. Pour obtenir un complément d'information, veuillez contacter IIED, 3 Endsleigh Street, London WC1H 0DD, Royaume-Uni. Site web : www.iied.org



Ce travail est réalisé sous licence de Creative Commons Attribution-Non-Commercial-Share Alike 3.0

Unported, dite CC-BY-SA, 3.0, Unported. Les bénéficiaires sont incités à s'en servir librement mais exclusivement à des fins non lucratives. Veuillez faire mention des auteurs et de la série *PLA*. Pour visualiser une copie de cette licence, consulter <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0> ou adresser un courrier à Creative Commons, 171 Second Street, Suite 300, San Francisco, California 94105, États-Unis.

Nous nous réjouissons des contributions au bulletin *PLA*. Pour en savoir plus et connaître les lignes directrices des contributions, veuillez consulter le troisième de couverture.

Abonnement

Veuillez noter que le bulletin *PLA* est publié en anglais et tous les numéros ne sont pas nécessairement traduits en français. Les abonnements sont gratuits pour l'hémisphère Sud. Pour obtenir un complément d'information, contacter : Research Information Ltd., Grenville Court, Britwell Road, Burnham, SL1 8DF, Royaume-Uni. Courriel : info@researchinformation.co.uk Site web : www.researchinformation.co.uk

Achat des numéros antérieurs

Les numéros précédents de *PLA* peuvent être téléchargés gratuitement à partir de www.planets.org. Pour obtenir des copies papier, veuillez contacter Earthprint Ltd., PO Box 119, Stevenage, SG1 4TP, Royaume-Uni. Courriel : orders@earthprint.co.uk Site web : www.earthprint.co.uk

Apprentissage et action participatifs (PLA) est une expression générique pour désigner une grande variété d'approches et de méthodologies, y compris l'Évaluation rurale participative (ERP), l'Évaluation rurale rapide (ERR), les Méthodes participatives d'apprentissage (MPA), la Recherche-action participative (RAP), la Recherche en systèmes agricoles (RSA) et la Méthode active de recherche et de planification participative (MARP). Le thème fédérateur est la pleine participation des populations aux processus d'apprentissage concernant leurs besoins et leurs possibilités et à l'action requise pour y répondre.

Ces dernières années, il y a eu un certain nombre de recentrages dans la portée et l'intérêt accordés à la participation ; l'accent a été davantage mis sur la prise de décision infranationale, nationale et internationale et non plus seulement la prise de décisions locale ; on a observé une désaffection des projets en faveur des processus politiques et de l'institutionnalisation ; une plus grande prise en compte des questions liées à la différence et au pouvoir ; et plus de poids accordé à l'évaluation de la qualité et l'appréciation de l'impact de la participation, au lieu d'une simple promotion de la participation. *Participatory Learning and Action* traduit cette évolution et reconnaît l'importance qu'il faut accorder à l'analyse et à surmonter les différences de pouvoir qui tendent à exclure encore plus les pauvres et les groupes marginalisés.

Sommaire

Éditorial	3
Résumés des articles de cette édition spéciale	8
Glossaire international de la merde	16
Glossaire des termes et des sigles liés à l'ATPC	20

ÉDITION SPÉCIALE – SI LA MERDE M'ÉTAIT CONTÉE : L'ASSAINISSEMENT TOTAL PILOTÉ PAR LA COMMUNAUTÉ EN AFRIQUE

1. Si la merde m'était contée : l'Assainissement total piloté par la communauté en Afrique – Tour d'horizon <i>Petra Bongartz, Samuel Musembi Musyoki, Angela Milligan et Holly Ashley</i>	27
2. Passage à l'échelle de l'ATPC en Afrique subsaharienne <i>Sophie Hickling et Jane Bevan</i>	55

1^{ère} PARTIE : PROCESSUS AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

3. Libérer l'imagination : innovations en matière de facilitation ATPC au Zimbabwe <i>Herbert Kudzanai Chimhowa</i>	69
4. Promenade dans l'allée interdite : quand parler de merde promeut l'assainissement <i>Mariama Munia Zombo</i>	77
5. D'amazzi à amazi : ce n'est pas un problème d'eau <i>Terry A. Wolfer et Robin W. Kloot</i>	87
6. Rompre les tabous de merde : l'ATPC au Kenya <i>Buluma Bwire</i>	97
7. L'ATPC en Afrique de l'Est : un moyen de responsabiliser les enfants et les jeunes ? <i>Cathy Shutt</i>	103

2^e PARTIE : CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS ET DE GESTION

8. Les approches participatives en matière de développement exigent une gestion participative !
Ashley Raeside 115

9. Adoption de l'ATPC : votre organisation est-elle prête ? Analyse des besoins organisationnels
Jean-François Soublière 127

3^e PARTIE : PASSAGE À L'ÉCHELLE

10. Révolutionner l'assainissement en Zambie : mettre l'ATPC à l'échelle
Giveson Zulu, Peter Harvey et Leonard Mukosha 139

11. Bousculer les mentalités : l'ATPC et la politique gouvernementale au Zimbabwe
Samuel Rukuni 151

12. Passage à l'échelle de l'ATPC au Kenya : opportunités, défis et enseignements
Samuel Musembi Musyoki 159

13. La merde se déplace vite : vers un réseau ATPC mondial
Petra Bongartz 169

4^e PARTIE : CONSEILS AUX FORMATEURS

14. Note aux formateurs, facilitateurs et à ceux qui commanditent une formation ATPC
Samuel Musembi Musyoki 181

15. Le déclenchement : extrait du Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté
Kamal Kar et Robert Chambers 191

16. Et si l'on écrivait ! Gérer un atelier d'écriture participatif
Angela Milligan et Petra Bongartz 215

POUR ALLER PLUS LOIN

Lectures complémentaires 225

Éditorial

Bienvenue au numéro 61 de *Participatory Learning and Action* (PLA – Apprentissage et action participatifs) !

Suite à la crise du secteur financier qui a secoué le monde, aujourd'hui nous devons tous commencer à payer le prix des prises de risque excessives par les banques. Ici au Royaume-Uni, le Département pour le développement international (DfID) a promis de maintenir, et même d'accroître, le budget consacré à l'aide internationale. Toutefois, cette décision sera associée à de fortes pressions et à un droit de regard à la loupe au cours des mois et des années à venir, tandis que les réductions budgétaires ailleurs commenceront à se faire sentir. Dans le climat économique actuel, il est impérieux de trouver des approches qui soient à la fois efficaces et rentables. L'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC), l'objet de ce numéro spécial, recèle beaucoup de promesses dans ce sens.

À la différence de la plupart des approches en matière d'assainissement, l'ATPC n'offre pas de subventions aux communautés pour construire des latrines.

Au lieu de cela, elle utilise des outils issus de l'Évaluation rurale participative (ERP) pour aider les communautés à reconnaître les problèmes sanitaires associés à la défécation à l'air libre – plutôt que dans des latrines – et elle les mobilise pour les inciter à prendre une action collective afin d'y mettre fin. Un élément important de cette approche est d'encourager les gens à regarder, à parler et à traiter de leur propre merde – ici, pas de jolis mots ni d'euphémismes ! L'ATPC a aussi la possibilité d'être un point d'entrée pour travailler avec les communautés – lorsqu'elles ont fait l'objet d'un déclenchement, les communautés ont ensuite entrepris d'autres activités collectives à mesure qu'elles s'efforçaient de mettre un terme à la défécation à l'air libre.

Après son introduction réussie en Asie, l'ATPC est désormais piloté dans certains pays d'Afrique subsaharienne. Ce numéro spécial analyse les expériences de ces pilotes et en dégage ce qui semble donner de bons résultats, identifie les difficultés et examine comment l'approche a besoin d'être adaptée à ce nouveau contexte.



La coéditrice de PLA, Angela Milligan et l'auteure Mariama Zombo en pleine discussion durant l'atelier d'écriture sur l'ATPC.



L'auteure Cathy Shutt présente son article aux participants à l'atelier d'écriture sur l'ATPC.

Photos : David Ngige

Structure de ce numéro spécial

Ce numéro spécial est divisé en cinq sections :

- Il commence avec un **tour d'horizon** de l'ATPC : comment il s'est développé ; en quoi il diffère des autres approches en matière d'assainissement ; ses principaux éléments et les conditions de son succès ainsi que les questions et problèmes émergents en Afrique et ailleurs. Vient ensuite un examen de l'ATPC en Afrique, qui tire des leçons pour une mise en œuvre réussie de l'ATPC sur le continent en identifiant les problèmes éventuels lors du passage à l'échelle.
- La **1^{ère} partie** examine de façon plus détaillée les processus ATPC au niveau communautaire, depuis des formes innovantes de déclenchement, jusqu'à l'importance du langage, en passant par l'appréciation des tabous locaux et le potentiel que présente l'ATPC pour responsabiliser les enfants et les jeunes.
- La **2^{ème} partie** se penche sur certains des changements organisationnels et de gestion requis pour que l'ATPC soit efficace. Nombre de ces leçons s'appliquent aussi à d'autres approches de développement participatives.
- La **3^{ème} partie** considère les possibilités, les défis et les enseignements que présente le passage à l'échelle de l'ATPC, sur la base des expériences acquises jusqu'ici en Afrique.
- La **4^{ème} partie** est axée sur la formation et comprend un article sur la formation des

facilitateurs ATPC et un extrait sur le déclenchement tiré du Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (Kar et Chambers, 2008). Elle comprend aussi un article sur la gestion d'un atelier d'écriture, en s'inspirant de l'expérience acquise lors de l'atelier que nous avons organisé dans le cadre de la préparation de ce numéro consacré à l'ATPC.

Éditeurs invités

Dans ce numéro, nos éditeurs invités sont **Samuel Musembi Musyoki** de Plan Kenya et **Petra Bongartz** de l'Institute of Development of Studies (IDS), Royaume-Uni, en collaboration avec **Angela Milligan** de l'IIED.

Samuel Musembi Musyoki est actuellement Directeur de Programmes pour Plan International Kenya. Il a fait des études en anthropologie et développement (Politiques relatives aux stratégies nouvelles de développement) et il peut se targuer de plus de 18 ans d'expérience comme formateur et facilitateur de processus de développement participatifs. Au fil des ans, il s'est spécialisé dans la planification stratégique, le développement organisationnel, la communication participative, le développement et la parité, les approches du développement fondées sur les droits humains, et les approches participatives en matière de recherche et de plaidoyer pour le développement. Au cours de sa carrière, il a participé à des travaux auprès d'agences d'aide bilatérales, d'ONG nationales et

Photo : David Ngige



Samuel Musembi Musyoki, éditeur invité, présente le programme de l'atelier aux participants pour la 1^{ère} journée de l'atelier d'écriture sur l'ATPC à Nairobi en janvier 2010.

internationales et auprès d'organisations locales basées au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, en Somalie, au Nigéria, en Inde et en Europe (Royaume-Uni, Finlande et Allemagne). Avant de rejoindre Plan International Kenya, il était le Coordonnateur du travail en réseau et du renforcement des capacités pour l'Équipe chargée de la participation, du pouvoir et du changement social à l'Institute of Development Studies de l'Université de Sussex au Royaume-Uni. Il se passionne aujourd'hui pour les programmes d'Assainissement total piloté par la communauté et pour les Approches du développement fondées sur les droits humains.

Petra Bongartz est chargée de la coordination, la communication et le travail en réseau pour l'Assainissement total piloté par la communauté au sein de l'Institute of

Development Studies (IDS). Elle a d'abord décroché un Master en littérature anglaise de l'Université de Sussex mais travaille depuis bientôt dix ans dans le développement international. Avant de rejoindre l'IDS, Petra travaillait pour l'Alliance internationale VIH/sida. Elle s'est impliquée dans l'ATPC depuis 2006, au départ à travers le projet sur trois ans de réseautage, de recherche et d'apprentissage par l'action financé par le DfID intitulé « Passer à l'échelle ? Le potentiel de l'Assainissement total piloté par la communauté » et depuis 2009 dans des activités permanentes d'apprentissage par l'action et de travail en réseau financées d'abord par Irish Aid puis par la Fondation Bill et Melinda Gates, en association avec Robert Chambers et Kamal Kar. Ses travaux impliquent la communication avec le réseau mondial de praticiens de l'ATPC, la gestion du site web sur l'ATPC, ainsi que l'organisation et la cofacilitation d'ateliers de partage et d'apprentissage sur l'ATPC. Elle est aussi intéressée par les domaines de la danse, du yoga, du shamanisme et les pratiques spirituelles et communautaires liées à l'action positive pour un monde qui soit socialement équitable, écologiquement durable et spirituellement gratifiant pour tous.

La coéditrice de *PLA*, **Angela Milligan**, a travaillé étroitement avec les éditeurs invités et les auteurs pour coordonner et enrichir cette édition spéciale. Angela a pris part à l'atelier d'écriture sur l'ATPC auquel elle a apporté une précieuse contribution en sa capacité d'éditrice non spécialisée dans l'ATPC, personne ressource et cofacilitateur.

La naissance de ce numéro

L'édition sur l'ATPC en Afrique a vu le jour il y a plus d'un an, suite à des discussions entre Petra Bongartz et Robert Chambers de l'IDS et Samuel Musembi Musyoki de Plan Kenya. Petra et Samuel ont présenté une note conceptuelle qui expliquait pourquoi une telle édition s'imposait, ce qu'elle couvrirait et la marche à suivre, avec



Photo : Petra Bongartz

Le point d'embrasement : les villageois lèvent la main pour mettre fin à la défécation à l'air libre durant une session de déclenchement ATPC dans le village de Kabengele, district de Chisamba en Zambie.

et y compris un atelier d'écriture pour réunir des praticiens de l'ATPC. Suite à l'accord des coéditeurs et du comité de rédaction de *PLA*, ils ont ensuite diffusé des appels à contributions auprès d'une poignée de praticiens en ATPC présélectionnés et leur ont demandé de soumettre des résumés de 500 mots. Les contributions finales ont été retenues sur la base de ces résumés. Il a été demandé aux auteurs de présenter au moins un avant-projet de leur article avant l'atelier d'écriture et ceux-ci ont été diffusés au préalable aux autres participants. Les articles ont été révisés durant l'atelier et peaufinés suite à l'examen du Comité de rédaction de *PLA*. Le processus de l'atelier d'écriture est décrit de façon détaillée dans l'article « Et si l'on écrivait ! Gérer un atelier d'écriture participatif », dans ce numéro.

Les articles de ce numéro témoignent de l'importance qu'il y a à ce que les praticiens prennent du recul afin d'avoir le temps de réfléchir à leur propre pratique et leurs expériences en matière d'ATPC. C'est en mettant en commun les idées et en réfléchissant aux questions émergentes, aux défis et aux innovations qui touchent

l'ATPC en Afrique que l'on pourra veiller à ce que ces connaissances ne soient pas perdues et à ce que les praticiens en Afrique et ailleurs bénéficient des enseignements acquis jusqu'ici.

Remerciements

Nous aimerions remercier nos éditeurs invités pour leur charisme, leur solide maîtrise de l'ATPC et pour les énormes efforts et le temps précieux investis dans la réalisation de ce numéro. Nous adressons aussi nos vifs remerciements à Robert Chambers pour nous avoir rejoints lors de l'atelier d'écriture sur l'ATPC et pour avoir partagé ses expériences en matière de rédaction (et bien d'autres encore !). Nous tenons aussi à remercier Plan International Kenya et l'IDS pour avoir organisé et accueilli l'atelier d'écriture, Grace Ogolla pour son soutien administratif sans faille et David Ngige pour ses talents documentaires. Enfin et surtout, nous sommes éternellement reconnaissants à nos auteurs qui ont dû se plier à maints cycles de révision avec patience et ténacité. Nous pensons que le résultat final en vaut la peine et nous espérons qu'ils partageront cet avis ! Et

c'est avec un immense plaisir que nous avons travaillé avec les auteurs lors de l'atelier d'écriture sur l'ATPC.

Nous remercions également les réviseurs du comité de rédaction, qui nous obligent à toujours rester vigilants, ainsi qu'à Plan États-Unis, Plan Royaume-Uni, au bureau de Plan pour l'Afrique orientale et australe et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour leur soutien financier, qui a permis aux participants à l'atelier d'écriture et à l'équipe de rédaction de se rendre à Nairobi et de prendre part à l'atelier. Nous remercions également Irish Aid, qui a pris en charge le temps que Petra et Robert ont consacré à l'atelier ainsi que le DfID et l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida) qui ont pris à leur charge le temps passé par Angela.

Le mot de la fin...

Que vous soyez déjà impliqué dans le domaine de l'assainissement ou que vous recherchiez de nouvelles façons de travailler avec les communautés, nous espérons que vous trouverez cette édition à la fois stimulante et pratique. L'ATPC en Afrique en est encore à ses balbutiements. Il existe beaucoup de marge pour développer l'ATPC et partager des expériences avec d'autres praticiens. Pourquoi ne pas relater votre propre expérience en matière d'ATPC ? Nous avons hâte de vous lire...

RÉFÉRENCES

Kar, K. et R. Chambers (2008) *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*. Plan : Royaume-Uni et Institute of Development Studies (IDS) : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/CLTShandbook>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation

Résumés

Si la merde m'était contée : l'Assainissement total piloté par la communauté en Afrique

1. Si la merde m'était contée : l'Assainissement total piloté par la communauté en Afrique - Tour d'horizon

Petra Bongartz, Samuel Musembi Musyoki, Angela Milligan et Holly Ashley

Plus de 2,6 milliards de gens dans le monde ne disposent pas de toilettes dignes de ce nom. C'est la raison pour laquelle la diarrhée et les maladies tuent quelque 1,8 million de personnes chaque année, et surtout des enfants de moins de cinq ans. Dans ce tour d'horizon, nos éditeurs invités brossent un tableau qui présente l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC), une nouvelle approche radicale en matière d'assainissement rural. Bien qu'il n'ait été déployé en Afrique qu'au cours des trois dernières années, l'ATPC a fait de nombreux adeptes et s'est propagé à un rythme étonnant. Les approches classiques en matière d'assainissement rural supposent que, si les gens sont suffisamment éduqués concernant l'assainissement et l'hygiène, ils



Des enfants chantent la merde à Masaffie, Port Loko, Sierra Leone

Photo : Galerie de photos sur l'ATPC, Flickr

changeront de comportement et si on les aide à construire des toilettes, ils les utiliseront. Toutefois, ces hypothèses de départ se révèlent souvent erronées. L'ATPC ne cherche pas à éduquer et n'offre pas d'incitations financières. Au lieu de cela, il a recours à un processus participatif appelé « déclenchement » qui débouche sur une prise de conscience et mobilise les communautés en faveur d'une action collective pour le changement. Au lieu de compter le nombre de latrines construites, le succès

du projet est indiqué par le nombre de communautés qui obtiennent une certification de Fin de défécation à l'air libre (FDAL). L'ATPC souligne que même si une minorité fait toujours ses besoins en plein air au lieu d'utiliser des toilettes, tous les membres de la communauté finissent par « manger la merde des autres ». L'ATPC encourage les gens à rompre le silence autour de ce sujet tabou en utilisant un langage cru et explicite qui permet de faire toute la lumière sur la merde et ses dangers. L'ATPC exige un changement de mentalité et de comportement à tous les niveaux – communautés, facilitateurs, organisations et gouvernements sont mis au défi de penser et d'agir autrement.

Les auteurs décrivent quelques-uns des enseignements de la masse croissante d'expériences acquises en matière d'ATPC en Afrique. Au niveau communautaire, ils mettent en lumière des formes de déclenchement inédites, l'importance du registre linguistique employé, en s'appuyant sur une appréciation des tabous locaux, et ils évoquent le potentiel de l'ATPC pour responsabiliser les jeunes et les enfants. Ils identifient les difficultés que présente le passage à l'échelle et ils considèrent certains des changements organisationnels et d'encadrement requis pour que l'ATPC soit efficace ainsi que les possibilités, les défis et les enseignements associés au passage à l'échelle de l'ATPC. Ils abordent également l'importance que revêtent une formation et une facilitation de qualité, l'identification des champions et des leaders naturels de l'ATPC, le dialogue avec les pouvoirs publics et l'implication de tous les secteurs. L'article fait également mention des problèmes liés à la vérification, la certification et aux activités de suivi pour s'assurer de la pérennité du statut FDAL et il évoque la poursuite d'actions afin de prolonger l'élan de développement communautaire. Les auteurs concluent que la documentation et le partage d'expériences entre praticiens

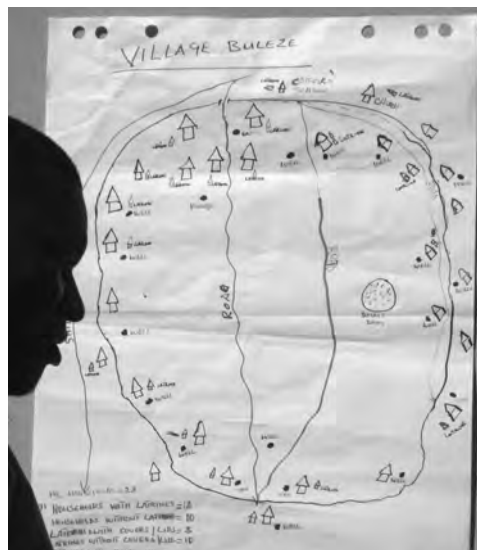


Photo : Petra Bongartz

Une carte du village de Buleze, en Zambie, montre le nombre de ménages qui disposent ou non de latrines, avec ou sans couvercle et/ou d'installations pour le lavage des mains – et le coût des frais médicaux associés à un traitement antidiarrhéique.

doivent être encouragés de façon à ce que les leçons apprises ne soient pas perdues mais puissent aider à améliorer constamment les pratiques et les politiques en matière d'ATPC.

2. Passage à l'échelle de l'ATPC en Afrique subsaharienne

Sophie Hickling et Jane Bevan

Sur 44 pays d'Afrique subsaharienne, seuls quatre sont actuellement bien placés pour atteindre la cible 7 relative à l'assainissement des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La diarrhée est une cause de décès majeure en Afrique subsaharienne et elle est clairement liée à un manque d'assainissement, d'hygiène et d'approvisionnement en eau. On estime à 565 millions le nombre de personnes en Afrique subsaharienne sans accès à un assainissement amélioré et, pire encore, à 224 millions le nombre de gens qui pratiquent la défécation à l'air libre – la pratique la plus risquée de toutes. Ici, les auteurs décrivent comment le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

travaille avec des partenaires pour mettre en œuvre un Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Il a été prouvé que les approches pilotées par la communauté en matière d'assainissement ont rapidement amélioré le taux de couverture des services d'assainissement en Asie et ont récemment été introduites en Afrique. Ce transfert positif Sud-Sud affiche de réelles promesses comme moyen d'accélérer l'augmentation du taux de couverture. Une fois passé à l'échelle, il offre un réel potentiel d'avoir un impact manifeste sur les chiffres consternants évoqués plus haut. Cet article se penche sur plusieurs des multiples opportunités et des nombreux défis rencontrés durant l'introduction de l'ATPC en Afrique à ce jour, aussi bien par l'UNICEF que par ses partenaires – et il considère les questions clés en termes de passage à l'échelle et de pérennité.

1^e PARTIE : PROCESSUS AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

3. Libérer l'imagination : innovations en matière de facilitation ATPC au Zimbabwe

Herbert Kudzanai Chimhowa

Les bonnes approches participatives partent du principe que les communautés ont conscience de leur situation et peuvent identifier leurs propres solutions durables. L'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) utilise des outils participatifs de manière à ce que les communautés puissent activement et collectivement réaliser et transformer la réalité de leur situation en termes d'assainissement et d'hygiène. Lors du « déclenchement » de ce processus dans les communautés, la flexibilité et l'innovation sont encouragées. Les bonnes pratiques exigent que les facilitateurs ATPC s'adaptent au contexte culturel et religieux en présence et qu'ils innovent et partagent de nouveaux outils entre

praticiens. L'ATPC a été introduit pour la première fois au Zimbabwe en novembre 2008 et cet article explore comment des facilitateurs et des membres de la communauté (leaders naturels) animés de la même passion ont développé un certain nombre d'outils pour inciter les communautés à mettre fin à la défécation à l'air libre.

4. Promenade dans l'allée interdite : quand parler de merde promeut l'assainissement

Mariama Munia Zombo

Cet article explore le pouvoir des mots dans l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC). L'auteure se penche sur l'expérience des facilitateurs lorsqu'ils parlent de merde avec les communautés de la Sierra Leone et elle met en relief les blocages culturels cachés qui peuvent entraver l'assainissement total dans les communautés – mais qui peuvent aussi être transformés en précieux alliés. L'auteure explore le rôle que peuvent jouer les chansons, l'humour, la religion et les enfants pour mettre un terme à la défécation à l'air libre (DAL). Elle montre également comment le langage, les mots, les fables et les adages que les communautés elles-mêmes utilisent continuent d'influencer leur comportement en matière d'assainissement et d'hygiène, même après la certification de la Fin de la défécation à l'air libre (FDAL). L'article explore les difficultés que pose le maintien d'un « niveau élevé » d'assainissement total dans les communautés. En outre, il fait ressortir les défis associés à l'élimination des obstacles qui banalisent les discussions sur la merde et les actions des pouvoirs publics et des institutions.

5. D'amazzi à amazi : ce n'est pas un problème d'eau

Terry A. Wolfer et Robin W. Kloot

Au départ, les auteurs avaient été invités

en Ouganda pour aider une équipe de bénévoles américains à mettre en œuvre un projet d'eau salubre. Mais ils ont fini par aborder le problème et sa solution d'une façon totalement différente. Qu'ont-ils compris ? Qu'il ne s'agissait pas d'un problème d'eau, mais d'un problème de merde. Cet article explique comment ils sont passés d'une approche subventionnée par l'extérieur et basée sur la technologie qui était axée sur l'eau salubre pour adopter une relation de travail avec des collègues ougandais locaux afin de mettre en œuvre une approche plus participative, inspirée par la base et axée sur l'information centrée autour de l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC). Les auteurs décrivent les effets de l'intervention ATPC sur de nombreuses relations au sein même des communautés, entre elles et entre les chefs communautaires et l'ONG marraine.

6. Rompre les tabous de merde : l'ATPC au Kenya

Buluma Bwire

L'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) a été introduit dans le district de Kilifi au Kenya par Plan Kenya en 2007, en association avec le ministère kenyan de la Santé publique et de l'Assainissement. Depuis lors, le projet a connu un rythme endiablé de construction et d'utilisation des latrines par les communautés locales. Alors qu'il n'y avait qu'un village FDAL en 2007, on en compte désormais plus de 200. Le nombre de latrines est passé de 300 en 2007 à plus de 4 550 en 2009. Le succès de l'ATPC a tiré parti des pratiques d'assainissement locales, qui reposent sur les croyances culturelles qui affectent tous les aspects de la vie quotidienne des villageois. Cela a permis de déclencher au sein des communautés un désir de mettre fin à la défécation à l'air libre et d'adopter l'approche ATPC. Cet article examine le lien entre ces pratiques d'assainissement

local et le succès de l'ATPC dans le district de Kilifi.

7. L'ATPC en Afrique de l'Est : un moyen de responsabiliser les enfants et les jeunes ?

Cathy Shutt

Cet article se penche sur les conclusions de recherches menées afin d'encourager les praticiens et les membres de la communauté à explorer l'étendue et les effets de l'implication des jeunes et des enfants dans les changements au niveau communautaire essentiels pour la réussite de l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC). Le principal argument est que la phase de déclenchement équipe les jeunes et les enfants du désir et de l'aptitude à contribuer à ces changements mais des contraintes pratiques, de même que des facteurs culturels et sociaux, façonnent la nature même de l'aptitude de chaque enfant. Tout semble indiquer que la participation des jeunes et des enfants aux processus ATPC peut, dans certains cas, contribuer à une transformation des relations entre les adultes et les jeunes, en ouvrant la voie à une responsabilisation des jeunes et des enfants. Toutefois, les conclusions indiquent qu'il n'est jamais sans risque de défier les relations de pouvoir. L'auteure termine avec une mise en garde, en soulevant des questions auxquelles devront répondre les praticiens qui sont intéressés par le potentiel de l'ATPC pour mettre en œuvre une participation plus sérieuse des jeunes et des enfants dans les programmes de développement de la communauté et dans la gouvernance.

2^e PARTIE : CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS ET DE GESTION

8. Les approches participatives en matière de développement exigent une gestion participative !

Ashley Raeside

L'Assainissement total piloté par la

communauté (ATPC) est une manière foncièrement différente d'aider les villages ruraux à se mettre, et à rester, à l'abri des dangers que pose leur propre merde. L'ATPC exige des agents de terrain qu'ils deviennent les facilitateurs à la fois provocants et participatifs de processus complexes de changement de comportement individuel et collectif. Ils ne se contentent plus de diffuser des brochures et des messages sanitaires préparés par des experts dans la capitale. Pour que les agents de terrain puissent se transformer en facilitateurs ATPC talentueux, ils ont besoin d'un autre genre de formation et d'un soutien permanent de la part de leurs responsables locaux différent de celui qui leur a été prodigué dans le passé. Le style de gestion directif qui a longtemps dominé doit céder la place à un style caractérisé par un accompagnement plus bienveillant. Mais les responsables en première ligne seront-ils prêts à reconnaître ce besoin de travailler autrement avec leurs agents de terrain ? Peuvent-ils développer indépendamment les attitudes et les compétences requises pour devenir des gestionnaires plus participatifs et plus stratégiques ? Cet article s'efforce de motiver les gens qui fournissent un soutien technique aux responsables de l'ATPC sur le terrain en guise de moyen de renforcer et d'élargir leur capacité de gestion de leurs facilitateurs et de leurs programmes. L'article fait part de l'expérience aléatoire de l'auteure lorsqu'elle a été amenée à fournir un appui technique à 12 équipes de gestion de projet ATPC issues des collectivités locales au Malawi. S'il arrive à ses fins, l'article pourra peut-être inciter d'autres prestataires de soutien technique à modifier pour le mieux leur propre style de soutien technique.

9. Adoption de l'ATPC : votre organisation est-elle prête ? Analyse des besoins organisationnels

Jean-François Soublière

Dans cet article, l'auteur s'inspire de son expérience avec Ingénieurs sans frontières Canada. De février 2008 à octobre 2009, il a été détaché à WaterAid Burkina Faso lorsque l'ONG a décidé d'adopter l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC). Ici, il analyse les implications pratiques que pose l'adoption de l'ATPC pour les facilitateurs, les gestionnaires et les organisations. L'article est particulièrement pertinent pour les responsables du développement qui ont entendu parler de l'approche ATPC et souhaiteraient la mettre en œuvre, la soutenir ou la financer. L'auteur estime que toutes les organisations ne sont pas prêtes à adopter l'ATPC sans réévaluer leur culture organisationnelle, leurs pratiques sur le terrain, leurs processus organisationnels et leur contexte institutionnel. L'argument est étoffé en discutant d'abord les diverses raisons qui peuvent inciter les agences de développement à abandonner leurs approches antérieures en matière d'assainissement pour souscrire à l'ATPC, ou au contraire les en dissuader. L'auteur analyse ensuite les différentes implications de l'ATPC pour le mode de fonctionnement des agences de développement.

3^e PARTIE : PASSAGE À L'ÉCHELLE **10. Révolutionner l'assainissement en** **Zambie : mettre l'ATPC à l'échelle** *Giveson Zulu, Peter Harvey et Leonard Mukosha*

Dans cet article, les auteurs se penchent sur la façon dont l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) contribue à révolutionner la couverture de l'assainissement dans les zones rurales de la Zambie. D'après l'UNICEF/OMS, plus d'un tiers des Zambiens qui vivent en zone rurale font leur besoin en plein air. Dans le passé, les approches en matière d'assainissement ont été inadaptées, même avec des subventions. En 2007, le gouvernement de la Zambie et des

partenaires ont tenté d'identifier de nouvelles stratégies afin d'atteindre la cible d'assainissement de 66 % énoncée dans les Objectifs du Millénaire pour le développement. Une approche ATPC à subvention nulle a été introduite dans le district de Choma avec beaucoup de succès. Le taux de couverture de l'assainissement est passé à 67 % et le gouvernement projette à présent de déployer le programme ATPC dans l'ensemble de la Zambie. Parmi les leçons tirées de la Zambie figurent la souplesse en termes de structures, de calendrier et de financement et l'adaptation de l'ATPC aux conditions locales. Une adoption par tous les secteurs, la participation des mass-médias et le rôle des chefs coutumiers locaux ont joué un rôle vital dans le succès de l'initiative. Les auteurs concluent que, pour réussir son passage à l'échelle, l'ATPC a besoin d'un suivi rigoureux, d'une documentation et d'une diffusion méthodiques.

11. Bousculer les mentalités : l'ATPC et les politiques gouvernementales au Zimbabwe

Samuel Rukuni

Ici, l'auteur discute comment l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) remet en question les perceptions et les politiques d'assainissement au Zimbabwe. Son approche à subvention nulle a rencontré des réactions mitigées. Depuis 1980, le gouvernement a adopté des normes d'assainissement, grâce à un programme national d'assainissement fortement subventionné. Toutefois, le gouvernement ne disposait pas des ressources nécessaires pour soutenir le programme et, sans subvention, les modèles de latrine sont inabornables pour la plupart des communautés rurales. En revanche, l'ATPC a été piloté au Zimbabwe en 2008, durant une récession économique et une épidémie de choléra dévastatrices. La diminution spectaculaire de l'aide au

développement et des subventions au Zimbabwe a incité beaucoup de communautés à identifier leur propre solution d'assainissement. L'ATPC offre assez de souplesse pour y parvenir et, au niveau du district et de la communauté, il a été très largement adopté. Toutefois, au niveau des autorités nationales, l'approche a été contestée. Les politiques existantes, l'incapacité institutionnelle et des approches non coordonnées face aux interventions d'assainissement sont des défis majeurs. Pourtant, l'ATPC a donné confiance à bon nombre de communautés pour qu'elles trouvent leur propre solution. L'auteur conclut que l'important n'est pas de prescrire des structures d'assainissement – il s'agit plutôt de changer les mentalités.

12. Passage à l'échelle de l'ATPC au Kenya : opportunités, défis et enseignements

Samuel Musembi Musyoki

Au premier abord, il peut paraître extrêmement impressionnant de s'attaquer au besoin d'un meilleur accès à l'assainissement au Kenya. Depuis bien des années, Plan Kenya, tout comme beaucoup d'agences de développement, a construit des latrines. Pourtant, cette approche par subvention a échoué. C'est la raison pour laquelle Plan Kenya a changé son fusil d'épaule et se sert désormais de l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC). L'ATPC semble essentiel pour transformer l'attitude et le comportement des communautés envers l'assainissement et une bonne hygiène. Alors qu'en novembre 2007, le district de Kilifi comptait un village qui avait mis fin à la défécation à l'air libre (FDAL), il en existe désormais plus de 200. Au mois de mai 2010, près de 400 villages avaient été déclenchés dans l'ensemble du pays. L'approche s'est imposée auprès du ministère de la Santé publique et de l'Assainissement et de

divers acteurs du secteur de l'assainissement. On observe une demande accrue de la part du gouvernement, des ONG et des agences onusiennes pour mettre l'ATPC à l'échelle. Cet article partage quelques perspectives à l'intention de ceux qui envisagent d'introduire et/ou de mettre l'ATPC à l'échelle. Tout d'abord, il présente le contexte kenyan en matière d'assainissement et plaide en faveur de l'ATPC ; il relate le cheminement et les expériences de Plan Kenya en matière d'ATPC et souligne les opportunités, les défis et les enseignements que les institutions et les praticiens individuels devraient prendre en compte lors de la mise en œuvre de l'ATPC.

13. La merde se déplace vite : vers un réseau ATPC mondial

Petra Bongartz

Dix ans après l'apparition de l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) au Bangladesh, il existe un réseau mondial puissant et enthousiaste qui ne cesse de croître et réunit des gens qui travaillent ensemble à mettre fin à la défécation à l'air libre. Les activités de travail en réseau, de partage et d'apprentissage, telles que celles coordonnées par l'Institute of Development Studies (IDS) jouent un rôle essentiel pour soutenir l'ATPC au moment de son passage à l'échelle. Le fait de veiller à ce que les praticiens tirent des leçons de leurs collègues et mettent en commun leurs expériences et les problèmes rencontrés peut contribuer à améliorer les pratiques et à influencer les politiques. Ici, l'auteure décrit comment relier les gens par e-mail, ou grâce au site web de l'ATPC ou encore en les réunissant sous un même toit sont autant d'outils efficaces de changement.

4^e PARTIE : CONSEILS AUX FORMATEURS

14. Note aux formateurs, facilitateurs et

à ceux qui commanditent une formation ATPC

Samuel Musembi Musyoki

Alors que l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) continue de prendre de l'ampleur en Afrique, beaucoup d'organisations veulent le mettre à l'échelle. Ce phénomène a fortement augmenté la demande en formation et en appui aux facilitateurs pour veiller à ne pas compromettre la qualité lors du processus de passage à l'échelle. Le passage à l'échelle est en effet nécessaire pour que l'ATPC puisse apporter une contribution notable aux conditions de vie de nombreux millions d'habitants d'Afrique subsaharienne. La qualité de la formation et de l'appui est essentielle pour une mise à l'échelle performante de l'ATPC. Cette note fournit quelques conseils sur les choses à prendre en compte. Les conseils sont simples et dressent une liste succincte de choses à faire et à ne pas faire : les choses qui ont montré qu'elles marchaient et celles qui ne marchent pas. Elle est basée sur l'expérience personnelle de l'auteur en tant que formateur, facilitateur et responsable ATPC.

15. Déclenchement : extrait du Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté

Kamal Kar et Robert Chambers

Le Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté signé de Kamal Kar et Robert Chambers renferme des informations détaillées sur l'ATPC, ses phases de pré-déclenchement, de déclenchement et d'après-déclenchement, ainsi que des exemples et des études de cas recueillis à travers le monde. Cette section des Conseils aux formateurs reproduit le chapitre sur le déclenchement dans les communautés. L'extrait décrit une série d'outils de déclenchement ATPC, dont certains des auteurs de cette édition spéciale font aussi mention dans leurs articles.

16. Et si l'on écrivait ! Gérer un atelier d'écriture participatif

Angela Milligan et Petra Bongartz

Les adeptes du développement participatif, notamment ceux du Sud, sont confrontés à différents obstacles pour partager leurs acquis et le fruit de leurs réflexions avec un public plus large. Parmi ces barrières, citons des contraintes linguistiques, des pressions en termes de temps et un manque d'expérience et de confiance lorsqu'il s'agit de rédiger des articles. Ces obstacles sont encore plus durs à surmonter pour les femmes. Cela pose un problème pour *Participatory Learning and Action (PLA)* car l'expérience des praticiens, notamment ceux du Sud, est précisément celle que nous voulons capturer. Récemment, nous avons fait quelques essais avec des ateliers d'écriture participatifs comme un moyen possible d'aider les praticiens à contribuer à des éditions thématiques. Pour le numéro de *PLA* consacré à l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC), Plan Kenya, l'IDS et l'IIED ont organisé un atelier d'écriture d'une semaine à Nairobi au Kenya. Cette section des Conseils aux formateurs décrit l'atelier d'écriture sur l'ATPC, en tire des conclusions pour la gestion réussie d'un atelier d'écriture et se penche sur certaines des difficultés associées à l'organisation de ce type d'ateliers.

Glossaire international de la merde

Dans l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC), on utilise toujours le mot vulgaire local pour dire « merde », afin de balayer le silence imposé autour de la défécation à l'air libre.

Au cours des multiples ateliers organisés dans différents pays, nous avons

compilé une liste de mots pour dire merde dans différentes langues et cette liste ne cesse de s'allonger.

Nous sommes toujours heureux de compléter notre liste. N'hésitez pas à nous envoyer le mot vulgaire pour dire merde dans votre propre langue !

Mot	Langue	Pays
Aar	Amhara	Éthiopie
Aca	Quechua	Les Andes
Acin	Ateso	Ouganda
Amabi	Kikisii	Kenya
Amabyi	Kinyarwanda	Rwanda
Amatuvi	Ndebele	Zimbabwe
Amazi	Kiaaya	Tanzanie
Are	Amharic	Éthiopie
Ayee	Tamoul	Inde
Bahaya	Hausa	Nigéria
Bajs	Suédois	Suède
Bbi	Luganda	Ouganda
Behpeh	Fula	Sierra Leone
Bin		Burkina Faso
Bista	Sanskrit	Inde
Buwo	Maninka	Guinée, Mali, Libéria, Sénégal, Sierra Leone, Côte d'Ivoire

Photo : Galerie de photos sur l'ATPC, Flickr



Une femme pouffe de rire à l'idée du volume de merde que produit sa voisine en une journée, Port Loko, Sierra Leone.



Point d'embrassement : les membres de la communauté réalisent que la défécation à l'air libre signifie qu'ils mangent tous la merde de leurs voisins, Sayaya, Nigéria.

Mot	Langue
Caca	Espagnol
Cacca	Italien
Chieth	Luo
Chilo	Sidama
Chino	Kambata, Halaba
Chiro	Hadiya
Chus	Cachemiri
Cóco	Portugais
Crap	Anglais
Dai	Wolof
Ddong	Coréen
Dodi	Fula
Dump	Anglais
Emi	Idoma
Enen	Timni
Enim	Themne
Fun bin	Chinois
Gaac	Khmer
Galuscio	Dialecte génois
Gand	Ourdou
Gandagi	
Ghaleez	
Ghu	Penjabi
Go	Dari
Goo	Hindi
Gu	Bangla, Népalais, Marathi
Guha	Oriya
Haar	Somali
Hagoo	Bengali
Hya	Khmu
Inkik	Massaï
Jhada	Oriya

Pays
Espagne
Italie
Kenya
Éthiopie
Éthiopie
Éthiopie
Cachemire
Mozambique
Royaume-Uni
Sénégal, Gambie
Corée
Sénégal, Gambie, Guinée
Royaume-Uni
Nigéria
Sierra Leone
Sierra Leone
Chine continentale
Cambodge
Gênes, Italie
Pakistan
Inde
Inde
Inde
Afghanistan
Inde
Bangladesh, Népal, Inde
Inde
Somalie
Inde
Laos
Kenya
Inde

Photo : Galerie de photos sur l'ATPC, Flickr

Mot	Langue	Pays
Kaashi	Hausa	Nigéria
Kacke	Allemand	Allemagne
Kak	Néerlandais	Pays-Bas
Kaka	Créole, Bosnien, Zulu	Sierra Leone, Bosnie, Afrique du Sud
Kakashka	Russe	Russie
Kakazaharra	Basque	Pays basque (Espagne)
Kakus	Malayalam	Inde
Kamafwi	Bukusu	Kenya
Kashi	Hausa	Nigéria
Kelkel	Tigriga	Érythrée
Khah	Kinnaur	Himachal Pradesh, Inde
Khara	Arabe	Égypte
Khi	Lao, Thaï, Newari	Laos, Thaïlande, Népal
Ki-i (KiHe)	Garo	Inde
Kokoblaai	Loko	Sierra Leone
Kpui	Mande	Sierra Leone
Kuso	Japonais	Japon
Maafi	Chagga	Tanzanie
Magoo	Shona	Zimbabwe
Mai	Kikamba, Kikuyu, Kimeru	Kenya
Maidan		Inde
Malam	Tamoul	Inde
Manyi	Ehichewa	Malawi
Matudzi	Sena	Mozambique
Matusi		Zimbabwe
Matuvo		Burkina Faso
Matuzu	Shona	Zimbabwe
Matximba	Shangana	Mozambique
Mavh	Kiduruma	Kenya
Mavi	Kiswahili, Kitaita, Chitumbuka	Kenya, Malawi
Mazi	Tonga	Zambie
Merda	Italien	Italie
Merda	Catalan	Catalogne (Espagne)
Merde	Français	France
Mierda	Espagnol	Espagne, Amérique du Sud
Mifi	Ndamba	Tanzanie
Ngachin	Turkana	Kenya
Nshi	Ibo	Nigéria
Pakhana	Hindi/Bangla	Inde/Bangladesh
Pee	Tamoul	Inde
Phân	Vietnamien	Viet Nam
Poep	Néerlandais	Pays-Bas
Poolang	Kissi	Sierra Leone
Rebam	Ufia	Nigéria
Sandaas	Marathi	Maharashtra, Inde
Scheisse	Allemand	Allemagne
Schijt	Néerlandais	Pays-Bas
Shi	Marathi	Maharashtra, Inde

Mot	Langue	Pays
Shit	Anglais	Royaume-Uni, Etats-Unis
Shite	Irlandais	Irlande
Shiya	Wolaita	Éthiopie
Shonde	Sheng	Kenya
Showch		Inde
Si	Chinois	Hong Kong
Skat	Anglais	Royaume-Uni
Skiete	Frison	Pays-Bas
Skit	Suédois	Suède
Stront	Néerlandais	Pays-Bas
Stronzo	Italien	Italie
Tai	Bahasa Indonésie	Indonésie
Tati/Tatti	Hindi, Ourdou	Inde, Pakistan
Teettam	Malayalam	Inde
Teifi	Twi	Ghana
Thi	Manipuri	Inde
Turd	Anglais	Royaume-Uni
Tushi		Zambie
Tutu	Hausa	Nigéria
Udan	Oromo	Éthiopie
Unchi	Japonais	Japon
Unko	Japonais	Japon
Vishtha	Marathi	Maharashtra, Inde
Waduk	Bahasa Indonésie	Indonésie

Merde d'enfant

Appy	Malayalam	Inde
Caca	Français	France
Kaka	Allemand	Allemagne
Ghul		
Ansanee gozla		
Ghooras		
Cheeki		
Izu	Tribus khandwa	Madhya Pradesh, Inde
Shina		
Brushaski		
Khaka	Krio	Sierra Leone
Poo	Anglais	Royaume-Uni
Bajs	Suédois	Suède

Source : site web de l'Assainissement total piloté par la communauté
 Site web : www.communityledtotalsanitation.org/resource/international-glossary-shit
 Courriel : p.bongartz@ids.ac.uk

Glossaire des termes et des sigles liés à l'ATPC

Le calcul de la merde et des dépenses médicales sont deux exercices utilisés dans le déclenchement. Dans le calcul de la merde, il est demandé aux membres de la communauté de calculer le volume de merde produit par chaque famille en une journée/une semaine/un mois/une année. Les volumes sont ensuite cumulés pour estimer le volume de merde produit par la communauté tout entière. Naturellement, une question se pose alors : où va donc toute cette merde ? La communauté calcule aussi les dépenses consacrées aux frais médicaux, p. ex. pour le règlement des médicaments, des docteurs, des hôpitaux et des guérisseurs traditionnels, ainsi que les débours associés comme les frais de transport, de séjour dans la ville où se trouve l'hôpital, etc. Le plus important n'est pas que ces chiffres soient parfaitement exacts. Il s'agit plutôt de démontrer le lien entre le volume de merde produit et les implications en termes de santé et de moyens de subsistance.

SIMOONGA VILLAGE		
1. GARRISON SIMOONGA	-	49 KG OF MATUZI
2. AMOS CHIFWALA	-	175 KG
3. BOYDAN CHIFWALA	-	259 KG
4. DAKITH MASHULANI	-	14 KG
5. MATSON CHIFWALA	-	14 KG
6. SAILENT HADORE	-	14 KG
7. COSTER M. SIMOONGA	-	35 KG
8. MORBEN CHIFWALA	-	175 KG
9. ENEST MWEENE	-	71 KG
10. BRAIN MUSONI	-	21 KG
11. BOYD MUSONI	-	385 KG
12. RAHAB MALAMBA	-	175 KG
13. EDWIN MALAMBA	-	175 KG
14. ROBERT MURWIRA	-	105 KG

Photo : Petra Bongartz

Le calcul du volume de merde par semaine, par mois et par an pour chaque ménage du village de Simoonga en Zambie.

La certification correspond à la confirmation et la reconnaissance officielles de la Fin de la défécation à l'air libre (FDAL).

ATPC fait référence à l'Assainissement total piloté par la communauté. Il s'agit d'une approche intégrée permettant de mettre Fin à la défécation à l'air libre (statut FDAL) et le maintien de cet état. L'ATPC suppose la facilitation de

l'analyse par la communauté de sa situation d'assainissement, ses pratiques en matière de défécation et leurs conséquences, pour déboucher sur une action collective visant à atteindre le statut FDAL. Les processus ATPC peuvent se dérouler simultanément ou précéder et déboucher sur l'amélioration de la conception des latrines ; l'adoption et l'amélioration des pratiques d'hygiène ; la gestion des déchets solides ; l'évacuation des eaux usées ; la préservation, la protection et l'entretien des sources d'eau potable et diverses autres mesures de protection de l'environnement. Dans bien des cas, l'ATPC amorce une série de nouvelles actions collectives de développement local par les communautés FDAL.

Nourriture et merde est un exercice fréquemment utilisé durant la phase de déclenchement pour illustrer la contamination des aliments par les mouches. Cela démontre clairement que personne, pas même quelqu'un qui a des toilettes, n'est protégé de l'impact de la défécation à l'air libre sur la santé et que le seul remède est une communauté où la défécation à l'air libre est totalement éradiquée.

Le **lavage des mains** est aussi reconnu comme un élément clé de l'ATPC, un facteur qui n'a cessé de gagner de l'importance depuis la première apparition de l'approche. Le lavage des mains après la défécation et avant de manger ou de toucher la nourriture est tout aussi important dans la prévention de la propagation des maladies infectieuses que de mettre un terme à la défécation à l'air libre. Si les gens utilisent une latrine mais ne se lavent pas les mains, ils arrivent tout de même à manger leur propre merde et à propager les bactéries. Une installation de lavage des mains peut se résumer à un simple bidon rempli d'eau avec un trou bouché



Photo : Petra Bongartz

Un leader naturel dans le village de Ndeke en Zambie présente le plan d'action du village, une carte des ressources du village et un modèle de latrine.

au moyen d'un bâton qui est accroché à l'envers à l'extérieur de la latrine. Là où l'eau manque et le savon n'existe pas, on peut utiliser de la cendre pour se laver les mains.

Le **point d'embrassement** est le point critique durant le déclenchement lors duquel les membres de la communauté prennent conscience du fait qu'en raison de la défécation à l'air libre, ils ingèrent tous la merde des autres et que cela restera le cas tant que la défécation à l'air libre ne sera pas éradiquée. Dégoût, choc et embarras s'inscrivent alors en grosses lettres sur les visages de tous les participants. On est témoin d'un signe d'embrassement lorsque certains membres de la communauté se mettent en avant et expriment leur souhait de mettre fin à la défécation à l'air libre et considèrent la façon d'y parvenir.

Les **leaders naturels** (que l'on appelle aussi parfois les leaders spontanés) sont des militants et des enthousiastes qui sortent du lot et deviennent chefs de file au cours des processus ATPC. Hommes, femmes, jeunes et enfants peuvent tous devenir des leaders naturels. Certains leaders naturels deviennent des consultants communautaires ; ils organisent des sessions de déclenchement, encouragent et



Des habitants du village de Kabengele, dans le district de Chisamba en Zambie, créent une carte qui illustre leur situation en matière d'assainissement durant une session de déclenchement de l'ATPC.

soutiennent d'autres communautés que la leur.

DAL signifie Défécation à l'air libre – déféquer en plein air et laisser les excréments exposés à l'air libre.

FDAL veut dire Fin de la défécation à l'air libre, c'est-à-dire lorsque les matières fécales ne sont plus directement exposées à l'air libre. Une latrine à fosse sans couvercle représente une forme de défécation à l'air libre (DAL à un point fixe), mais si elle est dotée d'un couvercle empêchant les mouches d'entrer en contact avec les matières fécales (recouvertes ou non de cendre après la défécation), la latrine peut alors être qualifiée de FDAL. Le fait de déféquer dans une tranchée et de recouvrir les matières fécales (ce que l'on appelle aussi « creuser et enterrer » ou encore « la méthode du chat ») peut constituer une transition du statut DAL vers celui de FDAL.

Cartographie. Le déclenchement commence généralement avec l'établissement d'une carte qui est l'un des principaux outils pour impliquer tous les membres de la communauté dans une analyse pratique et visuelle de leur

situation en matière d'assainissement. Une simple carte de la communauté est tracée, le plus souvent à même le sol, et il est demandé à tous les ménages de localiser leur foyer, en indiquant s'ils ont ou non des latrines et où ils vont pour déféquer. La carte peut montrer de façon parlante que les gens font leurs besoins quasiment aux portes de leurs voisins, quelle distance ils doivent parcourir pour déféquer (et les questions de sécurité associées) et pourquoi les sources d'eau risquent d'être contaminées.

Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) en matière d'assainissement. Les OMD fixent huit jalons numériques concrets qui sont censés résorber la pauvreté extrême dans toutes ses dimensions. L'OMD 7 consiste à « assurer un environnement durable ». L'une des cibles de cet objectif est de réduire de moitié la proportion de personnes qui ne disposent pas d'un accès durable à l'eau potable et à un assainissement de base d'ici à 2015. Cela correspond à la fraction de la population disposant d'une source améliorée d'eau potable et la fraction de la population qui utilise des installations d'assainissement améliorées.¹

¹ Source : www.undp.org/mdg/goal7.shtml

PHAST (de l'anglais *Participatory Hygiene and Sanitation Transformation* ou Transformation participative en matière d'hygiène et d'assainissement) est une méthode de formation participative qui utilise des supports visuels pour démontrer le lien entre l'assainissement et la situation sanitaire. Elle vise à accroître l'estime des membres de la communauté et leur donne les moyens de planifier une amélioration de leur cadre de vie et de s'approprier et gérer leurs installations d'eau et d'assainissement. Voir le *Manuel Pas à pas sur PHAST*, OMS, 1998.

L'échelle de l'assainissement montre une gamme de latrines différentes que les gens peuvent adopter, indépendamment de leurs circonstances. Il est important que les gens grimpent à l'échelle de l'assainissement en commençant sur le barreau qui convient à leur propre situation et à leurs circonstances – même des modèles tout simples et abordables peuvent protéger contre les maladies et autres effets néfastes de la défécation à l'air libre. Les gens peuvent progressivement grimper à l'échelle pour atteindre des modèles plus coûteux lorsqu'ils peuvent finalement se le permettre. Parmi les différents barreaux de l'échelle, on peut citer :

Latrine à fosse : dispose d'un couvercle pour empêcher le contact avec les matières fécales par les humains, les animaux et les insectes, une superstructure pour préserver l'intimité de l'utilisateur et pour sa protection, et un tuyau d'aération recouvert de gaze pour empêcher les mauvaises odeurs et les mouches de pénétrer dans la latrine. La fosse peut être renforcée pour empêcher son effondrement. Le fait d'ajouter régulièrement de la cendre dans la fosse accélère le processus de décomposition, tue les larves de mouche et évite les mauvaises odeurs.



Photo : Petra Bongartz

Croquis d'un modèle de latrine améliorée auto-ventilée dans le village de Kabengele en Zambie.

La latrine à fosse est une solution peu coûteuse et facile à construire et à entretenir mais la fosse doit être déplacée ou vidée régulièrement.

Latrine améliorée à fosse ventilée (ou **VIP**, de l'anglais *ventilated improved pit latrine*) : un peu plus coûteuse, elle met en œuvre une technologie un peu plus compliquée. Un tuyau d'aération plus haut que la superstructure permet de réduire les mauvaises odeurs et les mouches. Ces latrines restent bon marché et faciles à entretenir mais elles sont tributaires du vent et elles sont sombres à l'intérieur.

Latrine à siphon hydraulique : utilise une cuvette dotée d'un joint hydraulique connecté à une fosse par un tuyau. Cela empêche les mouches et les odeurs de sortir de la fosse mais cela nécessite une source d'eau.

Toilettes à compost : varie beaucoup en termes de construction et de prix. Elles utilisent toutes des micro-organismes pour décomposer les déjections en compost organique, dit purin ou lisier. Différents systèmes d'aération ou de ventilation peuvent être utilisés pour accélérer le processus de compostage. Les toilettes à compost présentent les



Des villageois de Kabengele en Zambie reviennent de leur marche lors d'un processus de déclenchement dans la communauté.

avantages suivants : la réutilisation du compost sous forme d'engrais, la pollution réduite des eaux souterraines et le fait qu'elles suppriment la dépendance envers l'eau ; toutefois la construction doit être réalisée par de la main-d'œuvre qualifiée.

Latrine de type Arborloo : utilise une fosse très peu profonde (moins d'un mètre de profondeur) dont la superstructure est facilement transportable. Une fois que la fosse est aux trois quarts pleine, la dalle et l'abri sont enlevés et la fosse est remplie de terre. Un jeune arbre est alors planté sur le contenu de la fosse et la latrine est installée ailleurs. Comme la latrine est constamment déplacée, un petit bois ou verger sanitaire finit par apparaître avec le temps. Les arbres peuvent fournir des fruits, du bois d'œuvre ou du bois de feu. Les avantages de ce système résident dans le fait qu'il n'y a aucun maniement des excréments et le risque de contamination des nappes phréatiques

se trouve réduit en raison de la faible profondeur des fosses. Le système *arborloo* est utilisé au Zimbabwe.

Le **marketing de l'assainissement** présente des approches classiques du marketing pour stimuler l'offre et la demande en produits et services d'assainissement en encourageant a) les ménages à se servir de leurs propres ressources pour améliorer leurs services et b) les fournisseurs à développer une gamme d'options qui répondent aux besoins des consommateurs. Il part de l'hypothèse que beaucoup de gens, y compris les pauvres, sont prêts à payer pour de bons services d'assainissement qui répondent à leurs besoins si la technologie est présentée et distribuée correctement et si le mécanisme de fourniture est facilement accessible. En adoptant une approche de marketing pour l'assainissement, on ne fait pas seulement de la publicité ; on veille aussi à ce que les options appropriées d'assainissement soient disponibles et à

ce que les fournisseurs aient les capacités nécessaires pour fournir les services souhaités. Le marketing de l'assainissement entend garantir un équilibre entre l'offre et la demande.²

Transect. Dans le cadre de la phase de déclenchement de l'ATPC, les facilitateurs et les membres de la communauté réalisent un transect (une marche) le long d'une ligne qui traverse les zones de défécation à l'air libre du village. Un débat sur l'assainissement du village est aisément amorcé en posant des questions afin de déterminer qui utilise quelle zone pour déféquer, où vont les femmes et ce qu'il se passe la nuit ou en cas de mauvais temps. Lorsque les gens voient l'ampleur de la défécation à l'air libre et réalisent qu'il n'y a pas de zones non souillées par les matières fécales, cela crée habituellement le désir de mettre un terme à la défécation à l'air libre.

Par **déclenchement**, on entend le processus coordonné par des facilitateurs qui comprend habituellement une réunion communautaire, un exercice cartographique, une marche à travers les zones de défécation à l'air libre, des exercices qui illustrent les voies de contamination fécale-orale, par exemple la méthode « nourriture et merde » ou encore « eau et merde ».

Par **vérification**, on entend l'inspection d'une communauté dans le but d'évaluer si elle est ou non FDAL (voir plus haut « Certification »).

Eau et merde est un exercice fréquemment utilisé lors de la phase de déclenchement pour illustrer les voies de contamination fécale-orale et le fait que

les gens boivent régulièrement de l'eau contaminée sans en être conscients. Le facilitateur offre un verre ou une bouteille d'eau à un membre de la communauté et lui demande d'en boire une gorgée. Une fois que la personne a bu un peu d'eau, le facilitateur prend un cheveu, une brindille ou un brin d'herbe et le frotte dans une merde avant de le tremper dans l'eau. Il offre de nouveau le verre ou la bouteille d'eau mais, cette fois, bien sûr, personne ne veut y toucher. Pour rendre cet exercice encore plus parlant, certains facilitateurs comparent le cheveu à la patte d'une mouche, en insistant sur le fait que la mouche, en six pattes, c.-à-d. qu'elle transfère encore plus de merde dans la nourriture et dans l'eau lorsqu'elle entre en contact avec.

² Source : <http://tinyurl.com/sanitation-marketing>. Full URL: www.lboro.ac.uk/well/resources/fact-sheets/fact-sheets-htm/Sanitation%20marketing.htm

Sigles et acronymes

BVIP	Latrine à fosse autoventilée de type Blair
ATPC	Assainissement total piloté par la communauté
ONG	Organisation non gouvernementale
DAL	Défécation à l'air libre
FDAL	Fin de la défécation à l'air libre
PHAST	Participatory Hygiene and Sanitation Transformation
PLA	Participatory Learning and Action/Action et apprentissage participatifs
ERP	Évaluation rurale participative
RESA	Bureau régional Afrique orientale et australe de Plan International
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VIP	Latrine améliorée à fosse autoventilée
WASH	Water Sanitation & Hygiene/Eau, assainissement & hygiène
E&A	Eau & assainissement
WSP-EAP	Programme Eau et Assainissement de la Banque mondiale

Si la merde m'était contée : l'Assainissement total piloté par la communauté en Afrique – Tour d'horizon



par **PETRA BONGARTZ, SAMUEL MUSEMBI MUSYOKI,
ANGELA MILLIGAN et HOLLY ASHLEY**

Assainissement : la grande question

Où chiez-vous ?¹ Cette question est une façon pour le moins inhabituelle d'entamer une conversation : elle peut causer de l'embarras, un rire nerveux ; elle peut choquer voire même scandaliser. Pour la majorité d'entre nous dans l'hémisphère Nord, l'utilisation des toilettes n'est pas un sujet auquel nous réfléchissons beaucoup. Pour nous, il va de soi que lorsque nous avons besoin de nous soulager, il existe un lieu propre, privé où nous pouvons le faire.

Mais dans les pays en développement, la réponse à cette question peut déterminer la vie ou la mort. Quelque 2,6 milliards de gens n'ont pas accès à des toilettes – environ quatre sur dix habitants de la planète. Au lieu de cela, ils pratiquent la défécation en plein air : dans la brousse, la forêt, sur les berges des lacs et des rivières, le long de la voie ferrée ou au bord de la route. Les conséquences sont désastreuses

(Encadré 1). La merde transporte des maladies et c'est un tueur impitoyable. Le manque d'assainissement exerce aussi un impact sur le bien-être humain en général, la dignité humaine et la liberté individuelle.

Compte tenu des effets perturbateurs d'un assainissement insuffisant, voire inexistant, pourquoi est-on si peu au fait de la grave situation à laquelle est confronté le monde en développement ? L'une des réponses est que personne n'aime parler de merde. Les tabous qui règnent autour de ce qu'on appelle poliment les « déjections humaines » sont encore plus féroces que ceux qui règnent sur le sexe. Le problème est encore exacerbé par le fait que l'assainissement est souvent mêlé à l'eau. Or l'eau est propre, alors que l'assainissement est traité comme un secteur sale. Les politiciens le considèrent rarement comme un ordre du jour qui leur gagne des voix. Malgré l'importance de l'assainissement et

¹ Un aspect important de l'approche ATPC consiste à utiliser un langage cru pour évoquer la « merde » plutôt que des mots plus polis qui déguisent ce dont nous parlons. C'est la raison pour laquelle nous avons utilisé les mots « merde » et « chier » dans l'ensemble de cette publication.

Encadré 1 – Impacts d'un manque d'assainissement

Environ 6 000 personnes par jour ou 1,8 million par an – dont 90 % sont des enfants – meurent d'une maladie transmise par les déjections, p. ex. l'ankylostomiase, la dracontiaise ou la bilharziose. Plus d'enfants de moins de cinq ans meurent de la diarrhée que du VIH, du paludisme et de la tuberculose réunis. Et bien d'autres encore sont irréversiblement affaiblis et amaigris par la maladie durant les premières années de leur vie (Humphries, 2009).²

Les femmes et les jeunes filles en particulier sont pénalisées. Dans de nombreux pays, elles doivent se soulager à l'aube ou la nuit tombée pour ne pas être vues. Elles courent alors le risque de se faire violer ou attaquer par des hommes ou des bêtes sauvages (Amnesty International, 2010). En outre, le fait d'éviter de manger ou de boire pour ne pas aller aux toilettes peut engendrer des maladies des voies urinaires, une déshydratation et une malnutrition. Le manque de lieu sûr et privé est encore plus problématique au moment de la menstruation. Les filles peuvent se voir interdire d'aller à l'école (ou choisir de ne pas y aller) s'il n'y a pas de toilettes ou s'il n'existe pas de toilettes propres et réservées à leur usage.

Ces maladies à répétition ont un impact majeur sur l'absentéisme à l'école, la productivité et les moyens de subsistance. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que près de 273 000 jours d'école par an seraient gagnés si l'OMD concernant l'eau et l'assainissement était atteint (Hutton et Haller, 2004).³ Les pauvres tombent malades, manquent des heures de travail, consacrent leur revenu à un traitement pour se soigner et gagnent de l'argent pour faire face à la prochaine crise de maladie. Les chiffres de l'OMS suggèrent qu'en augmentant l'accès à l'eau et à un assainissement amélioré pour tous, 5,6 milliards de jours de production par an seraient gagnés à travers le monde (Hutton et Haller, 2004).

des décennies de programmes qui lui sont consacrés, beaucoup de pays ont peu de chance d'atteindre la cible des OMD en matière d'assainissement.

Toutefois, la situation évolue peu à peu. Ces dernières années, une approche radicale, participative baptisée Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) a encouragé des millions de personnes autour du monde à regarder (et oui, littéralement), parler et « s'attaquer » à leur merde. Cela n'est pas arrivé grâce à l'éducation, par la force ou par des incitations monétaires mais par la facilitation d'un processus participatif appelé « déclenchement » qui favorise la prise de conscience et mobilise l'action collective en faveur du changement. L'ATPC a montré des résultats prometteurs là où des programmes ruraux d'assainissement avaient échoué



Kamal Kar a joué un rôle prépondérant dans le développement et la vulgarisation de l'ATPC.

dans le passé.

L'ATPC a vu le jour grâce au Dr Kamal Kar, un consultant indépendant en développement originaire de l'Inde, avec WaterAid Bangladesh et son partenaire de mise en œuvre VERC (Village Education Resource Centre), dans le village de

² Outre la diarrhée, le Dr Jean Humphries (Lancet, 2009) a mis en avant l'hypothèse selon laquelle un manque d'assainissement provoque une maladie appelée l'entéropathie tropicale. Les bactéries contenues dans les déjections endommagent la paroi intestinale et la rendent perméable à d'autres microbes. Cela déclenche une réponse immunitaire qui contribue au rachitisme chez les nouveau-nés et les jeunes enfants, dû à une malabsorption des nutriments et de l'énergie qui doit être détournée de sa fonction anabolique pour lutter contre l'infection bactérienne dans les intestins. Alors qu'avec la diarrhée, les enfants ont des poussées de croissance pour rattraper leur retard entre les épisodes, dans le cas de l'entéropathie tropicale, il n'en est rien. Un bon assainissement et une bonne hygiène sont donc encore plus indispensables qu'on ne le croyait précédemment.

³ Les Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies fixent une série de cibles de développement. La cible pour l'assainissement consiste à « réduire de moitié le nombre de personnes n'ayant pas accès à un assainissement de base » d'ici à 2012.

Mosmoil, district de Rajshahi en 1999.⁴ Kar a été proactif dans la propagation de l'ATPC, tout d'abord au Bangladesh, puis dans l'ensemble de l'Asie, puis en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient et dans le Pacifique. L'ATPC est désormais utilisé dans plus de 40 pays, mais jusqu'ici toujours dans des projets d'une envergure limitée.

Ce numéro de *Participatory Learning and Action* se concentre sur l'ATPC dans le contexte de l'Afrique. Suite à son introduction trois ans plus tôt, la cadence avec laquelle cette approche a été adoptée et s'est développée en Afrique est étonnante. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) estime que plusieurs centaines de milliers de personnes à travers l'Afrique ont mis un pied à l'échelle de l'assainissement au cours des deux années qui ont suivi l'introduction de l'ATPC. Ne serait-ce qu'en Zambie, grâce à l'ATPC, plus de 245 000 personnes vivent désormais dans des communautés qui ont mis fin à la défécation à l'air libre (FDAL) (Bevan et Hickling, dans ce numéro).

Cette édition s'inspire d'un vaste vivier d'expériences recueillies en Afrique qui ne cesse de grandir. Elle pourra intéresser les nombreuses personnes et organisations impliquées dans la mise en œuvre et le passage à l'échelle de l'ATPC en Afrique et ailleurs, de même que d'autres adeptes des méthodologies participatives.

Dans cette vue d'ensemble de l'édition, nous vous présentons une introduction à l'approche ATPC : en quoi elle diffère des approches traditionnelles, ses principes clés et sa méthodologie, son histoire et sa propagation, ainsi que son potentiel pour révolutionner l'assainissement rural. Ensuite, nous nous penchons sur certains éléments clés pour une mise en œuvre

réussie de l'ATPC avant d'entamer une discussion sur les difficultés liées à son passage à l'échelle en Afrique.

Approches classiques en matière d'assainissement

Les approches classiques en matière d'assainissement rural sont basées sur deux hypothèses. La première est que les gens ne savent rien de l'assainissement et l'hygiène mais que, si on les éduque, ils modifieront leur comportement. La seconde est que les gens utiliseront les toilettes s'ils reçoivent de l'aide pour en construire mais ils sont trop pauvres pour les construire eux-mêmes. Toutefois, bien souvent, ces deux hypothèses se révèlent erronées. Les recherches ont montré que des connaissances sur les risques sanitaires liés à un assainissement médiocre ne déclenchent pas nécessairement un changement de comportement.⁵ En outre, une forte proportion de latrines construites à l'aide de subventions ne sont jamais utilisées comme des toilettes, mais plutôt comme des lieux de stockage, des abris pour les bêtes ou encore des locaux de prière – les bâtiments sont de trop grande qualité pour être réduits au rôle de toilettes ! Les subventions cultivent aussi le « syndrome de la dépendance », encourageant les gens à attendre l'aumône plutôt que de construire des toilettes eux-mêmes ou de réparer des toilettes existantes. Les programmes classiques sont aussi axés sur des ménages individuels plutôt que d'encourager l'ensemble de la communauté à mener une action collective afin d'assainir son environnement.

Et si on parlait de merde : une nouvelle approche

L'ATPC se base sur des principes très

⁴ Kamal Kar est l'un des tout premiers pionniers de l'évaluation rurale participative (ERP) en Inde et il est à l'origine de nombreuses innovations en ERP dans différents contextes, p. ex. les projets d'amélioration des bidonvilles financés par le Dfid à Calcutta et dans plusieurs autres villes indiennes, le développement rural en Mongolie, des projets de GTZ en Inde et des projets touchant à l'élevage. Kar est l'un des trois formateurs ERP à avoir introduit l'ATPC au Bangladesh en 1993, aux côtés d'ONG et de chercheurs agricoles. Pour obtenir un complément d'information sur les origines de l'ATPC et sa naissance au Bangladesh, voir Kar (2003).

⁵ Voir par exemple Curtis et al. (1995), Curtis et al. (2003), Scott et al. (2007).



Photo : Galerie de photos sur l'ATPC, Flickr

Des habitants du village de Buleze reviennent d'un transect durant un exercice ATPC en Zambie, en juillet 2009.

Encadré 2 – Principes clés de l'ATPC

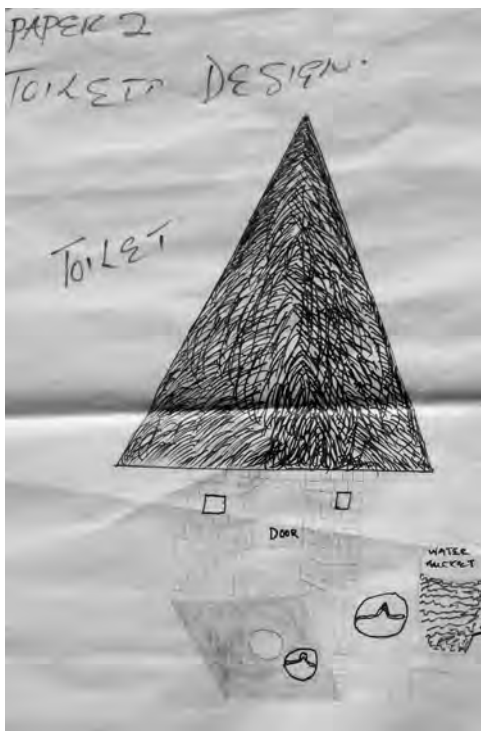
- Passer de « nous devons aider les pauvres » à « ils peuvent y arriver ».
- Abandonner les solutions et les normes imposées par l'extérieur pour adopter des solutions locales, la diversité et des innovations adaptées au contexte.
- Ne plus enseigner, éduquer, dire au gens quoi faire mais faciliter, autonomiser, donner aux gens les moyens d'arriver à leurs propres conclusions.
- Remplacer les mots aseptisés par des mots crus et grossiers.
- Ne plus compter les latrines mais compter les communautés FDAL.
- Ne plus construire des latrines mais renforcer les capacités.
- Ne plus être sensibles aux normes et aux tabous culturels mais s'en remettre aux communautés pour s'en occuper.⁶
- Ne plus se concentrer sur le changement de comportement individuel pour privilégier la solidarité sociale, la coopération et l'action collective.

différents (voir l'Encadré 2). Il n'offre pas de subventions directes aux ménages et il cible des communautés, pas des individus. Tant qu'une minorité, même infime, continue de déféquer en plein air, tous les membres de la communauté courent le risque de « manger la merde des autres ». L'ATPC se sert d'outils ERP pour aider les communautés à reconnaître les problèmes de la défécation en plein air (c.-à-d. chier à l'air libre et non pas dans des toilettes) et mener une action collective pour que la communauté mette fin à la défécation à l'air libre. L'ATPC parle de façon crue et fait la lumière sur la merde qui est normalement occultée par des tabous et un langage aseptisé. Dans l'ATPC, le terme local vulgaire pour dire merde est **toujours** utilisé.

Au cœur de l'ATPC figure le processus de déclenchement. Il se base sur une

⁶ Dans l'ATPC, les normes et tabous culturels, qui sont souvent cités comme les raisons pour continuer de déféquer en plein air ou ne pas construire des latrines, ne sont pas admis comme des obstacles au changement de comportement ou à l'obtention du statut FDAL. Plutôt que de baisser les bras et d'accepter ces tabous culturels comme des obstacles, ou de laisser des étrangers suggérer des moyens de les surmonter, les facilitateurs laissent à la communauté le soin de trouver des moyens d'intégrer ces tabous afin de trouver une solution. Voir aussi la section sur la formation plus loin dans ce tour d'horizon et les articles signés de Chimhowa, Bwire, Zombo et Musyoki, dans ce numéro.

Photo : Petra Bongartz



Un exemple de dessin de toilettes communautaires.

panoplie d'outils participatifs, utilisés de façon flexible par des facilitateurs en fonction du contexte (voir les Conseils aux formateurs, dans ce numéro). Il comprend généralement un exercice de cartographie participative des foyers et des zones de défécation, durant lequel il devient clair que la défécation envahit toutes les zones. Les communautés calculent le volume de merde produit par jour, par semaine, par mois et par an, par les ménages individuels et l'ensemble du village. De même, elles estiment leurs frais médicaux pour le traitement des maladies diarrhéiques.

Durant une marche (« transect ») à travers les zones communes de défécation à l'air libre, le problème crève les yeux : il y a de la merde partout et le fait de la voir, de la sentir et de marcher dedans est très déplaisant. Certains détournent la tête pour cacher leur embarras, d'autres vomissent, d'autres pouffent d'un rire nerveux.

L'effet que cet exercice a sur les gens s'inscrit clairement sur leur visage. Conjugué à des exercices qui illustrent les voies de contamination de la merde à la bouche et la façon dont les aliments et l'eau deviennent contaminés, on arrive généralement à un point d'embrassement, lorsque la communauté réalise que tous les membres sont en train de manger la merde des autres et décide alors de mener une action collective. Des plans d'action pour la construction de latrines sont alors élaborés.

Durant le processus, le ou les facilitateurs ne font pas un cours ; ils ne font pas du prêche et ne disent pas à la communauté quoi faire. Ils sont là pour découvrir les habitudes de la communauté en matière d'assainissement et non pour faire l'aumône. Au cours de la phase de déclenchement, des « leaders naturels » sortent du lot et c'est à eux de prendre l'initiative et de diriger leur communauté dans ses efforts pour devenir FDAL. Lorsque les communautés réalisent que la défécation à l'air libre est un problème collectif, les gens les plus pauvres n'ont pas besoin d'une aide extérieure : ils sont épaulés par les membres plus aisés de leur communauté. Ainsi, à Got Kabok, district d'Homa Bay au Kenya, où il y a une forte proportion de personnes malades et vieillissantes en raison de la forte prévalence du VIH/sida, la solidarité sociale a joué un rôle décisif pour veiller à ce que les personnes vulnérables de la communauté reçoivent de l'aide pour construire des latrines (Musyoki, comm. perso.).

Les modèles de latrine sont basés sur les innovations de la communauté elle-même. Ils sont généralement à faible coût, construits à partir de matériaux localement disponibles et ils constituent le premier échelon sur l'échelle de l'assainissement.⁷ L'idée veut qu'au fil du temps, à mesure que les ressources deviennent disponibles, les gens pourront et finiront par adapter un modèle plus sophistiqué, notamment si le

⁷Voir l'explication dans le glossaire.

modèle tout simple de latrine à fosse construit au début du projet ne survit pas au temps, aux inondations ou au type de sol de la localité.

Si beaucoup d'attention est certes accordée au processus de déclenchement, l'ATPC ne s'arrête pas là ; c'est un processus continu qui exige un suivi rigoureux de la part des agences extérieures, y compris un appui aux leaders naturels dans le suivi de l'avancement de la construction, l'utilisation et l'entretien des latrines, la vérification du statut FDAL, puis la certification et la célébration de l'obtention de ce statut. Cela comprend également un appui aux activités de partage et d'apprentissage pour encourager la propagation de l'ATPC aux communautés et aux districts voisins.

Comme nous l'abordons plus loin dans ce tour d'horizon, et comme illustré par plusieurs des articles de ce numéro (p. ex. Wolfer et Kloot, Raeside, Shutt, Soublière, Musyoki), l'ATPC nécessite non seulement un changement de mentalité et d'attitude de la part des communautés, mais encore des pouvoirs publics et des organisations de développement. Ces transformations ne se font pas toujours sans heurt. Elles impliquent de rompre le cycle de la dépendance et de balayer les attentes associées aux projets à base de subventions ; il faut désormais faire confiance aux capacités et à la solidarité sociale des communautés et résister aux pressions exercées pour atteindre les cibles budgétaires.

Les premiers examens suggèrent que l'ATPC revient à environ 15 dollars US par ménage, ou 2,50 US\$ par personne en Afrique centrale et de l'Ouest.⁸ Ce chiffre offre une comparaison très favorable avec le coût des programmes de construction subventionnée de latrines, où la tendance

à exiger des modèles « haute technologie » peut gonfler les coûts jusqu'à 600 US\$ par ménage (Hickling et Bevan, dans ce numéro).

L'ATPC en Afrique

L'ATPC a été introduit en Afrique en 2002, mais l'aventure commence véritablement en 2007, lorsque Kamal Kar facilite deux formations en Tanzanie et en Éthiopie pour le Bureau régional d'Afrique orientale et australe (RESA) de Plan International. Depuis lors, l'ATPC a été introduit dans 32 pays, dans bien des cas après une formation initiale par Kamal Kar lui-même.^{9 10}

Depuis ces premières formations, l'ATPC a été introduit dans 32 pays d'Afrique. Des ONG internationales comme Plan, WaterAid, World Vision et SNV, l'organisation de développement des Pays-Bas, et des agences comme l'UNICEF et le Programme Eau et Assainissement de la Banque mondiale (WSP) ont adopté l'ATPC comme leur méthode de prédilection dans leurs programmes d'assainissement. Cela a donné de bons résultats initiaux. Il y a désormais beaucoup de tentatives par des gouvernements (p. ex. en Éthiopie, au Kenya, au Malawi et en Zambie) et par de grandes institutions comme l'UNICEF pour mettre l'ATPC à l'échelle. Il y a aussi un intérêt croissant par des instituts de formation et de recherche ainsi que par des praticiens désireux d'entreprendre une recherche-action pour évaluer et tirer des leçons de ces expériences.

Comme le montrent beaucoup d'articles dans ce numéro, l'enthousiasme avec lequel l'ATPC a été adopté en Afrique est très prometteur. Lors de l'AfricaSan à Durban, en février 2008, juste un an après l'introduction de l'ATPC sur le continent, il y avait

⁸ Communication personnelle avec Chris Cormency – coûts tout compris à partir d'un examen des données régionales pour l'Afrique centrale et de l'Est.

⁹ L'ATPC a été introduit en Ouganda (2002), en Zambie (2003), en Éthiopie (2004) et au Nigéria (2004), mais la plupart de ces premières tentatives ont été des déclenchements tests et sont restées très limitées en termes de portée et de succès (Kar, à paraître dans *Shit Matters*, sous la direction de Mehta et Movik).

¹⁰ Un compte rendu de la formation en Tanzanie ainsi que des premières impressions et une réflexion sur le fonctionnement possible de cette approche dans un contexte africain figure dans Musyoki (2007).

Encadré 3 – Facteurs pour le succès de l'ATPC**Au niveau communautaire**

- Démarrer dans des conditions favorables
- Garantir un calendrier adéquat
- Une facilitation de qualité
- Soutenir les leaders naturels
- Faire participer les femmes, les jeunes et les enfants
- Vérification, certification et célébrations
- Le suivi : au-delà du statut FDAL
- Le calendrier du marketing d'assainissement

Le passage à l'échelle

- Mentorat et accompagnement des leaders naturels
- Acquérir des capacités de formation de qualité
- Changements organisationnels
- Apporter un appui aux champions pour qu'ils deviennent de plus en plus nombreux
- Un environnement politique et une appropriation locale propices au projet
- Le rôle des médias
- La documentation, le travail en réseau, le partage et l'apprentissage

a suivi à Mombasa en mars 2009 ont soulevé de nombreuses questions et beaucoup de défis pour l'ATPC.¹³ Comme avec toute nouvelle approche, et notamment une approche qui se propage aussi vite que l'a fait l'ATPC, des questions se font jour au fil de son adoption, de son déploiement et de son adaptation à différents contextes. Jusqu'ici, l'expérience en Afrique et ailleurs suggère qu'un certain nombre de facteurs sont importants pour le succès de l'ATPC (Encadré 3). Certains de ces facteurs sont plus importants au niveau communautaire, d'autres pour le passage à l'échelle, tandis que d'autres encore sont déterminants dans les deux cas. Chaque facteur est abordé ici plus en détail, en s'appuyant sur les points de vue présentés dans les articles de ce numéro.

Un ATPC réussi**Démarrer dans des conditions favorables**

Il est judicieux de démarrer l'ATPC dans des conditions favorables là où il a les meilleures chances de succès. Kar et Chambers (2008) évoquent ces conditions en détails et Musyoki (Encadré 1, Conseils aux formateurs, dans ce numéro) fournit un résumé des conditions physiques, sociales et culturelles, des politiques de programme et des pratiques communautaires actuelles qui promeuvent le succès de l'ATPC. Ainsi, les communautés soudées ayant un passé émaillé d'actions collectives, qui vivent dans des conditions insalubres évidentes et n'ont pas d'historique de subventions d'assainissement ont plus de chance d'avoir un déclenchement réussi. Les villages qui deviennent FDAL à l'issue du déclenchement peuvent en inspirer d'autres et peuvent constituer un « laboratoire d'apprentissage »

déjà une admission généralisée du potentiel offert par cette approche.¹¹ Le sentiment « qu'il s'était passé quelque chose de tout à fait remarquable avec l'ATPC » a résonné dans nombre de discours, de présentations et de débats lors de la conférence.¹² Tout le monde s'accordait à dire que l'approche « *business as usual* » ne déboucherait nullement sur une amélioration durable et véritable des conditions de vie et du bien-être des 300 millions d'Africains toujours privés d'accès à un assainissement amélioré, et de fait beaucoup de pays ne peuvent pas se permettre des subventions pour l'achat de matériel d'assainissement associées aux approches classiques (voir p. ex. Rukuni, dans ce numéro). Il faut s'attaquer autrement à la crise de l'assainissement et l'ATPC semble se montrer à la hauteur du défi.

La conférence AfricaSan et l'atelier qui

¹¹ La deuxième Conférence africaine sur l'assainissement et l'hygiène – AfricaSan+5 – s'est tenue à Durban, en Afrique du Sud du 18 au 21 février 2008. Pour plus d'information, voir www.africasan2008.net

¹² Voir p. ex. le rapport sur l'atelier de partage et d'apprentissage coorganisé par l'Institute of Development Studies (IDS) et le Bureau régional pour l'Afrique orientale et australe (RESA) de Plan lors d'AfricaSan : <http://tinyurl.com/africasan-workshop>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/AfricaSan_CLTS_workshopreport.pdf

¹³ Voir : <http://tinyurl.com/clts-mombasa-workshop>. URL complète :

www.communityledtotalsanitation.org/resource/clts-africa-mombasa-workshop-march-2009

pour d'autres contextes, peut-être plus délicats.

Calendrier

Musyoki (Conseils aux formateurs, dans ce numéro) souligne l'importance qu'il y a à choisir le bon moment pour le déclenchement. Ainsi, il est peu sage de prévoir le déclenchement pendant la saison des pluies lorsque le mauvais temps n'est pas propice au creusement des fosses des latrines et à la construction de la superstructure, ou lorsque les communautés sont très prises par les travaux des champs, ou encore durant un festival ou au moment d'une sépulture. En choisissant judicieusement le moment du déclenchement, on peut aider les communautés à atteindre plus rapidement le statut FDAL.

Une Facilitation ATPC de qualité

L'ATPC a besoin de bons facilitateurs. Mais qu'est-ce qu'une facilitation de qualité et quelles sortes d'attributs faut-il ? Kar et Chambers (dans ce numéro) décrivent le processus de déclenchement en détail et leur compte rendu, au même titre que celui de Musyoki, Bwire et Chimhowa (tous dans ce numéro), soulignent le genre de compétences et de qualités qu'un bon facilitateur a besoin de cultiver.

Les laisser faire

Comme dans toute bonne approche ERP/PLA, les facilitateurs sont là pour faciliter un processus qui donne à la communauté les moyens d'arriver à ses propres conclusions, à se faire une opinion en toute connaissance de cause et à élaborer des plans d'action. Par conséquent, bon nombre des qualités requises sont celles dont a besoin un facilitateur ERP :

- être capable d'établir un rapport avec la communauté ;
- savoir écouter et avoir de bonnes compétences de communication ;
- être observateur ;
- ne pas faire de paternalisme ou vouloir donner des leçons ;

Encadré 4 – Déclencheurs émotionnels : honte, choc, dégoût et dignité

D'un point de vue stratégique, l'ATPC provoque de fortes émotions comme le choc, le dégoût, l'embarras et la honte, ainsi que la fierté, le respect de soi et la dignité pour déclencher une action collective de la communauté afin de mettre un terme à la défécation à l'air libre. L'élan en faveur du changement provient des émotions – il vient des tripes – alors que les programmes pédagogiques classiques parlent plutôt à la tête. Bon nombre de critiques de l'ATPC s'en prennent à l'élément de « honte » de l'ATPC en particulier, en soutenant que c'est une manière de provoquer le changement qui va à l'encontre de l'éthique. Pourtant, la honte n'est pas déclenchée par ou nécessairement ressentie vis-à-vis de personnes de l'extérieur (même s'il peut y avoir de l'embarras au moment de montrer aux visiteurs comment la communauté s'occupe de sa merde), c'est plutôt un processus interne et un sentiment qui se dessine face à la prise de conscience des implications de la défécation à l'air libre. En outre, sur la base des comptes rendus des communautés, plus que la honte, ce sont le choc, le dégoût et l'embarras qui sont les principaux déclencheurs de changement.

- poser des questions ;
- être convaincu que les communautés peuvent faire leur propre analyse et leur propre planification.

Les facilitateurs ont aussi besoin d'expliquer très clairement aux communautés qu'ils n'apportent aucune aide ni aucune subvention, mais qu'ils veulent simplement en savoir plus sur l'assainissement dans la région et identifier le nombre de villages où les gens pratiquent la défécation à l'air libre.

Se faire l'avocat du diable

Toutefois, dans certains cas, l'ATPC exige un style très différent de facilitation. Le but du facilitateur ATPC est d'engendrer des émotions suffisamment fortes chez les participants pour arriver à déclencher une action collective (voir l'Encadré 4). Comme le souligne Musyoki (dans ce numéro), cela signifie qu'au lieu de se montrer « sympa et modeste », comme les approches ERP/PLA l'exigent habituellement, « dans le cadre d'un projet ATPC, notre rôle doit

Encadré 5 – Questions que les facilitateurs peuvent poser durant le transect

- Qui vient chier ici ?
- Où les femmes font-elles leurs besoins ?
- Quels endroits utilisent les enfants ? (Néanmoins, le groupe des enfants devrait faire l'objet d'une facilitation séparée et ils devraient emmener leurs facilitateurs et les autres à l'endroit où ils pratiquent la défécation à l'air libre).
- À qui est cette merde ?
- Indiquez deux ou trois tas de merde différents ; demandez-leur s'ils voient des différences en termes de forme, de couleur, de viscosité, etc. D'après eux, quelles pourraient être les raisons à l'origine de ces différences (p. ex. diarrhée, dysenterie, choléra, indigestion, etc.) ?
- Signalez un tas de merde fraîche et demandez s'ils peuvent y observer des organismes vivants (p. ex. mouches, vers, insectes, moustiques, bousiers, etc.) ?
- Si vous voyez que certains d'entre eux se couvrent le nez ou crachent de dégoût, demandez-leur pourquoi ils font ça. Font-ils la même chose chaque fois qu'ils visitent le site ?
- Demandez jusqu'où peuvent se déplacer les mouches et si elles rendent visite à leur foyer en transportant de la merde ?
- Taquinez-les en suggérant qu'ils ne devraient sans doute pas s'en faire car les mouches qu'ils voient sur la merde sont différentes de celles qui se promènent sur leur assiette (ils ne seront peut-être pas d'accord avec votre suggestion et ils diront que ce sont les mêmes mouches qui transportent la merde à la maison).
- Demandez-leur s'il y a plus de mouches sur la merde liquide ou solide, sur la merde sèche ou humide ?
- Demandez-leur quelle merde sèche plus vite, les selles normales ou celles de quelqu'un qui a la diarrhée ? Lesquelles sont plus liquides ?
- Demandez-leur celles qui attirent le plus de mouches (merde sèche ou liquide/semi-solide) ?
- Demandez si la contamination par une merde liquide diarrhéique se propage plus vite ou si c'est celle d'une merde normale semi-solide qui se propage plus vite ?
- Enfin, demandez-leur s'ils aiment vivre dans un tel environnement ? Posez toute autre question qui vous semble susceptible de les dégoûter. N'hésitez pas à innover en fonction des circonstances locales.

Source : Kar et Chambers (2008)



Photo : Petra Bongartz

Calcul du volume de merde dans un village effectué lors d'une formation ATPC à Kabengele, en Zambie, juillet 2009.

changer et nous devons devenir l'avocat du diable¹⁴. Cela ne veut pas dire que le facilitateur doit émettre un jugement ou des

remarques sur le comportement de la communauté en matière d'assainissement, ni qu'il doit faire preuve de manque de respect envers la communauté. Mais le facilitateur se doit de poser des questions qui dérangent et de soutenir une analyse pour inciter les communautés elles-mêmes à repenser leurs pratiques d'assainissement (Encadré 5).

Usage d'un vocabulaire cru

Dans l'ATPC, les facilitateurs emploient un langage cru qui confronte les gens ayant des problèmes de défécation à l'air libre et qui déclenche des émotions comme le dégoût et le choc. Zombo (dans ce numéro) estime que le registre utilisé est essentiel pour réussir à obtenir un statut FDAL (« Il faut choquer pour changer les vies ! »). Tout comme les exercices de déclenchement tels que la cartographie, le transect,

¹⁴ L'avocat du diable est quelqu'un qui défend une position qu'il ne partage pas nécessairement dans le seul but de mieux illustrer les arguments de la partie adverse.

la « merde et l'eau » et la « nourriture et la merde » rendent les problèmes de la défécation à l'air libre plus visibles, un langage grossier confronte les habitants au problème : la merde n'est rien d'autre que de la merde!¹⁵ Une fois que quelqu'un annonce publiquement qu'ils mangent tous la merde des autres, les facilitateurs peuvent répéter ce constat de temps à autre.

Renverser les tabous

À la différence des exercices participatifs habituels, avec l'ATPC, les facilitateurs et les personnes de l'extérieur ne doivent pas hésiter à forcer les communautés à remettre en question comment certains de leurs tabous culturels cautionnent implicitement la défécation à l'air libre et ses terribles impacts sur la santé et le bien-être. Le comportement du facilitateur doit être insensible en ce sens qu'il ne doit pas voir ces normes, croyances et tabous comme des obstacles donnés, mais plutôt agir avec la conviction que les gens eux-mêmes décideront comment les (ré)interpréter, les adapter ou les changer une fois qu'ils prendront conscience des problèmes que pose la défécation à l'air libre. À Kilifi, au Kenya, par exemple (voir Bwire, dans ce numéro), les communautés ont réalisé lors du processus de déclenchement que, contrairement aux tabous culturels, les déjections des pères et des belles-filles se mélangeaient du fait de la défécation à l'air libre. Conjugué à la réalisation du fait qu'ils mangeaient tous la merde des autres, cela les a incités à décider de mettre un terme à la défécation à l'air libre.

Humour, art dramatique et passion

Kamal Kar affirme qu'un facilitateur ATPC doit être quelqu'un qui sait « chanter et danser », alors que Musyoki (dans ce numéro) suggère que les facilitateurs doivent « avoir un sens inné de l'humour, toujours être en représentation, être

passionnés et charismatiques ». Ils doivent « faire preuve d'un humour cocasse et provocateur » (Kar et Chambers, 2008). Chimhowa, par exemple, décrit comment les facilitateurs ont incité les communautés à remplacer les paroles de chansons populaires par un texte lié à la merde, ce qui permet de briser la glace et de nouer de bons rapports.

Être créatif et souple

Chimhowa (dans ce numéro) suggère que les facilitateurs doivent être capables de « laisser libre cours à leur imagination ». Il montre comment, au Zimbabwe, une facilitation ATPC originale a transformé des conditions apparemment défavorables (p. ex. une épidémie de choléra) en un avantage, en développant de puissants outils de déclenchement. Les enseignements religieux qui prescrivent la propreté, que l'on retrouve dans la Bible et le Coran, peuvent aussi se transformer en déclencheurs puissants comme le montrent Chimhowa et Zombo (dans ce numéro), et des convictions culturelles et religieuses sur les esprits des morts peuvent aussi servir de base à des innovations pouvant servir de déclencheur (Chimhowa).

Globalement, les facilitateurs devraient :

- réagir au quart de tour ;
- réfléchir et apprendre au fur et à mesure ;
- innover ;
- être original et vif dans le cadre de la mise en œuvre ; et
- tenir compte des opportunités émergentes et des résultats imprévisibles.

Identifier des leaders naturels et les soutenir
Les leaders naturels sont des membres de la communauté qui sont « enthousiasmés » par le processus de déclenchement et résolument décidés à faire en sorte que leurs communautés mettent fin à la défécation à

¹⁵ Pour obtenir un complément d'information sur ces méthodologies, voir aussi Conseils aux formateurs « Déclenchement : un extrait du Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté », dans ce numéro.

l'air libre. L'émergence de leaders naturels est essentielle pour le succès de l'ATPC : ils inspirent et motivent les tiers et, bien souvent, ils prennent la tête du comité communautaire chargé d'établir des plans d'action pour atteindre le statut FDAL. Ils peuvent aussi se lancer dans le déclenchement des communautés voisines et prendre l'initiative pour élaborer d'autres activités et d'autres plans dans leur propre village.

Les leaders naturels peuvent être de n'importe quel sexe, avoir n'importe quel âge et n'importe quels antécédents. Ce qui compte avant tout dans ce rôle, c'est de disposer d'excellentes compétences de communication et d'une aptitude à gagner la confiance de tous les membres de la communauté ; c'est un rôle que les femmes sont souvent capables d'assumer avec brio (Bamford, 2009). Dans l'ATPC, les groupes qui sont souvent marginalisés par des programmes d'assainissement classiques peuvent assumer des rôles de chefs de file, p. ex. les femmes, les enfants, les groupes les plus pauvres. C'est l'enthousiasme, l'innovation et la passion qui sont les qualifications requises pour devenir leader en ATPC au lieu des attributs classiques de standing social, pouvoir, savoir et richesse

(voir p. ex. Zombo ; Shutt, dans ce numéro).

Musyoki (Conseils aux formateurs, dans ce numéro) décrit les genres de suivi après déclenchement requis pour épauler les leaders naturels, par exemple, un bilan mensuel et des réunions de travail pour évaluer les progrès accomplis et développer des stratégies pour surmonter les obstacles rencontrés. Il peut aussi s'avérer nécessaire d'aider avec les transports, notamment lorsque des villages voisins participent à l'opération. Ce soutien doit être apporté par le biais de projets locaux. Ainsi, au Kenya, le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement aide les bénévoles, notamment les leaders naturels, grâce à la Stratégie de santé communautaire.

Participation et autonomisation des femmes

Comme les femmes et les jeunes filles sont particulièrement pénalisées par un assainissement médiocre, ce sont souvent les femmes qui persuadent leur mari et leur famille de construire et d'utiliser des toilettes ; elles peuvent donc se révéler être des leaders enthousiastes du processus communautaire en faveur du statut FDAL. Toutefois, la portée de la participation des



Photo : Galerie de photos sur l'ATPC, Flickr

Des leaders naturels de la communauté présentent leurs plans d'action à l'atelier de formation ATPC organisé par le Bureau régional Afrique orientale et australe (RESA) de Plan en Zambie en juillet 2009. La formation était facilitée par Kamal Kar à Fringilla Lodge, Chisamba en Zambie et comprenait deux déclenchements pratiques sur le terrain.

femmes dans l'ATPC est affectée par les restrictions sociales, culturelles et religieuses qui leur sont imposées dans leur environnement particulier. Il est essentiel que ceux qui facilitent les activités de déclenchement et de suivi veillent à ce que les préoccupations propres au genre soient prises en compte et que les femmes soient activement encouragées à participer au projet, par exemple en prenant des dispositions pour que les femmes se réunissent séparément des hommes pour pouvoir s'exprimer librement et en recrutant des femmes dans l'équipe de facilitation.

Les femmes s'impliquent souvent moins dans la construction des latrines mais elles sont plus actives et plus responsables dans leur entretien et leur nettoyage, en établissant des normes d'utilisation et en encourageant le changement de comportement. Mehta (à paraître) remarque que cela peut accroître la charge de travail des femmes et venir renforcer les rôles et la division stéréotypée des tâches en fonction du sexe, dans le sens où les femmes sont traditionnellement responsables de la santé du foyer.

Néanmoins, l'assainissement amélioré présente aussi des avantages indiscutables pour les femmes, tant d'un point de vue personnel (p. ex. l'intimité, une meilleure santé) que dans leur rôle de femme (p. ex. économie de temps, incidence réduite des maladies liées à l'assainissement, et donc moins de temps passé à s'occuper des malades de la famille). À en croire notre expérience en matière d'ATPC au Kenya et en Afrique, les femmes sont souvent majoritaires dans les leaders naturels qui se mettent en avant et cela peut stimuler leur confiance en elles et déboucher sur un plus grand respect et sur des opportunités d'emploi.

Les enfants et les jeunes

Les enfants peuvent jouer un rôle pivot dans l'ATPC, en se faisant les puissants



Photo : ISF, galerie de photos sur l'ATPC, Flickr

Veronica Kawala, facilitateur du développement communautaire chez Plan, procède à un déclenchement dans le village de Chikhuthe au Malawi. Photos prises par le personnel d'Ingénieurs sans frontières Canada (ISF) détaché auprès de Plan Malawi.

défenseurs d'un changement de comportement, par exemple en prenant la tête des marches, en martelant des slogans opposés à la défécation à l'air libre ou en utilisant des sifflets pour attirer l'attention sur quiconque continue de déféquer en plein air.¹⁶ Toutefois, le milieu culturel peut inhiber la libre expression des enfants en présence des adultes, de sorte que les enfants et les adultes sont souvent déclenchés séparément et développent souvent des plans d'action distincts. Comme le montre l'Encadré 6, la participation des enfants peut déboucher sur une évaluation plus exacte des profils d'assainissement des villages.

S'il est clair que les enfants jouent souvent un rôle important dans les processus ATPC, Shutt (dans ce numéro) soulève la question de savoir si cette participation habilite les enfants et les jeunes à jouer un rôle plus marqué dans le développement et la gouvernance de la communauté. Son

¹⁶ Voir aussi Kar et Chambers (2008), pp. 50-52

Encadré 6 – Les enfants et l'ATPC : un cheminement personnel

Je me rappelle clairement un incident dans l'un des villages où les adultes avaient essayé de masquer l'étendue de la défécation à l'air libre. Leur position a été remise en question lorsque les enfants ont fourni leur analyse durant l'assemblée générale en vue de mettre en commun les plans d'action. Lorsque les adultes ont déclaré que, dans leur village, la majorité des foyers avaient des latrines en service, les enfants les ont contredits, en déclarant que le chiffre n'était que d'environ 30 %. L'un des adultes, vexé par cette révélation, a lancé un défi aux enfants : « Comment pouvez-vous dire une chose pareille ! Quelle preuve avez-vous que seulement 30 % de nos foyers ont des latrines ? »

Très vite, l'un des enfants s'est levé et a déclaré : « Dans notre groupe de 30 enfants venant de foyers différents, moins de 10 enfants disposent de latrines chez eux. ». Et l'adulte baissa la tête de honte, confronté à la triste réalité.

Philip Vincent Otieno, Plan Kenya.

étude menée dans trois pays considère comment les opportunités offertes à des enfants sont déterminées par des facteurs pratiques, sociaux et culturels. Les structures de pouvoir et les mentalités des adultes concernant le rôle et le bon comportement des enfants peuvent empêcher certains enfants, notamment les filles, de s'impliquer pleinement dans les activités ATPC. Toutefois, l'auteure découvre aussi des signes montrant que la participation des enfants et des jeunes à l'ATPC peut leur gagner du respect et créer de nouvelles opportunités d'engagement dans

le développement communautaire. Néanmoins, il y a encore beaucoup de marge de manœuvre pour innover dans l'engagement des jeunes et des enfants envers l'ATPC et dans leur autonomisation ainsi qu'un besoin de réfléchir soigneusement aux dangers et risques potentiels d'une telle implication.

Vérification et certification

Une fois que les communautés ont été déclenchées et qu'elles ont élaboré leurs plans d'action, il est très important que les agences externes assurent un suivi des

Photo : Galerie de photos sur l'ATPC, Flickr



Durant une formation ATPC à Simoonga en Zambie, en juillet 2009 par le Bureau RESA de Plan. Les enfants chantent une chanson contre la défécation à l'air libre.

progrès et épaulent les leaders naturels.¹⁷ Le déclenchement devrait être le début d'un processus d'encouragement et de soutien au terme duquel les communautés devraient mettre fin, de façon durable et vérifiable, à la défécation à l'air libre, mais aussi être autonomisées et motivées pour aller plus loin. Si la plupart des villages prendront une période d'une semaine à trois mois pour obtenir le statut FDAL, d'autres pourront prendre jusqu'à six mois voire même une année entière, notamment si le déclenchement arrive au mauvais moment (voir les considérations de « Calendrier » ci-dessus).

L'Encadré 7 montre certains indicateurs et des questions qui pourraient être posées pour vérifier le statut FDAL. Toutefois, il est préférable que les indicateurs soient développés par les leaders naturels eux-mêmes plutôt qu'imposés par des personnes de l'extérieur (Musyoki, Conseils aux formateurs, dans ce numéro). En fonction de la situation, les communautés peuvent demander aux agences extérieures de réaliser la vérification (voir l'Encadré 8), ou aux leaders naturels des communautés voisines de se charger de l'évaluation. Cela donne souvent de bons résultats car tous savent ce qu'ils recherchent et cela peut engendrer une concurrence saine entre les villages. Il n'est pas judicieux de prévoir de récompenses car cela sape le processus. Un signe révélateur d'une vérification laxiste peut être le fait qu'aucune communauté n'échoue à l'exercice. Au contraire, si beaucoup de communautés échouent, cela peut montrer que le processus de vérification a été rigoureux et il est donc plus crédible.

Outre le fait qu'elle est motivante pour les communautés, la certification

Encadré 7 – Vérification

Voici quelques indicateurs et des questions à poser pour la vérification du statut FDAL.¹⁸

- Y a-t-il des signes de défécation à l'air libre ? Servez-vous de votre vue et de votre odorat ! Même si les anciennes zones de défécation ne sont plus en service, de nouvelles peuvent avoir été créées.
- Que se passe-t-il dans les lieux publics et loin du foyer, p. ex. à l'école, au marché, sur le lieu de travail ?
- Vérifiez les zones près des rivières, des lacs et de la mer susceptibles d'offrir de bons endroits pour la défécation en plein air.
- Y a-t-il des signes que les latrines améliorées ou nouvellement construites sont utilisées ?
- Y a-t-il des installations pour se laver les mains ?
- Les latrines ont-elles des couvercles ? Y a-t-il des mouches dans ou près des latrines, qui peuvent propager la merde ?
- Vérifiez la propreté et l'odeur des latrines mais n'oubliez pas qu'une latrine qui a l'air trop propre peut aussi indiquer qu'elle ne sert pas !
- Déduisez les progrès de la communauté par rapport au plan d'action qu'elle a rédigé à l'issue du déclenchement.
- Demandez aux enfants de vérifier l'information fournie par les adultes – Ils savent souvent si la défécation à l'air libre est encore pratiquée et ils sont plus francs à ce sujet !

Encadré 8 – Vérification : une étude de cas

Un groupe de jeunes de Sirowo, district de Siaya au Kenya a demandé à Plan de vérifier le statut FDAL de leur communauté. Alors que Plan ne travaillait pas dans ce secteur, Plan a accepté d'aider la communauté. Plan a démarré par une rencontre au cours de laquelle la communauté a pu exprimer pourquoi elle estimait qu'elle avait atteint le statut FDAL et elle a généré une liste de contrôle. Le personnel de Plan et les leaders naturels ont ensuite utilisé cet aide-mémoire lors de leur marche à travers le village. À la fin de la marche, Plan leur a demandé si, à présent qu'ils avaient vu la situation dans le village, ils pensaient qu'il avait atteint le statut FDAL. Les participants ont déclaré que, bien que tous les foyers aient effectivement construit des latrines, ils ne pensaient pas qu'ils avaient le statut FDAL car toutes n'étaient pas dotées de couvercle pour veiller à ce que les mouches ne propagent pas la merde ; les dispositifs de lavage des mains manquaient parfois et certaines latrines n'étaient pas entretenues. Ils ont alors regagné leur communauté pour discuter des questions restantes et ont élaboré un plan d'action afin de les résoudre. Avec le temps, les 21 villages de Sirowo ont fini par devenir FDAL. Ce type d'auto-évaluation avec un appui externe a été une expérience d'apprentissage très utile.

¹⁷ Voir les Conseils aux formateurs de Musyoki (dans ce numéro) pour obtenir d'autres conseils sur les principales choses à faire et à ne pas faire à l'issue du déclenchement. Le lecteur trouvera ici des directives utiles pour le suivi :

www.communityledtotalsanitation.org/resource/clts-follow-guidelines

¹⁸ Voir aussi l'aide-mémoire et les conseils de Philip Vincent Otieno, Plan Kenya à Homa Bay www.communityledtotalsanitation.org/resource/verification-odf-status-kenya

Photo : Petra Bongartz

MUMFUMBA VILLAGE		ACTION PLAN	
NO.	ACTIVITIES	WHEN	WHO
1.	VILLAGE MEETING	18-07-2008	HEADMAN
2.	FORMING A VILLAGE SANITATION COMMITTEE	25-07-2008	HEADMAN VILLAGE COMMITTEE VILLAGE PEOPLE
3.	MONITORING	10-08-2008	COMMITTEE MEMBERS
4.	VISIT BY PLAN TEAM	15-08-2008	PLAN TEAM AND COMMITTEE MEMBERS/ VILLAGE

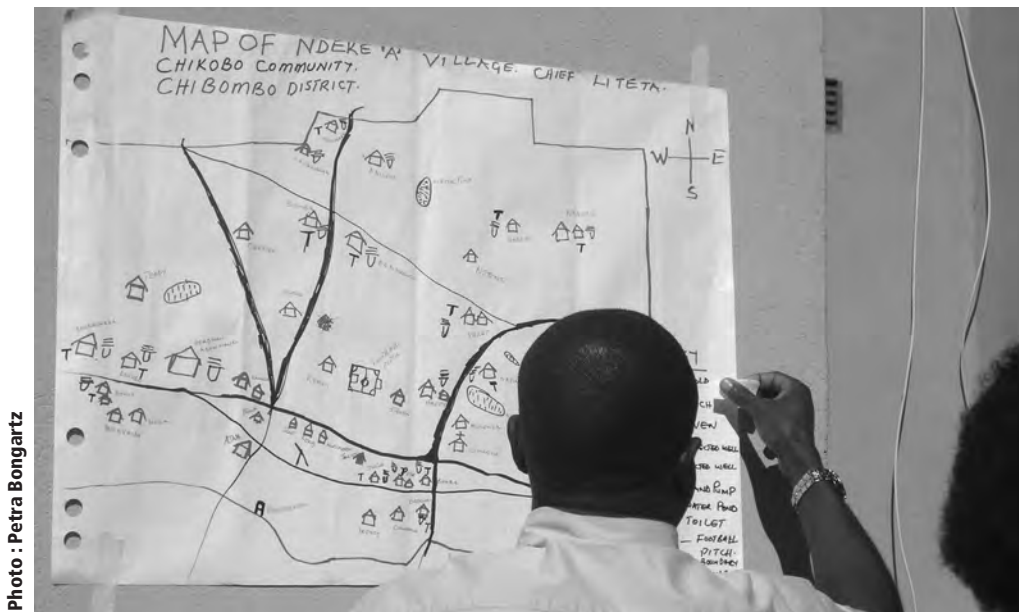
La carte du village de Ndeke A en Zambie.

FDAL et les célébrations qui l'accompagnent permettent de propager la bonne nouvelle à d'autres communautés et servent de vitrine de l'action ATPC auprès des pouvoirs publics, des autres agences et des médias, ce qui contribue aux efforts de mise à l'échelle (Musyoki, Conseils aux formateurs, dans ce numéro). Le suivi et la

certification officiels confèrent aussi une crédibilité à l'ATPC et sont essentiels pour l'action de plaidoyer de l'approche (Bevan et Hickling, dans ce numéro).

Au-delà du statut FDAL

L'ATPC est une approche d'autonomisation et à ce titre, elle ne s'arrête pas à l'obtention



La carte du village de Ndeke A en Zambie.

du statut FDAL. L'esprit communautaire, la découverte du pouvoir d'action collective et des résultats rapides peuvent déclencher d'autres activités pilotées par la communauté, par exemple dans le domaine de l'amélioration des moyens de subsistance. Bevan et Hickling (dans ce numéro) suggèrent qu'il est possible de capitaliser sur le regain de cohésion de la communauté pour promouvoir d'autres enjeux sanitaires de premier plan comme la nutrition infantile. Rukuni (dans ce numéro) observe qu'au niveau communautaire, l'ATPC a dopé la confiance des communautés dans leur aptitude à résoudre leurs propres problèmes. Le Chef Macha en Zambie se fait l'écho de ces propos : « Nous devrions toujours réfléchir à ce que nous pouvons faire pour nous-mêmes. » Et en Zambie, l'ATPC a donné naissance à toute une panoplie d'autres actions impulsées par la communauté comme la plantation d'arbres fruitiers et une action contre le VIH/sida. Dans le district de Kilifi au Kenya, où le premier village a célébré l'obtention du statut FDAL, les leaders naturels et les communautés se sont désormais engagés dans des activités relatives aux moyens de subsistance comme la culture de fruits de la passion, de champignons et d'épices pour stimuler leur revenu et améliorer leur nutrition. Ils ont aussi démarré des forums publics pour discuter des questions d'abus et d'exploitation d'enfants et pour mettre au point des stratégies en vue de devenir des zones où est bannie toute maltraitance aux enfants.

La surveillance et le suivi sont également requis pour conserver le statut FDAL et pour hisser le mouvement sur l'échelle de l'assainissement sans faire appel à des subventions.

Marketing de l'assainissement

Lors de la conception de leur propre modèle de latrine, de nombreuses communautés s'appuient au départ sur l'utilisation de matériaux disponibles localement. Toutefois, la demande en éléments pour la

construction de latrine augmente à mesure que chaque foyer souhaite grimper l'échelle de l'assainissement et construire une latrine qui reflète son statut économique, ses besoins et son implantation (p. ex. des cuvettes en plastique, des dalles en ciment – « san plats » – et autres pièces d'infrastructures). Le marketing de l'assainissement considère l'approvisionnement en matériaux.

Le calendrier des activités du marketing de l'assainissement est crucial. Le marketing de l'assainissement ne doit être introduit qu'une fois que les communautés ont été déclenchées et lorsque les mentalités et les comportements des habitants ont changé. Ainsi par exemple, dans le district de Kilifi, il y a déjà 15 ans que les artisans de la communauté ont été formés à la fabrication des dalles mais ce n'est qu'après 2007, lorsque l'ATPC a gagné du terrain, que les dalles sont devenues populaires.

Un autre problème lié à une introduction trop précoce du marketing de l'assainissement peut faire que les familles veulent commencer tout en haut de l'échelle de l'assainissement, avec des modèles de latrine coûteux, persuadées que ces toilettes sont mieux que des modèles de construction plus simple. Lorsqu'elles réalisent qu'elles ne peuvent pas se permettre d'acheter les options plus coûteuses, cela freine leur enthousiasme et elles risquent d'abandonner purement et simplement le projet de construction de latrine ou de se tourner vers une tierce personne pour la leur procurer, revenant ainsi à l'état d'esprit de dépendance et d'aumône. Le désir et la demande de technologie devraient être impulsés par les communautés elles-mêmes. Elle ne devrait jamais avoir priorité ou être introduite parallèlement à la transformation des mentalités et des comportements.

Dans certains cas, le secteur privé compte aussi sur des subventions. Au Kenya, par exemple, Plan a invité des membres du secteur privé à une session de déclenchement ATPC mais il leur a été

Encadré 9 – Passage à l'échelle de l'ATPC

Par **PASSAGE À L'ÉCHELLE HORIZONTAL**, on entend une diffusion géographique afin de couvrir davantage de gens et de communautés par le biais d'une reproduction et d'une adaptation ; cela implique un élargissement dans le même secteur ou au sein du même groupe de parties prenantes. La prise de décision intervient au même plan social.

Le **PASSAGE À L'ÉCHELLE VERTICAL** intervient à un échelon supérieur. Il est de nature institutionnelle et touche d'autres secteurs et d'autres groupes de parties prenantes dans le processus d'élargissement – depuis les organisations de base jusqu'aux décideurs, aux donateurs et aux institutions de développement au niveau international.

Source: Menter *et al.* (2004).

difficile de comprendre la demande créée par l'ATPC et de produire une technologie abordable pour répondre à cette demande et, après avoir réalisé que Plan n'allait pas acheter leurs technologies pour en faire don aux communautés, ils ont quitté la scène (Musyoki, comm. perso.).

Le marketing de l'assainissement semble donner de meilleurs résultats dans un contexte urbain. Dans les établissements humains informels de Nairobi, par exemple, les latrines sont un véritable business et les toilettes équipées de digesteurs à biogaz semblent donner d'excellents résultats. Les gens veulent des technologies abordables qui peuvent répondre aux défis posés par l'assainissement urbain (Musyoki, comm. perso.).

Questions relatives au passage à l'échelle

L'ATPC s'est propagé rapidement et a montré des résultats prometteurs en Afrique. Bon nombre d'organisations ont hâte de commencer à utiliser cette approche et la déployer plus largement. Toutefois, il y a encore beaucoup de questions et de débats en cours concernant la façon d'y parvenir. Lorsqu'on pense au passage à l'échelle, il est utile de faire une distinction entre le passage à l'échelle horizontal et le passage à l'échelle vertical

(Encadré 9).

Dans cette section, nous abordons les facteurs ayant trait à ces deux types de passages à l'échelle mais il va de soi qu'ils sont interconnectés. Plus vous êtes haut placé dans la chaîne institutionnelle, plus vous avez de chances de promouvoir une diffusion horizontale. De même, plus la couverture géographique de l'ATPC s'élargit, plus les chances d'influencer les parties prenantes au niveau supérieur sont importantes (Menter *et al.*, 2004).

Robert Chambers suggère que le point de départ du passage à l'échelle doit intervenir aux niveaux inférieurs :

...le passage à l'échelle ne peut pas être impulsé, il peut uniquement être approuvé et soutenu d'en haut. Il doit se construire d'en bas et l'essentiel de sa diffusion intervient latéralement par le biais des sympathisants locaux (Bongartz *et al.*, 2009).

Comment donc pouvons-nous passer à l'échelle de façon assez rapide sans pour autant compromettre la qualité ? Hickling et Bevan (dans ce numéro) signalent certains facteurs clés ainsi que quelques problèmes. Ici, nous nous concentrons sur les enjeux propres au renforcement des capacités (leaders naturels, formations), au changement organisationnel, à l'identification et l'appui aux champions, à l'environnement politique et l'appropriation locale, au rôle des médias et à l'importance de la documentation, du partage et de l'apprentissage.

Mentorat et accompagnement des leaders naturels

Au niveau communautaire, le succès et le leadership d'une communauté peut engendrer un enthousiasme et le souhait de « ne pas se laisser distancer » par les autres communautés, encourageant ainsi une propagation spontanée. Dès les premiers jours de l'ATPC, on s'est posé la question de savoir si l'ATPC pouvait devenir un mouvement autopropagé. Peut-il se mettre à



Photo : Petra Bongartz

Un leader naturel dessine un modèle de toilette lors d'une formation ATPC dans le village de Ndeke B en Zambie.

l'échelle en se propageant naturellement et spontanément d'une communauté à une autre par le biais des leaders naturels, des consultants aux pieds nus et sous l'effet de l'émulation entre les villages ? Jusqu'ici, il n'existe pas assez de preuve pour répondre à cette question. Toutefois, l'expérience à ce jour suggère qu'une telle propagation est possible, mais seulement après une période considérable (sans doute deux ans) de mentorat, d'appui et d'accompagnement des leaders naturels, en encourageant les liens entre eux et en forgeant un solide partenariat avec les institutions mandatées. Au Kenya, par exemple, le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement (MSPA) et les autorités provinciales travaillent avec les leaders naturels pour propager l'ATPC (Musyoki, dans ce numéro).

Formation de qualité des facilitateurs

La formation des facilitateurs est le point de départ de l'ATPC et l'un des principaux

facteurs de réussite de l'ATPC. Une formation de qualité est particulièrement importante pour le passage à l'échelle – elle est à la base de tout ce qui suit. Dans la plupart des pays d'Afrique et d'ailleurs, l'ATPC a été introduit par le biais de formations et de visites répétées par Kamal Kar et d'autres formateurs expérimentés. Toutefois, à mesure que l'ATPC s'est propagé, la demande en formation a rapidement augmenté. On risque alors de compromettre la qualité de la formation, de la facilitation et du suivi. Les institutions, coincées dans le carcan d'un « état d'esprit » vieillot et habituées à des programmes autocratiques de haut en bas, tentent d'assurer un programme d'ATPC à force de cours magistraux et de discours théoriques classiques sans déclenchement auprès des communautés. Associé à cela, on court également le risque de faire appel à des formateurs ou des instituts de formation inappropriés qui n'ont peut-être pas le niveau de motivation et les capacités nécessaires pour mener les choses à bien (voir p. ex. Soublière ; Musyoki, Conseils aux formateurs, dans ce numéro). Les capacités régionales et nationales en formation et en facilitation ont besoin d'être renforcées car, actuellement, la demande dépasse largement l'offre (Hickling et Bevan, dans ce numéro).

Dans sa note aux formateurs, aux facilitateurs et aux commanditaires de formation (Conseils aux formateurs, dans ce numéro), Musyoki discute de ce qui marche et ce qui ne marche pas. Il souligne notamment le besoin de :

- sélectionner soigneusement les stagiaires : ceux qui ont des chances de travailler directement avec les communautés après la formation ; issus de différentes disciplines (pas seulement l'assainissement) ;
- veiller à un bon équilibre entre les sexes, les antécédents PLA, le théâtre participatif et la communication populaire donnent souvent de bons résultats mais n'oublions pas que tous ceux qui ont été formés ne deviendront pas de bons facilitateurs ni de bons formateurs ;

- prévoir du temps pour le suivi, la réflexion, l'apprentissage et la documentation – il ne s'agit pas d'activités ponctuelles ;
- ne pas rémunérer les facilitateurs : ils doivent être uniquement motivés par leur passion de l'ATPC.
- organiser une formation pratique dans les communautés et pas seulement dans les salles de cours ;
- encourager les stagiaires à poser des questions critiques, à exprimer leurs craintes et à entamer un débat constructif sur l'ATPC.

Chambers (2009) remarque aussi qu'il est important de libérer les bons formateurs – il arrive trop souvent que les meilleurs éléments soient pris par d'autres tâches alors qu'ils auraient besoin d'être formateurs à plein temps.

Bevan et Hickling (dans ce numéro) souligne que ce n'est pas seulement une bonne formation qui est nécessaire mais aussi un programme plus détaillé qui tient compte d'un changement de mentalité complexe et promeut le comportement professionnel radicalement différent exigé par l'ATPC. Par ricochet, cela souligne le besoin de changement organisationnel, que nous allons aborder plus en détail ci-dessous.

Changement organisationnel pour l'ATPC

Tous les articles de ce numéro spécial soulignent directement ou indirectement la nécessité d'un changement organisationnel pour que l'ATPC puisse être mis à l'échelle. Soublière (dans ce numéro) soutient que le rôle des agences de développement dans l'ATPC consiste à créer des conditions porteuses pour que les communautés s'engagent à mettre un terme à leur problème d'assainissement – à leur propre rythme – et pour leurs propres raisons. L'agence de développement cesse d'être « aux commandes » du processus de changement de la communauté. Comme avec les autres processus participatifs, cette évolution d'une approche autocratique (de haut en bas) vers une approche démocratique (de bas en

haut) a des implications pour la culture organisationnelle, les pratiques sur le terrain et les processus organisationnels. Pour bon nombre d'organisations, le financement et la mise en œuvre des projets d'assainissement, notamment ceux basés sur des subventions, les changements requis sont radicaux, par exemple ne plus comptabiliser l'argent dépensé ou le nombre de latrines construites pour aider les communautés à obtenir le statut FDAL puis vérifier et certifier leur statut FDAL.

Raeside (dans ce numéro) examine ce que l'ATPC implique pour les structures de gestion et les relations entre le personnel de terrain et leurs gestionnaires au niveau local et de district. Elle soutient que, pour que le personnel de terrain puisse faciliter un processus ATPC, leurs responsables doivent comprendre les différentes façons de travailler que nécessite l'ATPC et abandonner un style de gestion directif pour adopter un style plus proche de l'accompagnement. Ce ne sont pas seulement l'attitude et les compétences du facilitateur qui sont essentielles pour le succès de l'ATPC mais les « relations et la communication » entre les différents types et les différents niveaux de personnel et leurs responsables. L'article de Raeside qui décrit son expérience comme un « sympathique facilitateur de processus et un partenaire de réflexion » pour les responsables de district au Malawi montre comment aider les responsables à créer des conditions plus porteuses pour leur personnel de terrain et partager certains conseils pratiques pour donner un appui technique participatif.

Un mot clé qui revient dans bon nombre des articles présentés dans ce numéro spécial est le mot « flexibilité ». Il s'agit de flexibilité en termes de l'approche adoptée dans chaque contexte (Bevan et Hickling), de flexibilité lors du déclenchement (Chimhowa) et de flexibilité dans les organisations (Soublière) et dans la gestion (Raeside). Tout bon projet ATPC sait reconnaître les réalités complexes et divergentes propres à chaque contexte et a besoin d'être

adapté d'une manière appropriée aux circonstances sur le terrain.

Aider et multiplier les champions

L'ATPC compte énormément sur l'engagement, la passion et la motivation des « champions » aussi bien dans les communautés que dans les organisations qui soutiennent les programmes d'assainissement, p. ex. les ministères ou les ONG. Cette dépendance à l'égard de certains individus est à la fois un atout et une faiblesse potentielle de l'ATPC. Avec le soutien des bons individus, il peut très vite se passer des choses incroyables mais il n'est pas possible de « créer des champions de toute pièce » : ils doivent se présenter d'eux-mêmes. Toutefois, une fois qu'ils sont sortis du lot, il convient de les épauler et de les encourager.

Les chefs traditionnels peuvent aussi jouer un rôle important comme acteurs transgénérationnels et transpolitiques d'influence, pour aider la communauté à accepter l'ATPC et engendrer un élan et un soutien de la part de différentes parties prenantes, y compris les ministres d'État, les conseillers élus et autres chefs, comme auprès des médias. Le puissant leadership du Chef Macha en faveur de l'ATPC en Zambie, par exemple (Zulu *et al.*, dans ce numéro), a été reconnu par AfricaSan/le Conseil des ministres chargés de l'Eau (AMCOW). La Zambie offre aussi des exemples de champions à de nombreux niveaux et dans différentes organisations – autorités locales, ONG, UNICEF, chez les bailleurs, le secteur privé, les médias et les communautés elles-mêmes – qui travaillent à la promotion de l'ATPC.

On ne saurait sous-estimer le pouvoir de voir l'ATPC se produire en direct – « il faut le voir pour le croire » – par conséquent, le fait d'inclure des individus et des organisations clés dans les ateliers et les formations revêt une importance cruciale pour créer des champions à tous les niveaux.

Un environnement politique porteur et une appropriation locale

Les approches communautaires en matière d'assainissement ont besoin d'être adoptées localement tout en étant aussi approuvées et appuyées par les gouvernements et les agences extérieures (Hickling et Bevan, dans ce numéro). Dans les pays où l'ATPC est réussi, il existe une vive politique de soutien en faveur de l'ATPC et un taux d'adoption élevé aux échelons supérieurs du gouvernement. Ainsi, au Kenya le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement a reconnu l'ATPC comme l'approche de prédilection pour accélérer le taux de couverture de l'assainissement et son utilisation dans les zones rurales ; au Ghana et en Érythrée, l'ATPC est l'approche nationale reconnue en matière d'assainissement. Ces pays ont des groupes de travail sur l'ATPC et des unités de coordination qui appuient les projets ATPC. Toutefois, travailler avec le gouvernement n'est pas sans poser de problèmes :

- la poursuite des programmes d'assainissement subventionnés ;
- un manque de responsabilité claire en matière d'eau et d'assainissement au sein du gouvernement ;
- des normes nationales irréalistes pour l'assainissement au niveau communautaire ; et
- des contraintes de temps sur le personnel des pouvoirs publics et l'attente d'indemnités journalières et autres versements.

Tous ces points peuvent être des problèmes avec lesquels doivent compter ceux qui tentent de mettre en œuvre l'ATPC et de le mettre à l'échelle (Rukuni et Musyoki, dans ce numéro).

Peu importe quel modèle suit un pays donné et qui prend les rennes dans l'introduction de l'ATPC, il semble exister un consensus selon lequel le taux d'adoption intersectorielle et la collaboration revêtent une importance cruciale (Hickling et Bevan, dans ce numéro). Dans le district de Choma en Zambie, par exemple, c'est une approche en trois volets qui a été prise, faisant appel au savoir des technocrates

(ONG et gouvernement), au pouvoir civil et politiques des conseillers locaux élus et à l'autorité des leaders traditionnels (Zulu et al., dans ce numéro). Le succès de cette approche est illustré par l'adoption récente de l'ATPC comme l'une des stratégies clés pour la fourniture d'un assainissement rural dans le chantier Assainissement du Programme national du gouvernement en matière d'assainissement et d'approvisionnement en eau dans les zones rurales. Il est désormais mis en œuvre dans neuf districts des provinces méridionale, occidentale et du Copperbelt et il est prévu de mettre le projet à l'échelle dans chacune des neuf provinces de la Zambie.

Au Kenya, il existe un mouvement croissant de la part d'ONG et d'agences telles que Plan, UNICEF, Aga Khan, NETWAS (Réseau international pour l'eau et l'assainissement) et les pouvoirs publics, en association avec des leaders naturels (y compris des jeunes et des enfants) pour qu'ils plaident en faveur de l'ATPC et le mettent à l'échelle dans les districts favorables des provinces de Nyanza, de la côte et orientale.

Les médias et les campagnes d'assainissement

Les médias jouent un rôle important dans la diffusion du message concernant l'ATPC et ses succès. En Zambie, le gouvernement et l'UNICEF ont travaillé en étroite collaboration avec les médias pour plaider en faveur de l'ATPC, sensibiliser l'opinion et diffuser l'information. Aujourd'hui, il y a même un feuilleton télévisé sur la chaîne nationale qui a su tisser l'ATPC dans son scénario et diffuse ainsi le message à un vaste public.

En outre, Plan Kenya a récemment conclu un partenariat avec la Kenya Broadcasting Cooperation (KBC) en vue d'utiliser l'une des plus anciennes et des plus popu-

lares comédies, *Vitimbi*, diffusée en swahili, pour faire connaître l'ATPC à plus de 4 millions de téléspectateurs kenyans.¹⁹

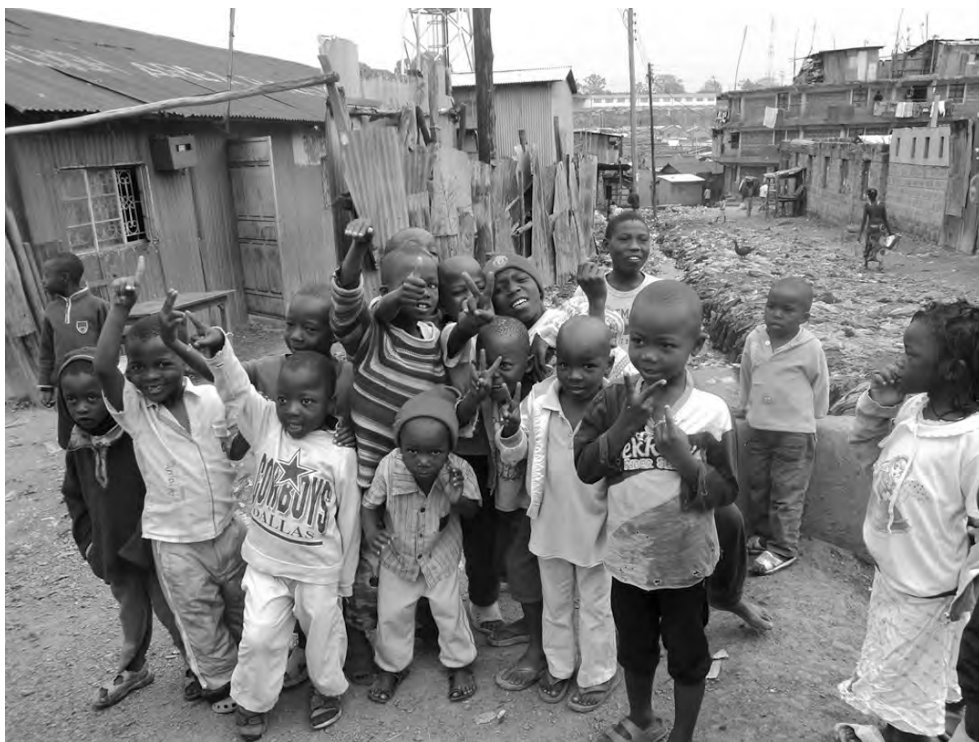
Rukuni (dans ce numéro) montre comment les campagnes d'assainissement portant sur l'ATPC peuvent être un outil indispensable pour influencer l'opinion du gouvernement et susciter un intérêt envers l'ATPC. Il décrit comment les membres de l'Unité de coordination nationale (UCN) du Programme eau et assainissement du Zimbabwe se sont rendus dans des villages déclenchés du district de Mutoko en 2008 puis ont décidé d'y organiser la Semaine nationale de l'assainissement en 2009 (SNA), donnant ainsi l'occasion aux personnalités haut placées du gouvernement de voir par elles-mêmes ce que peut accomplir l'ATPC. S'il subsiste des défis à relever pour réussir le passage à l'échelle de l'ATPC au Zimbabwe, une telle couverture médiatique a permis de bousculer les mentalités des décideurs au niveau national.

Documentation, travail en réseau, partage et apprentissage

Les activités de partage et d'apprentissage constituent un autre élément vital pour garantir la qualité au moment du passage à l'échelle de l'ATPC en Afrique. Cela peut prendre la forme de manifestations de partage ou d'apprentissage comme celles organisées par l'IDS lors de l'AfricaSan ou encore à Mombasa (voir l'article de Bongartz sur le travail en réseau, dans ce numéro), le partage des enseignements, des défis, des succès et des questions par le biais de forums comme celui du site web de l'ATPC et la liste de diffusion mondiale ATPC ou encore, au sein d'un pays, par le biais d'un bulletin ATPC, par exemple au Malawi où les agents de district ont relaté leur expérience concernant l'implication des leaders naturels et la vérification

¹⁹ Pour obtenir un exemple d'une campagne couronnée de succès à Homa Bay, au Kenya voir : <http://tinyurl.com/manera-clts-campaign>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/wearing-message-loud-and-proud-how-manera-s-clts-campaign-has-inspired-and-confronted-other

Photo : Galerie de photos sur l'ATPC, Flickr



Des enfants de Mathare 10, à Nairobi au Kenya. Photo prise lors d'une visite au cours d'un atelier sur l'Assainissement total piloté par l'école (ATPE) et sur la participation des enfants à l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) en août 2010. Vingt praticiens issus de différents pays et organisations, intéressés par le rôle des enfants et des écoles dans l'ATPC, se sont réunis à Nairobi pour échanger et mettre en commun leurs expériences, pour réfléchir aux enjeux clés et aux façons d'aller de l'avant, pour tisser des liens et créer des interactions à des fins de suivi.

Milligan et Bongartz (dans ce numéro) se font l'écho de ce constat. Les articles de cette édition spéciale ont été rédigés durant un atelier d'écriture d'une semaine organisé à Nairobi, lors duquel a été abordée la question de savoir **qui** documente et qui **devrait** documenter. Les participants à l'atelier d'écriture ont estimé qu'il était important de soutenir le personnel de terrain dans un souci de documentation, puisque l'apprentissage et l'expérience qu'ils acquièrent passent souvent inaperçus. Toutefois, ils ont aussi identifié des obstacles à la documentation et ils ont suggéré des moyens de les surmonter, y compris en demandant au personnel de terrain de décrire le « changement le plus significatif » une fois par mois, en les encourageant à se réunir et à mettre en

commun leur expérience puis à la relater dans un document ou en se servant d'autres supports de documentation – comme des vidéos, des clips audio/radio – pour capturer l'apprentissage.

Au-delà de l'ATPC dans les communautés rurales : dans les écoles, en milieu urbain ou en situation d'urgence

L'Assainissement total piloté par l'école (ATPE) L'Assainissement total piloté par l'école (ATPE) est une nouveauté qui soulève un intérêt croissant.²² Lorsque l'ATPC démarre dans une école, les enfants agissent comme des messagers et acheminent jusque dans leur foyer leur apprentissage à propos de la défécation à l'air libre et leur désir d'y mettre fin.

²² IDS et Plan ont coorganisé un atelier sur l'ATPE et la participation des enfants à l'ATPC en août 2010 afin de recueillir des expériences dans ces domaines et de réfléchir à des moyens d'aller de l'avant.

Plan Kenya utilise l'école comme un vivier de recrutement et un lieu propice au déclenchement de l'ATPC. Les enfants sont aussi impliqués dans l'intégralité du processus et ils partagent les résultats de leur analyse et leurs plans d'action avec l'ensemble de la communauté. Ils peuvent aussi agir comme leaders naturels. Dans certains cas, ils ont fait pression sur leurs parents pour qu'ils construisent des installations d'assainissement après avoir pris part à un exercice de déclenchement ATPC. Les écoles sont aussi un lieu propice aux célébrations à l'issue de l'obtention du statut FDAL – ce moment offre à lui seul une immense possibilité d'apprentissage pour les enfants et la communauté. Durant ces célébrations, les enfants utilisent le théâtre, la poésie et la musique pour divertir et éduquer la communauté sur les questions liées à l'assainissement.

En Zambie, Plan utilise les discussions des groupes de réflexion et des transects avec des enfants pour le suivi postérieur au déclenchement, afin d'inviter les enfants à évaluer s'il y a eu un changement notable des comportements en matière d'hygiène dans leur village. Plan Ouganda utilise l'approche de la communication d'un enfant à l'autre comme base de l'Assainissement total piloté par l'école (ATPE).²³ L'ATPC est déclenché dans les écoles, ce qui permet aux enfants d'identifier les problèmes d'hygiène et d'assainissement au sein de leur établissement et d'élaborer des plans d'action pour faire en sorte que les latrines de l'école restent propres, pour encourager le lavage des mains après l'utilisation des latrines, le maintien d'une bonne hygiène personnelle et surtout pour qu'ils pratiquent à la maison les leçons apprises du processus.

L'ATPC en milieu urbain

L'usage de l'ATPC en milieu urbain a jusqu'ici été limité, bien que beaucoup souhaitent explorer comment il serait possible d'adapter l'approche au contexte urbain. Il y a beaucoup de facteurs supplémentaires à prendre en compte dans l'assainissement urbain, y compris des questions d'ordre physique comme l'espace et la vidange des latrines, des questions d'ordre juridique liées à l'occupation et aux établissements informels ainsi que des questions d'ordre social touchant à la cohésion de la communauté.

Au Caire, Plan Égypte s'est servi d'une approche de type ATPC pour la gestion des déchets urbains. Plan a facilité une évaluation des tunnels de blocage des détritiques sous la rocade – une situation qui provoquait la mort d'enfants lorsqu'ils traversaient l'axe très fréquenté. Cela a engendré la mobilisation de la communauté, des négociations avec les autorités, la participation de la communauté pour les aider à supprimer les détritiques, et le nettoyage durable des tunnels avec des peintures d'enfants sur les murs.²⁴ Au Kenya, dans la ville de Kilifi, il y a également eu de nouvelles initiatives. Durant l'été 2008, il y a eu une formation ATPC à l'intention du personnel du gouvernement basé dans la ville de Kilifi sur la côte kényane. Cela a provoqué plusieurs réunions du conseil municipal, après quoi des mesures ont été prises afin de mettre un terme à la défécation à l'air libre le long de la plage et d'allouer des terres à un groupe de jeunes pour construire des toilettes publiques commerciales.

Zulu *et al.* (dans ce numéro) examine aussi comment l'ATPC a été adapté à un contexte urbain et périurbain en Zambie. L'approche varie quelque peu de la façon

²³ L'approche d'un enfant à un autre (*child-to-child approach*) est une approche fondée sur les droits pour faire participer les enfants au développement et à la promotion de la santé. Il s'agit d'un processus éducatif qui relie l'apprentissage des enfants avec des mesures visant à promouvoir la santé, le bien-être et le développement du moi, de la famille et des communautés. Voir : www.child-to-child.org/about/approach.html

²⁴ Voir : <http://tinyurl.com/urban-dts-cairo>. URL complète : <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/community-led-environmental-project-cairo>



Photo : Philip Vincent Otieno

Les enfants d'Arujo, district d'Homa Bay au Kenya, dressent un plan d'action puis rendent compte des résultats aux adultes.

de faire dans les zones rurales, bien que certains aspects du déclenchement soient toujours utilisés. Comme le constatent les auteurs, la prise de conscience engendrée au sein de la communauté a montré que les améliorations apportées à l'assainissement peuvent être faites dans un contexte urbain et que ces communautés peuvent se développer sans subvention et sans appui externes.

En Mauritanie, dans la ville de Rosso, qui compte 32 000 habitants, huit quartiers urbains sont devenus FDAL et 67 autres ont entamé la phase de suivi.²⁵ L'expérience de l'UNICEF en Mauritanie a

montré que l'ATPC en milieu urbain est beaucoup plus complexe et prend plus de temps que dans les zones rurales. Il peut s'avérer difficile d'attirer de grands groupes dans la phase de déclenchement. Les latrines publiques sont souvent mal entretenues. L'espace manque et les fosses ont besoin d'être vidées d'une manière qui soit durable et empêche la contamination fécale. Sur la base de l'expérience de Rosso, on a constaté qu'il est plus facile de fragmenter les villes en petits quartiers, d'identifier les quartiers où règne une bonne cohésion sociale et d'encourager l'émulation entre les quartiers. Les milieux urbains peuvent aussi offrir plusieurs avantages, tels que de meilleurs circuits de communication qui permettent aux messages de gagner plus rapidement une population plus vaste, p. ex. la radio, les journaux, la télévision, etc. Une ville peut devenir un modèle à suivre pour les municipalités et les villages alentour. Dans certaines villes, plus d'affluence peut aussi vouloir dire que les gens peuvent construire plus de toilettes durables dès le départ.²⁶ Tout récemment, en juin 2010, Plan Kenya a entamé un projet ATPC pilote dans un grand établissement informel urbain. Quatre villages de Mathare 10 à Nairobi ont été déclenchés à l'issue d'une formation de jeunes qui ont participé à une entreprise sociale baptisée Community Cleaning Services (CCS – Services de nettoyage communautaire).²⁷

Même s'il ne fait aucun doute que l'ATPC s'applique aussi aux contextes urbains, il existe des différences énormes avec les milieux ruraux. Ceux qui sont impliqués dans l'ATPC en milieu urbain ont besoin d'être stratégiques dans la construction de partenariats qui puissent permettre aux communautés de résoudre les problèmes de piètre gouvernance dans

²⁵ Et ce, malgré de graves inondations en septembre 2009.

²⁶ Pour en savoir plus au sujet de l'expérience en Mauritanie, voir : <http://tinyurl.com/urban-sanitation-mauritania>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/lessons-learn-urban-sanitation-mauritania

²⁷ Voir : <http://tinyurl.com/urban-clts-nairobi>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/piloting-clts-urban-setting-diary-progress-mathare-10-nairobi-kenya

la gestion de l'assainissement urbain. S'il est relativement simple pour une communauté rurale de creuser une fosse à l'issue du déclenchement, dans les établissements urbains informels, les communautés ne sont pas propriétaires de leurs terres. La terre appartient au conseil municipal. Dans le cas de Mathare 10, la plupart des terres destinées aux services publics ont déjà été prises. Cela signifie qu'il faut créer une tribune pour permettre un dialogue entre les communautés et les acteurs clés comme le ministère des Collectivités locales, le Conseil municipal de Nairobi et le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement, de manière à pouvoir faire pression sur ce dernier pour qu'il s'engage à libérer des terres pour la construction de toilettes.

Le projet pilote de Mathare 10 est jeune mais il a déjà attiré beaucoup d'attention de la part d'acteurs clés. Une série d'engagements ciblés pris autour d'une table entre les communautés et les principales parties prenantes est en cours de finalisation. Ces engagements visent à faire en sorte que les différents acteurs soient déclenchés et s'engagent à jouer leurs rôles pour veiller à ce que les gens de Mathare soient à même d'exercer leur droit à vivre dans un environnement propre et salubre. Comme le montre un rapport récent publié par Amnesty International, la sécurité des femmes et des jeunes filles est aussi un enjeu crucial dans les bidonvilles urbains.²⁸ Les femmes et les jeunes filles sont confrontées à des risques de violences liées au sexe et de viol lorsqu'elles vont faire leurs besoins en plein air la nuit. De ce fait, beaucoup sont contraintes de déféquer dans des sacs en plastique ou dans des bassines avant de diluer les selles avec de l'eau pour les déverser sur les trottoirs.

L'ATPC en situation d'urgence

Un intérêt commence aussi à poindre concernant l'adaptation de l'ATPC aux situations d'urgence ou d'après conflit. Jusqu'ici, il n'y a guère eu d'expériences d'utilisation de l'approche dans ces contextes particuliers, mais des organisations comme Oxfam souhaitent explorer l'utilisation de l'ATPC dans les situations d'urgence et aussi dans le cadre de programmes de redressement ou de prévention. En Haïti, l'UNICEF a déjà fait des expériences avec diverses adaptations de l'ATPC au lendemain du séisme de janvier 2010.²⁹

Conclusion

Comme l'écrit Chambers (2009), « pour bien diffuser l'ATPC, il faut en permanence apprendre, adapter et innover ». Les expériences partagées dans cette édition démontrent clairement que l'ATPC, même s'il a vu le jour dans un autre continent, peut tout aussi bien s'appliquer à l'Afrique. Dans cette édition, les praticiens ont fait des innovations significatives en fonction des différents contextes de leurs travaux et ils ont ainsi contribué au développement de l'ATPC. À mesure que l'ATPC évolue, il sera nécessaire de continuer la recherche-action et la documentation pour garantir que les expériences du continent viennent étoffer la masse de connaissances constamment recueillies sur l'ATPC.

Efforçons-nous de réaliser le plein potentiel de l'ATPC au profit des milliards de femmes, d'enfants et d'hommes d'Afrique et du monde qui souffrent encore des terribles conséquences de la défécation à l'air libre – et qui méritent de jouer un rôle dans leur propre développement.

²⁸ Voir : <http://tinyurl.com/amnesty-sanitation-nairobi>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/story/amnesty-international-report-insecurity-and-indignity-womens-experiences-slums-nairobi-kenya

²⁹ M. Foster, comm. perso. (30 juin 2010) et M. Henderson, comm. perso. (5 août 2010).

COORDONNÉES



Petra Bongartz
Agent de coordination, communication et travail en réseau :
Assainissement total piloté par la communauté (ATPC)
Institute of Development Studies (IDS)
Université de Sussex, Brighton BN1 9RE
Royaume-Uni
Courriel : p.bongartz@ids.ac.uk
Site web : www.communityledtotalsanitation.org



Samuel Musembi Musyoki
Directeur de Programmes
Plan International Bureau du Kenya
Dennis Pritt Road
PO Box 25196-00603, Nairobi
Kenya
Tél. +254 20 3870216/3874987/3862593
Courriel : samuel.musyoki@plan-international.org



Angela Milligan
coéditrice, série *Participatory Learning and Action (PLA)*,
IIED
Courriel : angela.milligan@iied.org
Institut international pour l'environnement et le
développement (IIED)
3 Endsleigh Street, London, WC1H 0DD
Royaume-Uni
Tél. +44 20 7388 2117
Fax. +44 20 7388 2826#
Web : www.planotes.org



Holly Ashley
coéditrice, série *Participatory Learning and Action (PLA)*,
IIED
Courriel : holly.ashley@iied.org

RÉFÉRENCES

- Amnesty International (2010) *Insecurity and Indignity Women's Experiences in the Slums of Nairobi*, Kenya. Amnesty International Publications : Londres.
- Bamford, E. (2009) « Where are all the Female Natural Leaders? » Dans UNICEF WASH Newsletter, juillet-septembre 2009. En ligne : <http://tinyurl.com/bamford-wash-article>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/September_09_UNICEF_WASH_Newsletter.pdf
- Bongartz, P., R. Chambers et K. Kar (2009) « Beyond Subsidies – Triggering a revolution in rural sanitation. » Dans : *IDS In Focus Policy Briefing Issue 10: Community-Led Total Sanitation*, juillet 2009. En ligne : <http://tinyurl.com/ids-pb-10>. URL complète : www.ids.ac.uk/index.cfm?objectid=7D7C3724-C56C-04E2-B320FA6F58C95FBF
- Chambers, R. (2009) *Going to Scale with Community-Led Total Sanitation: Reflections on experience, issues and ways forward*. IDS Practice Paper 1, IDS, Université de Sussex : Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/chambers-dts-scale>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/going-scale-community-led-total-sanitation-reflections-experience-issues-and-ways-forward

- Curtis, V., A. Biran, K. Deverell, C. Hughes, K. Bellamy et B. Drasar (2003) « Hygiene in the home: relating bugs and behaviour » *Social Science and Medicine* 57: 4.
- Curtis, V., B. Kanki, T. Mertens, E. Traore, I. Diallo, F. Tall et S. Cousens (1995) « Potties, Pits and Pipes: Explaining Hygiene Behaviour in Burkina Faso. » *Social Science and Medicine* 41: 3.
- George, R. (2009) « How to save the world with sanitation » *Huffington Post*, 27 octobre 2009. En ligne : <http://tinyurl.com/george-sanitation>. URL complète : www.huffingtonpost.com/rose-george/how-to-save-the-world-wit_b_334223.html
- Humphries, J. (2009) « Child undernutrition, tropical enteropathy, toilets and handwashing » *The Lancet* 19 septembre 2009 ; 374 : 1032-35.
- Hutton, G. et L. Haller (2004) *Evaluation of the Costs and Benefits of Water and Sanitation Improvements at the Global Level: Water, sanitation and health protection of the human environment*. Organisation mondiale de la santé (OMS) : Genève.
- Kar, K. (à paraître). « Introducing CLTS in Africa: implementation and spread ». Dans *Shit Matters: Community-Led Total Sanitation and the Sanitation Challenge for the 21st Century*. Sous la direction de Mehta L. et Movik S. Practical Action, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/shit-matters-mehta>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/shit-matters-community-led-total-sanitation-and-sanitation-challenge-21st-century
- Kar, K. (2003) *Subsidy or Self-respect? Participatory total community sanitation in Bangladesh*. Working Paper 184, IDS, Université de Sussex : Royaume-Uni.
- Kar, K. et R. Chambers (2008) *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*. Plan : Royaume-Uni et Institute of Development Studies (IDS) : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/CLTShandbook>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbookcommunity-led-total-sanitation. Voir p. 36.
- Menter, H., S. Kaaria, N. Johnson et J. Ashby (2004) « Scaling up » Dans D. Pachico et S. Fujisaka (Eds.) *Scaling up and out: Achieving widespread impact through agricultural research*. Cali, Colombie : Centre international de l'agriculture tropicale. En ligne : <http://tinyurl.com/mente-et-al-scaling-up>. URL complète : http://ciat-library.ciat.cgiar.org/Articulos_Ciat/scaling_up_chapter_1.pdf
- Musyoki, S.M. (2007) « Sceptics and Evangelists: Insights on scaling up Community-Led Total Sanitation (CLTS) in Southern and Eastern Africa. » IDS, Université de Sussex : Royaume-Uni. En ligne <http://tinyurl.com/sceptics-evangelists>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/sceptics-and-evangelists-insights-scaling-community-led-total-sanitation-clts-southern-and-
- Negussie, A. (2010) *Pan-African Exchange/Learning Visit to Ethiopia*. En ligne : <http://tinyurl.com/clts-exchange-africa>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/pan-african-clts-exchangelearning-visit-ethiopia
- Scott, B., V. Curtis et T. Rabie (2003) « Protecting children from diarrhea and acute respiratory infections: The role of handwashing promotion in water and sanitation programmes. » *Regional Health Forum* 7: 1.

Passage à l'échelle de l'ATPC en Afrique subsaharienne

2

par SOPHIE HICKLING et JANE BEVAN

Introduction

Sur les 44 pays qui constituent l'Afrique subsaharienne, seuls quatre (l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana et le Rwanda) sont actuellement bien placés pour atteindre la cible 7 relative à l'assainissement des Objectifs du Millénaire pour le développement.¹ Les taux de mortalité infantile dans la région sont parmi les plus élevés au monde, avec un taux moyen de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans de 135 pour 1 000 (UNICEF, 2009a). Les maladies diarrhéiques constituent une cause première de décès en Afrique subsaharienne et sont clairement liées à un manque d'assainissement, d'hygiène et d'approvisionnement en eau. On estime à 565 millions le nombre de personnes en Afrique subsaharienne sans accès à un assainissement amélioré et, pire encore, à 224 millions le nombre de gens qui pratiquent la défécation à l'air libre – la pratique d'assainissement la plus risquée de toutes.

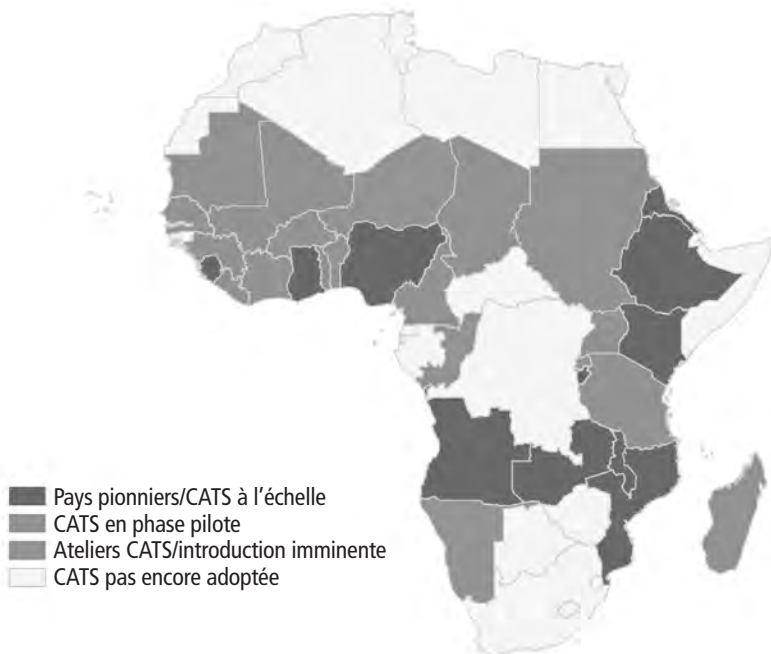
Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) s'est engagé à améliorer l'accès à l'assainissement dans le cadre de sa stratégie plus large en vue d'améliorer la survie et le développement des jeunes enfants. Il a mis en œuvre des programmes d'Assainissement total piloté par la communauté et d'autres approches communautaires en faveur d'un assainissement total avec des partenaires dans plusieurs pays pour tendre vers cet objectif.

Les approches en matière d'assainissement pilotées par la communauté ont prouvé qu'elles améliorent rapidement la couverture de l'assainissement en Asie (Chambers, 2009) et ont récemment été introduites en Afrique. Ce transfert positif Sud-Sud affiche de réelles promesses comme moyen d'accélérer l'augmentation du taux de couverture. Il offre un réel potentiel, une fois passé à l'échelle, d'avoir un impact manifeste sur les chiffres consternants évoqués plus haut. Cet article

¹ Programme commun OMS/UNICEF de surveillance (JMP) de l'eau et de l'assainissement (2010). Voir : www.wssinfo.org

Figure 1 : Adoption d'approches communautaires pour un assainissement total (CATS) en Afrique

Plus de la moitié des pays d'Afrique ont introduit des approches communautaires en matière d'assainissement total



Carte : DevInfo, UNICEF New York

se penche sur plusieurs des multiples opportunités et des nombreux défis rencontrés durant l'introduction de l'ATPC en Afrique à ce jour, aussi bien par l'UNICEF que par ses partenaires – et il considère les questions clés en termes de passage à l'échelle et de pérennité.

Contexte

L'introduction de l'ATPC en Afrique subsaharienne remonte à 2005-06 (Nigéria, Ghana et une région de l'Éthiopie). Une introduction plus large a été amorcée à partir de 2007.² En collaboration avec de nombreux partenaires de mise en œuvre dans toute l'Afrique, les approches communautaires en matière d'assainissement, y compris l'ATPC, sont désormais introduites dans l'ensemble des pays anglophones, francophones et lusophones d'Afrique (voir la Figure 1).

Dans le cadre de la stratégie de l'UNICEF pour le déploiement de l'ATPC, une multitude d'ateliers régionaux et de séances d'information ont été organisés. Deux ateliers ont eu lieu en Afrique centrale et de l'Ouest, (novembre 2008 pour l'Afrique francophone, mars 2009 pour l'Afrique anglophone). Tous deux ont été facilités par Kamal Kar, le créateur de l'ATPC et coauteur du manuel sur l'ATPC (Kar et Chambers, 2008). Des représentants des pouvoirs publics, des ONG et des partenaires de l'UNICEF de 16 pays ont assisté aux ateliers. Ils comprenaient des travaux pratiques pour la mise en œuvre de l'outil ATPC et le déclenchement de l'ATPC dans les communautés. En Afrique de l'Est et australe en novembre 2007, un rassemblement régional de professionnels de l'assainissement a donné le coup d'envoi à un certain nombre d'ateliers pratiques au

² Compte rendu de l'atelier de mise en commun et d'apprentissage sur l'ATPC à l'AfricaSan, Durban, Afrique du Sud, 17 février 2008.

niveau national impliquant les pouvoirs publics, des ONG et des partenaires de l'UNICEF dans les pays hôtes ainsi que les pays voisins.

Durant tous les ateliers, une stratégie prévoyant la participation du personnel ressource régional et la formation du personnel d'instituts partenaires a été adoptée.³ Le but visé était de renforcer la capacité institutionnelle régionale pour une viabilité à long terme de l'approche, facteur décisif reconnu du succès de la mise en œuvre (Chambers, 2009). Cela se révèle important pour tenter de combler un manque de facilitation de qualité pour faire face au rapide essor de la demande en projets ATPC.

À travers l'Afrique subsaharienne, l'essor de l'ATPC a dépassé toutes les attentes. L'approche ATPC est déjà bien établie à une échelle considérable dans beaucoup de pays et elle est à un stade pilote dans de nombreux autres (voir la Figure 1). Rien qu'en l'espace de deux ans, on estime que plusieurs centaines de milliers de personnes à travers l'Afrique ont pu se hisser sur l'échelle de l'assainissement. Une proportion non négligeable d'entre elles utilisent désormais des installations sanitaires améliorées, résultat direct de l'ATPC. Ne serait-ce qu'en Zambie, grâce à l'approche ATPC, plus de 245 000 personnes vivent désormais dans des communautés ayant mis fin à la défécation à l'air libre (FDAL).

L'une des conclusions de notre expérience à ce jour est que l'ATPC s'est très bien transposé en Afrique. Il y a deux ans, il n'y avait que très peu d'exemples de mise en œuvre réussie de l'ATPC. Lorsque l'ATPC et d'autres approches communautaires en matière d'assainissement total ont été présentées à l'AfricaSan+5 à Durban (2008), la plupart des exemples venaient de l'Asie du Sud-Est.⁴ À présent, début

2010, il existe un certain nombre de succès africains, qui peuvent servir à des actions de plaidoyer et à la mise à l'échelle de l'approche à l'intérieur comme à l'extérieur de la région. Beaucoup d'échanges d'apprentissage entre les pays ainsi que des ateliers de formation, deux éléments essentiels pour la propagation internationale de l'ATPC dans ses premières années (Deak, 2008), ont eu lieu et ont débouché sur un accroissement rapide du taux d'adoption de l'approche en parvenant à convaincre les tiers des possibilités qu'elle offrait.

Néanmoins, comme avec toute nouvelle approche, la viabilité à long terme de ces changements rapides reste à prouver. Les personnes chargées de la mise en œuvre ont besoin de trouver un juste équilibre entre les avantages d'une introduction rapide et une procédure intensive de suivi souvent requise pour veiller à ce que le statut FDAL soit atteint mais aussi maintenu. Dans les sections suivantes, nous allons aborder certains des principaux enjeux que nous avons identifiés comme étant décisifs pour veiller à ce que les approches communautaires aient les meilleures chances de se propager largement et de se montrer durables.

Qu'est-ce qui fait le succès de l'ATPC en Afrique ?

Politique et appropriation

Le passage à l'échelle des approches communautaires en matière d'assainissement a besoin d'une appropriation locale tout en étant approuvée et soutenue par les pouvoirs publics et les agences de l'extérieur.

Un environnement politique favorable légitime l'adoption de l'approche ATPC par les partenaires et fournit les conditions requises propices à sa propagation. Ces dernières années, on a vu un recentrage de

³ Y compris : le Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût (CREPA), Burkina Faso ; l'Institute of Water and Sanitation Development (IWSD), Zimbabwe ; le Réseau pour l'eau et l'assainissement (NETWAS) et Training, Research and Networking for Development (TREND) au Ghana.

⁴ Conférence sur l'assainissement en Afrique – AfricaSan+5, Durban, du 18 au 20 février 2008.

Encadré 1 : Viser la grande échelle au Malawi

Malgré des efforts concertés depuis plusieurs années pour combler la fracture de l'assainissement, en 2008 seuls 56 % des Malawites avaient accès à un assainissement amélioré. Les progrès sont insuffisants pour remettre le pays en bonne voie pour atteindre la cible 7 des OMD (JMP, 2010). Neuf pour cent de la population pratique la défécation à l'air libre, ce qui équivaut à 1,3 million de personnes. Suite à la participation d'une solide délégation malawite à la conférence AfricaSan+5 en 2008, les deux ministères concernés par l'assainissement ont entamé conjointement un processus de discussion et l'élaboration d'une feuille de route pour l'assainissement.

La Politique d'assainissement du Malawi (2008) définit le droit de base de chaque citoyen d'accéder à des informations sur un assainissement amélioré et la responsabilité individuelle de posséder et d'entretenir des installations sanitaires. Il convient de souligner que la Politique d'assainissement du Malawi est l'une des seules politiques d'assainissement dans la région qui se concentre expressément sur l'élimination de la défécation à l'air libre. L'ATPC est aussi l'un des principaux moteurs de la promotion de l'assainissement dans la politique sectorielle.

À la mi-2008, une équipe nationale intersectorielle avait été dotée des compétences requises pour mettre en œuvre l'ATPC dans 12 districts prioritaires. Chaque équipe de district est chargée de former et d'accompagner des vulgarisateurs en première ligne dans l'ensemble des ministères compétents, y compris des auxiliaires de surveillance sanitaire (ASS), des auxiliaires de surveillance de l'eau (ASE) et des auxiliaires de développement communautaires. Dans nombre de districts, les vulgarisateurs sanitaires ont formé des groupes d'action ATPC pour veiller au suivi et au contrôle du statut FDAL. À la fin de 2009, 346 villages avaient été déclarés FDAL au Malawi, touchant ainsi près de 189 000 personnes.

Outre le cadre institutionnel qui soutient le passage à l'échelle et la viabilité à long terme de l'ATPC, une caractéristique importante de l'ATPC au Malawi est l'introspection continue et l'apprentissage permanent qu'il promeut. Cela s'effectue par des forums de discussion périodiques nationaux réunissant toutes les parties prenantes et le bulletin national produit par Ingénieurs sans frontières Canada (ISF), qui prévoit une plate-forme de documentation et de mise en commun des acquis (voir aussi Raeside, dans ce numéro).

L'intérêt envers l'ATPC au Malawi ne cesse de croître. Les résultats positifs recueillis au cours des 18 derniers mois ont aussi suscité un vif intérêt chez les bailleurs ainsi que des propositions d'inclusion de l'ATPC dans l'approche sectorielle en faveur d'une enveloppe sanitaire de première nécessité.

Information compilée avec l'aimable collaboration de Chimwemwe Nyimba, Expert en assainissement, UNICEF Malawi.

l'environnement en amont, avec l'élaboration de politiques, de lignes directrices et d'approches sectorielles dans de nombreux pays d'Afrique. Elles sont propices aux approches pilotées par la communauté et à l'éradication de la défécation à l'air libre – même s'il n'est pas toujours fait explicitement référence à l'ATPC. On a constaté un intérêt croissant envers les questions de politiques et de budget consacrés à l'assainissement dans toute l'Afrique depuis l'Année internationale de l'assainissement en 2008, notamment la signature de la Déclaration d'eThekwini lors d'AfricaSan+5, qui a permis de maintenir la visibilité du secteur.⁵ Les indicateurs de progression

par rapport à la Déclaration comprennent la coordination nationale et le suivi-évaluation, ainsi que l'examen des approches pilotées par la communauté. Un regain d'intérêt sur ces questions a été une excellente occasion d'inclure les approches communautaires dans les politiques nationales d'assainissement, par exemple au Ghana et en Érythrée, où l'ATPC est désormais l'approche nationale reconnue pour l'assainissement rural (Magala, 2009).

Au sein d'un environnement politique porteur, l'appropriation locale, aussi bien par les pouvoirs publics que par les communautés, est aussi un préalable

⁵ La Déclaration d'eThekwini est une déclaration relative à l'assainissement réaffirmée ultérieurement par les chefs d'État africains à Sharm el Sheikh. Voir Progression des « engagements d'eThekwini concernant l'assainissement » : <http://tinyurl.com/Africansan-report>. URL complète : www.unicef.org/wash/files/WA_eThekwini_FRENCH_FINAL.pdf

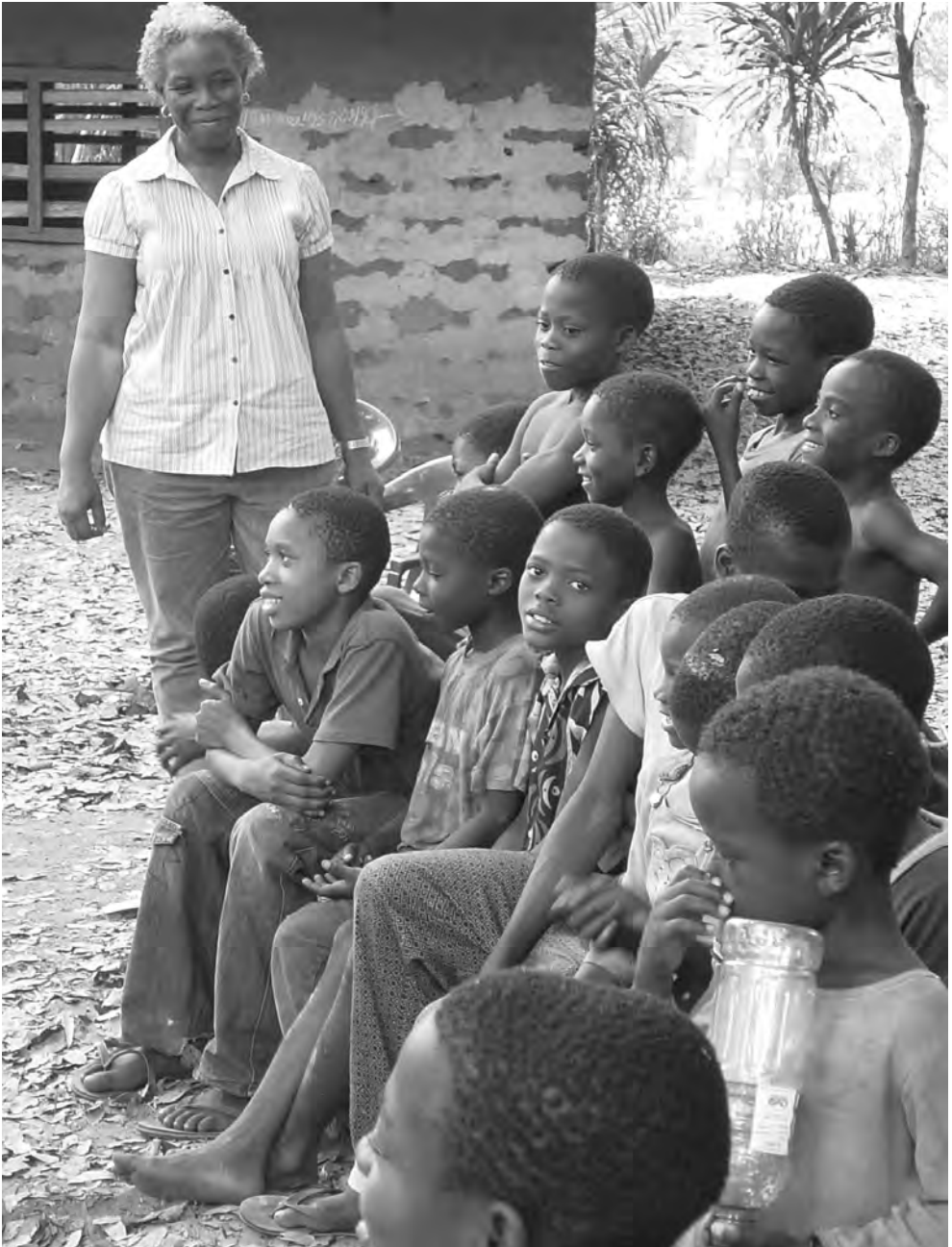


Photo : Jane Bevan

Mme Ogbé, Directrice adjointe à l'Assainissement au sein du ministère fédéral de l'Agriculture et des Ressources en eau au Nigéria, prend part à un exercice de déclenchement de l'ATPC dans l'État de Benue, en mars 2009.

important. Une étude menée dans trois pays d'Afrique de l'Est et australe a révélé que les districts affichant le taux de réussite le plus élevé dans chaque pays semblaient correspondre à ceux arborant un taux d'appropriation locale également très élevé.

L'appropriation locale par les agents des pouvoirs publics et les communautés est propice à la propagation de l'ATPC. Elle permet de libérer du temps et des ressources au sein des communautés et des autorités locales au-delà de ce que peut le



Photo : UNICEF Sierra Leone

Abdu Raman, désigné leader naturel du mois en mars 2009. Un hommage lui est rendu dans le bulletin régulier sur l'assainissement publié en Sierra Leone⁶.

faire un financement extérieur (Polo, 2009) et elle augmente l'intensité du suivi et l'intérêt accordé aux résultats. En Mauritanie, un puissant leadership municipal et une forte volonté politique se sont révélés essentiels pour la promotion de l'ATPC, qui s'est bien propagé, même dans les zones urbaines, alors qu'il était considéré comme une approche essentiellement rurale. Dans le sud de la Mauritanie, Rosso, une ville de 34 000 habitants, a déclaré huit de ses 11 quartiers comme ayant le statut FDAL et, même après les inondations désastreuses d'août 2009, ces quartiers ont vite regagné ce statut. Des défis subsistent, toutefois, dans les secteurs les moins soudés de la ville (Said, 2009). De nouvelles adaptations de l'ATPC dans divers contextes africains urbains sont constamment à l'étude. Ainsi, dans la ville de Choma en Zambie, l'atten-

tion se concentre sur le plaidoyer, l'éducation et l'engagement auprès des autorités locales pour renforcer l'application des lois relatives à la santé environnementale (UNICEF, 2009b).

L'appropriation intersectorielle et le travail d'équipe semblent être des facteurs importants dans la détermination des résultats de l'ATPC. Le modèle de Choma en Zambie est très parlant (voir p. ex. Zulu *et al.*, dans ce numéro). Il rassemble plusieurs individus de différents ministères, des organes judiciaires, des chefs traditionnels et de la société civile pour présenter un front soudé contre la défécation à l'air libre – mais ce modèle peut se révéler difficile à reproduire en raison de la situation unique de la ville de Choma. Toutefois, il existe plusieurs autres exemples convaincants, au Malawi, au Sierra Leone et au Burundi (voir l'Encadré 1). Au Malawi, les équipes de coordination du district sont composées d'auxiliaire de l'eau, de la santé et d'agents du développement communautaire et l'on obtient des résultats très positifs là où ce travail en équipe est solide (Polo, 2009). La Sierra Leone dispose d'un puissant collectif national pour le changement de comportement en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), qui se réunit chaque mois dans un district différent. Il comprend des agents des pouvoirs publics et des ONG partenaires et invite les leaders naturels à exprimer leurs préoccupations. Au Burundi, une équipe de facilitateurs nationaux issus du gouvernement, des agences de l'ONU et des ONG se réunit régulièrement pour s'entretenir des progrès accomplis et pour trouver des solutions communes aux défis rencontrés.

Enfin, dans un certain nombre de pays, la vitesse de mise en œuvre et les résultats obtenus sont considérés comme un « argument de vente » très convaincant en faveur de l'ATPC. Au Mozambique, par exemple, les agents de mise en œuvre en première ligne, jadis frustrés par les approches

⁶ Voir : <http://tinyurl.com/amcowasawards09>. URL complète : www.dwaf.gov.za/Communications/PressReleases/2009/AMCOWAfricaSanAwards2009.pdf

PHAST (Transformation participative en matière d'hygiène et d'assainissement) en raison des lenteurs de leur mise en œuvre, ont trouvé que la vitesse avec laquelle il était possible d'obtenir des résultats grâce à l'ATPC leur donnait un regain de motivation (Godfrey, 2009).

Des champions

L'influence complémentaire des structures de leadership traditionnelles et non traditionnelles dans la promotion de l'ATPC permet d'avoir une portée plus large et une pérennité accrue.

L'existence de défenseurs influents à différents niveaux pour promouvoir l'ATPC est perçue comme un facteur de réussite très important dans divers pays. De fervents défenseurs nationaux de l'approche au sein du gouvernement naissent souvent de leur participation à un atelier et lorsqu'ils voient l'impact manifeste de l'ATPC sur le terrain. Ainsi, Mme Ogbe, Directrice adjointe à l'assainissement (récemment partie en retraite) au sein du ministère fédéral de l'Agriculture et des Ressources en eau au Nigéria, est devenue une ardente partisane de l'ATPC après avoir assisté à un atelier de Kamal Kar en 2009. À un tel niveau, les champions peuvent jouer un rôle crucial pour veiller à ce que les approches pilotées par la communauté soient prises en compte lorsque les autorités débattent des questions budgétaires et politiques.

Les approches communautaires pour l'assainissement total ont aussi bénéficié de la conviction et du soutien de parties prenantes nationales de premier plan dans d'autres pays, y compris en Éthiopie où le Mouvement du Millénaire pour l'assainissement et le Protocole stratégique pour l'assainissement national gèrent diverses approches en faveur de l'assainissement total.

Les chefs traditionnels, dont la sphère d'influence est intergénérationnelle et transpolitique se sont imposés comme des champions, notamment en Zambie, au Malawi et au Kenya (Polo, 2009). Le soutien d'un leader dans une puissante structure traditionnelle revêt une importance cruciale pour faire accepter l'approche par la communauté tout entière et il peut jouer un rôle décisif dans l'adoption du changement de comportement social souhaité, c.-à-d. le caractère inacceptable de la défécation à l'air libre. Le Chef Macha de Choma a récemment été récompensé pour ses travaux en faveur de l'ATPC en Zambie lorsque le premier prix du Concours 2009 AfricaSan/Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW)⁷ lui a été décerné dans la catégorie Leadership.

Les leaders naturels qui se dégagent de la communauté sont aussi d'importants facteurs de succès. En reconnaissance du rôle important de champions que jouent les leaders naturels dans leur quartier, la Sierra Leone brosse le profil du « leader naturel du mois » dans son bulletin trimestriel sectoriel sur l'ATPC, et elle ne manque pas de souligner l'importance des femmes en qualité de leaders naturels. Les leaders naturels les plus prometteurs en Sierra Leone – ceux qui ont réussi à obtenir un statut FDAL pour leur communauté – sont désormais sur le point d'être formés pour devenir la prochaine cohorte de facilitateurs ATPC ; c'est là un très bon exemple de mise à l'échelle durable⁸. Un guide illustré/dans le dialecte local est également en cours de préparation à leur intention par les soins des partenaires ATPC.

Souplesse et apprentissage

L'introspection, l'apprentissage et la documentation contribuent à de meilleurs résultats et peuvent appuyer l'argumentation en faveur de la mise à l'échelle.

⁷ Voir des exemples sur : <http://tinyurl.com/WASH-SL-report>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/quarterly-wash-report-unicef-sierra-leone

⁸ Voir : <http://tinyurl.com/unicef-wash-newsletter>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/December_2009_UNICEF_WASH_Newsletter.pdf

La souplesse de l'approche s'est révélée être un facteur important tout d'abord pour obtenir des résultats mais aussi pour favoriser le passage à l'échelle. Ainsi, l'adaptation de méthodes de travail « normales » dans le secteur de l'assainissement pour inclure une vaste gamme de parties prenantes a été décisive en Zambie. Après la première vague de déclenchement au Malawi, les équipes d'ATPC ont réalisé le rôle positif que les chefs traditionnels pouvaient jouer dans le processus et elles les ont systématiquement inclus dans les formations ultérieures. Une évaluation approfondie de l'Initiative Un Million au Mozambique, qui comprend un déclenchement ATPC, a débouché sur un ajustement du programme afin d'accroître son efficacité et de consolider les résultats obtenus durant la première année.⁹

Reconnaissant le besoin de documentation pour obtenir le soutien du gouvernement, plusieurs pays procèdent désormais à une évaluation, un bilan et une documentation systématiques – qui donnent une idée précieuse des coûts, des calendriers, de la viabilité à long terme et de l'impact. Les chiffres préliminaires suggèrent que l'ATPC coûte environ 15 dollars US par ménage ou \$2,50 par personne.¹⁰ Ce chiffre est à comparer avec le coût de \$30 par ménage calculé pour le Nigéria par WaterAid (Evans *et al.*, 2009). Il offre aussi une comparaison favorable avec divers programmes subventionnés de construction de latrines, où la tendance à exiger des modèles de latrine standard « haute technologie » gonfle le coût unitaire (parfois jusqu'à \$600+), limite le passage à l'échelle et entrave l'autofourniture.

Adéquation culturelle

Les préférences culturelles sont mieux prises en compte par les approches

communautaires en faveur de l'assainissement.

Dans certains pays (p. ex. le Mali et le Liberia), on a découvert que plusieurs familles avaient choisi de construire des latrines propres à chaque sexe, y compris des sanitaires séparés. Au Mozambique, des familles polygames ont construit plusieurs latrines. Dans certains cas, il a été construit plus d'une latrine par ménage car, culturellement, les pères ne pouvaient pas utiliser la même latrine que leurs belles-filles (Godfrey, 2009).

Outre le fait que cela laisse les communautés libres de décider comment s'attaquer à la question de la défécation à l'air libre d'une façon qui soit conforme aux normes culturelles, l'ATPC est également considéré comme une approche extrêmement équitable. Les plus riches comme les plus pauvres – y compris les personnes défavorisées au sein d'une communauté – construiront des latrines et bénéficieront pareillement du statut FDAL (Evans *et al.*, 2009). La question de l'équité et de l'inclusion dans l'ATPC revêt beaucoup d'importance et mérite davantage de recherche dans le contexte africain.

Une étude récente de WaterAid en Afrique de l'Ouest a révélé que « ...la plupart des communautés étudiées respectent les us et coutumes communautaires associés avec la pratique de la défécation à l'air libre » (Dittmer, 2009). C'est la raison pour laquelle l'approche de l'assainissement total a de forte chance de donner de bons résultats dans les communautés où le leadership est robuste et où une décision est prise collectivement en vue de réformer cette pratique (voir aussi p. ex. Bwire, Musyoki, Zombo, dans ce numéro).

L'ATPC, qui a vu le jour en Asie, s'est bien exporté dans le contexte africain avec un minimum de variante par rapport au

⁹ L'Initiative Un Million entend soutenir les efforts du gouvernement du Mozambique pour garantir des approvisionnements en eau et un assainissement adéquats ainsi que l'adoption de meilleures pratiques d'hygiène pour un million de personnes dans 18 districts ruraux répartis dans trois provinces.

¹⁰ Communication personnelle avec Chris Cormency – Coûts tout compris issus d'un examen des données régionales pour l'Afrique de l'Ouest et centrale.

modèle d'origine. Cela tient peut-être au fait que les principes élémentaires de fierté collective – et, partant, de dégoût et de honte – sont les mêmes partout dans le monde.

Certification et suivi

La certification et le suivi confèrent une plus grande crédibilité aux résultats et motive les autres.

Dans certains pays, les processus formels de suivi et de certification ont été jugés essentiels pour accroître les résultats et peut-être aussi la pérennité du changement comportemental. Parmi les exemples, citons le cas du processus de certification en Mauritanie, l'élaboration des termes de référence pour le comité national ATPC en Guinée et la proposition au Ghana de faire en sorte que tous les villages FDAL fassent l'objet d'une certification et d'une célébration annuelles (à l'occasion de la Semaine nationale de l'assainissement) afin de renouveler et de nourrir l'engagement des communautés. Plusieurs pays, y compris l'Erythrée, le Mali, le Malawi, la Mauritanie et la Zambie, englobent la vérification des preuves de lavage des mains dans le processus de certification FDAL. L'ajout de cet autre changement comportemental ne semble pas ralentir l'atteinte du statut FDAL.

La Sierra Leone a associé le déploiement de l'ATPC au développement d'une base de données nationale WASH et soutient les conseils locaux et les statisticiens de district dans la collecte et la saisie des données. Au Mozambique, le statut FDAL d'une communauté est évalué en utilisant des lignes directrices et des formulaires d'évaluation uniformes par des équipes plurisectorielles composées de personnel des autorités nationales et provinciales des services techniques de l'eau, de l'éducation et de la santé, l'UNICEF, le Programme Eau et Assainissement de la Banque mondiale (WSP) et des ONG partenaires au niveau national. Ce niveau d'évaluation a conféré

une certaine crédibilité aux résultats et ainsi inspiré de l'intérêt en faveur d'un passage à l'échelle ultérieur.

Défis

Suivi de la viabilité à long terme

L'expérience montre que le déclenchement dans les communautés ne garantit pas toujours l'obtention du statut FDAL. Dans des pays d'Afrique de l'Ouest plus avancés en matière d'ATPC – parce qu'ils disposent de programmes bien établis depuis plusieurs années (Sierra Leone, Nigéria et Ghana) – il y a une très forte proportion (jusqu'à 80 %) de communautés déclenchées qui n'ont pas encore déclaré le statut FDAL. En d'autres termes, le processus a commencé et des engagements ont été pris, mais pour un motif quelconque, il n'y a pas de construction de latrines. Cela suggère des problèmes soit avec la qualité de la phase de déclenchement soit avec le suivi dans les communautés où a eu lieu le déclenchement. Il serait préférable d'envisager de retourner dans ces villages pour reprendre le processus d'obtention du statut FDAL avant de mener une opération de déclenchement dans d'autres communautés (Bevan et Thomas, 2009). Toutefois, les facilitateurs devraient jauger soigneusement les nouveaux investissements requis en termes de temps. Certaines indications suggèrent que le déclenchement peut rester « inactif » ou retardé et que les communautés peuvent ensuite faire l'objet d'un nouveau déclenchement pour obtenir le statut FDAL suite à des événements connexes, comme l'action de communautés voisines ou la survenance d'une épidémie.

Une autre raison possible pour expliquer la disparité apparemment élevée entre le déclenchement et l'obtention du statut FDAL concerne l'attention traditionnelle accordée par les projets à la dissémination des activités plutôt qu'à la diffusion de résultats. Si l'impact positif de la fin de la défécation à l'air libre n'est pas affecté par le

fait que le résultat soit diffusé ou non en dehors de la communauté, cela représente une opportunité manquée non négligeable à la fois en termes de plaidoyer en faveur de l'approche dans d'autres régions et du point de vue de la satisfaction dans le travail et de l'enthousiasme des facilitateurs locaux ATPC.

Ces deux observations mettent en exergue le défi que pose un véritable changement d'état d'esprit pour les praticiens WASH et autres, y compris les bailleurs, avec un recentrage qui met désormais l'accent sur le développement plus lent des aspects « intangibles » de changement comportemental plus que sur les aspects techniques traditionnels, et sur « l'évaluation des résultats » au lieu de se contenter d'une simple culture de « comptabilisation des produits ».

Grimper l'échelle de l'assainissement (c.-à-d. le processus qui consiste à apporter des améliorations graduelles à la situation en matière d'assainissement) est un autre défi en termes de viabilité à long terme qu'il convient d'aborder. Les méthodes de soutien varient d'un pays à l'autre et en fonction des préférences culturelles et régionales. Le fait d'encourager et de soutenir la prolifération du marketing de l'assainissement et des initiatives entrepreneuriales comme les SaniCentres au Nigéria (Agberemi et Onabolu, 2009) est reconnu comme une option tout à fait durable pour l'amélioration de la qualité des latrines et pour accommoder les choix culturels locaux.¹¹

Vitesse ou qualité ? La demande de mise à l'échelle – formation, facilitateurs et déclenchement

Les programmes ATPC peuvent être les victimes de leur succès – les résultats motivants engendrés par des programmes

pilotes à petite échelle génèrent une demande de duplication et de mise à l'échelle rapides. Une demande élevée en formation, en phases de déclenchement et en résultats peut déboucher sur un manque de rigueur (on veut « prendre des raccourcis ») qui fragilise les résultats ultérieurs.

Lors du passage à l'échelle de l'ATPC, il est vital de ne pas lésiner sur l'obtention de facilitateurs de qualité. En Zambie, les facilitateurs pivots viennent tous d'un même district. Désormais, ils sont très demandés dans leur propre district, dans d'autres districts et même dans les pays voisins. Dans tous les pays, le besoin d'une cohorte solide de facilitateurs « convaincus » et capables a été un thème récurrent dans les discussions et les évaluations ATPC.

Une formation pratique et l'accompagnement des formateurs sont très souvent pointés du doigt dans la littérature comme un facteur fondamental requis pour influencer des résultats positifs (Chambers, 2009). Il ne s'agit pas seulement de former des formateurs participatifs existants à un nouvel outil. Cela exige un programme de formation rigoureux qui, non seulement, enseigne les méthodologies mais parvient aussi à convaincre les formateurs des aspects philosophiques de l'approche, c.-à-d. un changement de comportement, l'absence de subvention et les avantages de l'obtention du statut FDAL (Polo, 2009). En Afrique de l'Ouest francophone notamment, le nombre de formateurs de qualité est toujours limité. Un accompagnement et des formations pratiques plus fréquentes et plus détaillées sont requis (voir aussi Musyoki, dans ce numéro).

Dans la plupart des pays d'Afrique, il existe un cadre de vulgarisateurs qui connaissent bien les communautés et disposent d'une formation de base en soins primaires et en hygiène.¹² Bien que leurs

¹¹ Pour en savoir plus sur le marketing de l'assainissement, voir : <http://tinyurl.com/sanitation-marketing>. URL complète : www.lboro.ac.uk/well/resources/fact-sheets/fact-sheets-hm/Sanitation%20marketing.htm.

¹² Agents de vulgarisation sanitaire (AVS), agents de santé communautaire (ASC), auxiliaires de surveillance sanitaire (ASS), etc.

capacités puissent varier énormément, il existe beaucoup d'individus très dévoués et expérimentés qui ont déjà gagné le respect des communautés et qui ont le potentiel de devenir de superbes ambassadeurs de l'approche ATPC. Toutefois, en supposant que les agents de santé communautaire en tant « qu'interface du village » sont toujours les mieux placés pour être le personnel en première ligne de l'ATPC, on risque fort de se tromper. Les vulgarisateurs peuvent être chargés de tâches multiples. Ainsi, les auxiliaires de surveillance sanitaire au Malawi sont chargés de beaucoup d'autres interventions, y compris des programmes subventionnés à l'intention des orphelins et des enfants vulnérables. Il se peut que d'autres ne soient pas taillés pour assumer le rôle de facilitateur. Ainsi, des personnes de l'extérieur seront peut-être mieux placées pour susciter le sentiment de honte et de dégoût requis pour le déclenchement que les jeunes femmes employées dans leur propre communauté comme vulgarisatrices sanitaires en Éthiopie. Cela étant, s'il est mobilisé, formé et soutenu correctement, ce vaste réseau communautaire peut jouer un rôle décisif dans la mise à l'échelle, en désignant les villages devant bénéficier en priorité d'un déclenchement, en suivant les progrès et en aidant les communautés à devenir et à préserver un statut FDAL, tout en capitalisant sur le gain de cohésion communautaire pour promouvoir d'autres enjeux sanitaires primaires, comme la nutrition infantile.

Coexistence avec une approche par subvention

Vaincre la dépendance historique à l'égard des subventions dans ce secteur s'est avéré une véritable gageure. Dans certains pays, il y a eu une résistance notable à la construction non subventionnée de latrines privées, aussi bien au niveau des pouvoirs publics que des communautés. En règle générale, les pays qui pilotaient des approches communautaires ont essayé d'éviter les régions où des projets d'as-

sainissement subventionnés avaient été mis en œuvre par le passé. Dans certains pays, toutefois, les deux approches semblent coexister paisiblement. Dans la phase de déploiement actuelle au Ghana, l'usage de subventions n'a pas révélé de différences mesurables dans la construction ou l'utilisation de latrines entre les communautés mais il semble y avoir une corrélation avec la fierté et l'appropriation, ce qui rend peut-être les latrines construites par la communauté plus durables à long terme. Dans la région du Grand Accra, un programme subventionné de construction de latrine coexiste aux côtés de l'ATPC. L'évaluation récente au Ghana (Magala, 2009) n'a constaté que très peu de différence dans la qualité ou l'efficacité des latrines produites, mais le sentiment de fierté et d'appropriation et la viabilité potentielle étaient sensiblement supérieurs dans les communautés ATPC ; les subventions reçues dans les villages voisins ne semblaient pas susciter d'envie.

Conclusion

En quelques années, on a vu les approches communautaires en matière d'assainissement être adoptées à bras ouverts à travers l'Afrique. Après d'une population essentiellement rurale dotée de structures traditionnelles robustes, l'approche ATPC a trouvé un terrain fertile où s'épanouir. Le taux de réalisation dans plusieurs pays est très prometteur et nos défis consistent à appuyer ces débuts encourageants, à promouvoir les pratiques qui permettent à l'approche de gagner du terrain et d'être mise à l'échelle et à réorienter nos propres perspectives pour favoriser le recentrage que nécessite l'assainissement impulsé par la demande.

Les principaux domaines d'un soutien et de recherches futurs concernant le passage à l'échelle de l'approche concerneront la formation, la facilitation et le développement de systèmes de suivi et d'évaluation capables de capturer un changement de comportement de la

communauté. Un plaidoyer continu en faveur de l'acceptation d'approches communautaires par les meneurs d'opinion et dans les politiques d'assainissement sera également essentiel.

Le soutien des individus pour qu'ils transforment leurs latrines de base dotées d'installations pour se laver les mains en quelque chose de plus durable et de plus permanent sera un centre d'attention dans nombre de pays une fois que le statut initial FDAL aura été atteint et pourrait ouvrir la voie à des programmes de marketing d'assainissement à plus grande échelle.

Les questions d'un suivi continu et du maintien d'un statut FDAL seront surveillées de près pour déterminer les meilleures pratiques et la viabilité à long terme. Bien qu'il en soit encore à ses balbutiements, l'ATPC en Afrique affiche un énorme potentiel susceptible d'avoir un impact durable et de taille sur la couverture de l'assainissement.

COORDONNÉES



Jane Bevan
UNICEF WCARO
BP 29720, Yoff, Dakar
Sénégal
Tél. +221 33 869 5858
Courriel : jbevan@unicef.org
Site web : www.unicef.org/wcaro



Sophie Hickling
UNICEF ESARO
PO Box 44145
00100 Nairobi
Kenya
Tél. +254 20 762 1086
Courriel : shickling@unicef.org
Site web : www.unicef.org/esaro

REMERCIEMENTS

Nous adressons nos vifs remerciements à ceux et celles qui ont consacré du temps à la relecture de cet article et qui nous ont fourni des commentaires constructifs : les participants à l'atelier d'écriture d'IDS, Chris Cormency, David Delienne et Ann Thomas.

Le document UNICEF suivant nous a été utile dans la rédaction de cet article :

Polo, F. (2009) *Scaling Up Community Approaches to Sanitation in Kenya, Malawi and Zambia*. Octobre 2009, Rapport de l'UNICEF ESARO.

RÉFÉRENCES

- Agberemi, Z.O. et B. Onabolu (2009) *Improving Sanitation through Sanitation Centre: A case study of Chediya, Nigeria*. 34^e conférence internationale du WEDC, Addis Abeba, Éthiopie.
- Bevan, J. et A. Thomas (2009) *Community Approaches to Total Sanitation – Triggering and sustaining sanitation behaviour change in West Africa*. Symposium régional sur l'assainissement et l'hygiène en Afrique de l'Ouest, Accra, Ghana, novembre 2009.
- Chambers, R. (2009) *Going to Scale with Community-Led Total Sanitation: Reflections on experience, issues and ways forward*. IDS Practice Paper. The Institute of Development Studies, Brighton, Royaume-Uni.
- Deak, A. (2008) *Taking CLTS to Scale: Movement, spread, and adaptation*. IDS Working Paper 298. The Institute of Development Studies (IDS) : Brighton, Royaume-Uni.
- Dittmer, A. (2009) *Towards Total Sanitation: Socio-cultural barriers and triggers to total sanitation in West Africa*. Rapport de WaterAid.
- Evans, B., J. Colin, H. Jones et A. Robinson (2009) *Sustainability and Equity Aspects of Total Sanitation Programmes: A study of recent WaterAid-supported programmes in three countries*. Rapport de synthèse global.
- Godfrey, A. (2009) *Preliminary Documentation and Evaluation of the Sanitation Component of the "One Million Initiative" in Mozambique*. Programme Eau et Assainissement de la Banque mondiale (WSP).
- Kar, K. et R. Chambers (2008) *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*. Plan : Royaume-Uni et Institute of Development Studies (IDS) : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/CLTShandbook>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation
- Magala, J. (2009) *Ghana National CLTS Review*. Rapport national, gouvernement du Ghana.
- Mahbub, A. (2008) *Social Dynamics of CLTS: Inclusion of children, women and vulnerable*. Conférence ATPC à l'Institute of Development Studies (IDS), Brighton, Royaume-Uni. 16-18 décembre 2008.
- Musyoki, S.M. (2007) *Sceptics and Evangelists: Insights on scaling up CLTS in Southern and Eastern Africa*. The Institute of Development Studies (IDS) : Brighton, Royaume-Uni.
- Said, A. (2009) *L'ATPC: Expérience en zone urbaine en Afrique*. Symposium régional sur l'assainissement et l'hygiène en Afrique de l'Ouest, Accra, Ghana. Novembre 2009.
- UNICEF (2009a) *La Situation des enfants dans le monde 2009*. Rapport intégral en ligne : www.unicef.org/french/sowc09/index.php
- UNICEF (2009b) *Community Approaches to Total Sanitation*. UNICEF DPP Field Notes.

1^{ère} PARTIE

Processus
au niveau
communautaire

Libérer l'imagination : innovations en matière de facilitation ATPC au Zimbabwe

3

by HERBERT KUDZANAI CHIMHOWA

Introduction

L'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) a été introduit pour la première fois au Zimbabwe en novembre 2008 par Plan Zimbabwe dans le district de Mutoko. À l'époque, le Zimbabwe connaissait une grave épidémie de choléra. Il était donc encore plus important que les villages mettent un terme à la défécation à l'air libre pour empêcher les matières fécales de contaminer les approvisionnements en eau. Depuis lors, un total de 237 villages a fait l'objet d'un déclenchement. Plus de 52 % ont aujourd'hui mis fin à la défécation à l'air libre (FDAL). Dans nombre de villages ayant fait l'objet d'un déclenchement, nous avons constaté un changement de comportement, qui se reflète dans le nombre de latrines construites, une baisse de la défécation à l'air libre et une diminution spectaculaire des maladies diarrhéiques : un exploit confirmé par les statistiques recueillies auprès des cliniques et des écoles.

L'ATPC a été introduit à l'issue d'un atelier de Formation de formateurs facilité

par Kamal Kar à Chisamba en Zambie en juillet 2008. Samuel Rukuni (Conseiller à l'habitat de Plan Zimbabwe), Track Murauzi (aujourd'hui Chargé de programme, Chiredzi) et moi-même assistions à la formation. En qualité de point focal du district, j'ai organisé la formation de facilitateurs à Mutoko et mes deux collègues (Samuel et Track) ont contribué à l'animation de la formation. Cinq villages ont fait l'objet d'un déclenchement dans le cadre de la formation. À l'issue de celle-ci, j'ai dirigé l'équipe de nouveaux facilitateurs afin d'organiser un déclenchement dans d'autres villages du district, principalement ceux touchés par le choléra.

En décembre 2008, l'ATPC a été introduit dans le district de Kwekwe, ce qui a entraîné un déclenchement dans trois villages. À ce jour, Plan Zimbabwe a introduit l'ATPC dans quatre districts : Mutare, Chiredzi, Kwekwe et Mutoko.

Mon expérience sur le terrain en matière de déclenchement ATPC dans les quatre districts a mis en exergue le fait que le succès dépend dans une large mesure de

la qualité de la formation des facilitateurs et de la disponibilité d'ambassadeurs et de facilitateurs passionnés par l'ATPC. Les principes et les outils décrits dans le manuel de l'ATPC donnent des lignes directrices générales pour le processus de déclenchement (Kar et Chambers, 2008). Mais ils ont besoin d'être appliqués d'une manière extrêmement souple en fonction du contexte social, culturel et religieux. Outre une bonne formation, les facilitateurs doivent aussi être en mesure de « donner libre cours à leur esprit créatif » et faire preuve de flexibilité pour diversifier les outils qu'ils utilisent. Il est important d'innover en adoptant de nouveaux outils et de réfléchir aux outils qui conviennent le mieux à un contexte donné.

Plusieurs innovations ont été mises au point et ajoutées à l'approche ATPC par des facilitateurs et des communautés au cours du processus de déclenchement. Ces innovations se sont révélées très efficaces à la fois pour inciter les communautés à mettre fin à la défécation à l'air libre et pour donner confiance aux facilitateurs. Ces derniers font désormais partie d'un répertoire de tous les membres de l'équipe ATPC de Plan Zimbabwe et ses principaux partenaires. Dans cet article, je vais donner un aperçu de certaines de ces innovations.

À qui est cette merde ?

Durant la « marche de la honte » dans la brousse, les communautés essaient souvent de rejeter la responsabilité de la défécation à l'air libre sur le dos des hommes ou des femmes. Lorsque nous trouvons un gros tas de merde, il m'arrive souvent de demander aux participants à la marche : « À qui est cette merde ? Est-ce une merde d'homme ou une merde de femme ? »

Or, c'est là une question que les communautés préféreraient éviter. Toutefois, au moment où les membres s'y attendent le moins, je la pose.

Des disputes s'ensuivent, les hommes arguant qu'il s'agit sûrement d'une merde de femme parce qu'elle est tellement

grosse, tandis que les femmes assurent le contraire. D'autres théories peuvent être évoquées pour déterminer la source de la merde, par exemple : « Les femmes chient face au domicile alors que les hommes chient le dos tourné. » D'autres encore ont recours à l'urine qui se trouve près du tas de merde en guise de preuve. « Quand c'est une merde de femme, il y a un petit trou profond créé près du tas de merde. »

En prolongeant la discussion dans la zone de défécation à l'air libre, on oblige les villageois à passer un certain temps à regarder le tas de merde, ce qui ravive inmanquablement le sentiment de honte et de dégoût.

Voisin, où donc as-tu chié aujourd'hui ?

J'utilise cette innovation en termes de déclenchement durant la cartographie. Cela permet de préparer les villageois à la « marche de la honte », car toutes les zones de défécation utilisées par la communauté sont identifiées par le biais de ce procédé.

Dans les villages, les gens savent qui va où pour déféquer. Mais bien sûr ils n'en parlent pas entre eux. Dans certains cas, même ceux qui ont des toilettes préfèrent déféquer dans la brousse, prétendant que l'air y est plus respirable et qu'il y a moins de chance que quelqu'un veuille utiliser le même endroit en même temps. Cette préférence commune pour la défécation à l'air libre remonte souvent à l'enfance, lorsque nos parents se contentaient d'abaisser notre pantalon et nous disaient d'aller faire nos besoins dans le champ.

Au cours de la cartographie des zones de défécation, je demande à chaque participant de se tourner vers son voisin ou sa voisine et de lui demander : « Voisin, où donc as-tu chié aujourd'hui ? » C'est notre version d'une approche commune utilisée par les pasteurs charismatiques, que reconnaîtront la plupart des communautés pratiquantes. Si chacun pose une question à son voisin ou sa voisine, tout le monde finit par participer. Cet outil m'est particulièrement utile lorsqu'il n'y a pas suffisamment

Photo : Evans Chiduku, Programme de Plan Mutare



Une femme vient juste de finir de vomir durant une séance de déclenchement à l'issue de l'exercice « À qui est cette merde ? ».

d'espace dégagé sur le sol pour tracer une carte du village avec toutes ses caractéristiques. Lorsque le périmètre du village a été tracé, je demande aux villageois de se positionner à l'emplacement de leur foyer sur la carte. Si les participants sont debout – ou assis dans le cas des personnes âgées, des malades ou des handicapés – ils peuvent discuter du lieu où ils font leur besoin avec leurs voisins. Les participants peuvent tour à tour indiquer au reste de la communauté à quel endroit leur voisin est allé faire ses besoins tel jour. Cet échange suscite beaucoup de rires gênés et contribue à intensifier le sentiment de honte. Durant l'une des séances de déclenchement, une femme a même admis : « Ce matin, mes deux enfants, mon mari qui est assis là [un chef du village] et moi-même avons déféqué en plein air et je peux même me rendre à l'endroit précis et vous montrez, si vous le souhaitez. Notre merde montre que nous avons mangé beaucoup de *shumha* [un fruit sauvage]. »

Visite mortuaire

La visite mortuaire pour voir le corps des personnes décédées est une pratique courante lors des sépultures au Zimbabwe. Cet outil est très efficace dans les communautés où a récemment sévi une épidémie de choléra, lorsque beaucoup de personnes ont perdu des êtres chers.

Le facilitateur commence en demandant à la communauté si l'un des leurs est décédé du choléra. Dans un tel cas, le facilitateur explique à la communauté qu'il est désolé d'apprendre la perte de cet être cher et il leur demande de décrire la sépulture dans le détail. Si quelqu'un est mort du choléra, les communautés souligneront que toute visite mortuaire a été interdite durant la sépulture. Au lieu de cela, le corps a été enveloppé dans un sac en plastique pour empêcher la propagation du choléra. En outre, comme l'expliquera la communauté, lors de ce type de sépulture, on renonce généralement à se serrer la main ou à servir des repas. La victime est le plus souvent enterrée le jour-même de sa mort et l'ensemble du processus fait l'objet d'une surveillance rigoureuse par un inspecteur sanitaire du gouvernement.

Le facilitateur demande ensuite à un membre de la communauté d'expliquer le processus de défécation à l'air libre. Soit un membre de la communauté soit un facilitateur montrera l'ensemble du processus par un jeu de rôle. En principe, la personne explique qu'elle marche dans un endroit à l'abri des regards, se tourne pour être face à la direction dont elle vient puis abaisse son slip pour chier. (Apparemment, cette tendance à faire un demi-tour a été prise en compte dans presque tous les modèles de toilettes !). Une fois ses besoins faits, la personne se nettoie avec ce qu'elle trouve à disposition qu'elle tient dans sa main droite (sauf dans le cas des gauchers). Après avoir regardé ce avec quoi elle s'est essuyée, la personne le jette. Puis elle regarde en arrière pour examiner sa crotte, alors qu'elle se tient toujours accroupie, jambes écartées – et je fais toujours la remarque

qu'il s'agit là d'une sorte de « contemplation stylée du mort ». Enfin, la personne remonte son slip avant de s'en aller.

Le facilitateur termine en demandant : « Est-ce que l'un ou l'autre de ces scénarios (à savoir ne pas pouvoir voir le corps d'un être cher avant de l'enterrer ou le fait de contempler sa propre merde) constitue une expérience pénible ? » En principe, les membres de la communauté disent qu'il est extrêmement douloureux de ne pas pouvoir voir la dépouille d'un être cher avant de l'enterrer. Le facilitateur demande alors si le fait de contempler sa merde après avoir fait ses besoins en plein air peut être évité et ce que cela voudrait dire. De fait, si quelqu'un utilise une latrine, il ne peut pas contempler sa merde. Or, le plaisir de contempler sa merde après avoir fait ses besoins en plein air est une expérience dont les membres de la communauté se passeraient volontiers si cela voulait dire que leurs êtres chers ne mourraient plus du choléra. De cette façon, lorsqu'ils mourront à leur tour, leur dépouille pourra être vue par les membres de la communauté au moment de leur sépulture.

Ramener l'esprit du mort à la maison

Au Zimbabwe, une fois qu'un mort a été enterré, ses proches organisent une cérémonie du souvenir. En principe, les Chrétiens attendent au moins un mois mais pas plus de six pour l'organiser, alors que ceux qui suivent la religion traditionnelle africaine attendent au moins un an. Certaines familles font les deux. Une cérémonie traditionnelle du souvenir s'adresse uniquement aux adultes. Tant que ce service n'a pas été organisé, l'époux ou l'épouse survivant(e) éventuel(le) n'a pas le droit de se remarier. Les enfants du défunt sont également dissuadés de se marier et ils peuvent recevoir une amende s'ils passent outre.

La cérémonie traditionnelle du souvenir dure toute une nuit ; à cette occasion, les participants chantent, dansent et boivent la bière traditionnelle spécialement

concoctée par la famille pour marquer l'événement. Au coucher du soleil, quelques membres de la famille du défunt et ses voisins se rendent sur sa tombe avec de la bière dans un pichet en argile et se livrent au rituel d'usage avant de rentrer chez eux en chantant. C'est ce qu'on appelle le rite *du kudzora mudzimu mumusha*, ce qui veut dire « ramener l'esprit du mort à la maison ».

Ici, on peut dresser un parallèle avec le transect ou « marche de la honte ». C'est à ce moment que les facilitateurs insistent pour être emmenés dans une marche à travers les zones de défécation à l'air libre du village pour repérer des merdes fraîches afin de déclencher la honte et le dégoût des villageois. Bien souvent, certains membres de la communauté, pour une raison ou une autre, décident de rester à l'écart et de ne pas prendre part à la marche. Lorsqu'une merde fraîche est trouvée et après discussion, je demande aux villageois si ceux qui sont restés au village traversent actuellement les mêmes sentiments qu'eux ? Dans la négative, que pourrions-nous faire pour qu'ils ressentent la même chose ? J'encourage ceux qui ont pris part à la marche à rapporter de la merde fraîche aux autres, en leur disant que cela reviendrait à « ramener l'esprit à la maison ». Ils chanteront des chansons spécialement composées pour l'occasion (voir l'Encadré 1) tout en rapportant la merde au lieu de rassemblement. Cette analogie souligne les similitudes entre la marche de la honte et la cérémonie du souvenir. Un autre lien est le fait que la merde en plein air est aussi associée à la mort.

Aller chercher du bois mort

Toujours pour essayer de provoquer un sentiment de honte et de dégoût, le facilitateur demande aux membres de la communauté de dresser la liste des objets qu'ils utilisent pour s'essuyer après avoir fait leurs besoins en plein air. Autrement, cet exercice peut aussi être conjugué à la « visite mortuaire » durant la description de ce qu'une personne fait lorsqu'elle fait

Photo : Khulekani Nkomo, Programme Plan Mutoko



Un leader naturel se prépare à « ramener l'esprit du mort à la maison ».

ses besoins en plein air. La discussion sur le « fait d'aller chercher du bois mort » peut se dérouler ainsi :

Facilitateur : Quel type de matériel utilisez-vous pour vous essuyer après avoir fait vos besoins ?

Réponse de la communauté : épis de maïs, feuilles, papier... et brindilles.

Facilitateur : Quels sont les avantages de ces différents matériaux et qu'est-ce qui arrive à chacun de ces matériaux, une fois qu'ils ont été utilisés ?

Réponse de la communauté : les feuilles, les épis de maïs et le papier sont doux et pratiques. En utilisant des brindilles, on a moins de chance de se mettre de la merde plein les mains mais on risque de se faire mal à l'anus si la brindille n'est pas assez lisse.

Facilitateur : Qu'est-ce qui arrive à ces matériaux après l'emploi ?

Réponse de la communauté : la plupart de ces matériaux vont se décomposer.

Facilitateur : Tous ?

Réponse de la communauté : le plus souvent, les brindilles sont ramassées par des femmes qui ne s'en rendent pas compte lorsqu'elles vont ramasser du bois mort. Elles sont rapportées à la maison. (À ce stade de l'exercice, les femmes feront

preuve de dégoût).

Facilitateur : Les femmes n'utilisent-elles pas aussi les brindilles pour faire rôtir la viande et les épis de maïs destinés aux hommes ?

C'est là un outil très évocateur dans les zones forestières où l'usage de bois mort est courant, à la fois pour s'essuyer l'anus et pour préparer les repas.

Pratiques d'hygiène et d'assainissement humains/animales

Au cours de la séance de déclenchement, lorsque les communautés réalisent qu'elles mangent leur propre merde, je les aide à aller encore plus loin dans l'analyse pour illustrer le caractère inadapté de la défécation à l'air libre. Je demande à la communauté de nommer trois ou quatre animaux, d'analyser leurs habitudes d'assainissement et d'hygiène et de les comparer avec celles des humains. Les animaux de la liste mangent-ils leur propre merde ? Le but est d'illustrer qu'aucun animal, en circonstances normales, ne mangera sa propre merde. Je leur rappelle l'une de leurs pratiques agricoles durables. Pour protéger les plants broutés par des animaux comme les bovins, les chèvres ou picorés par les poules, les paysans qui n'ont pas de ressources pour ériger une clôture ou protéger leurs petits arbres fruitiers, mélangent souvent de la bouse et des fientes à de l'eau qu'ils vaporisent sur les plants. Les animaux ne mangeront pas les plants car ils sentiront leur propre merde sur les feuilles. Cet outil illustre clairement que seuls les humains mangent leur merde.

On connaît ta femme

Cet outil est particulièrement intéressant et j'ai toujours beaucoup de plaisir à l'utiliser. C'est une innovation de M. Shepherd T. Muchapondwa, Agent senior en santé environnementale dans le district de Mutoko. Avec cet outil, je dis à la communauté que, le long du chemin pour venir à la réunion, j'ai rencontré un homme qui prétend « connaître » toutes les femmes du

Photo : Gilbert Kambeta, Programme Plan Mutoko



Un leader naturel montre l'usage d'une brindille pour s'essuyer après avoir déféqué en plein air.

village. Dans la région, « connaître une femme » veut dire avoir une relation intime avec elle. Puisqu'aucun homme ne voudrait que sa femme soit vue toute nue par un autre homme, ce message choque les hommes. Je demande alors aux villageois comment il est possible que cet homme connaisse toutes les femmes du village et il devient vite évident que les femmes ont été vues pendant qu'elles faisaient leurs besoins en plein air. Cela encourage les hommes à « protéger leurs femmes » en construisant des latrines. Ce point est important car, dans beaucoup de sociétés, les femmes ne sont pas en mesure de construire une latrine sans la permission de leur mari et il est difficile pour elles de demander à leur mari d'en construire une. Cet outil est efficace pour convaincre les hommes à prendre les mesures qui s'imposent.

Impureté du camp – un enseignement de la Bible

Les communautés chrétiennes dominées par certaines sectes apostoliques qui ne croient pas en la médecine moderne ou scientifique ont d'abord constitué un problème lors des séances de déclenchement



Photo : Njere Chikaka, Programme Plan Mutare

Le point d'embrassement : une femme est manifestement révoltée à l'idée de la défécation à l'air libre et ce qu'elle implique.

qui avaient recours à l'outil du « calcul des frais médicaux ». Avec cet outil, il est demandé aux familles de calculer combien elles dépensent pour le traitement et les médicaments pour soigner la diarrhée, la dysenterie et autres maladies associées à la DAL. Or, ces familles ne cherchent pas à se faire soigner en clinique ou à l'hôpital et ignorent donc le montant des frais médicaux. Par conséquent, elles considèrent que ces coûts ne les concernent pas et il peut même arriver que cet outil les heurte. Lorsque j'ai réalisé ce problème, j'ai décidé de ne pas parler de traitement mais d'axer plutôt la discussion sur la gestion des situations qui donnent lieu au besoin d'un traitement, par exemple une mauvaise hygiène et la défécation à l'air libre. J'utilise à présent un verset de la Bible qui encourage la pratique d'une bonne hygiène et la défécation à l'air libre.

Deutéronome 23:12-14 nous enseigne la propreté dans le camp :

Tu auras un endroit hors du camp et c'est là que tu iras, au-dehors. Tu auras une pioche dans ton équipement, et quand tu iras t'accroupir au-dehors, tu donneras un coup de pioche et tu recouvriras les

ordures... Aussi ton camp doit-il être une chose sainte, [ton Dieu.] ne doit rien voir chez toi de dégoûtant ; il se détournerait de toi !

Chants populaires

Lors du déclenchement, nous encourageons les communautés à composer des chansons basées sur des airs populaires religieux ou traditionnels. Cela s'appuie sur le rôle de la musique dans la culture africaine – la plupart des cultures ont des chants qui servent à réprimander ou à se moquer mais aussi qui encouragent un changement de comportement. Ces chants peuvent être de puissants outils pour dénoncer une mauvaise habitude et faire honte. Les facilitateurs et les leaders naturels ont composé plusieurs chants qui parlent de merde, de faire ses besoins et de la défécation à l'air libre (voir l'Encadré 1).

Conclusion

Ces innovations ne sont pas seulement le résultat d'une formation de qualité des facilitateurs. La passion et la créativité des facilitateurs ont également contribué à l'élaboration de nouveaux outils de déclenchement. Au cours de la formation, j'ai indiqué aux facilitateurs que le déclenchement entend seulement susciter un sentiment de honte, de crainte et de dégoût et que ce sentiment peut être obtenu par n'importe quel autre outil et pas seulement par ceux évoqués durant la formation. Je les ai incités à faire preuve de créativité en tirant parti de leur connaissance des langues locales et de certaines des habitudes, normes et valeurs couramment adoptées par les communautés. J'ai souligné que la plupart des outils évoqués dans le manuel de l'ATPC se concentre sur des pratiques communes et sur la réalité de la DAL. Toutefois, dans certains cas, certains des outils ne sont pas aussi efficaces lorsqu'ils sont pris isolément – par conséquent, les facilitateurs

Encadré 1 : Chants populaires parlant de merde, de faire ses besoins et de la défécation à l'air libre

Voici deux exemples de chansons sur l'air de chants religieux :

« Lorsque tu as envie de déféquer, ne fais pas tes besoins n'importe où ! »

(Kana manzwa dozvi rauya musazomamire pese pese).

Texte composé par Ignatious Mangoti, facilitateur ATPC talentueux et expérimenté et agent de promotion de la santé.

« Tu es la merde sorcière ; tu as tué des proches ; c'est toi et personne d'autre qui a tué nos proches. »

(Ndiwe muroyi ndiwe dhodhi ndiwe wapedza hama, ndiwe muroyi hakuna mumwe ndiwe wapedza hama).

Et voici deux autres chants populaires que les facilitateurs utilisent lors du déclenchement :

« La mouche et la merde sont tombés amoureux et ils enfantent le choléra. »

(Nhunzi nedhodhi zvakadanana zvikazvara cholera).

Chant composé par Pedzisai Sigauke, coordonnateur de projet pour une ONG locale dans le district de Mutoko.

« Murewa, tu es un vrai champion, tu chies de grosses merdes. »

(Murewa kmakaoma, makaoma murewa munoita hombe).

Cet air est entonné lorsqu'un gros tas de merde est trouvé ou lorsque le calcul du volume de merde donne une grosse quantité produite par le village. (*Murewa* est le totem d'un ancêtre).

ont besoin d'élaborer leurs propres outils, du moment qu'ils ne finissent pas par prendre un air de « professeur, de prédicateur ou de prescripteur » (voir la vidéo : *No shit please!*).¹ Dans notre démarche, tout au long de la facilitation, nous devons faire preuve d'une « **insensibilité** culturelle ». Depuis la formation, nous avons pris l'habitude de tenir des réunions d'information et, après les séances de déclenchement, nous mettons en commun nos projets et nos expériences, y compris

¹ Voir la vidéo en ligne www.cultureunplugged.com/play/556/No-Shit-Please-

les nouveaux outils que nous avons développés. Ces réunions nous aident à garantir le succès du déclenchement dès la première séance en aiguisant nos compétences de déclenchement, car une facilitation de qualité est un aspect très important pour le succès du déclenchement.

Je me dois de souligner que la flexibilité des outils est vivement encouragée de façon à pouvoir les adapter au contexte. De cette façon, des outils nouveaux et pertinents peuvent être mis au point pour aider les communautés à faire leur propre analyse et à prendre conscience collectivement des dangers de la DAL. Il est de bon aloi de mettre en commun les nouveaux outils avec les autres praticiens de l'ATPC dans

d'autres communautés et dans d'autres pays. Cela rend le processus de déclenchement plus passionnant et cela aide les praticiens à gagner confiance. Les innovations devraient aussi considérer l'après-déclenchement, la vérification, la certification et la célébration du statut FDAL.

Enfin, dans sa vidéo, *No shit, please!*, Kamal Kar précise : « Le voyage vers un monde exempt de défécation à l'air libre est fort long mais il mérite d'être entrepris ». D'après mon expérience, il s'agit d'un voyage passionnant et je vous encourage à rejoindre les praticiens de l'ATPC et les communautés FDAL qui ont entrepris ce voyage.



COORDONNÉES

Herbert Kudzanai Chimhowa
 Coordonnateur Pays ATPC
 Plan Zimbabwe
 7 Lezard Avenue
 Milton Park, Harare
 Zimbabwe
 Tél. +263 4 791601-4
 Mobile +263 912 355 106/+263 712
 943 534
 ID Skype : hkchimhowa
 Courriel : herbert.chimhowa@plan-
 international.org

RÉFÉRENCES

- Kar, K. (2005) *Guide pratique au déclenchement de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC)*. Institute of Development Studies: Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/CLTStriggerguide> URL complète : <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/practical-guide-triggering-community-led-total-sanitation>
- Kar, K. et R. Chambers (2008) *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*. Plan : Royaume-Uni et Institute of Development Studies (IDS) : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/CLTShandbook>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation
- Kar, K. et K. Pasteur (2005) *Subsidy or self-respect? Community-led total sanitation. An update on recent developments*. IDS Working Paper 257, y compris une réimpression de IDS Working Paper 184. Institute of Development Studies : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/IDS-WP-257> URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/wp257_0.pdf

Promenade dans l'allée interdite : quand parler de merde promeut l'assainissement

4

par MARIAMA MUNIA ZOMBO

Introduction

Un enfant sur quatre meurt avant son cinquième anniversaire en Sierra Leone, bien souvent du fait d'un assainissement et d'une hygiène médiocres qui entraînent la diarrhée. L'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) est une nouvelle approche en matière d'assainissement qui choque les participants pour les inciter à changer leur comportement sanitaire. L'ATPC a été introduit par Plan et par d'autres organisations en Sierra Leone en 2008. Mais beaucoup de gens, y compris les décideurs et les membres de la communauté, ne se sont pas sentis à l'aise à l'idée de discuter de la façon de faire ses besoins dans le village comme l'exige la méthodologie de l'ATPC. L'emploi des termes locaux pour « merde », par exemple, *kaka*, *kpuii*, *kpona* ou *enim* a choqué les habitants, qu'ils soient issus des groupes à haut ou à faible revenu. Pourtant, l'approche s'efforce de provoquer un changement de comportement sanitaire en bousculant les tabous et les croyances culturelles qui encouragent et promeuvent tacitement la

défécation à l'air libre (DAL) dans les communautés.

J'ai travaillé avec des communautés rurales pendant 15 ans et, tout récemment, j'ai été Conseillère pour l'autonomisation communautaire au sein de Plan Sierra Leone. Au fil des ans, j'ai appris que les changements de comportement dans les petits villages sont parfois très lents et peuvent prendre plusieurs années. Mais avec l'approche ATPC, j'ai aussi découvert, à ma grande surprise, que le changement pouvait survenir très vite. J'ai découvert que les personnes habituées à déféquer – parlons clair, chier – sans scrupules à l'air libre peuvent tout à coup éprouver un véritable dégoût à l'égard de cette mauvaise habitude et de cette menace sanitaire, et décider de l'éradiquer. Ce sont les mots que nous utilisons pour décrire la merde, les nombreuses questions que nous posons aux villageois à propos de la merde, les histoires, les proverbes, les paraboles, les chansons, les préceptes religieux etc. qui entraînent ce bouleversement. Plan, les pouvoirs publics et d'autres organisations

en Sierra Leone ont eu recours à l'approche ATPC pour modifier la façon dont des milliers de personnes visualisent les effets de la DAL afin qu'elles s'unissent pour agir ensemble. De ce fait, 300 villages ont été déclarés avoir mis fin à la défécation à l'air libre (FDAL) en Sierra Leone et beaucoup d'autres se préparent à atteindre ce statut.¹

Dans cet article, je vais parler du pouvoir du langage et de l'emploi du mot « merde », des tabous et des croyances qui gravitent autour de ce thème et de la façon dont les communautés travaillent ensemble pour les surmonter dans les efforts qu'elles déploient pour devenir FDAL. L'article examine aussi les différentes techniques que les facilitateurs ont utilisées pour aider les gens à s'exprimer et à rompre les barrières culturelles pour changer leur comportement sanitaire.

Le silence et le pouvoir du langage

En général, la merde est passée sous silence. Cela est principalement lié aux croyances locales et aux tabous qui gravitent autour. Certes, l'emploi du mot « merde » est considéré comme vulgaire et inapproprié, mais il y a aussi des valeurs et des croyances enracinées qui créent des barrières à l'emploi d'un langage cru. L'une des croyances les plus répandues est que de parler de merde porte malheur. L'emploi délibéré de mots comme *kaka*, *kpuii*, *enim* ou *bom* est tellement choquant qu'on lui attribue souvent toute la malchance qui peut arriver par la suite. Le fait de parler ouvertement de merde est considéré comme indécent et interdit dans beaucoup de villages. Les femmes et les aînés sont les plus réticents à employer le mot merde dans leurs langues locales – ou d'évoquer l'endroit où ils chient, combien de merde ils produisent et comment la merde peut gagner leur bouche. Pourtant, notre expérience confirme que c'est l'utilisation d'un

langage cru et vulgaire qui suscite les meilleurs résultats dans l'obtention du statut FDAL et dans le maintien de l'assainissement total au sein de nos communautés. Nous avons aussi réalisé que l'utilisation persistante des mots les plus déplaisants pour parler de merde a créé un environnement propice à l'acceptation de l'ATPC comme approche préférée dans les organisations et comme une bonne recette pour changer le comportement sanitaire dans les communautés.

Croyances et tabous

La merde entassée au même endroit amène la mort et porte malheur au village.

Un chef de la communauté de Bakeh Curve, Chefferie de Koya, District de Port Loko.

Certaines des communautés que nous avons rencontrées dans le sud et le nord de la Sierra Leone sont convaincues qu'il ne faut pas s'accroupir au-dessus de la merde d'un tiers car cela porte malheur. Dans certaines régions de la Sierra Leone, on raconte aussi qu'un ou une « initié(e) » ne devrait pas s'accroupir au-dessus de la merde d'un ou d'une « non-initié(e) ».² Du fait de ces croyances, l'idée de construire des latrines n'est pas toujours la bienvenue. Dans le sud et l'est de la Sierra Leone, on raconte aussi que quiconque tombe dans une latrine va soit mourir, soit tomber fou soit ne sera plus jamais sobre. Du fait de cette croyance, on empêche les plus faibles (les enfants, les personnes âgées et les handicapés) d'employer des latrines de crainte qu'ils ne tombent dedans. Il est aussi fréquent d'entendre des femmes dire que les selles d'un enfant ne sont pas dangereuses et ne devraient donc pas dégoûter les mères. C'est là l'un des facteurs à l'origine de la propagation de la diarrhée dans les ménages car les mères ne prennent

¹ Dans les communautés ayant mis fin à la défécation à l'air libre (FDAL), chaque ménage construit ou fait construire une latrine et la défécation à l'air libre n'est pratiquée par aucun membre de la communauté.

² On appelle « initiés » les membres de la communauté qui font partie d'une société secrète.

pas la peine de se laver les mains après avoir changé leurs enfants. Certaines personnes croient aussi que leurs beaux-parents ne devraient pas faire leurs besoins au même endroit car cela entraîne une perte de respect dans la famille. Les femmes enceintes ne devraient pas utiliser une latrine de peur de perdre leur fœtus. La chaleur des latrines peut aussi rendre les gens malades (mais elle a des vertus pour faire mûrir les bananes !).

Facilitation propice au changement

Déclenchement et après-déclenchement

Pour surmonter certaines de ces croyances et de ces obstacles, les agents de Plan et autres facilitateurs ATPC utilisent un grand nombre de techniques lors des phases de déclenchement et d'après-déclenchement pour garantir une grande franchise durant les discussions, au niveau des autorités centrales et locales, et durant l'action communautaire afin d'arriver à un assainissement pour tous. L'approche ATPC offre des occasions pour des techniques de déclenchement inédites conjuguant l'usage de proverbes, paraboles, dictons, contes et histoires, préceptes religieux, humour, rire, danses et chansons par les facilitateurs. Nous avons fait l'expérience de « palabres » très porteurs durant les phases de déclenchement dans les zones opérationnelles de Plan en Sierra Leone.³

En chansons

Dans un village ayant récemment fait l'objet d'un déclenchement, nous avons eu recours à une chanson locale loko très populaire pour convoquer les gens à l'assemblée de présentation avant de procéder au déclenchement.⁴ Le village est grand et il a été très difficile de mobiliser les villageois. La chanson *Babaeyo Babay*

(ce qui veut dire : « venez à nous, venez tous ! ») est si populaire et si appréciée que dès qu'elle a été chantée, elle a aussitôt rassemblé les femmes, les hommes et les enfants sur le lieu de réunion dans une danse effrénée. La chanson a aussi permis de briser la glace avant d'entamer une discussion sur le thème de la merde. Les facilitateurs de Plan Sierra Leone ont découvert que plus les communautés se sentaient à l'aise en parlant et en riant tout en évoquant la merde, plus les résultats du déclenchement étaient bons. « Comment te sens-tu lorsque tu chantes cette chanson sur la merde ? » a demandé Briwa à une adolescente qui entraînait des enfants jusqu'au lieu de réunion à Fakunya, dans le district de Moyamba. « Je ne l'aime pas mais le fait de la chanter forcera mon père à construire une latrine dans la cour, » a-t-elle répondu.

Nous avons aussi utilisé des chansons inventées spontanément par des enfants durant et après le déclenchement. La plupart des chansons dénoncent la DAL et décrivent les maux qui y sont associés. Les enfants sont toujours encouragés à chanter leurs chansons sur le thème de la merde durant le point d'embrasement tandis que la communauté tout entière réfléchit à ses mauvaises pratiques sanitaires.⁵ Le choc brutal engendré par les chants sur la merde suscite un nouvel embarras pour la communauté et tout particulièrement pour les aînés. Bien souvent, ils demandent aussitôt aux enfants d'arrêter. Mais les enfants continuent et cela les incite à commencer à parler et à planifier leurs actions suivantes. Dans un village de Kenema (dans l'est de la Sierra Leone), les enfants et les leaders naturels ont crié si fort durant la chanson que le chef du village, qui avait été l'une des personnes les plus silencieuses durant les séances de

³ « Palabres » ici veut dire une discussion ouverte et franche sur la défécation à l'air libre et tout ce qui touche à l'idée d'aller à la selle et de chier.

⁴ Loko est le nom d'un groupe ethnique et d'une langue parlée en Sierra Leone.

⁵ Le point d'embrasement est l'instant où la communauté prend conscience collectivement qu'en raison de la défécation à l'air libre, tous les habitants ingèrent la merde des autres et cette situation perdurera tant que durera la défécation à l'air libre. Voir aussi Conseils aux formateurs, dans ce numéro.

déclenchement, s'est mis à pouffer de rire.⁶ Il a ordonné à tout le monde de se rassembler et de dresser un plan d'action pour procéder à la construction de leurs latrines.

Humour

Du fait des nombreux tabous qui gravitent autour des excréments, les gens sont parfois silencieux pendant la première heure du déclenchement. C'est normalement à ce stade que les facilitateurs aident les communautés à dessiner la carte des zones de défécation, à calculer le volume de merde produite, à calculer les frais médicaux et à analyser les voies de transmission des matières fécales à la bouche.⁷ Nous avons recours à des expressions drôles comme : « *Kaka na kaka, big wan, small wan, na the same foot den get for waka go na chop or wata !* » (ce qui veut dire : « Une merde est une merde, qu'elle soit grosse ou petite, elles ont toutes des jambes et des pieds pour aller dans la nourriture et dans l'eau ! »).⁸ Les membres de la communauté commencent à pouffer et à rire dès qu'on commence à employer le dialecte local pour dire « merde ». Cette tournure est souvent utilisée pour signifier que même les matières fécales d'un bébé peuvent être dangereuses et provoquer la diarrhée. Il est fréquent que les facilitateurs disent :

- « Oh, vous voyez la grosseur de cette crotte ? Elle vient sûrement d'un gros derrière. Elle ne peut pas venir d'un enfant ! »
- « De quelle couleur est cette crotte ? C'est une merde couleur maïs, couleur boulgour, couleur blé ou couleur riz ? »
- « Oh, cette merde a l'air très lisse ; croyez-vous que son auteur a mangé des pommes de terre ? »



Photo : Mariama Zombo

Une jeune fille prend l'engagement, au nom des enfants, de mettre un terme à la défécation à l'air libre durant une célébration du statut FDAL dans le village de Mabayo.

- « Hé, ta merde est volumineuse ; elle a pris toute la place sur la carte ! »
- « Alors à qui est cette merde et pourquoi est-elle si noire ou si rouge ? »

Ces tournures comiques parviennent généralement à briser la glace et le rire permet de lancer la discussion.

Religion

Parce que nos communautés sont essentiellement musulmanes, nous discutons souvent du rôle de l'assainissement dans la religion. Nous avons recours à des citations du Coran durant les séances de déclenchement. L'idée très répandue que « Propreté est mère de sainteté » est conforme aux enseignements du Prophète Muhammad (PB sur lui) qui encourage ses adeptes à maintenir leur environnement propre et à

⁶ Les leaders naturels sont des hommes, des femmes, des jeunes, des enfants ou des personnes âgées qui sortent du lot durant ou à l'issue des séances de déclenchement dans les villages. Ils sont intéressés par le processus ATPC et promeuvent la construction, l'innovation et la propagation de l'ATPC à d'autres villages.

⁷ Ce sont là autant d'exercices de déclenchement réalisés avec les communautés pour dégager des sentiments de crainte, de honte, de dégoût qui les poussent à mettre un terme à la défécation à l'air libre et à construire leurs propres latrines. Voir aussi Conseils aux formateurs, dans ce numéro.

⁸ *Kaka* signifie « merde » en krio, une langue locale/un dialecte parlé par 97 % des Sierra Léonais.

pratiquer une bonne hygiène personnelle. Lorsque les communautés réalisent les implications de la défécation à l'air libre, elles craignent de déplaire à Dieu en ne respectant pas les enseignements du Prophète et elles éprouvent un sentiment de honte lorsqu'elles réalisent qu'elles prient dans un environnement impur. Beaucoup de gens croient fermement à ce qui est écrit dans le Coran. Le fait de citer des versets comme « Dieu aime ceux ... qui restent purs »(2:222) ; « Dieu aime ceux qui se purifient » (9:109) et « La propreté est la moitié de la foi ; elle remplit les échelles de bonnes actions »- les versets attribués à Allah (Al-hamdu lillah – toutes les louanges appartiennent à Allah) – ont été très efficaces pour faire prendre conscience aux membres des communautés des maux de la défécation à l'air libre et comment elle contamine leurs ablutions et leurs prières. Les facilitateurs ont aussi souligné que les enseignements du Prophète (PB sur lui) nous disent que les femmes doivent nettoyer leurs parties génitales avec de l'eau pure (qui n'est pas contaminée par de l'urine ou des matières fécales). Les femmes prennent cette question très au sérieux et cela les aide à atteindre le point d'embrasement. Il est également affirmé qu'il ne faut pas déféquer près de la mosquée ou d'une église au risque d'offenser Dieu. Une fois que les communautés sont embrasées, elles complètent d'elles-mêmes la liste de citations et de croyances. L'histoire d'un homme pieux mais sale qui est conduit jusqu'à une maison délabrée tandis qu'un autre, pieux et propre, était accepté dans le palais céleste de Dieu, a un jour été racontée par l'Imam (chef religieux) d'un village dans lequel nous avons procédé à des séances de déclenchement. À présent, elle est souvent utilisée pour susciter une crainte d'être impur du fait de la défécation à l'air libre.



Photo : Mariama Zombo

Une femme dessine la carte des zones de défécation de son village lors d'une séance de déclenchement dans le nord de la Sierra Leone.

Se servir du savoir de la communauté

Les facilitateurs ont découvert que, malgré les tabous, les communautés possèdent une foule de connaissances sur l'hygiène et l'assainissement, sur lesquelles elles peuvent s'appuyer durant le déclenchement et par la suite. Ce savoir est transmis par des déclarations, des dictons, des paraboles, des histoires, des citations et des expressions humoristiques employés par les membres de la communauté eux-mêmes durant le déclenchement ou à l'issue de celui-ci. Les facilitateurs les utilisent dans le cadre d'autres séances de déclenchement et ils en prennent note pour un usage ultérieur.

Au cours d'une formation au déclenchement ATPC dans le village de Mabayo du district de Bombali, l'un des aînés figurant parmi les stagiaires a déclaré : « ...Dieu lui-même n'aime ni la saleté ni les matières fécales ». Quand on lui a demandé pourquoi, le vieil homme a déclaré :

Le sol est fait de pourriture, y compris des matières fécales. Donc lorsque Dieu a créé un aliment comme le manioc, Il lui a donné deux couches de protection que nous pelons avant de manger la chair blanche et propre du tubercule.⁹ Il a procédé ainsi pour protéger le manioc de la saleté du sol. Chaque aliment cultivé a une enveloppe de protection, donc pourquoi ne protégerions-

⁹ Le manioc est un tubercule qui est consommé en Sierra Leone.

nous pas les aliments qu'Il nous donne ? Par conséquent, lorsque vous faites tomber des aliments par terre, lavez-les à l'eau claire avant de les manger. C'est le souhait d'Allah.

Chaque participant s'est tu quelques instants et la discussion a repris de plus belle sur l'importance d'un bon assainissement et de bonnes pratiques d'hygiène.

Ce n'est pas le savoir qui manque dans les communautés ! Mais nos populations doivent faire l'objet d'un déclenchement pour se rappeler et pratiquer de bonnes mesures d'assainissement et d'hygiène. Cela se produit lorsque nous leur donnons du temps et de l'espace pour leur permettre de parler de leurs connaissances et de se rappeler ce que leurs ancêtres leur confiaient jadis. Les facilitateurs ATPC devraient continuer de parler et de tenir des discussions même à l'issue du déclenchement, pour aider les communautés à analyser les questions qui leur permettront de se hisser le long de l'échelle de l'assainissement. Il est évident que les communautés examinent certaines des croyances et certains des tabous dans leurs réunions d'après-déclenchement, au niveau familial, et décident de les laisser de côté et d'aller de l'avant pour donner suite à leurs projets et construire des latrines pour les utiliser. Parfois, les jeunes et les femmes sont les premiers à laisser leurs croyances de côté et à passer à l'action. Mais dans d'autres cas, ce sont les aînés et les chefs de communauté (qui sont respectés et craints) qui donnent confiance à leurs communautés pour qu'elles laissent leurs tabous de côté et œuvrent à leur bien-être.

« Mangez-vous de l'*enim*/la merde ? » ai-je demandé au chef du village de Kalangba, dans le district de Port Loko. Il m'a dévisagée, sidéré, et est resté bouche bée quelques instants. Puis il a déclaré : « Ma fille, j'ai soudain réalisé que c'était vrai, oui, c'est vrai, je mange de la merde,

car je crois que lorsque mon ennemi chie dans le village, je mange sa merde, son *enim*. Il faut mettre fin à tout ça. Je vais encourager tout le monde dans le village à construire des latrines de façon à ce que nous ne mangions plus l'*enim* de nos ennemis.

L'ATPC et la notion de genre

Lors de la formation dans le village de Mabayo, district de Bombali, une autre remarque d'un aîné, leader naturel issu du village de Masantigie, m'a intéressée.

*Nous devons respecter nos mères, nos femmes et nos filles en leur procurant une maison dotée d'un suthra.*¹⁰

Nombre des hommes que nous avons rencontrés lors des formations et des séances de déclenchement ont exprimé le besoin de faire preuve de respect à l'égard de l'intimité et de l'hygiène personnelle des femmes. À l'issue d'un déclenchement, ce sentiment est exprimé avec conviction et mis en pratique en construisant aussitôt leurs latrines, avec une salle de bain dans la plupart des cas. Dans de nombreuses régions de la Sierra Leone, les femmes et les jeunes filles sont considérées comme des « atouts » et comme le « sexe faible ». Les familles (tout particulièrement les hommes) ont donc à charge de les protéger et de leur apporter du confort. Le contexte religieux et culturel (Islam et christianisme) définit aussi un environnement propice au respect et à la protection des femmes et des jeunes filles. Lorsque les facilitateurs mènent une séance de déclenchement pour pousser les hommes à l'action, ces derniers réalisent soudain que la dignité des femmes en matière d'assainissement doit être respectée en leur procurant une latrine et une douche ou une salle d'eau. Avoir recours à la religion dans les séances de déclenchement suscite parfois une prise de conscience soudaine et une action immédiate de la part des hommes.

¹⁰ En loko, *suthra* signifie un lieu pour se nettoyer en toute intimité comme, par exemple, une latrine ou une salle de bain.

Photo: Mariama Zombo



Un jeune homme commence à creuser une latrine pour sa maison à l'issue d'une séance de déclenchement.

L'accent mis sur les femmes est délibéré. Elles sont généralement trop timides pour parler de merde. Toutefois, les facilitateurs encouragent les femmes à se mettre en avant pour faire partie du processus, car les femmes sont responsables du nettoyage de la maison, de la mise au rebut des selles des enfants, du nettoyage des latrines et de la fourniture d'eau au foyer. Mobiliser les femmes en faveur l'ATPC dans leurs communautés est l'un des meilleurs moyens de préserver l'assainissement total. Une fois qu'elles réalisent qu'elles mangent de la merde, elles parviennent à convaincre leurs maris et la gente masculine de prendre les mesures qui s'imposent. La préservation du statut FDAL dans les villages implique plus de travail mais de meilleures conditions de vie pour les femmes. Les femmes ont signalé qu'elles préfèrent nettoyer les latrines que d'aller dans la brousse pour déféquer. Elles préfèrent également respirer un air sain que d'avoir à endurer des selles malodorantes dans l'arrière-cour ou dans le *compound*.

Dans le cadre d'une visite de suivi après un déclenchement, j'ai pu discuter avec des femmes de Tabe, un village FDAL dans le district de Moyamba. Une femme qui écoutait attentivement la conversation a tiré les conclusions suivantes :

L'herbe est une amie de la merde mais une cour propre est son ennemi. Si un enfant exprime l'envie de faire caca, la mère l'emmène immédiatement dans l'herbe/la brousse proche mais pas dans la cour propre où tout le monde peut voir la merde. Lorsqu'une mère ou une grand-mère voit de la merde dans la cour, elle la nettoie aussitôt et la jette dans l'herbe. J'ai donc décidé de continuer de nettoyer mon arrière-cour pour éviter que l'herbe pousse dans le compound.

Défis

Quelques communautés ayant fait l'objet d'un déclenchement ont refusé de construire des latrines. Certaines personnes nous ont dit qu'elles ne pouvaient pas construire des « granges à *kaka* », pour signifier des latrines, et apporter encore plus de malheur à leur communauté. Pour poursuivre le déclenchement dans ces communautés afin qu'elles passent à l'action, les facilitateurs et les villages FDAL voisins les ont invitées à leurs célébrations du statut FDAL. Les célébrations sont une source d'honneur et de célébrité pour les villages FDAL et cela devient un véritable moteur pour convaincre les communautés qui continuent de pratiquer la DAL. Trois mois après les célébrations, trois villages avaient construit toutes leurs latrines individuelles et commençaient à les utiliser.

Certains des tabous et croyances dans nos communautés sont désormais surmontés par l'ATPC et davantage de réunions, de discussions, de palabres et d'actions positives ont été entrepris par les villageois dans les communautés FDAL. Mais même si le silence qui enveloppe la défécation à l'air libre et ses mauvais effets sur l'assainissement est désormais rompu, nous devons encore relever le défi du maintien d'un « haut niveau » d'assainissement total. On ne sait toujours pas si les communautés FDAL (à long terme) entretiendront leurs latrines nouvellement construites, en construiront de nouvelles si la fosse s'effondre ou lorsqu'elle sera

pleine, continueront leurs bonnes pratiques d'assainissement et feront de l'assainissement une priorité de leur développement. Nous sommes aussi confrontés à d'autres défis. Les communautés passeront-elles au niveau supérieur pour adopter un modèle de latrine plus hygiénique ? Ou pratiqueront-elles le lavage des mains après avoir utilisé les latrines ? Les équipes de leaders naturels seront-elles capables de dupliquer l'ATPC pour le mettre à l'échelle ? Serons-nous capables d'atteindre l'assainissement total pour en faire un résultat durable ? Plan, d'autres partenaires et des membres de la communauté tentent différentes initiatives pour maintenir et préserver les bonnes habitudes d'assainissement dans les communautés.

Une communauté de Moyamba s'est plainte d'avoir une terre meuble et sableuse car elle redoute de voir les fosses de ses latrines s'effondrer pendant la saison des pluies. Les leaders naturels de cette communauté ont été choisis par Plan pour assister à une formation d'artisans locaux, qui était axée sur la créativité et la conception de sièges de latrines à l'aide de ciment et de tuiles cassés. Outre la formation, ils ont tenu des discussions avec les leaders naturels et les artisans concernant leurs préoccupations pour voir comment concevoir de meilleures fosses de latrines dans les zones sableuses. Plan a aussi rassemblé des leaders naturels, des clubs de santé scolaire et des membres du comité d'eau et d'assainissement (WATSAN) pour partager leurs expériences concernant la diffusion des messages d'hygiène à l'issue de l'obtention du statut FDAL, comment entretenir facilement les latrines (notamment pendant la saison des pluies) et comment veiller à ce que les communautés maintiennent un assainissement total.

En outre, l'obtention du statut FDAL dans quelques centaines de villages ne suffit pas. Nous devons travailler vers l'obtention du statut FDAL dans les chefferies, les districts, les régions pour éradiquer



Photo : Mariama Zombo

Un jeune parle de son modèle de latrine lors d'une réunion de planification.

totallement la DAL du pays. Mais la diffusion et le passage à l'échelle de l'ATPC dépendent de l'acceptation et du soutien des pouvoirs publics et des institutions. Pour parvenir à changer les mentalités et veiller à mettre à l'échelle et à diffuser l'approche ATPC, nous avons été mis au défi par les agents du gouvernement et d'autres organisations non gouvernementales concernant la qualité, la durabilité et la pérennité des latrines construites par les communautés. Nous avons aussi créé un malaise en raison du langage que nous utilisons pour mobiliser les autorités et les agents haut placés des institutions. Cela a parfois prêté le flanc à une trivialisatation de l'approche et à son rejet par des tiers. Ainsi par exemple, le responsable d'une équipe de gestion sanitaire de district en Sierra Leone a déclaré :

Pourquoi vous plaisez-vous à employer le terme kaka ? Ce n'est pas un langage correct. De toute façon, les latrines dont vous parlez ne sont pas durables... les bâtons ne dureront pas longtemps et cela pose un risque pour les gens. Je ne peux pas soutenir votre approche ATPC !

Un jour, un facilitateur enthousiaste de l'ATPC chez Plan a transmis un rapport à l'examen d'un gestionnaire haut placé. La réaction maussade du manager ne s'est pas fait attendre :

Auriez-vous l'obligeance d'utiliser un mot plus poli que kaka ? Votre langage est trop cru... Merci de réviser le registre linguistique de votre rapport...

Et le facilitateur de répondre:

Monsieur, c'est le caractère choquant de ce mot qui change les vies.

Après quoi, le responsable s'est montré plus complaisant.

Au niveau national, il existe un groupe d'action réunissant des ONG et des praticiens spécialistes de l'ATPC qui est dirigé par le ministère de la Santé et de l'Assainissement. Plan Sierra Leone est membre du groupe. Le groupe est chargé de la coordination des activités ATPC dans le pays et il les surveille en employant les outils mis au point par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), des ONG et les pouvoirs publics. D'un point de vue stratégique, le groupe d'action a été confronté à des défis nés du fait que certains agents haut placés du gouvernement et des ONG tentent de trivialisier l'ATPC et ne veulent pas parler de la défécation à l'air libre qu'ils considèrent comme un sujet obscène. Le groupe d'action continue néanmoins de se faire entendre, parlant sans relâche de merde à chaque occasion et dans chaque forum, et travaillant avec le gouvernement de la Sierra Leone pour plaider en faveur du soutien des autorités centrales et de district envers la méthodologie ATPC par le biais de l'allocation de ressources pour mettre à l'échelle et accélérer le processus.

Conclusion

L'ATPC est désormais considéré comme un point d'entrée dans les communautés marginalisées par Plan Sierra Leone. C'est une occasion véritable pour les communautés de s'ouvrir, de parler et de se transformer. L'un des résultats positifs de l'ATPC est lié à un sentiment très particulier de confiance et de dignité que les commu-

nautés éprouvent, qui marque le début d'une nouvelle vie et d'une nouvelle approche du développement dans les villages.

Au cours des deux dernières années, nous avons appris qu'en aidant les gens à percevoir les discussions sur la merde comme n'étant pas vulgaires, obscènes, interdites ou embarrassantes est une étape importante et décisive pour arriver à mettre un terme à la défécation à l'air libre dans les villages, en mobilisant un soutien institutionnel en faveur de l'ATPC et en mettant à l'échelle et en reproduisant l'approche. Il est aussi crucial de noter que, si les barrières culturelles sous forme de tabous et de croyances peuvent entraver le processus, dans certains cas, elles ont en fait contribué à faciliter le processus ATPC. Tout dépend de la qualité de la facilitation dans la phase de déclenchement et d'après-déclenchement, de la créativité des facilitateurs, de leur tact, leur intuition et leurs initiatives, bref de la façon dont ils parviennent à s'adapter aux communautés pour arriver à leur fin.

COORDONNÉES



Mariama Munia Zombo
Conseillère en autonomisation communautaire
Plan Sierra Leone
6 Cantonment Road
Off Kingharman Road
Freetown
Sierra Leone
Courriel : mariama.zombo@plan-
international.org ; muniazombo@yahoo.co.uk
Tél. +232 76801428/ +232 88902576
Skype : niatukay

REMERCIEMENTS

La teneur de cet article s'inspire de mes expériences en matière de facilitation, de discussions avec des membres de la communauté, des enfants, des agents du gouvernement, des facilitateurs ATPC de Plan ou d'autres ONG, ainsi que des observations et comptes rendus par du personnel de projet sur le terrain. Je souhaiterais donc remercier tous ceux et celles qui, de différentes façons, m'ont aidée dans ma rédaction et qui ont contribué à la naissance de cet article. Parmi le personnel de Plan Sierra Leone : Fadimata Alainchar (Directeur pays), Miriam Murray (Chargée de programme), Taplima Muana (Chargée de programme), Gabriel Lahai (Coordonnateur de développement communautaire), Augustine Briwa (Coordonnatrice de développement communautaire), Kelvin Mustapha (Coordonnateur de développement communautaire), Mustapha Kai-Swaray (Coordonnateur de projet). Je remercie également Sallu Deen (Coordonnateur national du Groupe d'action ATPC, Gouvernement de la Sierra Leone), Samuel Musembi Musyoki (Manager du soutien stratégique aux programmes) à Plan Kenya, and Petra Bongartz (IDS, Royaume-Uni).

RÉFÉRENCES

- Site web de campagne « Every Human Has Rights » :
www.everyhumanhasrights.org
Al-Sheikh, Abdul Fattah al-Husseini (1996) *The Right Path to Health – Health Education through Religion 2: Water and sanitation in Islam*.
Bureau régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale, Alexandrie.
En ligne :
www.emro.who.int/publications/healthdreligion/Water/index.htm
Kar, K. et R. Chambers (2008) *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*. Plan : Royaume-Uni et Institute of Development Studies (IDS) : Brighton, Royaume-Uni. En ligne :
<http://tinyurl.com/CLTShandbook>. URL complète :
www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation

D'amazzi à amazi : ce n'est pas un problème d'eau

5

par TERRY A. WOLFER et ROBIN W. KLOOT

Les îles de Buvuma et le début de notre voyage

Situé sur le lac Victoria près de Jinja en Ouganda, l'archipel de Buvuma comprend quelque 52 îles et plus de 100 communautés piscicoles (aussi appelées « camps ») réunissant une population estimée à au moins 50 000 personnes. L'administration des îles est divisée entre plusieurs districts politiques qui sont chacun basés sur le continent, ce qui rend le gouvernement inaccessible et moins réactif. En outre, les « continentaux » méprisent généralement les îliens, faisant peu de cas de leurs besoins. Du fait de leur faible statut social, les îliens prétendent souvent qu'ils ne sont que « de passage », bien qu'ils habitent les îles depuis 10 à 15 ans. De ce fait, certains sont peu enclins à investir dans leurs communautés, que ce soit socialement ou financièrement. Sur les îles, les infrastructures sont presque inexistantes et le transport d'une île à l'autre et avec le continent se fait par bateau privé ou par ferry commercial (Smith 2007 ; FAO/PNUD, 1991).

Nos relations avec les îles ont débuté en 2006 lorsque nous avons rencontré Karina Thomas, aujourd'hui directrice de Shepherd's Heart International Ministries (SHIM). À l'époque, SHIM était une petite organisation missionnaire axée sur la fourniture d'eau potable, de soins de santé, d'enseignement secondaire et sur le développement d'un leadership autochtone. Depuis lors, l'organisation a grandi pour englober l'agriculture, le microcrédit et la pastorale. Actuellement, son personnel professionnel comprend la fondatrice américaine et son époux, lui aussi américain, et huit Ougandais. Tout le personnel a suivi des études supérieures. La plupart ont un diplôme universitaire.

En sa qualité de chercheur sur la qualité de l'eau, Kloot a d'abord été invité en 2006 pour accompagner un groupe ecclésiastique des États-Unis qui envisageait d'installer des unités de chloration en propriété collective dans plusieurs camps. Sur la base de cette expérience initiale, Kloot a invité Wolfer, professeur en sciences sociales, à accompagner le groupe l'année suivante car

les défis considérables que posait le déploiement des dispositifs de chloration semblaient liés à la dynamique communautaire. Par la suite, Kloot et Wolfer sont revenus sans le groupe ecclésiastique, purement comme consultants bénévoles, collègues et amis. Leurs visites d'été annuelles ont été financées par une combinaison de bourses universitaires, dons de fondations ou fonds privés.

Au départ, Thomas nous a expliqué que l'un des grands problèmes sur l'île était le manque d'eau potable. Elle a relaté des anecdotes de personnes (souvent des enfants assoiffés) qui n'hésitaient pas à boire l'eau non traitée du lac et qui souffraient ensuite de diarrhée, de vomissements et de douleurs abdominales dans la demi-heure qui suivait. Une enquête menée par SHIM en 2007 dans huit communautés îliennes a révélé que l'assainissement était totalement insuffisant. Là où les pouvoirs publics ou les ONG avaient construit des latrines, celles-ci étaient inutilisables car elles étaient très sales, pleines ou les fosses s'étaient effondrées. Les îliens n'avaient d'autres choix que de déféquer dans la brousse ou sur les rives du lac (Kloot, 2007). Comme l'a montré Kloot par ses analyses de la qualité de l'eau, en face des camps, aux endroits précis où les habitants venaient habituellement chercher de l'eau, les eaux du lac étaient très gravement contaminées par ruissellement.

Stratégie d'intervention et changement des mentalités

Naturellement, cette situation nous a horrifiés et notre première réaction a été de tenter de trouver des solutions pour nettoyer les eaux du lac. Après tout, nous avions affaire à des maladies **hydriques** et nous avions accès à une technologie durable et appropriée pour assurer la purification de l'eau au niveau communautaire... **nous** avons donc une solution à **leur** problème.

Notre solution consistait à acheter de



Photo : Terry A. Wolfer

Co-auteur Robin « Buz » Kloot travaillant avec un groupe lors de la phase de déclenchement ; il offre aux membres de la communauté un verre d'eau contaminée par de la merde et leur propose de le boire.

nouvelles unités de chloration portables. Ces unités génèrent du chlore par l'électrolyse du sel de table et sont alimentées par une batterie de 12 volts rechargeable par énergie solaire. En 2006 et 2007, nous avons déployé des unités dans sept communautés présélectionnées et dispensé une formation sur le fonctionnement des unités. Nous avons laissé aux communautés le matériel et les nouvelles infrastructures (confiés aux comités de l'eau désignés). Au cours de notre visite en 2007, nous avons constaté que, lorsque l'unité fonctionnait, il y avait des signes tangibles d'amélioration de la santé de la communauté. Mais nous avons aussi découvert que ces communautés connaissaient des temps de panne importants pour des problèmes techniques, mécaniques et parfois des vols liés aux panneaux solaires, aux batteries et aux pompes à main associés à l'unité. Les comités de l'eau ont rapporté qu'à mesure

Photo : Terry A. Wolfer



Un groupe de personnes de Mubale, en Ouganda, qui se sont portées volontaires pour faire en sorte que leur camp mette fin à la défécation à l'air libre.

que les batteries se déchargeaient, la purification de 1 000 litres d'eau (par des bénévoles de plus en plus frustrés) prenait plus de deux heures au lieu de 20 minutes. **Notre** solution si simple se révélait plus compliquée que nous ne le pensions.

En 2008, nous avons décidé de ne plus installer de nouvelles unités de chloration mais de passer plus de temps avec les comités de l'eau en place pour faciliter le bon fonctionnement des systèmes existants (à l'époque, la moitié des systèmes ne fonctionnaient plus de manière fiable). Nous avons l'intention d'être plus à l'écoute et de poser des questions qui orienteraient les comités de l'eau vers des résultats positifs par le biais de méthodes de recherche participative (RAP) (Stringer, 1996) et d'une enquête d'appréciation (Hammond, 1998 ; Whitney et Trosten-Bloom, 2003). Mais nous étions toujours attachés à résoudre les problèmes liés à la

technologie (les unités de chloration) et à la gestion de la technologie et du processus de traitement de l'eau par les organisations locales (à savoir, les comités de l'eau). Nous avons commencé par poser des questions pour comparer les coûts du traitement de l'eau potable :

- bouillie ou conditionnée (deux options très coûteuses) ;
- issue du système de chloration (environ le vingtième du coût de l'eau bouillie) ; ou
- consommée sans traitement préalable (gratuite, mais avec des risques sanitaires inévitables).

De surcroît, SHIM nous a demandé de tester l'eau conditionnée pour y détecter la présence éventuelle d'*E. coli*.¹ Nous avons découvert la présence d'*E. coli* dans les deux tiers des échantillons d'eau vendus en magasin qui étaient donc impropres à la consommation humaine (Kloot et Wolfer, 2008).

¹ *Escherichia coli* (également appelé colibacille ou *E. coli*) est une bactérie qui peut provoquer de graves empoisonnements alimentaires chez les humains. Source : Wikipedia.



Photo : Terry A. Wolfer

Un villageois participe à la phase de cartographie lors d'une séance de déclenchement ATPC.

Toutefois, durant la visite de 2008, nous avons aussi découvert que des produits disponibles dans le commerce (p. ex. Waterguard®, Aquasafe®, Pur®) produisaient de l'eau aussi salubre que le système de chloration mais étaient plus fiables et d'un meilleur rapport qualité-prix (environ le quarantième du coût de l'eau bouillie). Cette découverte nous a surpris car notre stratégie tout entière reposait sur la fourniture d'une eau salubre par l'installation de nos systèmes de purification de l'eau fabriqués aux États-Unis et donnés à la communauté. Comme nous étions résolument décidés à aider ces communautés, toutefois, nous avons étudié les données et commencé à réexaminer nos idées préconçues. Dans un premier temps, nous avons aussitôt commencé à signaler les risques associés à l'eau conditionnée et les données comparatives de coût pour les autres sources d'eau en encourageant les

résidents à tirer leurs propres conclusions quant à la meilleure façon de se procurer de l'eau salubre.

La prise de conscience : ce n'est pas un problème d'eau, c'est un problème de merde

Alors que nous préparions notre visite de 2009, nous avons compris qu'en encourageant la dépendance envers la technologie occidentale et les dons de l'Ouest, nous ne faisons sans doute qu'entraver, au lieu d'améliorer, l'accès à une eau potable salubre. En tant que personnes de l'extérieur, il nous fallait abandonner notre approche fondée sur la technologie (c.-à-d. amener nos unités de chloration avec nous) pour privilégier une approche fondée sur les connaissances (c.-à-d. poser des questions pour informer les communautés des différentes options de traitement d'eau à leur disposition). Nous avons



Photo : Terry A. Wolfer

Le co-auteur Robin « Buz » Kloot et un collègue ougandais, Twali Julius, suite aux calculs du volume de merde et à la détermination des circuits de la merde à la bouche (voies de contamination orale par les matières fécales) lors d'une séance de déclenchement.

aussi été confrontés au fait que l'assainissement était le problème sous-jacent. Mais hormis la levée de fonds pour la construction de latrines à fosse (qui serait plus difficile que la levée de fonds pour nos systèmes de chloration), nous ne savions absolument pas comment résoudre ce problème. Nos idées sur la question ont commencé à changer lorsque nous avons lu le livre de Rose George (2008) *The Big Necessity: the unmentionable world of human waste and why it matters*. Nous avons compris qu'une concentration bactérienne dans le lac de 10 000 *E. coli* par 100 ml ou plus (Kloot, 2006 ; Kloot et Wolfer, 2008) voulait dire que le problème n'était pas un problème d'eau mais un problème de **merde** (George, 2008). Mais surtout, le livre de George nous a fait connaître les travaux

de Kamal Kar sur l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC). Peu de temps avant notre visite de 2009, nous nous sommes imprégnés de la littérature sur l'ATPC (p. ex. Kar, 2005 ; Kar et Pasteur, 2005 ; Kar et Chambers, 2008). En sa qualité de professeur de sciences sociales et chercheur qualitatif, Wolfer maîtrisait bien les approches axées sur les forces en matière de développement communautaire (p. ex. Kretzmann et McKnight, 1993 ; Russell et Smeaton, 2009) et les approches participatives de la recherche communautaire (p. ex. Reason et Bradbury, 2007 ; Stoecker, 2005). En sa qualité de chercheur en qualité de l'eau, Kloot avait aussi une certaine expérience en matière de recherche-action participative dans les communautés.

Le début de notre voyage ATPC

Inspirés par cette nouvelle perspective, nous avons présenté la philosophie et les méthodes ATPC à nos collègues de SHIM par le biais d'un atelier d'une journée.² Pour nous préparer à animer l'atelier puis à accompagner les facilitateurs, nous avons uniquement accès aux aides ATPC en ligne. Nous ne disposons nous-mêmes d'aucune formation ATPC formelle, mais nous étions extrêmement motivés par le besoin d'une nouvelle approche en matière d'assainissement et le compte rendu de George sur l'ATPC avait su nous convaincre. Nous apportions avec nous une solide expérience en qualité d'instructeurs orientés sur des méthodes d'apprentissage pratiques, assez d'humilité pour vouloir mettre en œuvre une nouvelle intervention de la manière proposée par ses développeurs, et le souci de rester fidèles à l'intervention (sans l'adapter sauf sur la base d'une expérience concrète justifiant son adaptation).

En guise de première étape, nous avons parlé de l'ATPC aux administrateurs SHIM et nous avons cherché à obtenir leur soutien pour organiser un atelier à l'intention du personnel. Lors de l'atelier, nous avons présenté et expliqué l'approche ATPC et nous leur avons fourni plusieurs ressources clés officiellement publiées (Kar, 2005 ; Kar et Pasteur, 2005 ; Kar et Chambers, 2008). Nous avons invité le personnel à mettre en commun leurs questions et leurs réserves, et nous avons décidé de faire une marche transect privée dans le camp local. L'objet de cette marche initiale était de confirmer la présence et l'étendue de la défécation à l'air libre : cela nous a ouvert les yeux au problème auquel nous étions confrontés.

Malgré quelques doutes initiaux à propos du sujet et du langage cru, nos collègues SHIM ont rapidement reconnu que cette approche s'attaquait à un problème vital et le faisait d'une manière qui pouvait se révéler efficace. À la fin de l'atelier, ils acceptèrent de mener des interventions ATPC dans plusieurs camps. Bien que

plusieurs membres du personnel ougandais aient eu une formation officielle en éducation sanitaire communautaire, en agriculture et en communication de masse, personne ne disposait d'expérience en matière d'approches hautement participatives. De fait, l'approche ATPC allait à l'encontre de tout ce qu'ils avaient appris, notamment le fait de poser des questions au lieu de fournir des informations. Néanmoins, nous avons organisé un atelier sur une enquête d'appréciation avec eux en 2008 qui avait présenté l'utilisation systématique de questions non agressives, ce qui nous a permis de jeter les bases de l'apprentissage de cette nouvelle approche.

Après une journée de formation, nous avons organisé des interventions ATPC dans quatre camps où SHIM travaillait déjà et nous avons accompagné nos collègues ougandais afin qu'ils prennent de plus en plus de responsabilité dans la direction de ces interventions. Pour démontrer l'approche ATPC, nous avons dirigé l'intervention dans le premier camp. Par la suite, nous avons encouragé nos collègues de SHIM à s'associer à nous dans un premier temps, puis à assumer la responsabilité totale des différentes phases de l'intervention. Au quatrième camp, nos collègues SHIM ont dirigé la totalité de l'intervention en ne sollicitant qu'une participation minimale de notre part. Un bilan détaillé a suivi chaque intervention pour nous permettre de confirmer que les activités étaient cohérentes avec l'approche ATPC et rectifier celles qui ne l'étaient pas, réfléchir à des questions spécifiques supplémentaires et prendre note des forces et des faiblesses des facilitateurs pour les aider à décider de quelles phases particulières de l'intervention chacun d'eux devait se charger. Nous les avons encouragés à se montrer pleins d'humour et d'exubérance durant l'intervention et à peaufiner de façon collective les aspects de l'approche qui semblaient confus ou inefficaces, etc.

² Pour en savoir plus sur la formation et les méthodes ATPC, voir aussi Conseils aux formateurs, dans ce numéro : Musyoki ; Kar et Chambers.

Photo : Robin W. Kloot



Co-auteur Terry Wolfer lors d'un exercice de cartographie communautaire.

Défis

Nous avons dû relever plusieurs défis. Citons notamment pour réussir à persuader nos collègues ougandais d'utiliser une approche ATPC choquante et d'employer en public le mot local pour signifier « merde ». En luganda, merde se dit **amazi** (prononcé ah-mah-zee). C'est un mot très proche du mot qui veut dire eau (**amazzi**, prononcé ah-mah-zee). Cette difficulté a été particulièrement marquée lors de la première intervention mais elle s'est vite estompée. Au départ, nos collègues SHIM n'avaient pas suffisamment confiance en l'approche ATPC très interactive et basée sur un enchaînement de questions. Nous les avons incités à attendre les réponses, encouragés à mettre en scène leur présentation et à réfléchir et à documenter un ensemble de questions potentielles pour chaque phase de l'intervention. Nous avons supposé que le succès surprenant et spectaculaire de l'ATPC renforcerait et nourrirait leur utilisation de ces méthodes peu conventionnelles.

Un autre défi découlait du fait que les chefs de la communauté supposaient que la seule façon de s'attaquer à l'assainissement consistait à installer des latrines publiques financées par des fonds extérieurs, donc en provenance des pouvoirs publics ou des ONG. Du fait de leurs expériences passées avec les subventions, l'idée qu'un individu ou une famille puisse être responsable d'une latrine était étrangère à la plupart des îliens.

Bien que nous ayons insisté sur le fait que nous ne fournissions pas de soutien financier, la présence d'Américains blancs aux interventions a de nouveau fait naître des espoirs de subvention que nous avons dû tuer dans l'œuf à la fin de chaque intervention. De fait, dans plusieurs camps, les résidents ont indiqué qu'ils craignaient que les membres du personnel de SHIM n'encaissent la subvention eux-mêmes. Les résidents ont exigé que nous confirmions expressément que nous n'offrions aucune subvention. Et dans l'un des camps, le chef nous a imploré de lui donner des fonds privés pour acheter des planches afin de réparer les latrines communautaires.

Dans chacun des quatre camps, les résidents ont fait preuve d'une volonté différente de participer et d'évoquer franchement les conditions de vie dans leur camp. Dans la plupart des camps, c'étaient d'abord les chefs coutumiers et les hommes qui étaient les plus enclins à participer mais quelques femmes et des enfants ont fini par s'exprimer. Dans tous les camps, alors que l'intervention progressait, des leaders naturels se sont imposés dans les différentes catégories démographiques (c.-à-d. en fonction du sexe, de l'âge, du niveau d'études, du statut économique). Dans tous les camps, l'intervention ATPC a intrigué les enfants et suscité une participation dynamique de leur part lors des marches et des exercices cartographiques. Dans l'un des camps, les enfants ont clairement montré la voie, donnant les réponses à voix haute et courant devant les adultes. Dans certains camps, les chefs et certains autres ont d'abord essayé d'empêcher ou de limiter la participation de certaines personnes ou, en dernier recours, de faire peu de cas de leurs contributions. Mais les personnes ont insisté et ces manœuvres ont fini par cesser. Dans chaque camp, on a eu l'impression qu'à la fin de l'intervention, les gens et leurs chefs avaient trouvé un terrain d'entente pour travailler ensemble. Dans un camp, par exemple, les gens ont clairement et franchement indiqué qu'ils étaient

frustrés par leur chef et celui-ci s'est mis sur la défensive. Mais un certain nombre de membres de la communauté se sont portés volontaires pour travailler avec lui pour expliquer aux membres absents le mode de fonctionnement de l'ATPC et promouvoir la participation et il a réagi en réaffirmant sa responsabilité de diriger et en acceptant leurs offres d'aide. Dans d'autres camps, la relation entre les chefs et les résidents a été moins tendue mais l'ATPC a inspiré de nouveaux efforts de collaboration entre les gens, les chefs coutumiers et autres leaders naturels.

Comment aller de l'avant

Nous pensons que l'approche ATPC influencera les relations de SHIM avec les camps et ses efforts pour s'attaquer aux problèmes des autres communautés. Auparavant, le désir de subventions extérieures incitait les chefs des communautés à dramatiser le sort de leurs communautés avec des histoires à vous fendre le cœur pour souligner le manque de ressources et le besoin d'aide matérielle. Nous avons vu le désir de subvention faire que les chefs se concentraient sur les ressources matérielles à l'exclusion quasi-totale de connaissances, de compétences ou de coopération sociale. Le désir de subvention a renforcé la dépendance des communautés et l'impuissance par rapport aux ONG et aux autres agences extérieures. En revanche, nous estimons que l'intervention ATPC promeut un sentiment de fierté et de responsabilité car les communautés réalisent ce qu'elles savent déjà, apprennent de nouvelles informations concrètes sur leurs propres situations, reconnaissent qu'elles ont la possibilité d'y changer quelque chose et qu'elles doivent collaborer avec leurs voisins pour réussir.

Il est intéressant de souligner, pour nos collègues de SHIM, que l'approche ATPC a aussi démontré l'emploi et la valeur des questions pour mobiliser les gens en faveur de l'apprentissage et de la solution de problèmes. À cet égard, cela contredit l'approche classique en termes d'éducation qui

présente l'enseignant comme « l'expert » et les apprenants comme les « réceptacles vides ». Cela a aussi surmonté leurs réserves face aux craintes traditionnellement associées aux questions qui subsistaient de l'époque des écoles coloniales. En effet, au départ, le personnel de SHIM craignait qu'en posant tant de questions, on risquait de mettre l'accent sur le manque de savoir des résidents et de les humilier. Bien au contraire, en posant des questions sur les réalités concrètes de leur vie de tous les jours, on a mis en exergue leur savoir-faire, invité la remise en question et la correction par les pairs et non par les autorités, et encouragé l'apprentissage en collaboration et la solution de problèmes. Enfin et surtout, cela a renforcé les efforts des gens pour comprendre et réagir à leurs situations sans avoir à attendre le bon vouloir d'experts de l'extérieur ou même des chefs coutumiers de la communauté. L'observation de ces effets positifs a incité le personnel de SHIM à envisager comment repenser leurs autres approches plus classiques en matière d'enseignement et de développement communautaires.

En adhérant aux principes de l'ATPC, (sans se soucier du terrible malaise que nous ressentions au départ), nous avons observé de nos propres yeux combien l'ATPC suscite d'émotions fortes (p. ex. le dégoût, l'embarras, l'humour), l'intérêt intense, le débat communautaire interne, l'émergence des leaders naturels et la détermination de la communauté de mettre fin à la défécation à l'air libre (DAL). Nous attribuons le succès initial des interventions et les résultats du suivi ultérieur à l'idée que l'ATPC met en valeur le fait que les gens sont maîtres de leur propre vie et du sort de leurs communautés et respecte profondément leur aptitude à comprendre, décider et agir pour résoudre leurs propres problèmes. De fait, en accompagnant et en transférant la responsabilité des interventions ATPC au personnel de SHIM, nous avons engendré un processus parallèle d'autonomisation.

Globalement, le personnel de SHIM a été encouragé et passionné par l'intervention ATPC. Depuis notre visite en 2009, ils n'ont constaté aucun progrès apparent dans l'un des quatre camps initiaux mais une vague de construction de latrines privées dans plusieurs autres. Le camp dans lequel il n'y a pas eu de progrès était petit, plus démuné et moins structuré, avec une latrine publique construite par une autre ONG. Durant une visite de suivi cette année, nous avons constaté des différences entre les camps dans les niveaux de pauvreté, de confiance envers les chefs et dans les relations positives entre les résidents qui semblent aussi affecter la réaction à l'approche ATPC.

Conclusion

Le personnel de SHIM affirme que l'ATPC a été l'intervention la plus efficace en matière d'assainissement jamais menée sur l'archipel. Sur la base de ces résultats positifs, nous avons continué à nous servir de l'intervention dans d'autres camps. Il reste à voir si les camps individuels arriveront à mettre fin à la défécation à l'air libre et à obtenir le statut FDAL. Dans un développement récent, le gouvernement

ougandais a établi un nouveau district chargé de l'administration des îles Buvuma, qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2010. Les chefs locaux espèrent que cela se traduira par un accroissement des services. D'un côté, cela pourrait faciliter les efforts de SHIM (nous avons demandé une visite des responsables de district au cours de l'année prochaine). De l'autre, au moins une communauté a renoncé à dépenser de l'argent pour la construction de latrines dans l'espoir que la nouvelle administration se chargerait de les financer. Nous projetons de revenir en Ouganda en 2010 pour assurer le suivi de ces premiers efforts et voir comment ces processus pourraient être appliqués à d'autres problèmes identifiés par les membres de la communauté.

Nos efforts initiaux, tout bien intentionnés qu'ils aient pu être, nous semblent aujourd'hui naïfs et irréalistes, tout à fait insensibles à la dynamique de l'archipel. Heureusement pour nous et pour les îliens, nous avons entretenu nos liens et réalisé un suivi qui nous a permis de prendre conscience des problèmes causés par notre solution initiale. De ce fait, nous avons évité d'imposer cette solution à d'autres communautés.

COORDONNÉES



Terry A. Wolfer
Professeur
College of Social Work
Université de Caroline du Sud
Columbia, SC 29208
États-Unis
Courriel : terry.wolfer@sc.edu
Site web : <http://cosw.sc.edu/faculty/wolfert.htm>



Robin W. Kloot
Professeur chercheur associé et Directeur adjoint
Earth Sciences and Resources Institute
School of the Environment
Université de Caroline du Sud
Columbia, SC 29208
États-Unis
Courriel : rwkloot@esri.sc.edu
Site web : www.esri.sc.edu/Staff/kloot/default.html

REMERCIEMENTS

Les auteurs sont gré au soutien du Programme de service volontaire Dobson et du Collège des sciences sociales de l'Université de Caroline du Sud.

RÉFÉRENCES

- FAO/PNUD (1991) *Biostat Reports Series: Volume II Reports 11-20*. Fisheries Statistics and Information Systems (FISHIN) Project, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture/Programme des Nations Unies pour le développement (FAO/PNUD). En ligne : <http://tinyurl.com/fao-undp-fishin>
URL complète : www.fao.org/docrep/006/AD214E/AD214E00.HTM
- George, R. (2008) *The Big Necessity: The unmentionable world of human waste and why it matters*. Metropolitan Books: New York.
- Hammond, S.A. (1998) *The Thin Book of Appreciative Inquiry* (2^e édition). Thin Book Publishing : Plano, Texas.
- Kar, K. (2005) *Guide pratique au déclenchement de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC)*. Institute of Development Studies : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/kar-triggering-2005>.
URL complète : http://www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/Guide_ATPC.pdf
- Kar, K. et R. Chambers (2008) *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*. Plan : Royaume-Uni et Institute of Development Studies (IDS) : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/CLTShandbook>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation
- Kar, K. et K. Pasteur (2005) « Subsidy or Self-Respect? Community-Led Total Sanitation: An update on recent developments ». IDS Working Paper 257, y compris une réimpression de l'IDS Working Paper 184. Institute of Development Studies : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/ids-wp-257>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/wp257_0.pdf
- Kloot, R.W. (2007) « Trip report to Dobson Volunteer Service Program and Shepherd's Heart International for Lake Victoria Water Project. » Rapport non publié, Earth Sciences and Resources Institute, Université de Caroline du Sud : Columbia, Caroline du Sud.
- Kloot, R.W. et T.A. Wolfer (2008) « Trip report to the Buvuma Islands and the Clean Water for the World Conference in Mubende, Uganda between June 19 and July 15, 2008 ». Rapport non publié, Earth Sciences and Resources Institute, Université de Caroline du Sud : Columbia, Caroline du Sud.
- Kretzmann, J.P. et J.L. McKnight (1993) *Building Communities from the Inside Out: A path toward finding and mobilizing a community's assets*. ACTA Publications : Skokie, Illinois.
- Reason, P. et H. Bradbury (Eds.) (2007) *The SAGE Handbook of Action Research: participative inquiry and practice* (2^e éd.). Sage Publications: Thousand Oaks, Californie.
- Russell, C. et T. Smeaton (2009) *From Needs to Assets: Charting a sustainable path towards development in sub-Saharan African countries*. En ligne : <http://tinyurl.com/abcdinstitute>. URL complète : www.abcdinstitute.org/publications/downloadable/
- Smith, A. (2007) « Cultural Analysis of Lingira Island, Lake Victoria ». Article non publié, Lincoln Christian Seminary : Lincoln, Illinois.
- Stoecker, R. (2005) *Research methods for community change*. Sage Publications : Thousand Oaks, Californie.
- Stringer, E. (2007) *Action Research* (3^e éd.). Sage Publications : Thousand Oaks, Californie.
- Whitney, D. et A. Trosten-Bloom (2003) *The Power of Appreciative Inquiry: A practical guide to positive change*. Berrett-Koehler Publishers : San Francisco, Californie.

Rompre les tabous de merde : l'ATPC au Kenya

6

par **BULUMA BWIRE**

Introduction

L'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) a été introduit dans le district de Kilifi au Kenya en 2007. Il a donné lieu à une vive augmentation du taux de construction et d'utilisation des latrines par les communautés locales. De un en 2007, on compte désormais plus de 200 villages ayant mis fin à la défécation à l'air libre (FDAL). Le nombre de latrines a augmenté et est passé de 300 en 2007 à plus de 4 550 en 2009. Le succès de l'ATPC a profité des pratiques locales d'assainissement, qui reposaient sur des croyances culturelles qui affectent tous les aspects de la vie de tous les jours des villageois. Celles-ci ont contribué à déclencher le souhait de la communauté de mettre un terme à la défécation à l'air libre pour embrasser l'ATPC à bras le corps. Cet article examine le lien entre les pratiques d'assainissement local et le succès de l'ATPC dans le district de Kilifi.

Le contexte de Kilifi

L'histoire de Plan Kenya et de l'Assainissement total piloté par la communauté

(ATPC) a commencé en mai 2007 lorsque trois membres du personnel de Plan Kenya ont assisté à des ateliers de formation ATPC organisés en Éthiopie et en Tanzanie, après quoi, il a été décidé de piloter l'ATPC dans trois districts où Plan Kenya disposait d'unités de programme (UP) : Kilifi, Homa Bay et Machakos. En travaillant en partenariat avec le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement, Plan Kenya a introduit l'ATPC à Kilifi en novembre 2007. À l'époque, il n'existait qu'un village ayant mis fin à la défécation à l'air libre (FDAL).

Le district de Kilifi est situé dans la province de la côte au Kenya. D'après le recensement de la population et des logements réalisé en 1999, Kilifi compte 544 305 habitants distribués dans 90 311 foyers. En juin 2007, le Kenya a signé une Politique de promotion de l'hygiène et de l'assainissement environnemental, en s'engageant à veiller à ce que 90 % des ménages aient accès à l'assainissement au plus tard en 2015. Parmi les stratégies adoptées en vertu de cette politique figurait la promotion de l'hygiène et l'assainissement par le biais de

l'ATPC. Son lancement en octobre 2007 a coïncidé avec l'introduction de l'initiative pilote de l'ATPC par Plan Kenya à Kilifi. Plan Kenya a conclu un partenariat avec le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement pour mettre en œuvre l'ATPC à Kilifi. Les deux travaillaient déjà ensemble dans le district de Kilifi dans le cadre du projet de survie infantile KIDCARE qui avait été déployé à Kilifi par Plan Kenya entre 2004 et 2009. Sur le terrain, les facilitateurs de programme (FP) de Plan Kenya travaillaient main dans la main avec le Responsable de la santé publique de district (RSPD), le représentant de la Division Assainissement et Hygiène au sein du ministère de la Santé publique et de l'Assainissement.

Le processus

Outre les FP et le RSPD, pour la mise en œuvre de l'ATPC dans le district, il avait été décidé d'exploiter le réseau existant de Comités sanitaires villageois, qui comprenait des agents de santé communautaire (ASC) qui avaient été formés dans le cadre du Projet de survie infantile. Les ASC avaient été initiés à l'ATPC lors d'un atelier de formation des formateurs (FdF) organisé par Plan Kenya. La mission des ASC était d'aider à sensibiliser la communauté aux maux de la défécation à l'air libre et, au final, ils ont sensiblement contribué au processus de déclenchement. C'est durant les discussions qui se sont tenues dans le cadre de ce processus que nous avons découvert qu'il existait des pratiques locales d'assainissement qui pouvaient servir de puissants déclencheurs pour aider à transformer les pratiques d'assainissement et aider la communauté à adopter l'ATPC.

La population de Kilifi est essentiellement issue de la communauté ethnique Mijikenda. Elle est très attachée à ses normes et pratiques culturelles hautement développées qui gravitent autour du Kaya, un tombeau religieux situé au cœur de la forêt à proximité des villages. Ces normes et pratiques culturelles influencent et guident

tous les aspects de la vie quotidienne des villageois et elles affectent donc aussi les pratiques d'assainissement.

« Ne mélangez pas les selles de la belle famille ! »

Ainsi, il est tabou de mélanger les selles du beau-père avec celles de sa ou ses belles-filles. À Kilifi, les familles étendues partagent le même *compound* et il est fréquent qu'un homme et sa femme aient une maison au sein de la propriété du père du mari, le patriarche. Pour éviter de mélanger les selles du beau-père et de sa belle-fille, il existe des sites de défécation à l'air libre distincts en fonction du sexe dans la forêt qui entoure les *compounds* et ces zones sont bien connues afin de ne pas rompre le tabou. Cela s'inscrit dans le prolongement des croyances qui cherchent à limiter le contact entre le beau-père et ses belles-filles, un thème que l'on retrouve souvent dans la plupart des cultures africaines.

« N'employez pas le site de défécation à l'air libre d'une autre famille, au risque de devenir ensorcelé ! »

Une autre croyance répandue est que les selles d'une personne peuvent servir à l'ensorceler. Par conséquent, la plupart des gens évitent d'utiliser un site de défécation autre que le leur. La sorcellerie joue encore un rôle important dans la vie des communautés de Kilifi et elles redoutent d'être ensorcelées. Lorsqu'un étranger rend visite à une autre *compound*, il est fréquent de lui montrer le site qu'il devra utiliser pour faire ses besoins. Il est dit que ses selles pourraient aisément être ramassées et utilisées à des fins de sorcellerie une fois qu'il est parti. Par conséquent, il est fréquent que des personnes qui rendent visite à une ferme voisine retournent à pied jusque chez elles si jamais il leur prend l'envie de faire leurs besoins.

Rompre les tabous de merde

Un aspect clé de l'approche ATPC concerne la stimulation d'un sentiment collectif de dégoût au sein des membres de la commu-

nauté à mesure qu'ils réalisent les effets adverses de la défécation de masse à l'air libre. Au cœur de l'approche figure le concept des voies de contamination fécale-orale, un phénomène qui se produit lorsque des bactéries ou des virus se trouvant dans les excréments d'une personne sont ingérées par une autre. Les facilitateurs ATPC travaillent avec la communauté pour explorer comment les selles déposées dans les sites de défécation à l'air libre finissent par être ingérées, p. ex. par :

- la contamination des approvisionnements en eau ;
- la consommation d'aliments contaminés par des mouches ;
- un lavage des mains insuffisant ; et
- de mauvaises pratiques de préparation des aliments.

L'idée recherchée est de déclencher un sentiment de profonde gêne et/ou de dégoût chez les gens qui les poussera à vouloir immédiatement mettre fin à la défécation à l'air libre. C'est durant les marches de transect que les membres de la communauté ont découvert que, même s'il existait des sites de défécation à l'air libre séparés, la nature des choses est telle que les selles des beaux-pères finissaient par se mélanger à celles des belles-filles et par contaminer les aliments et l'eau.¹ Par conséquent, une double menace de la défécation à l'air libre est ainsi observée et pointée du doigt :

- la contamination des aliments et de l'eau par les matières fécales ; et
- la rupture de tabous culturels importants.

Pire encore, il a été découvert que la défécation à l'air libre faisait qu'il était plus facile pour ceux qui le souhaitaient d'ensorceler leurs victimes puisque l'accès à leurs selles était facilité. L'ensorcellement ne porte pas seulement sur l'individu, mais sur l'individu et sa famille tout entière. Quiconque peut aisément accéder au site de défécation à l'air libre d'une famille et utiliser les selles

qui y sont déposées pour jeter un sort à la famille tout entière. En revanche, dans le cas d'une latrine située au sein du *compound*, un intrus qui tenterait d'y accéder serait vite repérer et, de plus, dans une latrine, il serait fort difficile de récolter les selles. La réalisation que les gens ingéraient les selles des autres en consommant des aliments et de l'eau contaminés, ainsi que la rupture involontaire de tabous culturels importants a déclenché au sein des communautés le désir de prendre des mesures pour mettre fin à la défécation à l'air libre dans leurs villages.

« Nous avons décidé d'arrêter de manger notre merde et celle des autres ! »

Les mots de ce villageois de Katsemereni cristallisent les sentiments de tous ceux qui ont décidé d'adopter l'ATPC au sein de la communauté. Les gens ont commencé à prendre des mesures pour obtenir le statut FDAL au sein de leurs villages respectifs. Les ASC ont mobilisé les membres de la communauté en les incitant à construire et à utiliser des latrines à fosse. Les communautés ont travaillé dans un esprit collectif appelé *Mweria*, en s'aidant les uns les autres à creuser et à construire des latrines à l'intérieur des différents *compounds*. Les communautés ont aussi entrepris d'autres interventions sanitaires, par exemple la fourniture de dispositifs pour se laver les mains à partir de jerrycans en plastique installés à l'extérieur des latrines, et en creusant des fosses à ordures pour la collecte et la mise au rebut des déchets.

Célébrations du statut FDAL

Une fois qu'un village obtient le statut FDAL, les villageois organisent une célébration FDAL. Ils invitent les membres de la communauté des villages voisins, le personnel du ministère de la Santé publique et de l'Assainissement et de Plan Kenya, des

¹ 1 Une marche de transect implique de marcher d'un bout à l'autre du village avec les membres de la communauté en observant, en posant des questions et en restant à l'écoute. Durant la marche de transect pour l'ATPC, on identifie les zones de défécation à l'air libre et on rend visite aux différents types de latrines en chemin. Voir aussi Conseils aux formateurs, dans ce numéro.

Photo : Beatrice Barasa



Une vérification FDAL en cours. Cet homme fait une démonstration du dispositif de lavage des mains.

membres des autorités locales (conseillers, chefs et adjoints) ainsi que d'autres parties prenantes, comme des organisations de la société civile (OSC) qui travaillent au sein de la communauté. Durant la cérémonie, les invités font une marche de transect afin de déterminer le statut FDAL du village. Le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement, en partenariat avec Plan Kenya, décerne alors au village un certificat FDAL qui reconnaît le succès de l'éradication de la pratique de la défécation à l'air libre. La certification FDAL est un emblème de la fierté de la communauté et les membres sont donc fortement motivés à maintenir leur statut FDAL tant et si bien qu'ils forment des groupes de veille pour s'assurer que personne ne revient à la défécation à l'air libre dans le village. En outre, lors des visites de suivi par les facilitateurs communautaires de Plan Kenya (FC) et les agents de terrain du ministère de la Santé publique et de l'Assainissement, il a été observé que certains membres de la communauté dans les villages FDAL avaient amélioré les latrines temporaires construites initialement et s'étaient embarqués dans la construction de structures permanentes. À ce jour, tous les villages qui ont été certifiés FDAL ont conservé leur statut FDAL.

Regarder en arrière pour aller de l'avant

Kilifi a désormais dans sa ligne de mire l'objectif de devenir le premier district FDAL – pas seulement dans la province de la côte

mais dans tout le Kenya. Compte tenu du taux de réussite jusqu'ici, je pense que ce n'est qu'une question de temps pour que ce but soit atteint. Le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement s'est engagé à mettre à l'échelle les efforts d'assainissement en utilisant l'approche ATPC et il l'a adoptée en guise de stratégie nationale pour promouvoir l'hygiène et l'assainissement. Le responsable de la santé publique a déclaré officiellement :

Nous estimons qu'elle s'inscrit en complément de la politique du gouvernement du Kenya sur l'assainissement environnemental et l'hygiène (lancée en juillet 2007) et la Stratégie de la santé communautaire inaugurée en 2008.

Au mois de juin 2009, environ 800 facilitateurs ATPC des ministères gouvernementaux, des OSC et des communautés ont été formés par le biais de l'initiative ATPC de Plan Kenya et près de 200 villages ont fait l'objet d'un déclenchement. Tous ces facteurs vont indubitablement contribuer à la poursuite du succès de l'approche ATPC dans la région.

L'axe de l'ATPC sur le changement comportemental dans le contexte des normes et attitudes culturelles existantes pour veiller à un développement réel et durable a donné de bons résultats dans le contexte de Kilifi. Ici, nous avons été témoins d'un exemple où les tabous locaux en matière d'assainissement avaient déclenché chez les communautés un désir de changer, les poussant à agir collectivement pour mettre fin à la défécation à l'air libre. Les villages sont très fiers d'obtenir le statut FDAL et affichent des avertissements qui déclarent :

- *Usinye Msituni !* (Ne déféquez pas dans la brousse !) ou encore
- *Usinye Ovyo Ovyo !* (Ne déféquez pas au hasard !).

Parmi les personnes ressources de la communauté (CORP), que l'on appelle des leaders naturels dans le contexte de l'ATPC,

on compte des enfants et des jeunes. Ce sont eux qui surveillent la construction, l'utilisation et l'entretien des latrines dans les villages sous la supervision des ASC qui ont reçu une formation spéciale en ATPC lors des ateliers FDF Plan Kenya/Ministère de la Santé publique et de l'Assainissement.

Le Ministère de la Santé publique et de l'Assainissement a également relevé le défi du déclenchement et fournit un appui aux villages qui n'ont pas encore atteint le statut FDAL dans le district de Kilifi. Cela a contribué à la propagation de l'ATPC car le Responsable de la santé publique du district est tenu, aux termes de son profil de poste, de mettre en œuvre l'ATPC dans la région, car l'ATPC a été adoptée comme politique gouvernementale nationale. Il doit donc intégrer l'ATPC dans les travaux qu'il réalise avec les communautés afin d'améliorer les normes globales d'assainissement du district. Puisqu'il s'agit d'une politique gouvernementale, cela signifie aussi que la mise en œuvre de l'ATPC est prévue et budgétée par les ministères compétents, ce qui fournit une base de ressources pour assurer la mise en œuvre continue de l'ATPC dans le district. Cela a permis de garantir ou presque la pérennité de l'ATPC dans le district de Kilifi. Comme le remarque le Dr Tsofa,

J'attribue les progrès accomplis à la bonne gestion des membres seniors de l'Équipe de direction de la santé du district [dirigée par le Responsable médical du district et constituée des chefs départementaux travaillant dans l'hôpital de district] et au fait que les agents de santé publique formés ont adopté l'ATPC avec enthousiasme.

Les membres du Comité de santé villageoise (VHC) des villages ayant fait l'objet d'un déclenchement sont aussi impliqués dans le déclenchement des villages voisins qui n'ont pas encore atteint le statut FDAL.

Défis

L'adoption de l'ATPC au sein des villages

présente sa part de défis. Certains sont des défis physiques. Par exemple, des problèmes comme les sols meubles qui s'effondrent, les formations rocheuses et les nappes phréatiques élevées entravent la construction de latrines dans certaines régions. Mais d'autres défis gravitent autour des attitudes personnelles, éthiques et organisationnelles des professionnels, y compris certains qui ne peuvent participer aux activités de développement que s'ils perçoivent une indemnité. La mise en œuvre de l'ATPC fait partie du profil de poste des responsables de santé publique de district, par conséquent, ils ne comptent pas sur des indemnités. Il existe aussi un débat permanent sur les approches du développement basées sur des subventions et celles hors subventions. L'approche basée sur les subventions est celle où l'agence de développement emploie des fonds pour construire des latrines pour les communautés – alors que l'approche hors subvention est l'un des aspects fondamentaux de l'ATPC : les communautés prennent les rennes et construisent leurs propres latrines à partir de matériaux disponibles localement, sans faire appel à des subventions, à l'issue d'un déclenchement dans le but de mettre fin à la défécation à l'air libre. Dans le district de Kilifi, les agents du ministère de la Santé publique et de l'Assainissement ont été très réactifs car la mise en œuvre de l'ATPC relève de leurs fonctions. Toutefois, d'autres agents gouvernementaux, tels ceux des autorités provinciales (chefs, chefs adjoints, etc.), qui servent de lien entre le gouvernement et la communauté, s'estiment encore autorisés à toucher des indemnités pour réaliser des travaux ATPC.

Au-delà de l'ATPC

Grâce aux succès obtenus avec l'approche ATPC, les communautés ont été incitées à utiliser la même approche communale pour s'attaquer à d'autres activités de développement. Au sein du district de Kilifi, les villages qui ont atteint le statut FDAL ont désormais cherché à s'attaquer aux problèmes posés par

les moyens de subsistance, se lançant dans des activités de production agricole biologique durable, de fruits de la passion, de manioc, de champignons et de melons par exemple. Ils y sont parvenus avec le même esprit collectif, *Mweria*, grâce auquel on enseigne aux membres de la communauté des techniques culturelles par le biais des écoles d'agriculture gérées par les Comités de santé villageoise dirigé par les ASC. Il leur ait ensuite fourni des plants et ils montent leur potager pour mettre en valeur la production alimentaire dans leurs villages. On peut citer l'exemple du village de Katsemereni, premier village ayant obtenu le statut FDAL dans le district de Kilifi, qui a organisé et financé sa propre célébration FDAL. Les villageois ont ensuite établi des fermes et se sont lancés dans l'élevage de chèvres, ce qui a dopé la production de lait et de viande qu'ils ont pu vendre sur le marché.

On estime que l'ATPC a contribué à la

réduction des incidences de maladies diarrhéiques au sein des villages FDAL et cela fait l'objet de recherches permanentes par Plan Kenya dans le district de Kilifi en collaboration avec le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement. Si ce lien peut être prouvé grâce aux recherches, cela contribuera fortement à la mise à l'échelle de l'ATPC par le gouvernement dans d'autres régions du pays.

On peut dire que l'ATPC a permis de faire évoluer un autre tabou au sein des communautés de Kilifi : le tabou de la défécation à l'air libre. Les villages FDAL mettent tout en œuvre pour préserver leur statut FDAL en désignant, par exemple, des dépisteurs de la honte qui agissent comme surveillants pour veiller à ce que personne au sein du village FDAL ne revienne à la défécation en plein air. De cette façon, le tabou de la défécation à l'air libre n'est pas rompu.

COORDONNÉES



Buluma Bwire
 Coordonnateur de la documentation et de la recherche
 Plan International Inc. Kenya
 Kilifi Development Area
 PO Box 911-80108
 Kilifi
 Kenya
 Courriel : buluma.bwire@plan-international.org
 Site web : www.plan-international.org

REMERCIEMENTS

J'adresse mes sincères remerciements aux personnes suivantes qui ont immensément contribué à la rédaction de cet article par leurs points de vue et leurs expériences : George Karisa, Facilitateur de programme, UP de Kilifi ; Beatrice Barasa, Facilitateur de programme, UP de Kilifi ; Kenneth Chege, Facilitateur de programme, UP de Kilifi ; Martin Hinga, Conseiller Eau et Assainissement, UP de Kilifi et Margaret Kahiga, Coordonnatrice S&E, UP de Kilifi.

RÉFÉRENCES

Kar, K. et R. Chambers (2008) *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*. Plan : Royaume-Uni et Institute of Development Studies (IDS) : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/CLTShandbook>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation
 Plan Kenya (2009) *Country Program Progress Report FY09*. Plan Kenya : Nairobi, Kenya.

L'ATPC en Afrique de l'Est : un moyen de responsabiliser les enfants et les jeunes ?

7

par CATHY SHUTT

Introduction

Par rapport aux aînés, les jeunes sont plus nombreux et s'ils décident de s'embarquer dans quelque chose, ils peuvent le faire rapidement... Ils ont besoin qu'on leur donne une chance et il est peut-être nécessaire de les mobiliser car les jeunes et les enfants ne sont pas toujours présents aux assemblées et, lorsqu'ils sont effectivement présents, je ne crois pas qu'il leur soit donné les mêmes chances d'exprimer leurs idées.

Listen Materu, Responsable du Conseil de l'eau urbain du district de Kisarawe, Tanzanie.

Dans beaucoup de communautés africaines, les attitudes traditionnelles envers les enfants et les jeunes (parfois jusqu'à l'âge de 35 ans) les empêchent de se faire entendre et de contribuer au développement local. L'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) peut-il être un catalyseur de changement de ces attitudes qui ne font que renforcer des relations de pouvoir inégales entre les

adultes et les jeunes ? Peut-il offrir une voie vers l'autonomisation et permettre aux jeunes de jouer un rôle plus important dans le développement et la gouvernance de la communauté ? Et si oui, comment ? Ce sont là certaines des questions explorées dans cet article, qui documente les résultats d'une recherche entreprise pour considérer l'étendue et les effets de la participation des enfants et des jeunes à l'ATPC.

Les recherches se sont déroulées dans le contexte d'un projet régional ATPC en cours de mise en œuvre dans trois pays d'Afrique de l'Est (l'Éthiopie, le Kenya et la Tanzanie), avec l'appui de Plan Royaume-Uni et le financement du Département britannique pour le développement international (DfID). Le projet reconnaît que l'ATPC a le potentiel d'accroître la participation des jeunes et des enfants au développement local et que l'approche repose sur un modèle de changement (Figure 1).

Dans le modèle, le déclenchement et la formation ATPC sont présumés déboucher

Figure 1 : Modèle de changement de l'ATPC

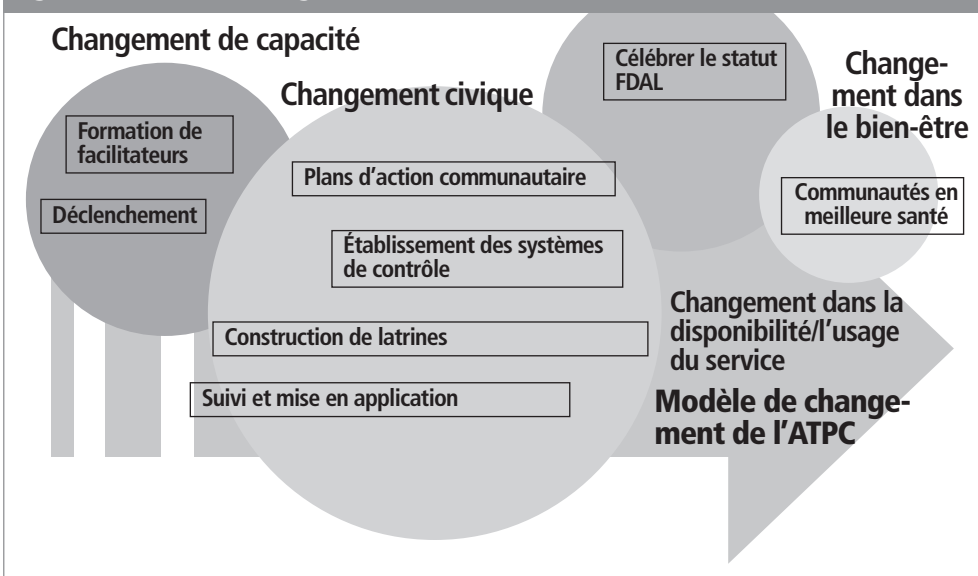


Figure 2 : Carte des sites



sur une prise de conscience accrue des risques que présentent la défécation à l'air libre et une mauvaise hygiène. On mise sur ce **changement de capacité** pour déclencher un **changement civique** – un engagement responsabilisé envers un changement de comportement individuel et une action collective, comme des membres de la communauté qui s'en-

traident à construire des latrines, et surveillent leur construction et leur utilisation. On s'attend à ce que cet effort collectif en vue d'éliminer la défécation à l'air libre et d'améliorer l'assainissement débouche sur un **changement dans le niveau de bien-être** – une meilleure santé.

Remarque sur la méthodologie adoptée

Les objectifs de la recherche entreprise étaient de :

- considérer l'étendue et les effets de la participation des jeunes et des enfants aux changements au niveau communautaire qui sont essentiels pour la réussite de l'ATPC ; et
- accroître le sens critique et l'apprentissage du personnel de Plan et des représentants de la communauté pour qu'ils améliorent l'efficacité du programme.

Les recherches ont été entreprises dans le district de Shebedino en Éthiopie, le district de Kilifi au Kenya et de Kisarawe en Tanzanie (Figure 2). Un format comparable a été adopté dans les trois pays. Les activités ont été menées sur trois jours par une équipe constituée du personnel de Plan, de représentants des communautés étudiées et d'un consultant étranger ayant



Photo : Cathy Shutt

Un représentant de la communauté, membre de l'équipe de recherche de Kilifi.

des liens de longue date avec Plan – moi-même.

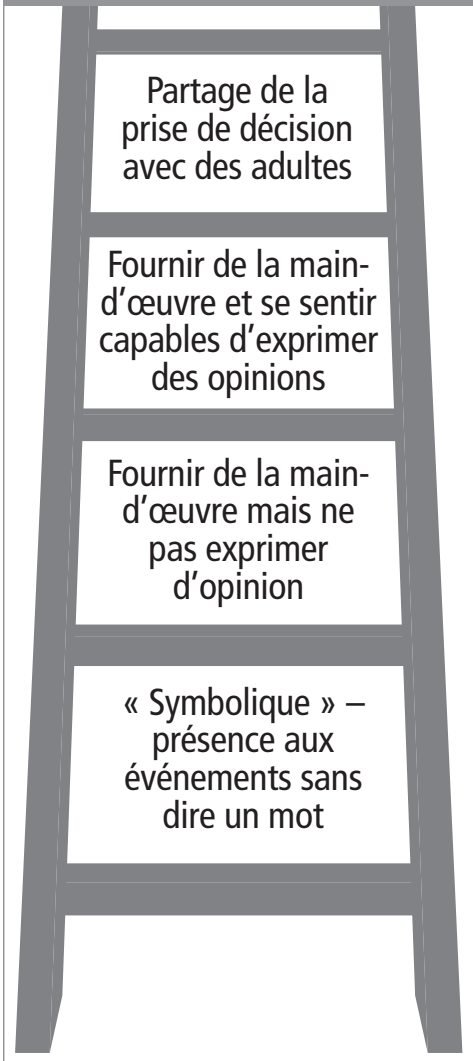
Le premier jour, nous avons évoqué les objectifs avant d'élaborer les questions de l'enquête dans les langues locales et de concevoir un plan de recherche. Les questions sur les changements intervenus à l'issue du déclenchement étaient un tremplin pour explorer dans quelle mesure – et comment – les jeunes et les enfants avaient contribué au changement et pour identifier les facteurs ayant facilité ou entravé leur participation.

Le deuxième jour, nous nous sommes rendus dans deux villages où les représentants de la communauté et moi-même avons facilité des discussions en groupe de réflexion avec des hommes adultes, des femmes adultes, des jeunes et des enfants, et l'appui du personnel de Plan. Nous avons passé le troisième jour à préparer les comptes rendus des différentes communautés, à analyser les résultats et à en considérer les implications.

Les problèmes linguistiques, le peu d'expérience relatif des chercheurs communautaires et les antécédents et personnalités des différents membres de l'équipe sont autant de facteurs qui ont influé sur la qualité des données produites dans chaque site. À Shebedino, en Éthiopie et à Kilifi au Kenya, les recherches ont bénéficié des leçons apprises à Kisarawe, en Tanzanie. Les relations antérieures avec le personnel de Plan à Kilifi ont permis de produire des comptes rendus plus nuancés qu'il n'a été possible de le faire dans les autres sites.

La représentativité de ces résultats et de ces opportunités pour l'apprentissage a été influencée par le choix des villages. Certains, p. ex. en Éthiopie, avaient fait l'objet d'un déclenchement il y a plusieurs années, alors qu'un village dans le district de Kilifi avait fait l'objet d'un déclenchement beaucoup plus récent. Le personnel de Plan en Tanzanie a soutenu que les résultats de Kisarawe étaient influencés par les pratiques culturelles distinctes des

Figure 3 : Concepts tirés de l'échelle de participation de Hart



personnes habitant dans la région côtière et ne pouvaient pas être interprétés comme représentatifs de l'ensemble de la Tanzanie. En outre, pour des contraintes de temps, les villages consultés se trouvaient généralement assez près des principaux axes routiers. À Shebedino, nous nous sommes rendus dans deux communautés « témoins » qui avaient obtenu le statut FDAL (fin de la défécation à l'air libre) mais qui n'étaient pas nécessairement représentatives. D'après le personnel, des politiques locales ont entravé l'obtention du statut

FDAL par les villages voisins ayant fait l'objet d'un déclenchement à la même époque. À Kisarawe et Kilifi, plus d'efforts ont été déployés pour se rendre dans des villages ayant des expériences diamétralement opposées – l'un avait obtenu le statut FDAL et l'autre non.

Des problèmes de représentativité se sont aussi posés pour les personnes ayant participé aux discussions des groupes de réflexion. Certains groupes comprenaient des informateurs communautaires expérimentés, qui ont prétendu trouver nos visites motivantes et habilitantes. Mais d'autres groupes comprenaient des femmes qui n'ont pas dit grand-chose, ce qui suggère que la voix des femmes et des personnes marginalisées est sans doute sous-représentée dans les résultats.

Les problèmes méthodologiques évoqués plus haut illustrent la difficulté qu'il y a à rendre les recherches à court terme participatives et habilitantes. Ils conseillent également de ne pas tenter de faire de généralisation à partir des résultats. Pourtant, les membres du personnel et de la communauté de l'équipe de recherche ont trouvé qu'il s'agissait d'une expérience d'apprentissage utile, avec le modèle de changement et d'autres outils conceptuels qui encourageaient de nouvelles perspectives sur les aspects sociaux de l'ATPC et ses possibilités pour la participation des jeunes et des enfants. Les concepts tirés de l'échelle de Hart (Figure 3) utilisés comme le souhaitait Hart au départ – pour encourager la réflexion entre participants sur les différents niveaux de participation des jeunes et des enfants (Hart, 2008) – se sont révélés populaires, et ont stimulé un débat animé. Toutefois, certaines des questions soulevées ci-dessous méritent qu'on s'y intéresse de plus près qu'on n'a pu le faire durant le projet de recherche en question.

L'ATPC débouche sur un sentiment de mieux-vivre

Les chercheurs ont découvert que le

Encadré 1 : Exemples des contributions des jeunes et des enfants à l'ATPC**À la maison :**

- Réussir à persuader les parents de construire des latrines – exemples trouvés dans toutes les communautés consultées.
- Donner des conseils en matière d'hygiène et d'assainissement concernant la bonne utilisation des latrines et la préparation des aliments.

Dans l'ensemble de la communauté :

- Éduquer les voisins, p. ex. un garçon de 18 ans à Kisarawe s'est rendu dans une quinzaine de maisons pour leur recommander de construire des latrines.
- Sensibiliser le public par le biais de vidéos, de théâtre, de chansons, poèmes ou spectacles de marionnettes.
- Creuser les fosses des latrines – jeunes gens dans toutes les communautés.
- Aider les personnes vulnérables, souvent les ménages dirigés par des femmes, à construire des latrines, p. ex. deux jeunes femmes membres des comités d'éradication de la merde à Shebedino ont aidé au moins trois familles à construire des latrines dans chacun de leurs sous-villages respectifs.
- Surveiller la construction et la bonne utilisation des latrines – souvent en groupes structurés ou par des comités.
- Nettoyer les latrines – généralement la responsabilité des jeunes enfants.
- Dénoncer les personnes continuant de pratiquer la défécation à l'air libre et leur faire honte ; ainsi 10 enfants de Shebedino ont réussi à capturer une personne qui déféquait en plein air et l'ont conduite devant les autorités locales.

déclenchement avait rehaussé la prise de conscience des risques associés à la défécation à l'air libre dans les six communautés consultées. La nouvelle appréciation, ainsi que le sentiment de honte induit lors des exercices de déclenchement participatifs, ont inspiré des décisions impulsées par la communauté en vue d'élaborer des plans d'action. Le fait d'équiper chaque *compound* de sa propre latrine a été la priorité première ; venaient ensuite la sensibilisation et le suivi pour garantir un changement comportemental et une utilisation correcte. Les communautés de Shebedino ont aussi construit des toilettes communales séparées pour les femmes et les hommes – en réponse à un problème frustrant de défécation à l'air libre par des passants n'habitant pas dans le village.

Les plans d'action ont prouvé un **changement civique** ou social qu'un enfant de Kilifi a décrit comme la communauté « travaillant main dans la main ». Mais la mise en œuvre n'a pas été facile. À Kilifi, par exemple, les communautés ont dû surmonter des tabous culturels.¹ Ceux estimant que les moyens de subsistance revêtaient une

plus haute priorité ont fait preuve de résistance. Le sol rocheux a freiné les progrès dans certains sites alors qu'ailleurs, le sol meuble a parfois été un problème. Néanmoins, dans toutes les communautés où nous nous sommes rendus, les villageois ont paru convaincus de l'utilité de leurs efforts. Partout où nous sommes allés, les gens ont parlé fièrement de vivre dans des environnements plus propres et de connaître une diminution de l'incidence des maladies comme la diarrhée et le choléra. Dans les districts de Kilifi et de Shebedino, les villageois ont rapporté une diminution des frais médicaux et un enseignant de Kilifi a attribué la baisse du taux d'absentéisme scolaire à l'ATPC. Il était certes évident que les jeunes et les enfants profitaient de ces changements dans le niveau de bien-être mais dans quelle mesure avaient-ils participé au processus ATPC ?

Comment les enfants et les jeunes contribuent-ils au changement civique ?

Les conversations avec les jeunes et les enfants ont laissé entendre que le

¹ Pour en savoir plus sur la manière dont ces tabous culturels ont été surmontés, voir l'article de Buluma Bwire, dans ce numéro.

déclenchement et l'éducation à l'hygiène promus par Plan leur avaient conféré une bonne appréciation des enjeux sanitaires. Ce changement de capacité conjugué à la pression des pairs et à la gêne éprouvée par les enfants qui vivent dans des ménages sans latrine ont inspiré des jeunes à passer à l'action.

Dans les trois pays, les enfants étaient fiers de leur propre changement comportemental – leur manière d'utiliser les latrines. Ils étaient aussi impliqués dans diverses activités qui visaient à induire un changement de comportement chez les autres. Certains ont agi indépendamment et se sont efforcés de faire changer les pratiques d'assainissement chez eux alors que d'autres ont pris part à diverses activités dans l'ensemble de la communauté.

Qu'est-ce qui entrave la participation des jeunes et des enfants à l'ATPC ?

Les enfants sont prêts et capables de jouer un rôle dans la mise en œuvre des plans d'action des communautés. Toutefois, la nature des opportunités offertes à un enfant est modelée par des considérations pratiques ainsi que par des contextes sociaux et culturels. Les enfants scolarisés n'ont pas autant de temps que les autres jeunes pour prendre part à des activités ATPC au niveau communautaire. Néanmoins, ils ont souvent apporté leurs contributions en transmettant des messages d'assainissement dans les clubs de santé « d'enfant à enfant » et en assurant le maintien de la propreté des latrines de l'école.

Certains adultes n'ont pas vu d'un bon œil les conseils des enfants concernant une bonne hygiène ni leurs efforts pour surveiller et dénoncer les personnes pratiquant la défécation à l'air libre. Ces attitudes ont dissuadé certains enfants de se lancer dans des activités ATPC. Lorsque nous avons relaté à un groupe de jeunes filles de Kilifi les dénonciations faites par des enfants de Shebedino, elles ont crié d'horreur et se sont exclamé qu'elles ne pourraient jamais prendre une telle initia-

tive. Elles craignaient que cela soit pris comme une insulte par les adultes, notamment par leurs pères, au risque même de les faire battre.

Heureusement, de tels cas sont rares. Mais les commentaires des jeunes filles nous rappellent que le fait d'encourager les jeunes à fonctionner en dehors des normes généralement admises peut implicitement bousculer les relations de pouvoir et que, par conséquent, cela comporte toujours un risque. Cela peut de temps à autre soulever des questions de protection de l'enfance et les implications de cette situation méritent d'être sérieusement prises en compte par les praticiens de l'ATPC. Le personnel de Plan étudie actuellement les risques associés à de telles menaces et comment les atténuer dans le cadre de leur travail avec les communautés.

Le personnel local de Kilifi et de Kisarawe a interprété les réticences des adultes à accepter les conseils ATPC formulés par les jeunes comme la manifestation de normes culturelles et de relations de pouvoir qui empêchent souvent les enfants et les jeunes d'exprimer leurs opinions au foyer et/ou dans la communauté. Comme l'a signalé avec éloquence une personne de Kilifi : « Même si une personne a une bonne idée, si elle est jeune, si c'est un enfant ou une femme, l'idée ne sera pas adoptée. » Des conversations avec du personnel éthiopien suggèrent que les adultes de Shebedino sont généralement plus réceptifs aux suggestions des jeunes. Toutefois, un membre du personnel de Plan Éthiopie a cité les attitudes parentales comme une barrière à la participation des enfants et des jeunes à certaines activités ATPC dans des communautés ayant récemment fait l'objet d'un déclenchement.

Nous avons rencontré des enfants de Shebedino et Kilifi qui ont remarqué qu'il était difficile de se joindre aux activités ATPC en raison de leurs tâches ménagères. C'est particulièrement problématique pour les filles qui, du fait d'une répartition des tâches en fonction du sexe, tendent à avoir



Photo : Cathy Shutt

Un groupe de réflexion composé d'enfants à Shebedino.

plus de responsabilités en matière de ménage que les garçons et pas autant de liberté de mouvement. Bien que certaines des barrières qui empêchent les jeunes filles de participer à des activités soient étayées par des considérations pratiques pour leur sécurité, on pourrait arguer qu'elles sont aussi symptomatiques des inégalités de pouvoir entre les hommes et les femmes. Les familles craignent souvent que les filles soient sujettes à des violences corporelles et des atteintes à leur réputation par des hommes physiquement plus forts qu'elles.

L'implication des jeunes et des enfants dans l'ATPC : une participation sensée ou non ?

Malgré les obstacles évoqués plus haut, nombreux sont les adultes qui reconnaissent le rôle déterminant que jouent les jeunes et les enfants dans l'obtention des résultats ATPC. Pourtant, dans le cadre de

notre analyse, aidée par les concepts de l'échelle de Hart, nous avons réalisé que les exemples qu'ils donnaient illustraient des niveaux de participation tout à fait différents. Certains étaient plus habilitants que d'autres.

La description des meilleures habitudes sanitaires des enfants et de l'aptitude des jeunes à construire des latrines en raison de leur force physique n'était pas parfaitement cohérente avec les notions de participation responsabilisée. Les références à des enfants chargés du nettoyage des latrines et une anecdote parlant d'un jeune invité à rallier un groupe d'action ATPC parce que les aînés avaient décidé qu'ils étaient trop occupés, m'ont laissée perplexe : peut-on réellement considérer une telle implication en termes de participation ? D'après les concepts tirés de l'échelle de Hart, ces actions pourraient être interprétées comme de la manipulation voire de la non-participation.

Mais est-ce juste ? Les contributions des jeunes et des enfants sont-elles simplement des réactions conditionnées face aux pressions ou aux suggestions d'adultes plus forts qu'eux ? Ou certaines de leurs contributions sont-elles des actes altruistes délibérés ? Il n'est pas surprenant que les jeunes et les enfants d'Afrique, à l'instar de nombre de leurs pairs dans les sociétés occidentales, aient des pouvoirs de prise de décision limités en termes d'allocations de ressources. Ils sont donc incapables d'exercer leur libre arbitre en termes de prise de décisions quant à la question de savoir si leur famille va ou non construire des latrines (Musyoki cité dans Fernandez, 2008). Néanmoins, dans tous les villages où nous nous sommes rendus, nous avons rencontré des enfants qui ont dit qu'ils avaient réussi à persuader leurs parents de construire des latrines. Ces revendications étaient souvent étayées par des adultes et c'était donc la preuve que les enfants parvenaient à influencer les choix dans leur foyer.

En outre, plusieurs exemples ont montré que les enfants étaient capables de faire usage de leurs connaissances et de leur libre arbitre pour résister ou manipuler les adultes dans un effort en vue de protéger leur santé. Un leader naturel à Shebedino a relaté une histoire : « Un enfant vit une mère préparer un aliment sans se laver les mains et a déclaré : « Mère, nous avons appris qu'il fallait se laver les mains avant de cuisiner des aliments et après les avoir préparés. Tu ne t'es jamais lavé les mains avant de faire la cuisine donc je ne vais pas manger ça. » Un jeune garçon de Kilifi a fièrement raconté aux chercheurs qu'il avait fait honte à son père, qui se montrait réticent, en commençant à creuser une latrine pour l'obliger à passer à l'action. Gêné, son père s'est empressé de l'aider dans sa tâche. À Kilifi et Shebedino, des fillettes ont délibérément ciblé leurs mères ou d'autres membres féminins du foyer avec des messages d'assainissement, ayant sciemment décidé que les femmes sont souvent plus réceptives à leurs

messages que les hommes, qui sont de toute façon souvent absents.

ATPC : un processus pour renforcer l'autonomisation des jeunes et des enfants

L'ATPC a paru permettre à certains enfants de faire usage de leur libre arbitre pour influencer le changement au niveau du ménage. Et les membres du personnel de Plan à Kisarawe, qui sont bien souvent toujours qualifiés de « jeunes » et donc frustrés par leur manque d'influence dans la prise de décisions de la famille, ont insisté que cela devait être interprété comme un changement radical dans le contexte culturel particulier du district. Mais les exemples d'enfants qui influencent les prises de décision du ménage n'ont pas été les plus intéressants pour démontrer le potentiel de l'ATPC lorsqu'il s'agit de responsabiliser les jeunes et les enfants. Il a été bien plus passionnant d'entendre des suggestions selon lesquelles la participation des jeunes et des enfants aux initiatives ATPC leur conférerait un droit au respect et de nouvelles opportunités de participation au sein du développement communautaire.

Dans la plupart des communautés, quelques adultes et certains enfants ont fait mention du recul du pouvoir des croyances culturelles qui réfutent le libre arbitre de l'enfant. D'après un garçon de quinze ans à Shebedino, « Bien des choses ont changé dans notre village depuis le déclenchement. » Parmi ces changements figure « l'acceptation de nos idées par les adultes ». Les adultes ont également reconnu que les jeunes et les enfants étaient indispensables au succès de l'ATPC.

Les adultes ont commencé à voir les jeunes membres de la communauté comme des atouts dans leur lutte contre la maladie. Il nous a été donné deux exemples ayant trait aux avantages que présente l'innocence des enfants. Les femmes de Shebedino ont attribué la réussite des enfants dénonciateurs à leur utilisation libre et naturelle de mots considérés comme

choquants par des adultes. De même, les aînés masculins de Kilifi ont admis le rôle pivot que les enfants avaient joué durant le déclenchement, dirigeant les facilitateurs vers les selles que les adultes auraient tenté de cacher, par embarras.

L'ATPC a permis aux adultes – ou les a peut-être obligés – de reconnaître les contributions potentielles que les enfants et les jeunes peuvent apporter au changement comportemental individuel et à l'action collective, éléments essentiels pour que les communautés puissent décrocher le statut FDAL. Parfois, cette admission semble suggérer une responsabilisation des jeunes – un recentrage progressif des relations de pouvoir entre les adultes et les jeunes. D'après un aîné de Kilifi, « les hommes ont fini par reconnaître que même les jeunes peuvent prendre des décisions et faire des choses. Il y a une nouvelle manière de penser à l'égard des jeunes. »

Ce changement est surtout évident dans une étude de cas décrite par un groupe de jeunes gens, âgés de 25 à 30 ans, qui siégeaient au comité ATPC. L'histoire qu'ils ont racontée pour évoquer leur transformation de « bons à rien » en membres respectés de la communauté illustre la voie complexe, émergente et imprévisible que les interventions de développement peuvent suivre. La formation de Plan a motivé ces jeunes gens à jouer un rôle pivot dans le processus de déclenchement et dans des activités ultérieures. Le fait d'occuper des positions officielles au sein du comité de l'ATPC leur a valu du respect – certains aînés ont même été jusqu'à les qualifier de modèles dont ils pouvaient apprendre. Cela a également fait naître un sentiment de civisme qui les a encouragés à rester impliqués dans l'ATPC une fois que la motivation des autres commençait à faiblir. Cela a contribué à un changement dans les relations :

Avant, nous avions peur des wazee [aînés] mais, à présent, ils voient que nous avons quelque chose à leur apporter ou que nous

n'avons pas toujours tort. Au départ, les jeunes trouvaient que les aînés essayaient de nous changer, et non pas l'inverse. Maintenant, nous avons des arguments, nous pouvons les exprimer et si nous mettons nos idées en commun, nous pouvons arriver à des choses constructives.

Mais ce n'est pas seulement la participation directe à l'ATPC et ce sentiment de responsabilité qui ont contribué à changer les relations de pouvoir entre ces jeunes et les aînés décrites dans la citation liminaire de cet article. D'après un jeune homme, le déclenchement a débouché sur « une plus grande coopération entre les jeunes ». Quand les jeunes se sont mis à travailler ensemble pour construire des latrines, ils ont réalisé les avantages potentiels offerts par une action collective. Comme le relate fièrement l'un d'eux :

Nous avons démarré des groupes de jeunes. Nous avons épargné. Nous avons créé des petites entreprises dans la communauté, donc nous sommes devenus des membres responsables de la communauté.

Ce groupe, qui comprend des jeunes femmes, estime que leur nouvelle identité en qualité d'entrepreneurs leur a valu le respect et a contribué à améliorer leurs relations avec les aînés et des personnalités comme le chef. Désormais, ces jeunes sont non seulement invités aux assemblées *baraza* du chef, anciennement l'apanage des aînés, mais on les laisse prendre la parole et on les incite à se présenter pour occuper des postes officiels à responsabilité.

Au cours de l'analyse à Kilifi, le personnel de Plan Kenya a attribué le succès des jeunes de Chumani à leur organisation en groupe. C'est une hypothèse raisonnable. Dans chacun des trois pays, les jeunes et les enfants que j'ai rencontrés qui représentaient des groupes structurés étaient sensiblement plus sûrs d'eux et plus conscients de leurs contributions au développement communautaire que les jeunes agissant de

façon isolée. Comme un enfant de Kisarawe l'a signalé :

Notre assurance augmente quand nous sommes en groupe... Une fois que l'un de nous a une idée, les autres [du groupe] peuvent aussi réfléchir à la même idée et cela peut servir à éduquer la communauté. Une fois que nous sommes éduqués, nous pouvons ajouter d'autres idées et les gens peuvent comprendre que les enfants sont des partenaires importants de la communauté.

Cet avis est partagé par le Responsable du Conseil urbain de l'eau du District, qui estime que « s'ils [les jeunes et les enfants] peuvent former un groupe, ils auront l'impression qu'ils ont un rôle à jouer » et que s'il était possible de changer l'attitude des adultes « ces groupes pourraient leur donner des idées » :

Alors, ils se sentiront respectés et ils commenceront à penser qu'ils sont des atouts pour le village.

Il est évident qu'il pense qu'il est vital d'organiser les jeunes et les enfants pour promouvoir leur participation dans les décisions liées au développement et à la gouvernance de la communauté.

ATPC : un moyen de promouvoir la participation des jeunes et des enfants ?

Malgré les contraintes méthodologiques, le processus de recherches a donné au personnel et aux chercheurs de la communauté une chance utile d'apprentissage, en leur permettant de mieux apprécier les dimensions sociales de l'ATPC. Dans les trois pays, les chercheurs ont établi que les enfants et les jeunes peuvent réellement apporter des contributions significatives aux **changements civiques** amorcés par le déclenchement ATPC. Les premiers signes suggèrent qu'une telle participation peut être responsabilisante et contribuer à un changement des attitudes qui jusque-là

tendaient à empêcher les jeunes de réaliser leur potentiel en contribuant au développement local et à la gouvernance.

Bien que ces résultats soient prometteurs, le personnel de Plan au Kenya a soulevé des questions importantes à étudier par les praticiens qui seraient intéressés par une nouvelle exploration du potentiel de l'ATPC pour autonomiser les jeunes. Certains facteurs ont promu la responsabilisation des jeunes de Shebedino et de Kilifi, comme par exemple le moment choisi pour la formation de facilitateurs destinés à la jeunesse avant le déclenchement, y compris des enfants dans des comités structurés et la formation de groupes de jeunes. Ces facteurs peuvent-ils être dupliqués ailleurs ? Ou certains facteurs prometteurs étaient-ils en fait propres au contexte et tout à fait uniques ?

En outre, que peut-on faire pour réduire les obstacles à la mobilisation des enfants dans les activités communautaires, notamment celles qui touchent de manière plus marquée les femmes et les jeunes filles ? Enfin et surtout, quelles mesures doit-on prendre pour éviter que les enfants impliqués dans l'ATPC ne deviennent des victimes ?

Ce sont là des questions difficiles qui exigent des recherches participatives plus approfondies avant de pouvoir en tirer des conclusions. Et les études futures devront incorporer la leçon qui ressort clairement des travaux entrepris en Afrique de l'Est. Toute enquête sur le potentiel de l'ATPC à responsabiliser les jeunes doit être étayée par une analyse explicite et nuancée de la manière dont les relations de pouvoir qui fonctionnent dans des contextes particuliers affectent la participation des enfants et des jeunes. Cette évaluation doit comprendre la prise en compte des risques possibles associés à la poursuite de la mobilisation des enfants dans l'ATPC comme moyen de responsabilisation.



COORDONNÉES

Cathy Shutt
Consultante indépendante
Courriel : cathyshutt@yahoo.com

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Jean-François Soublière, Angela Milligan et Samuel Musembi Musyoki pour leurs commentaires utiles sur les versions antérieures de cet article.

J'aimerais aussi remercier tout le personnel de Plan et tous les membres des communautés qui ont non seulement contribué à la conception et la mise en œuvre du plan de recherches mais ont aussi analysé et interprété les données. Au Kenya : Martin Hinga, Margaret Kahiga, Njoroge Kamau, Peter Akim, Kenneth Chege, Francisca Chilango, Gregory Mzungu, Santa Kiringi et Emmanuel Charo. En Tanzanie : Francis Mtitu, William Mtukananje, Listen Materu, Grace Semwaiko, Flora Msilu, Oscar Kapande, Gema Gadau, Ezekiel Wales, Anna Lusinde, Gertrude Mkuya, Shukuru Salum, Mathias Julius et Zamoyoni Sultan. En Éthiopie : Fisseha Atalie, Wondosen Admasu, Melaku Woldegbriel, Getie Mekonnen, Abebe Alemu, Alemayehu Awoke, Ayele Abiram, Matheos Marew, Meselech Mermirew, Amarech, Tsegaye Lemecha, Geremew Gessara, Alemimesh Haiso et Genet Mengesha.

RÉFÉRENCES

- Bwire, B. (2010) « Rompre les tabous de merde : l'ATPC au Kenya. » Dans P. Bongartz, S.M. Musyoki et A. Milligan (Éds) PLA 61 : *Si la merde m'était contée : l'Assainissement total piloté par la communauté en Afrique. Série Apprentissage et action participatifs*, IIED : Royaume-Uni. En ligne : www.planotes.org
- Fernandez, K. (2008) « Children as agents of change: practitioners' perspectives on children's participation in Community-Led Total Sanitation ». Dissertation non publiée, School of Oriental and African Studies : Royaume-Uni.
- Hart, R. (2008) « Stepping Back from "The Ladder": Reflections on a model of participatory work with children ». Dans A. Reid, B. Bruun Jensen, J. Nikel et V. Simovska, (Éds) *Participation and Learning: Perspectives on Education and the Environment, Health and Sustainability*. Springer : Pays-Bas.

2^e PARTIE

Changements
organisationnels
et de gestion

Les approches participatives en matière de développement exigent une gestion participative !



par ASHLEY RAESIDE

Introduction

L'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) est une manière foncièrement différente d'aider les villages ruraux à se mettre, et à rester, à l'abri des dangers que pose leur propre merde. L'ATPC exige des agents de terrain qu'ils deviennent des facilitateurs à la fois provocants et participatifs de processus complexes de changement de comportement individuel et collectif. Ils ne se contentent plus de diffuser des brochures et des messages sanitaires préparés par des experts dans la capitale. Pour que les agents de terrain puissent se transformer en facilitateurs ATPC talentueux, ils ont besoin d'un autre genre de formation et d'un soutien permanent de la part de leurs responsables locaux différent de celui qui leur a été prodigué dans le passé. Le style de gestion directif qui a longtemps dominé doit céder la place à un style caractérisé par un accompagnement plus bienveillant. Mais ces responsables locaux parviendront-ils à reconnaître ce besoin de travailler autrement avec leur équipe de

terrain ? Peuvent-ils développer indépendamment les attitudes et les compétences requises pour devenir des gestionnaires plus participatifs et plus stratégiques ?

Cet article souhaite interpeler les personnes qui prodiguent un appui technique aux responsables de terrain des programmes ATPC, par exemple :

- Les experts en assainissement et les chargés de programme des agences de bailleurs ;
- Les cadres moyens et supérieurs des ONG qui mettent en œuvre des programmes ATPC ;
- Les consultants désignés par le bailleur, les autorités ou l'ONG pour soutenir les responsables sur le terrain ; et
- Le personnel du ministère régional ou central chargé des services d'eau ou de santé publique.

Depuis mars 2009, j'ai moi-même fourni ce genre d'appui technique aux Équipes de gestion des projets ATPC dans les assemblées de district au Malawi. Je suis une volontaire canadienne enrôlée dans Ingénieurs sans frontières (ISF). Au

Encadré 1 : le rôle d'ISF avec ses partenaires au Malawi

Au Malawi, le personnel d'ISF s'est associé avec des gens issus de tous les échelons du secteur de l'eau et de l'assainissement pour :

- Créer des liens plus forts d'apprentissage et de coordination entre les parties prenantes qui tendent à travailler en vase clos ;
- Inventer des solutions réalistes pour faire face aux défis que posent les capacités du programme ou la motivation du personnel ; et
- faciliter le développement du leadership chez les principaux dirigeants dans l'ensemble du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Par exemple, ISF a facilité un atelier national d'apprentissage ATPC qui a mobilisé une participation active et enthousiaste des promoteurs de la santé villageoise avec et y compris le Directeur national de l'assainissement et les autorités ainsi que les ONG chargées de mettre en œuvre l'ATPC. L'atelier a été si propice à l'apprentissage que l'UNICEF et d'autres participants haut placés ont commenté que toute future rencontre concernant l'eau et l'assainissement devrait réunir du personnel de tous les échelons et favoriser la participation de chacun (chose rarement atteinte lors des rencontres sectorielles).

Malawi, le personnel d'ISF agit comme partenaires consultants auprès du personnel dans l'ensemble du secteur de l'eau et de l'assainissement (voir l'Encadré 1). Dans cet article, je souhaite vous faire part de mon apprentissage aléatoire concernant les moyens efficaces d'aider les responsables ATPC sur le terrain à développer de solides équipes de facilitation ATPC. Si vous travaillez avec des responsables ATPC sur le terrain, j'espère que cet article vous aidera à « sortir des sentiers battus » pour vous écarter de la façon dont vous leur fourniriez normalement un soutien. Je suis convaincue qu'en développant un style de soutien technique plus souple et plus pertinent, nous pouvons contribuer à aider les gestionnaires de terrain à élaborer et à gérer des programmes qui assurent une facilitation efficace de l'ATPC dans la communauté.

Le contexte ATPC au Malawi

Je ne suis pas persuadé que le succès de l'ATPC repose seulement sur l'attitude et les compétences du facilitateur. Les relations et la communication entre moi-même et mes collègues gestionnaires ATPC à Mzimba ainsi que les relations entre nous et nos propres supérieurs ont besoin de s'améliorer pour que nous puissions faire de l'ATPC un succès.

Chrispin Dambula, Agent chargé de l'eau, district de Mzimba.

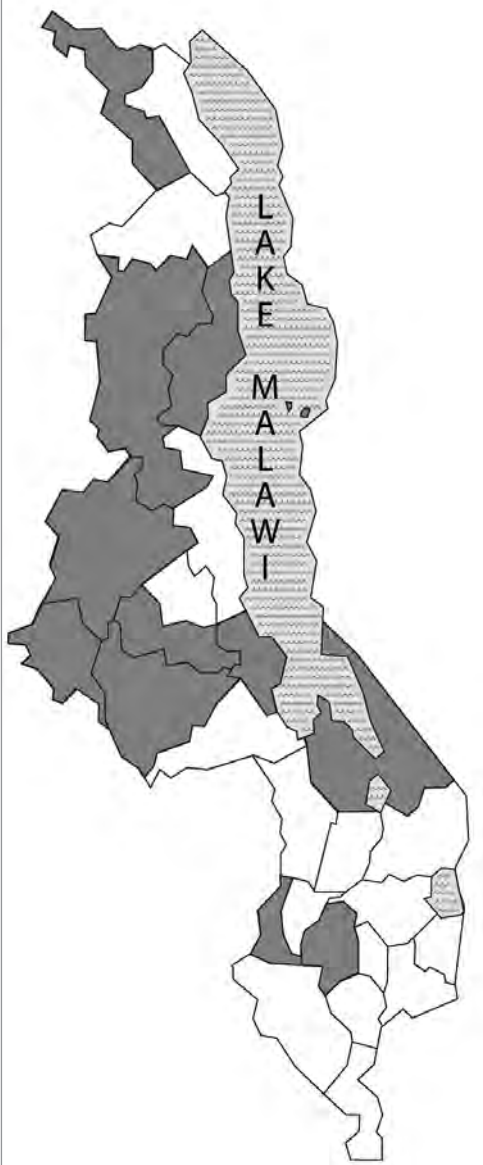
En juillet 2008, UNICEF Malawi a présenté l'ATPC à des agents chargés de la santé, de l'eau et du développement communautaire dans 12 assemblées de district (Figure 1). Cette démarche s'est effectuée par le biais d'une formation pratique nationale dirigée par le pionnier de l'ATPC, Kamal Kar. Peu après, l'UNICEF a libéré des fonds à l'intention des 12 districts pour qu'ils mettent en œuvre l'ATPC dans le cadre de leurs programmes globaux d'eau et d'assainissement. Presque tous les agents de district ont été fortement influencés par leur expérience lors de la formation nationale ATPC et ils ont regagné leur district animés d'un élan pour former leur personnel de terrain et amorcer un programme d'ATPC.

Après la première formation ATPC avec l'expérience pratique du déclenchement, j'ai été convaincu que l'approche aiderait le district de Dowa en matière de comportements sanitaires... Au-delà d'être convaincu, j'avais hâte de démarrer et de voir de nombreux villages faire l'objet d'un déclenchement dans le district de Dowa.

Joseph Lwesya, Agent de santé environnementale, district de Dowa.

Toutefois, le manque de ressources humaines au niveau du district fait qu'il y a trop de travail à faire par trop peu de personnes, donc bien que les agents de

Figure 1 : Carte des 12 districts de mise en œuvre de l'ATPC au Malawi (en gris foncé) : Blantyre, Chitipa, Dowa, Kasungu, Likoma Island, Lilongwe, Mangochi, Mchinji, Mwanza, Mzimba, Nkhata Bay et Salima



Source : ISF

district. La plupart d'entre eux n'ont pu consacrer que peu de temps au développement de stratégies saines pour la formation et la mise en œuvre de l'ATPC et pour réfléchir à la manière d'adapter leur approche. De nouvelles pénuries de ressources humaines et un fardeau administratif excessivement lourd au niveau central faisaient que le soutien technique offert aux agents de district par les ministères nationaux ou l'UNICEF était extrêmement limité.

L'ATPC repose sur une multitude de bonnes compétences de facilitation, un suivi efficace et un appui technique global. On ne saurait compter sur une seule formation pratique de deux semaines au niveau national et du district pour produire beaucoup d'experts ATPC. Il convient de féliciter les districts pour avoir fait de leur mieux pour mettre en œuvre l'ATPC, en gagnant des leçons précieuses au fil du déploiement. L'appui technique est une question sur laquelle nous aimerions concentrer nos efforts en 2010 car il existe un besoin manifeste de soutien à tous les niveaux de la mise en œuvre de l'ATPC.

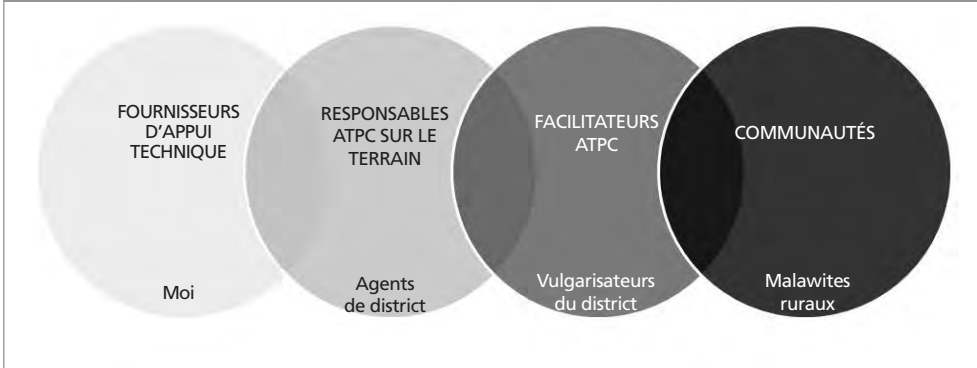
Chimwemwe Nyimba, Expert en assainissement, UNICEF Malawi.

Disposant seulement d'une expérience de formation de cinq jours, les agents de district ont travaillé de façon essentiellement autonome en 2008 pour concevoir et gérer une formation et un appui au programme dans chacun de leurs propres districts. Dans ces conditions, les préoccupations liées à la qualité (comme le renforcement de la facilitation ATPC et la garantie d'un suivi ponctuel et efficace aux villages ayant fait l'objet d'un déclenchement) n'ont, dans un premier temps, pas été considérées comme prioritaires. Pourtant, il est crucial pour le succès de l'ATPC que ses responsables comprennent ces considérations de qualité et en tiennent compte.¹

district aient été motivés par le potentiel de l'ATPC lors de la formation nationale, ils avaient beaucoup d'autres responsabilités de gestion qui se disputaient leur temps et leur attention une fois qu'ils sont rentrés au

¹ Pour en savoir plus sur le processus de déclenchement de l'ATPC, voir le tour d'horizon ainsi que les Conseils aux formateurs, dans ce numéro.

Figure 2 : Une représentation simplifiée des connexions ATPC au Malawi explorées dans cet article



Malgré leurs contraintes, les 12 districts ont tout de même réussi à faire des progrès raisonnables avec l'ATPC la première année. En tout, ils ont organisé un déclenchement dans au moins 147 villages de juillet 2008 à juillet 2009. Dans plus de 30 % de ces villages, la défécation à l'air libre est totalement éradiquée. De tels résultats initiaux sont jugés très prometteurs pour le Malawi. Il est extrêmement délicat d'intégrer une approche nouvelle aussi peu conventionnelle que l'ATPC dans des programmes existants, notamment dans un milieu déjà au maximum de ses capacités pour ce qui concerne les ressources de base.

Trouver mon créneau

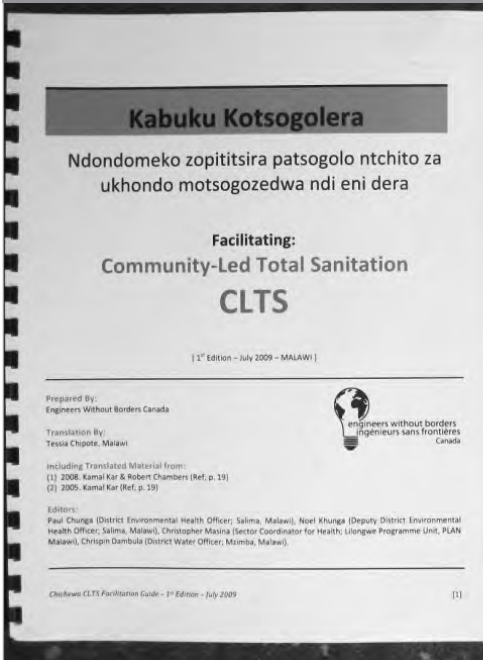
Avant de travailler dans le développement international, j'étais écologiste. Par conséquent, je ne pouvais pas m'empêcher de considérer l'ATPC au Malawi comme un système de gens et d'interactions humaines, comparable à la manière d'étudier l'interconnectivité de la vie dans un écosystème (voir la Figure 2).

Si le principal objectif de l'ATPC est d'influencer les communautés rurales pour qu'elles arrêtent la défécation à l'air libre, l'interaction la plus importante au Malawi doit intervenir entre les agents de terrain qui facilitent l'ATPC et les villages avec lesquels ils travaillent. Si l'on part du principe que le système est interconnecté

et que le comportement de chaque partie prenante est influencé par ceux avec lesquels elle entretient des relations, nous devons aussi considérer les influences en amont sur le comportement du facilitateur ATPC. À cette fin, je me suis demandé si les pratiques de gestion d'un agent de district type étaient appropriées pour renforcer les aptitudes et les compétences dont le personnel de terrain a besoin pour mobiliser efficacement la communauté en faveur de l'ATPC. Mon hypothèse s'inscrit tout droit dans ce raisonnement. J'ai prédit que si ces gestionnaires recevaient un meilleur soutien dans leur travail, ils seraient plus enclins et plus en mesure de se concentrer pour avoir une incidence positive sur la facilitation du personnel de terrain.

Quand j'ai commencé à rendre visite aux gestionnaires ATPC de district en mars 2009, j'ai vite compris qu'ils pensaient tous que l'ATPC pouvait avoir un impact beaucoup plus grand que les résultats obtenus jusqu'ici. À l'époque, je leur ai expliqué que je voulais trouver un moyen de les aider à libérer leur potentiel individuel et celui de leur équipe afin de transformer les comportements en matière d'assainissement. Mais j'ai dû commencer par un aveu. Je n'étais pas arrivée avec des solutions toutes prêtes. Je leur ai dit que je comptais apprendre beaucoup de leur part sur les aspects pratiques de la mise en œuvre de

Ressources ATPC corédigées avec des responsables district de l'ATPC



À gauche : Guide ATPC à l'intention des facilitateurs (en Chichewa, la langue locale malawite). À droite : 2^e numéro du bulletin SHITS (*Sharing Highlights in Total Sanitation*), août 2009.

l'ATPC. Et que, ce faisant, j'étais convaincue que nous allions découvrir ensemble de nouveaux moyens grâce auxquels je pourrais les aider à renforcer la conception du programme et les compétences de facilitation ATPC de leurs agents de terrain. J'ai « vendu » aux districts mon hypothèse relative à l'appui technique sans rentrer vraiment dans les détails et sans établir de relations préalables. Par chance, ils étaient prêts à expérimenter avec moi et se sont déclarés d'accord pour tenter de collaborer avec leurs programmes ATPC.

Comment j'ai prodigué un appui technique aux responsables district de l'ATPC

Les pratiques de gestion de l'ATPC diffèrent d'un district à l'autre mais, en gros, j'espérais aider les agents de district à améliorer leur planification stratégique, leur analyse des résultats, leur adaptation au programme, leur approche en matière de leadership et leurs relations interper-

sonnelles. Pour ce faire, j'ai choisi d'être un gentil facilitateur de processus, un accompagnateur et un partenaire de réflexion auprès des responsables district ATPC, plutôt qu'un expert externe intimidant.

Pour 12 districts depuis mars 2009, il y a deux districts où je me suis rendue une fois par mois, deux districts une fois tous les deux mois, la plupart des districts une fois par trimestre et il y en a deux dans lesquels je ne me suis rendue qu'une fois. On a fait appel à mes services de façon variée d'un district à l'autre. L'ironie de la chose sans doute est que ce sont certains des chefs de district les plus solides qui ont rapidement visualisé en quoi je pouvais les aider dans leurs travaux et qui m'ont demandé de revenir travailler avec eux à maintes reprises.

Ashley est certainement ma partenaire de réflexion. Je l'ai su dès que nous nous sommes rencontrés à Mchinji... Ensemble, nous avons mis au point différents outils

de gestion, avec son appui et son initiative... Ashley tisse comme un pont d'apprentissage entre moi et mes collègues dans les 12 districts qui mettent en œuvre l'ATPC. À la fin février 2010, nous avons organisé un déclenchement dans plus de 300 villages et au moins 125 d'entre eux ont été déclarés exempts de défécation à l'air libre. Ashley a fortement contribué au succès du programme ATPC à Mchinji.
Thomas Mchiphpa, Agent de santé environnementale, district de Mchinji.

Bien que certains districts soient devenus extrêmement actifs dans le déploiement de l'ATPC en 2008 et 2009, d'autres, dans un premier temps, n'ont pas mis en œuvre l'ATPC de façon très intensive. Comme j'avais présenté mon rôle d'appui ATPC en termes pratiques, « Laissez-moi vous rejoindre sur le terrain, pour vous aider à la planification et la réflexion sur des activités ATPC », les districts qui ne menaient pas d'activités ATPC n'ont peut-être pas ressenti le besoin de recevoir un soutien de ma part tant qu'ils n'avaient pas sérieusement entamé le projet. Peut-être qu'une autre raison pour laquelle la demande d'appui s'est révélée faible dans certains districts tient au fait qu'ils n'ont pas l'habitude de recevoir le type d'assistance que je me proposais de leur donner. Il était peut-être difficile pour eux d'imaginer, compte tenu de leur type de mise en œuvre « en avant toute », comment le fait de ralentir pour travailler avec un « partenaire de réflexion » puisse réellement les aider. Cela tient particulièrement au fait que les agents de district sont habitués à un style d'interaction différent avec les bailleurs et les chefs du gouvernement central à Lilongwe. Ils sont souvent sommés de se rendre à la capitale ou informés d'une visite la veille pour le lendemain, une tactique souvent soigneusement orchestrée pour avoir plus d'impact et masquer les faiblesses.

Une fois que j'ai réalisé que certains districts étaient plus intéressés que d'autres par mes visites « sur le tas », j'ai commencé

à tester d'autres idées susceptibles de profiter à tous les responsables de district, même si je ne pouvais pas encore leur prodiguer beaucoup d'assistance personnelle. J'ai commencé à préparer un Guide à l'intention des facilitateurs ATPC que j'ai fait traduire en ChiChewa pour le personnel de terrain (une langue locale répandue au Malawi). J'ai aussi commencé à produire un bulletin régulier, SHITS. (*Sharing Highlights in Total Sanitation – Partager les temps forts de l'Assainissement total*) pour mettre en lumière les bonnes pratiques identifiées par les différents responsables de district (voir la Figure 3). Le bulletin était également un forum pour discuter des problèmes communs que j'ai découverts dans quelques districts, pour que tous les autres puissent en profiter.

Six principes pour un appui technique efficace

En repensant aux raisons pour lesquelles mon soutien a fonctionné (lorsqu'il a fonctionné bien sûr !), j'ai pu dégager **six principes clés** qui ont, je pense, rendu mon soutien plus pertinent, efficace et apprécié par la plupart des responsables ATPC sur le terrain. Globalement, ce que j'ai appris sur la fourniture d'un appui aux districts est que **la manière** de donner cet appui est tout aussi importante que **le genre** d'appui.

1^{er} principe : faites que votre appui dérange le moins possible le responsable ATPC que vous épauliez

Apportez un soutien régulier et en fonction de l'emploi du temps de chaque responsable ATPC sur le terrain. N'hésitez pas à demander : « Êtes-vous sûr que le jour que nous avons programmé vous convient ? »

Penchez-vous sur les besoins de chaque responsable au cas par cas. N'utilisez pas une approche « universelle » ou une série d'attentes pour un groupe de responsables ayant différentes capacités et exposés à différents problèmes. Si vous épauliez plusieurs responsables de terrain, envisagez de conserver quelques notes sur leurs progrès et leurs

Figure 4 : Un exercice de remue-méninges sur un tableau à feuilles mobiles – « Qu'est-ce qui influence le plus la qualité du déclenchement ? »

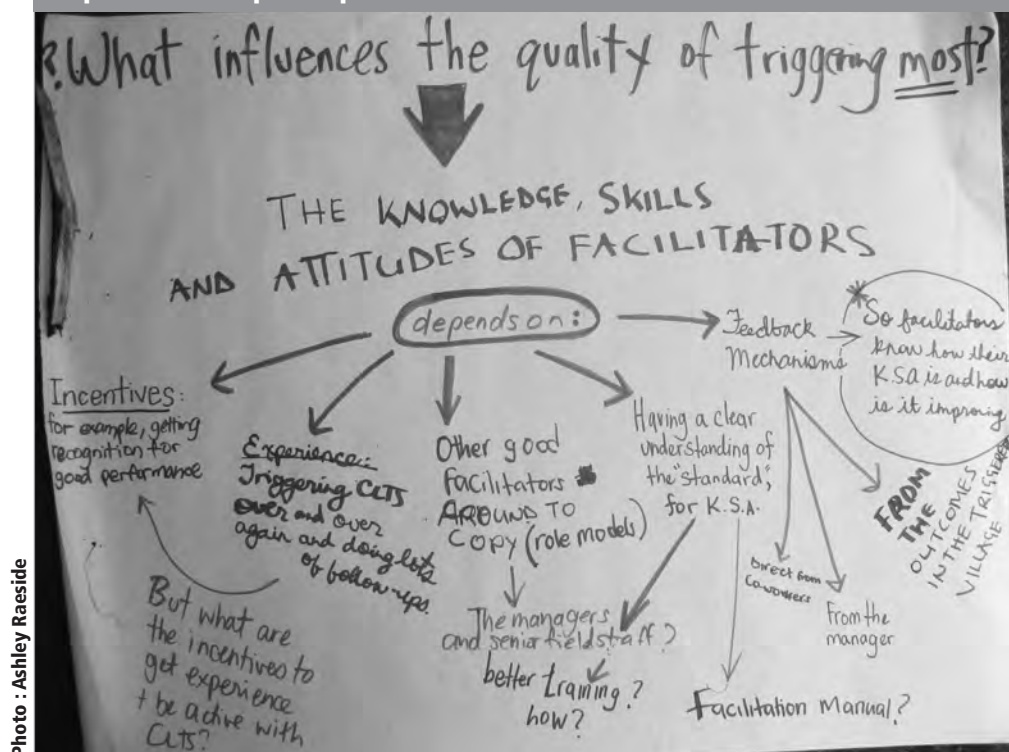


Photo : Ashley Raeside

difficultés. Je trouve que cela m'aide vraiment à me rappeler et à me concentrer sur les besoins particuliers de chaque district durant le temps limité passé ensemble.

Ainsi, j'essaie de rendre visite aux districts au moins une fois par trimestre, et je les appelle ou je leur envoie un courriel une ou deux fois par mois pour me tenir informée et leur offrir un soutien entre mes visites. J'essaie aussi de programmer mes visites dans chaque district lorsque je sais qu'il y a déjà une activité associée à l'ATPC de prévue de manière à réduire au minimum l'interférence avec leurs autres programmes.

2^e principe : Maximiser les chances d'un apprentissage spontané entre vous et le responsable

Travaillez le plus possible « sur le tas » avec les responsables de terrain ATPC et dissuadez-les de préparer des activités

spécialement orchestrées pour votre visite. Une dynamique interactive concrète augmente les chances d'un apprentissage mutuel et imprévu. L'apprentissage le plus précieux est celui auquel on ne s'attend pas – mais il faut créer les conditions pour le favoriser.

Ainsi, dans toute la mesure du possible, j'essaie d'aller sur le terrain avec des agents de district durant les activités de déclenchement, de suivi ou de vérification. Le travail de terrain peut offrir une occasion idéale pour prendre la mesure de l'interaction du responsable avec son personnel de terrain. Cela peut m'aider à identifier des problèmes pertinents que je pourrai ensuite explorer avec eux une fois de retour au bureau, par exemple :

Moi : « Qu'avez-vous pensé de la facilitation du personnel de terrain durant la séance de déclenchement ATPC aujourd'hui ? »

Responsable : « Ce n'était pas génial. Le facilitateur a posé beaucoup de questions fermées oui/non à la communauté pour leur faire mettre fin à la défécation à l'air libre. »

Moi : « J'ai remarqué cela également. Pourquoi pensez-vous que le personnel de terrain n'a pas adopté l'attitude neutre et le style de questionnement de la facilitation ATPC ? »

Responsable : « En fait, cela fait longtemps que nous avons eu la formation et ces agents de terrain n'ont pas eu beaucoup d'expérience de déclenchement jusqu'à présent. Peut-être n'ont-ils pas saisi l'importance de cet aspect lors de la formation, ou peut-être ont-ils oublié ce qu'ils ont appris. »

Moi : « Pensez-vous que nous puissions les aider d'une manière quelconque à améliorer leurs connaissances et leurs performances ? »

Responsable : « Peut-être pourrions-nous leur fournir un résumé écrit des concepts ATPC et du processus global de déclenchement. Et peut-être que je devrais aller sur le terrain avec certaines équipes pour montrer un modèle de facilitation. »

J'ai découvert qu'il existe une demande au niveau du district pour ce genre de conversations constructives basées sur le contexte.

Je crois que les responsables en chef pourraient vraiment nous aider s'ils passaient plus de temps avec nous sur le terrain, durant le processus même de déclenchement ATPC. Cette exposition pourrait réellement les aider à comprendre et à apprécier les difficultés auxquelles nous sommes confrontés. En tant que responsable ATPC sur le terrain, j'aimerais aussi recevoir plus d'aide proactive durant les étapes de planification de l'ATPC. De cette façon, certaines erreurs et certaines difficultés pourraient tout simplement être évitées.

Chrispin Dambula, Agent des services d'eau, District de Mzimba.

3^e principe : Faciliter l'auto-évaluation pour le responsable – soyez un accompagnateur pas un professeur

Dans toute la mesure du possible, j'essaie d'aider les responsables ATPC à améliorer leur prise de conscience et leur appréciation en posant des questions ouvertes. Celles-ci leur permettent de découvrir par eux-mêmes une meilleure solution. Cet « accompagnement » est la meilleure façon de les aider à renforcer leurs connaissances, leurs compétences et leur confiance en eux. Cela se démarque franchement du style classique qui consiste à dire au responsable de terrain ce qu'ils doivent faire et comment le faire.

Ainsi, je facilite des conversations avec des responsables ATPC pour les aider à analyser leur propre pratique de gestion, parfois en tête à tête parfois avec tous les agents impliqués dans la gestion d'un programme ATPC d'un district. À mesure qu'ils échangent des observations sur le comportement des facilitateurs ATPC, nous établissons un lien entre ça et la manière dont le village a réagi – ou non – à l'ATPC. Je pose des questions qui aident les responsables à faire ressortir leurs connaissances des comportements de facilitation du personnel de terrain et des questions qui les aident de façon créative à explorer des options pour améliorer la facilitation en adaptant leurs propres actions ou la conception du programme. Cette analyse a plus de chances de réussir dans un contexte informel et lorsque nous utilisons des chevalets à feuilles mobiles pour schématiser visuellement les idées de tout le monde (Figure 4). Parfois, nous invitons même le personnel de terrain à se joindre à nos analyses. Mais le processus est toujours dirigé par le personnel du district qui apporte ses connaissances et ses opinions tandis que j'essaie d'écouter attentivement pour contribuer à la facilitation du processus de découverte. Je ne réussis pas toujours à « demander au lieu de prescrire » car, parfois, j'ai mes propres idées et je deviens impatiente car j'ai très envie de les partager.

Mais je fais de mon mieux pour m'autoréguler, encourager les autres à s'exprimer en essayant de ne pas mobiliser le devant de la scène.

4^e principe : Diffuser et relier l'apprentissage d'un responsable à un autre

Faites de votre mieux pour diffuser largement les bonnes pratiques pertinentes et les acquis dégagés par l'un des responsables ATPC auprès des autres avec lesquels vous travaillez. Dans la mesure du possible, éliminez l'intermédiaire (vous !) et reliez les responsables directement entre eux pour discuter de leur modèle de programme ATPC, leur pratique de gestion et leurs expériences.

Par exemple, je rédige et je distribue le bulletin mensuel SHITS avec des anecdotes et des photos qui illustrent les bonnes pratiques que les districts ont découvertes dans le cadre de l'ATPC. J'ai remarqué que les responsables de district ont hâte de connaître les expériences de leurs collègues des 11 autres équipes de gestion, qui ont des rôles et des objectifs semblables dans le domaine de l'ATPC. J'ai aussi pu inciter les responsables de l'ATPC pour les districts de Kasungu, Mzimba, Blantyre et Mwanza à rédiger des articles pour le bulletin qui relatent directement leurs impressions. Je crois que l'expérience a été utile et qu'elle leur a donné confiance en eux mais, pour confirmer, je ferais mieux de leur demander leur avis !

5^e principe : Minimiser les écarts de pouvoir entre vous-même et le responsable

Dans toute la mesure du possible, réduisez l'impression que vous pouvez avoir d'être plus puissant ou plus haut placé dans la hiérarchie que le gestionnaire que vous soutenez. Cela peut être délicat et cela prend du temps. En forgeant un climat de confiance et une relation solide avec les responsables de terrain ATPC, ils se sentiront plus libres de communiquer franchement et ouvertement avec vous. Il est particulièrement important d'observer

le principe 5 lorsque vous êtes aussi la partie prenante chargée de :

- libérer les fonds ; et/ou
- évaluer les performances du responsable.

Il est très difficile d'aider un responsable à confronter ses faiblesses personnelles ou les faiblesses de son programme s'il ne veut pas les admettre devant vous par crainte d'avoir des reproches.

Ce principe est purement une question d'attitude. Je fais de mon mieux pour ne pas que le responsable ATPC ait l'impression qu'il ait à faire ses preuves envers moi. Dans le système ATPC au Malawi, je ne suis le patron de personne et je veille à le faire savoir. J'exprime clairement aux responsables de district que je trouve que l'ATPC est un processus difficile et que je souhaite les aider à confronter les problèmes inévitables de mise en œuvre à mesure que nous les découvrirons ensemble. J'essaie aussi d'être ouverte à propos de mes propres faiblesses et de mes erreurs. Enfin, je leur dis clairement que je ne leur rends pas visite pour les évaluer ou pour recueillir des informations compromettantes aux yeux de leur ministère ou du bailleur. Cette mise au point m'a permis de construire des relations de travail fructueuses avec la plupart des agents de district.

6^e principe : Positez !

Dans toutes vos interactions, essayez de renforcer les pratiques efficaces et les décisions que les responsables ont prises en leur donnant un feedback sur leurs atouts personnels et en les félicitant pour leurs bonnes performances. Nous nous passionnons pour l'ATPC parce qu'il peut être très efficace pour promouvoir un changement spectaculaire au sein des communautés rurales. Mais parfois, nous oublions que l'ATPC n'est pas une approche facile à gérer par un agent de district et pour renforcer les capacités de son personnel de terrain. Par conséquent, il est important de reconnaître les accomplissements et les progrès réalisés sous la direction du responsable de

Encadré 2 : Auto-évaluez rapidement votre propre approche en matière d'appui technique à l'ATPC

Les objectifs de cet article sont d'aider ceux qui prodiguent un soutien aux responsables ATPC sur le terrain à explorer d'autres méthodes participatives, à analyser leur approche personnelle et à réinventer leur approche pour capitaliser plus systématiquement sur les possibilités de renforcer les compétences des responsables ATPC à encadrer leurs équipes de facilitation et l'ensemble de leur programme. Veuillez prendre quelques minutes pour réfléchir à vos propres pratiques à l'aide de cet exercice :

Au cours de votre dernière visite à un responsable ATPC sur le terrain...

OUI ou NON

1. avez-vous demandé si la visite proposée cadrerait bien avec leur emploi du temps ou s'il serait préférable de choisir une autre date ?
2. avez-vous été sur le terrain pour voir l'ATPC en action ? (par exemple, durant les phases de déclenchement, de vérification du statut FDAL, etc.)
3. avez-vous passé plus de temps à écouter qu'à parler durant les discussions sur leur programme ATPC ?
4. avez-vous posé des questions plutôt que de dire au responsable ce que vous pensez qu'il devrait faire ?
5. leur avez-vous décerné des éloges pour tel ou tel aspect de leur programme ?
6. avez-vous évalué le moral du responsable et de son équipe ?
7. vous êtes-vous assis avec le responsable pour l'inviter à vous faire part d'un problème pour que vous puissiez l'explorer ensemble ?
8. avez-vous appris quelque chose de nouveau ?
9. avez-vous cherché à obtenir leur feedback sur la pertinence et l'utilité du soutien que vous leur prodiguez ?

Si vous avez répondu oui à **1 à 3** des questions ci-dessus :

Vous prodiguez de temps en temps un appui technique participatif et pertinent à vos responsables ATPC sur le terrain. Toutefois, vous disposez d'une marge considérable pour progresser. La qualité de votre soutien pourrait bénéficier d'un effort régulier et délibéré de votre part pour :

- chercher à en savoir davantage sur les circonstances et les expériences du metteur en œuvre ;
- forger des relations plus fortes avec vos responsables ATPC sur le terrain ; et
- reconnaître comment pourriez les aider à faire face aux besoins de leur programme.

Ne laissez pas vos autres priorités vous empêcher de donner aux responsables ATPC sur le terrain le soutien qu'ils attendent de vous. Relisez les **six principes de soutien efficace** et essayez de les appliquer plus fréquemment dans votre travail. Si vous vous en sentez le courage, envisagez de demander leur feedback aux responsables ATPC avec lesquels vous travaillez, afin de mieux savoir ce sur quoi vous devriez vous concentrer.

Si vous avez répondu oui à **4 à 8** des questions qui précèdent :

Vous vous débrouillez bien pour fournir une aide technique participative et pertinente à vos responsables ATPC sur le terrain. Relisez les **six principes de soutien efficace** et recherchez des idées que vous n'avez pas encore intégrées dans vos pratiques. N'hésitez pas à envisager d'avoir une conversation franche avec les responsables que vous appuyez pour obtenir leur feedback sur les éléments de votre soutien **les plus/les moins** performants. Demandez des suggestions précises sur la façon dont vous pourriez renforcer votre soutien et faites de votre mieux pour les encourager à être ouverts et francs avec vous. Intégrez leur feedback dans votre approche et prenez soin de les remercier d'avoir partagé leur opinion avec vous. Maintenez le cap et efforcez-vous constamment de trouver de nouveaux moyens d'adapter votre pratique. Vous êtes bien parti pour fournir un bon et même un excellent soutien technique !

Si vous avez répondu **oui** aux **9** questions qui précèdent :

Vos méthodes de soutien sont exceptionnellement participatives et probablement très pertinentes pour les agents de terrain ATPC que vous épauler. Félicitations ! Vous êtes très bien parti pour être un modèle dans la fourniture d'un appui technique flexible et novateur au sein de votre organisation. Continuez de rechercher des possibilités d'accompagner et de fournir un feedback à vos collègues afin de doper votre efficacité collective pour renforcer les liens et soutenir ceux qui gèrent l'ATPC sur le terrain.

l'ATPC. Le fait d'être positif témoigne aussi de bonne volonté, ce qui aide à développer une relation de confiance. Cela s'impose pour faciliter les améliorations requises dans des domaines de gestion ou de performance de programme qui laissent à désirer. Lorsque vous vous rendez dans un district, essayez aussi d'être au fait du moral du responsable ATPC et de son équipe. S'il ne semble pas au beau fixe, efforcez-vous d'en explorer la cause avec eux.

Si vous souhaitez mieux comprendre le **genre** et la **manière** de votre propre style d'appui technique, envisagez de faire l'exercice d'auto-évaluation à l'Encadré 2.

Conclusion

Les principes décrits ci-dessus sont essentiels à la pratique d'accompagnement de l'encadrement dans le secteur privé, sans doute parce que les employeurs ont commencé à réaliser leur potentiel pour rehausser la motivation et la productivité du personnel (de Smet *et al.*, 2009). Toutefois, les techniques de gestion participative ont rarement la chance de faire gagner aux organismes de développement plus de « bénéfiques » que ceux que nous visons. Dans le secteur du développement international, les projets sont habituellement conçus tout en haut de la hiérarchie : les responsables et le personnel de terrain se contentent de les exécuter. L'exécution des programmes ATPC n'a rien de simple. Les pratiques de soutien en amont de la communauté doivent devenir plus participatives à tous les niveaux pour relever, de façon interactive, les défis que pose l'adoption de cette nouvelle approche. Bien qu'elles ne soient pas classiques, les méthodes participatives de soutien revêtent la plus haute pertinence pour notre secteur et les succès de l'ATPC en particulier ne seront pas dupliqués à l'échelle sans elles.

Même si je viens de rédiger un article sur le **comment** du soutien technique participatif, je ne vous ai pas offert une solution d'expert toute faite. Globalement, je pense que la meilleure leçon que j'ai

apprise cette année, c'est de ne pas arriver la tête trop pleine de projets et de suppositions. C'est la manière dont j'ai choisi d'interagir avec les responsables de l'ATPC qui est à l'origine de mes réussites ou de mes échecs dans l'aide que je leur ai apportée. La meilleure façon de les aider est simplement de demander « Que puis-je faire pour vous ? » La meilleure façon pour moi de comprendre les solutions possibles aux défis que soulève la mise en œuvre consiste à passer plus de temps avec les gens qui sont confrontés à ces problèmes. Comme pour l'ATPC, la meilleure façon de transformer les comportements de gestion est d'aider les responsables à impulser eux-mêmes le processus de changement.

Les responsables doivent recadrer leur priorité : il s'agit moins de rendre compte de leur succès en amont que de créer les conditions du succès en aval. Si les prestataires de soutien technique donnent l'exemple en appliquant des principes participatifs, il est plus probable que les responsables ATPC sur le terrain adoptent des styles de gestion plus participatifs. Cette transformation donnera à leurs agents de terrain les moyens de devenir de véritables facilitateurs d'un processus de changement piloté par la communauté.

COORDONNÉES

Ashley Raeside
 Rattachée au personnel du programme africain
 Ingénieurs sans frontières (ISF) Canada
 Box 2207 Lilongwe
 Malawi
 Tél. +265 999 142 333
 Courriel : ashleyraeside@ewb.ca
 Site web : www.ewb.ca

RÉFÉRENCES

de Smet A., M. McGurk et M. Vinson (2009) « Organization Practice: Unlocking the potential of front-line managers. » McKinsey Quarterly, McKinseyandCompany, août 2009. En ligne : tinyurl.com/mckinsey-unlocking URL complète : www.ieco.clarin.com/management/Unlocking-Quarterly-McKinsey-Managers-The_IECFIL20090918_0009.pdf

REMERCIEMENTS

Pour ce qui concerne la fourniture d'un appui technique aux agents de district du Malawi, je tiens à remercier le mentorat et les conseils sur le contexte prodigués par Chimwemwe Nyimba (UNICEF Malawi), Kiwe Sebunya (UNICEF Malawi), MacLawrence Mpasa (ministère de l'Irrigation et du Développement de l'Eau), Humphreys Masuku (ministère de la Santé) et Ulemu Chiluzi (Plan Malawi). Mais avant tout, je me dois de remercier le partenariat et le feedback des responsables ATPC en première ligne qui représentent les différents districts du Malawi et qui, avec leurs équipes, continuent de m'enseigner comment fournir un appui technique efficace :

Jean Bondwe (Blantyre), Chriswell Nkoloma (Blantyre), Ellena Simango (Blantyre), Tamala Zembeni (Blantyre), Kondwani Mamba (Chitipa), Mr. Mbowe (Chitipa), Boston Tambala (Chitipa), Joseph Lwesya (Dowa), Kennius Mkanda (Dowa), Chingati Banda (Kasungu), Ketwin Kondowe (Kasungu), James Nyirenda (Kasungu), Tamanda Tembo (Kasungu), Vincent Horowanya (Likoma Island), Kennedy Kaonga (Likoma Island), MacMillan Magomero (Likoma), Sam Chirwa (Lilongwe), Brighton Chunga (Lilongwe), Rudo Kalonga (Lilongwe), Christopher Masina (Lilongwe), Ben Mitochi (Lilongwe), William Precious Phiri (Lilongwe), Samuel Katundu (Mangochi), Marvel Nakanga (Mangochi), Yvonne Kalasa Kenani (Mchinji), Charles Matatiyo (Mchinji), Thomas Mchipha (Mchinji), Emmanuel Sohaya (Mchinji), Martin Chilonga (Mwanza), Alfred Phiri (Mwanza), Edgar Phiri (Mwanza), Patrick Chima (Mzimba), Chrispin Dambula (Mzimba), Chimwemwe Jella (Mzimba), John Mpoha (Nkhata Bay), Owner Ngulube (Nkhata Bay), Onances Nyirenda (Nkhata Bay), Paul Chunga (Salima), Noel Khunga (Salima) et Geoffrey Kalumphu (Salima).

Adoption de l'ATPC : votre organisation est- elle prête ? Analyse des besoins organisationnels

9

par JEAN-FRANÇOIS SOUBLIÈRE

Introduction

Cet article s'inspire de mes expériences comme membre du personnel d'Ingénieurs sans frontières Canada (ISF). De février 2008 à octobre 2009, j'ai été détaché à WaterAid Burkina Faso. Lorsque j'ai rejoint l'ONG, elle avait décidé d'adopter l'ATPC en guise d'approche privilégiée pour promouvoir l'assainissement en zones rurales. Mon rôle était de soutenir l'organisation et de donner un point de vue critique à mesure que leur approche antérieure par subvention céda la place à l'ATPC.

L'article analyse les implications pratiques de l'adoption de l'ATPC pour les facilitateurs, les responsables et les organisations. Il est particulièrement pertinent pour les gestionnaires du développement qui ont entendu parler de l'approche ATPC et souhaiteraient la mettre en œuvre, la soutenir ou la financer. Il n'entend pas présenter les fondamentaux de l'ATPC : les organisations qui souhaitent se familiariser avec l'approche sont invitées à consulter les

ressources déjà disponibles à ce sujet.¹

Je prétends que toutes les organisations ne sont pas prêtes à adopter l'ATPC sans réévaluer leur culture organisationnelle, leurs pratiques de terrain, leurs processus organisationnels et leur contexte institutionnel. Je développe mon argumentation :

- en discutant des motifs qui peuvent inciter – ou dissuader – les agences de développement à abandonner leur approches antérieures en matière d'assainissement pour adopter l'ATPC ; et
- en analysant les différentes implications de l'ATPC pour le mode de fonctionnement des agences de développement.

Les principaux messages de cet article sont résumés dans l'Encadré 1.

Abandonner les approches antérieures

En 2008, après avoir passé en revue l'efficacité et la viabilité à long terme de son programme d'assainissement, WaterAid Burkina Faso a décidé d'abandonner son approche par subvention. L'organisation a

¹ Le lecteur trouvera de nombreuses ressources sur le site officiel de l'ATPC www.communityledtotalsanitation.org

Encadré 1 : Résumé des messages clés

S'écarter des approches antérieures	Implications pour la culture organisationnelle	Implications pour la mise en œuvre sur le terrain	Implications pour les processus organisationnels	Implications pour le contexte institutionnel
1. Les programmes d'assainissement subventionnés suivent le rythme des agences de développement plutôt que la cadence des communautés	1. Croire en la capacité de chaque communauté à résoudre ses propres problèmes d'assainissement, par ses propres moyens et à son propre rythme	1. Apprécier les agents de terrain et investir dans leur épanouissement professionnel de manière à ce qu'ils deviennent des facilitateurs talentueux	1. Rendre les processus de planification et de budgétisation suffisamment souples pour laisser les communautés évoluer à leur propre rythme	1. Demander un financement pour le développement organisationnel et des contrats plus souples
2. Les appréciations antérieures des mécanismes de changements comportementaux manquaient de nuances	2. Définir le succès d'un programme en termes de changements comportementaux et non en nombre de latrines construites et en dépenses budgétaires	2. Redéfinir les indicateurs de succès et repenser les mécanismes de suivi et d'évaluation : ils devraient être participatifs et communautaires	2. Remodeler les mécanismes de redevabilité d'une façon qui donne aux agents de terrain les moyens de mettre en commun leur précieux apprentissage	2. Plaider en faveur de politiques et de normes nationales qui encourageront les communautés à assumer leurs propres problèmes d'assainissement

constaté que les seules activités qui progressaient rapidement étaient celles que les partenaires de mise en œuvre supervisaient et subventionnaient (p. ex. la coulée et l'installation de dalles de latrine en ciment).

De fait, la cadence de mise en œuvre ralentirait terriblement si les ménages devaient bâtir les murs de leur propre latrine – donc sans subvention et sans supervision. Par le biais de sessions régulières de sensibilisation, les partenaires de mise en œuvre donnaient à la communauté un soutien technique permanent jusqu'à ce que les latrines soient entièrement construites. Pourtant, à la fin du projet, les sessions de sensibilisation s'arrêtaient. Les maçons qui avaient été formés à couler les dalles des latrines ne recevaient plus de commandes pour construire de nouvelles latrines, une fois le projet terminé.

WaterAid Burkina Faso n'est pas unique dans ce cas. Ces dernières années, des préoccupations croissantes concernant l'efficacité des programmes d'hygiène et

d'assainissement ont remis en question les approches classiques. Dans la plupart des programmes d'assainissement, l'utilisation de latrines ne devient pas une pratique universelle et la majorité des membres des communautés ciblées n'adoptent pas de pratiques d'hygiène complémentaires. Ces carences compromettent fortement toute amélioration sanitaire généralisée dans les communautés. Deux facteurs pourraient expliquer ces résultats mitigés :

- la cadence de ces projets et
- les mécanismes de changements comportementaux utilisés.

1. Les programmes d'assainissement subventionnés suivent le rythme des agences de développement plutôt que la cadence des communautés

On croit que les subventions sont nécessaires pour atteindre des cibles quantitatives ambitieuses dans un délai déterminé. Toutefois, cette mentalité axée sur des « produits rapides » déforme la définition du succès et ajoute une énorme pression au niveau du terrain. Ces conséquences

peuvent être illustrées par un exemple tiré de WaterAid Burkina Faso.

Dans un projet antérieur – avant l'introduction de l'ATPC – l'ONG avait été commanditée pour construire 3 000 latrines subventionnées en trois ans : soit environ trois latrines par jour. Bien que les plans initiaux aient compris des initiatives de sensibilisation de la communauté aux risques de la défécation à l'air libre et une promotion de l'hygiène, la principale mesure du succès du projet était le nombre de nouvelles latrines. Favoriser et évaluer le changement de comportement par une interaction avec la communauté n'étaient nullement prioritaires.

En outre, les délais pour atteindre ces objectifs quantitatifs exerçaient d'énormes pressions sur le personnel de terrain. Certains agents de terrain travaillant sur des programmes subventionnés m'ont raconté qu'ils avaient parfois l'impression que les familles construisaient leur latrine pour qu'ils arrêtent de harceler leur communauté. Cela dissuadait tout sentiment d'appropriation – les membres de la communauté évoquaient souvent les nouvelles latrines comme appartenant à tel projet ou telle organisation humanitaire. Dans cette situation, la présence d'une latrine est loin de garantir l'adoption de bonnes pratiques d'hygiène.

2. Les appréciations antérieures des mécanismes de changements comportementaux manquaient de nuances. Les approches classiques accordent beaucoup d'importance à la connaissance des pratiques d'hygiène (p. ex. avec l'utilisation des outils PHAST) et à la fourniture de moyens financiers (p. ex. des matériaux subventionnés).² Toutefois, la pratique montre que **savoir** et **pouvoir** ne sont pas les seuls ingrédients nécessaires pour qu'une personne **change** de comportement. L'adoption d'une nouvelle habitude

est un phénomène socioculturel complexe qui comporte une dimension à la fois individuelle et collective. Au niveau individuel, le respect de soi et la dignité qui sont associés à un assainissement adéquat (ou inversement, le sentiment de dégoût et de honte provoqué par la défécation à l'air libre) sont aussi des incitations importantes au changement. Collectivement, les gens seront plus motivés à l'idée de changer de comportement s'ils perçoivent que leurs choix sont respectables et si leurs pratiques antérieures ne sont plus cautionnées par leurs pairs. Rares sont les gens qui adopteraient un nouveau comportement s'ils couraient le risque d'être marginalisés ou exclus.

En bref, l'ATPC entend minimiser les incitations extérieures (p. ex. les subventions et les pressions liées à la réalisation des cibles d'un projet) et favoriser les incitations endogènes (p. ex. la nature humaine et les normes sociales). Prenant conscience de cela, WaterAid Burkina Faso a suivi dans le sillage de beaucoup d'autres organisations et décidé en 2008 d'adopter l'ATPC en guise de principale approche en termes d'assainissement.

Adoption de l'approche ATPC

L'engagement de la communauté est le principe au cœur de l'ATPC. Et pour réellement y parvenir, l'approche s'efforce de réduire les incitations des personnes de l'extérieur afin de promouvoir une action de la communauté elle-même. Le rôle des agences de développement consiste donc à créer des conditions propices pour que les communautés s'engagent à mettre fin à leur problème d'assainissement – à leur propre rythme – pour leurs propres raisons. Avec une telle dynamique en jeu, l'agence de développement cesse d'être « aux commandes » du processus de changement de la communauté. Par conséquent, l'adoption de l'approche ATPC

² Participatory Hygiene and Sanitation Transformation (PHAST – Participation à la transformation de l'hygiène et de l'assainissement) est une méthodologie développée par l'Organisation mondiale de la santé pour promouvoir des pratiques d'hygiène saines.

Encadré 2 : Exemples d'arguments et de contre-arguments types pour mettre un terme aux subventions et adopter l'ATPC

Argument	Les subventions atteignent rarement les plus pauvres des pauvres. Mettre fin aux subventions rendra nos interventions plus équitables pour tout le monde.
Réfutation	L'inégalité subsistera de toute façon. Le fait que nous choisissons une zone d'intervention au lieu d'une autre rend d'office notre intervention inéquitable.
Argument	En laissant les communautés construire et financer elles-mêmes leurs latrines, nous garantissons une utilisation plus durable des installations sanitaires.
Réfutation	Je ne partage pas votre avis. Les latrines construites « au rabais » selon des normes techniques moindres n'ont pas une tenue en service dans la durée.
Argument	Si nous arrêtons les subventions, cela nous permettra de réaliser des économies budgétaires considérables dans notre programme.
Réfutation	Je ne suis pas d'accord. L'ATPC coûtera autant sinon plus – surtout avec tout le suivi supplémentaire requis.

pourrait se révéler un véritable changement de paradigme. Des changements aussi radicaux ont des implications pour :

- A) la culture organisationnelle ;
- B) les pratiques sur le terrain ;
- C) les processus organisationnels ; et
- D) le contexte institutionnel.

A) Implications pour la culture organisationnelle

Le secteur du développement est dynamique et les discours se succèdent rapidement. Ainsi, ceux qu'on appelait les « bailleurs » sont souvent qualifiés de « partenaires du développement ». Aux rangs des techniques de sensibilisation, « l'information, l'éducation et la communication (IEC) » a été supplantée par « la communication du changement comportemental (CCC) ». La plupart des ONG ne développent plus de « projets » individuels mais les intègrent dans un « programme » unifié. Les changements de ce type sont nombreux mais l'expérience montre aussi que l'introduction d'une nouvelle **rhétorique** ne débouche pas toujours sur un changement dans la **pratique** vitale. Et lorsqu'une nouvelle approche est avancée, ses différences nourrissent de nombreux débats – qui masquent parfois le besoin de changements plus fondamentaux.

La décision d'adopter l'ATPC et d'abandonner les subventions pour la construction de latrines familiales rompt avec la

pratique courante. Ce changement est l'un des sujets les plus débattus au sein de WaterAid Burkina Faso, tant au niveau interne qu'avec ses partenaires et d'autres parties prenantes. Les raisons pour l'abandon des subventions des latrines familiales sont nombreuses mais il existe aussi des contre-arguments, comme le montre l'Encadré 2.

Même aujourd'hui, la question des subventions fait l'objet d'une attention considérable et reste un sujet âprement débattu au sein des ONG, des bailleurs et du gouvernement – ce qui entrave parfois la propagation de l'ATPC au Burkina Faso.

À mon avis toutefois, toutes ces discussions autour des mérites ou autres des subventions détournent l'attention des avantages clés que présente l'ATPC :

1. le profond impact d'un développement piloté par la communauté ; et
2. un changement comportemental véritable en matière d'assainissement.

1. Croire en la capacité de chaque communauté à résoudre ses propres problèmes d'assainissement, par ses propres moyens et à son propre rythme

Au sein des agences de développement, il est de mieux en mieux compris et accepté que les subventions entravent l'action locale et collective. De fait, les subventions communautaires créent une attente et, au fil du temps, une dépendance à l'égard de

l'assistance extérieure. Au cours des phases antérieures au déclenchement ATPC, il n'est pas rare que les communautés demandent d'emblée ce que les facilitateurs sont venus offrir au village. Cette attitude est le premier défi à surmonter pour se détourner des approches antérieures et adopter l'ATPC.

Ainsi, le premier village ayant fait l'objet d'un déclenchement au Burkina Faso a d'abord très bien réagi à l'approche ATPC. En une quinzaine de jours, beaucoup de ménages avaient creusé leur propre fosse de latrine. Mais les progrès ont ralenti. Après de multiples visites de suivi, il est devenu évident que les progrès s'étaient arrêtés. Une réunion a été organisée avec la communauté afin de comprendre la situation : même s'il était clair dès le départ qu'il leur fallait construire des latrines, les membres de la communauté comptaient toujours secrètement sur des subventions. Il a été souligné une fois de plus que WaterAid ne disposait d'aucun financement dans ce but mais qu'un soutien technique pourrait être offert. Après quelques calculs élémentaires, la communauté a reconnu qu'elle pouvait se permettre de payer les latrines et qu'il était préférable qu'ils n'attendent pas un projet subventionné. Maintenant qu'ils ont commencé à couler les dalles et fini de nombreuses latrines, ils se sentent fiers de leur réalisation, notamment du fait que certaines des communautés voisines pensent qu'ils ont reçu une subvention.

Après des décennies d'interventions subventionnées, qui ont renforcé les attitudes de dépendance, peu de communautés accepteront volontairement ou spontanément de se mobiliser pour modifier leur condition d'assainissement. L'ATPC rompt le cycle. Les communautés sont aux commandes. Elles analysent elles-mêmes leurs problèmes d'assainissement. Elles décident quelle solution est la meilleure pour elles en fonction de leurs propres moyens. Elles se fixent leurs propres objectifs et travaillent à leur propre rythme. L'ATPC rappelle aux organisations

que le développement commence « de l'intérieur ».

2. Définir le succès d'un programme en termes de changements comportementaux et non en nombre de latrines construites et en dépenses budgétaires

Dans les approches précédentes, le succès des programmes d'assainissement était principalement évalué par des indicateurs de mesure très mécanistes – p. ex. le nombre de latrines construites et le pourcentage de dépenses budgétaires. Mais l'ATPC exige que nous définissions le succès différemment. Le principal indicateur de mesure du succès est le changement de comportement : la fin de la défécation à l'air libre.

Ce changement a été mis en exergue lors de l'une des réunions trimestrielles de WaterAid avec ses partenaires de mise en œuvre. Sur sept partenaires, seul un s'était embarqué dans la phase pilote de l'ATPC. Et comme tous les autres partenaires, ils rendaient principalement compte du nombre de latrines construites jusqu'ici en fonction de leur budget. Un autre partenaire de mise en œuvre a bien fait de signaler qu'ils attendaient quelque chose de différent. Dans quelle mesure la communauté s'était-elle mobilisée ? À quel recensement avait-on assisté dans les attitudes des gens ? Quel était le comportement de ceux qui n'avaient pas encore de latrine ? Bien que tout le monde ait reconnu qu'il était important de soulever ces points, ces questions sont restées sans réponse.

Cette discussion a rappelé à WaterAid et à son premier partenaire de mise en œuvre ATPC qu'il leur fallait encore désapprendre leur manière habituelle de définir le succès. Pour les autres partenaires de mise en œuvre, qui n'avaient pas encore fait l'expérience de l'ATPC, ils en étaient rendus à se demander si l'ATPC allait vraiment transformer leur façon de fonctionner ou s'il s'agissait simplement de maintenir la politique du « *business as usual* » simplement sous un autre nom.

Les organisations qui adoptent l'ATPC auront besoin de redéfinir ce que veut réellement dire le succès à leurs yeux. Les produits du projet, bien qu'ils soient pratiques à mesurer, ne peuvent plus être les principaux indicateurs de réussite. Puisque l'ATPC vise un changement de comportement, les organisations ont plus besoin d'évaluer les résultats de leurs projets. Les comportements en matière d'hygiène et d'assainissement sont-ils différents ? La santé s'améliore-t-elle ? Les communautés sont-elles mieux loties ? L'ATPC rappelle aux organisations que l'assainissement n'est pas une histoire de latrines. C'est une histoire de gens.

B) Implications pour les pratiques sur le terrain

La mise en œuvre de l'approche ATPC peut se résumer grossièrement en quelques étapes. Dans un premier temps, les agents de terrain approchent une communauté et tentent de faciliter – ou de déclencher – un processus de mobilisation pour modifier les comportements d'assainissement. Deuxièmement, ils soutiennent les initiatives pilotées par la communauté par le biais de visites de suivi. Enfin, la communauté obtient le statut FDAL (fin de la défécation à l'air libre) – par ses propres moyens et selon son propre calendrier.

Les approches antérieures par subvention comportaient quelques éléments participatifs (p. ex. la sensibilisation à l'hygiène avec les outils PHAST, les profils de pauvreté pour distribuer les subventions, etc.). Mais l'ATPC ne porte pas sur l'engagement d'une communauté dans un projet de développement. C'est un processus totalement participatif et les communautés sont aux commandes. Le personnel de terrain n'a plus rien de concret à distribuer comme dans le cas d'une subvention. Le pouvoir d'atteindre ou de ne pas atteindre les objectifs du projet sont

entièrement transférés à la communauté. Ce qui signifie que les agents de terrain doivent agir comme des facilitateurs et seulement comme des facilitateurs. Cela implique deux changements radicaux dans les pratiques sur le terrain :

1. les agents de terrain jouent un rôle décisif dans le succès de l'intervention ; et
2. c'est la communauté elle-même qui détermine ce qu'elle entend par « succès ».

1. Apprécier les agents de terrain et investir dans leur épanouissement professionnel de manière à ce qu'ils deviennent des facilitateurs talentueux

La transition d'une approche subventionnée à l'ATPC peut soulever des objections de la part du personnel de terrain. Cela a été le cas pour WaterAid Burkina Faso, où certains des agents de terrain issus des partenaires de mise en œuvre m'ont confié : « Perdrions-nous notre boulot si les communautés décident de ne pas construire de latrines ? »³

Pour que l'ATPC soit vraiment efficace, les connaissances, les compétences et les attitudes du personnel de terrain revêtent une importance cruciale. Les organisations qui adoptent l'ATPC doivent être prêtes à fournir une formation pratique à leur personnel de terrain. En outre, des efforts doivent être déployés pour surveiller comment les facilitateurs appliquent leurs nouvelles compétences. Les pratiques de gestion des ressources humaines ont peut-être besoin d'être modifiées pour fournir au personnel de terrain un appui constant et un accompagnement « sur le tas ».

Habituellement au dernier échelon de la hiérarchie organisationnelle, les agents de terrain doivent être reconnus comme un élément pivot du succès de l'approche ATPC. Cela a peu de chance de se produire à court terme, pourtant une organisation qui adopte l'ATPC doit se demander si elle est prête à apprécier et à investir dans son personnel de terrain.

³ WaterAid, en tant qu'organisation internationale, ne met pas les projets directement en œuvre au niveau communautaire. Au lieu de cela, son modèle consiste à travailler par l'intermédiaire d'organisations locales qui ont une meilleure appréciation des réalités du terrain.

2. Redéfinir les indicateurs de succès et repenser les mécanismes de suivi et d'évaluation : ils devraient être participatifs et communautaires

La couverture des latrines a longtemps été le principal indicateur de succès et il sera difficile pour une organisation d'abandonner ses vieilles habitudes et de développer des critères de performance axés sur les changements de comportement. L'ATPC met au défi les organisations de mesurer les résultats au lieu de mesurer les produits. Avec la fin de la défécation à l'air libre comme principal mesure du succès, l'organisation aura besoin de faire preuve de créativité pour repenser ses mécanismes de suivi et d'évaluation.

Au lieu d'enquêtes de haut en bas, des outils participatifs peuvent être explorés avec les communautés pour capturer les changements que l'ATPC aura galvanisés. Beaucoup d'idées pourraient être essayées, par exemple :

- Comparer une saison ou une année à une autre et observer les changements en termes d'odeurs extérieures, de présence de mouches, de propreté des enfants, etc.
- Demander à des membres de bonne réputation de la communauté de classer les ménages sur la base de leurs pratiques d'hygiène.
- Cartographier les ménages avec et sans latrine, et identifier ceux dont les membres pratiquent encore la défécation à l'air libre.
- Demander aux enfants de passer en revue les sites de défécation et de surveiller de près ceux qui pratiquent encore la défécation à l'air libre.
- Capturer des anecdotes parlantes illustrant comment des individus ou des groupes ont modifié leurs attitudes et leurs comportements, même au-delà de l'hygiène et l'assainissement.

Dans tous les cas, l'indicateur le plus important demeure la fin de la défécation à

l'air libre. Toutefois, seuls les membres de la communauté peuvent réellement savoir si cet objectif a été ou non atteint. La vraie question pour une organisation est la suivante : sommes-nous prêts à laisser les communautés choisir leurs propres indicateurs de succès et la meilleure façon de s'auto-évaluer ?

C) Implications pour les processus organisationnels

Plusieurs facteurs organisationnels affectent le renforcement des capacités des agents de terrain et la qualité de la mise en œuvre ATPC. Il convient en particulier de prêter attention à :

1. Simplifier le processus de planification et de budgétisation ; et
2. Tirer parti de l'apprentissage sur les réalités du terrain.

1. Rendre les processus de planification et de budgétisation suffisamment souples pour laisser les communautés évoluer à leur propre rythme

Les organisations doivent faire preuve de souplesse pour ce qui concerne la conception et la planification de programmes, car il faut laisser une marge de manœuvre pour tenir compte de la complexité des réalités rurales. Même si l'ATPC utilise des outils et processus participatifs ordinaires, les résultats du déclenchement peuvent être imprévisibles. D'un déclenchement à l'autre, le niveau d'engagement et de conviction d'une communauté variera.⁴ Dans certains cas, il est même possible que le processus de déclenchement soit complètement inefficace.

Par conséquent, la stratégie de suivi devrait être adaptée en fonction des réponses et des plans de chaque communauté individuelle. Les vulgarisateurs font-ils preuve de créativité ou travaillent-ils comme si toutes les communautés étaient identiques ?

⁴ Dans le jargon ATPC, on évoque quatre réactions possibles à l'issue du déclenchement : le feu aux poudres ; des flammes prometteuses ; des étincelles éparpillées ; et un pétard mouillé. Pour obtenir un complément d'information sur la manière de traiter les différentes réponses, voir aussi Déclenchement, Conseils aux formateurs, dans ce numéro.

Une telle complexité peut être difficile à gérer pour les organisations qui sont habituées à concevoir des interventions de développement suivant la linéarité de certains outils de conception de projet, tels que le cadre logique. Dans le contexte de l'ATPC, la conception de programme doit comprendre des délais qui accordent suffisamment de temps et de souplesse pour permettre d'observer un changement comportemental. Avez-vous accordé suffisamment de temps et d'argent aux visites de suivi-évaluation et qu'avez-vous comme marge ?

La simplification des besoins de planification et de budgétisation fera qu'il sera aussi possible pour le personnel de terrain de saisir les possibilités émergentes pour renforcer les capacités de la communauté ou stimuler le changement dans les communautés apparemment plus résistantes. En principe, votre personnel est-il encouragé à redistribuer les lignes budgétaires ou en est-il dissuadé ?

Les processus de planification doivent être liés aux systèmes d'apprentissage et de redevabilité et prévoir du temps pour l'échange et la réflexion critique qui sont essentiels à l'apprentissage pour améliorer les pratiques. Faute de quoi, la réflexion critique et le partage d'expériences sont écartés des préoccupations de tout le monde. Si votre personnel doit rendre des comptes sur ses résultats, la même rigueur est-elle appliquée à leur épanouissement professionnel ?

Ces éléments pourraient se révéler constituer des tensions particulièrement délicates pour des organisations aussi complexes que des ONG internationales, où la souplesse tend généralement à diminuer avec le besoin d'une plus grande rigueur dans les contrôles de redevabilité.

2. Remodeler les mécanismes de redevabilité d'une façon qui donne aux agents de terrain les moyens de mettre en commun leur précieux apprentissage

Les organisations doivent reconnaître que

le fait d'abandonner une approche de haut en bas (autocratique) pour une approche de bas en haut (démocratique) – comme l'ATPC – aura des implications pour les systèmes et pratiques organisationnels, notamment pour ce qui concerne l'apprentissage organisationnel. Une organisation qui adopte l'ATPC doit capturer l'apprentissage du terrain de façon à pouvoir le partager entre tous les facilitateurs pour stimuler les innovations dans les pratiques ATPC. En outre, des relations de pouvoir inégales dans les relations entre les organisations internationales et les partenaires de mise en œuvre peuvent rendre le dialogue trop prescriptif. Ces dynamiques étouffent la franchise et la réflexion critique qui sont absolument cruciales pour le type d'apprentissage qu'exige l'ATPC.

Par exemple, les tribunes de dialogue organisationnel types, comme les réunions bilans, peuvent ne pas être propices à un échange d'apprentissage. Dans le cas de WaterAid Burkina Faso, les relations de pouvoir dans les réunions trimestrielles avec les partenaires de mise en œuvre ont dû être gérées avec précaution. Nous avons introduit un président neutre durant ces réunions, qui était chargé de veiller à ce que tout le monde ait la chance de s'exprimer, quelle que soit sa place dans la hiérarchie de l'organisation. Des sessions d'apprentissage et des échanges entre pairs ont aussi été introduits pour répondre aux besoins du personnel de terrain.

En outre, le modèle de reddition de comptes de WaterAid Burkina Faso a dû être repensé. Auparavant, l'accent était mis sur la description des activités entreprises. Très peu de choses étaient dites sur les changements engendrés, les défis rencontrés, les acquis et ce qui pourrait être fait différemment la prochaine fois. Le modèle de reddition de comptes a été simplifié et des questions ont été introduites pour permettre une évaluation du changement comportemental et promouvoir une analyse critique au niveau du terrain des progrès du programme.

Ces changements ont été bien reçus et ont contribué à promouvoir l'apprentissage dégagé du terrain. Toutefois, il y a encore beaucoup à faire pour réduire les inégalités de pouvoir entre les directeurs et le personnel au niveau du terrain.

D) Implications pour le contexte institutionnel

Le contexte institutionnel correspond à l'environnement dans lequel évolue une organisation. Il peut être perçu comme les « règles du jeu » qui peuvent influencer l'aptitude de l'organisation à mettre en œuvre l'ATPC. Les facteurs institutionnels les plus pertinents comprennent – sans pour autant s'y limiter – des pratiques de financement et des politiques gouvernementales. Pour renforcer le contexte institutionnel de l'ATPC, les agences de développement doivent plaider en faveur :

1. d'un financement plus flexible comprenant le soutien au développement organisationnel ; et

2. des politiques et normes nationales qui encourageront les communautés à assumer leurs propres problèmes d'assainissement.

1. Demander un financement pour le développement organisationnel et des contrats plus souples

Les bailleurs ont un grand rôle à jouer pour aider les organisations à adapter leurs pratiques de manière à favoriser le succès de l'ATPC. Néanmoins, peu de fonds sont en principe accordés pour accroître l'efficacité organisationnelle de l'organisme de mise en œuvre. De fait, les bailleurs donnent généralement la préférence aux propositions qui promettent un grand nombre de nouvelles installations sanitaires. Cela peut encourager certaines organisations à compter les latrines au lieu de chercher à évaluer le changement de comportement, ce qui sape l'ensemble de l'approche ATPC.

Une organisation qui adopte l'approche ATPC doit tenir compte de la nature communautaire des résultats de change-

ment comportemental recherchés lorsqu'elle négocie des objectifs de résultat avec ses bailleurs. Toutefois, pour garantir des interventions sur le terrain de qualité, les bailleurs auraient tout intérêt à investir dans le développement organisationnel de leurs structures récipiendaires pour mettre en œuvre des programmes comme l'ATPC.

En outre, puisque les résultats du processus ATPC ne peuvent pas être entièrement contrôlés par l'organisme de mise en œuvre, les bailleurs devraient aussi envisager d'employer des contrats plus flexibles pour tenir compte de la nature quelque peu imprévisible des résultats. L'ouverture face au changement tout au long du projet et une bonne appréciation des réalités opérationnelles permettront aux bailleurs d'adapter leur propre soutien à l'organisme de mise en œuvre pour permettre la réussite de l'ATPC. Ce genre de flexibilité exige un partenariat basé sur un grand degré de confiance et une compréhension mutuelle.

2. Plaider en faveur de politiques et de normes nationales qui encourageront les communautés à assumer leurs propres problèmes d'assainissement

Les agences de développement qui adoptent l'approche ATPC devraient plaider en faveur de normes et politiques nationales qui puissent permettre une mise en œuvre efficace et des résultats soutenus. Par exemple, les normes du gouvernement au Burkina Faso prescrivent seulement quatre modèles acceptables de latrines pour les communautés rurales. Cela bride la liberté de choix des communautés en fonction de leurs préférences et des ressources disponibles. En outre, les modèles de latrine admissibles sont très coûteux dans les zones rurales du Burkina Faso par rapport aux revenus moyens, ce qui rend essentielle la politique du gouvernement qui consiste à fournir une subvention de 90 % du montant. Par le biais de ce programme d'assainissement en zone rurale, le gouvernement espère

Encadré 3 : Questions afin de déterminer si votre organisation est prête à adopter l'ATPC

- Votre organisation est-elle prête à adopter de nouveaux mécanismes de changement de comportement ? Votre personnel est-il capable de parler ouvertement de merde ? Votre personnel est-il à l'aise à l'idée d'exploiter des réactions émotives comme la honte et le respect de soi pour transformer les comportements en matière d'assainissement ?
- Comment votre organisation perçoit-elle les communautés rurales ? Est-ce que la plupart des membres de votre personnel estiment qu'elles ont besoin d'un aide extérieure pour construire des latrines ? Ou qu'elles ont les ressources et les capacités requises pour s'attaquer d'elles-mêmes à leurs problèmes d'assainissement ?
- Qui définit les indicateurs de réussite de votre organisation ? Êtes-vous prêt à laisser les communautés définir ce qu'hygiène et assainissement signifient pour elles ?
- Quel rôle les agents de terrain jouent-ils dans votre organisation ? Êtes-vous prêt à investir dans leurs compétences ? Les responsables de votre organisation ont-ils un style de leadership participatif ?
- Vos partenaires de mise en œuvre ou vos agents de terrain sont-ils à l'aise lorsqu'il s'agit de mettre en commun leurs succès et leurs problèmes ? Qu'est-ce qui doit changer dans vos mécanismes de reddition de comptes pour capturer l'apprentissage important acquis sur le terrain ?
- Comment s'exprime le succès dans votre organisation ? Budget dépensé ? Infrastructures construites ? Comportements modifiés ? Qu'est-ce qui influence le plus la façon dont vous prenez vos décisions de tous les jours ?
- Comment sont décidés les objectifs annuels et les délais de réalisation de votre organisation ? S'agit-il plus d'un système de haut en bas (autocratique) ou d'un système de bas en haut (démocratique) ? Votre organisation serait-elle prête à céder le contrôle aux communautés concernant le plan de travail et les délais ?
- Vos processus de planification et de budgétisation sont-ils souples ? Pouvez-vous modifier facilement votre plan de travail ? Pouvez-vous facilement redistribuer une ligne budgétaire ? De quelle liberté disposez-vous pour saisir les opportunités qui se présentent ?
- Quel type de dialogues votre organisation entretient-elle avec ses bailleurs ? Comprennent-ils les réalités de votre organisation et celles du terrain ? Font-ils preuve de souplesse ? Quel est votre degré d'autonomie financière ?
- Quelles sont les politiques nationales en matière d'assainissement ? Permettent-elles aux communautés de décider comment elles devraient construire leurs latrines ? Sans subventions ? Dans la négative, dans quelle mesure êtes-vous décidé à travailler avec le gouvernement pour influencer les politiques ?

accélérer la cadence à laquelle les OMD peuvent être atteints et encourager également les parties prenantes à fournir des installations durables. Mais pour les communautés qui n'ont pas la chance d'être retenues par ce genre de programme, ces normes peuvent suggérer que l'assainissement est un luxe auquel les pauvres n'ont pas le droit et qu'il vaut mieux qu'ils attendent leur tour.

Conclusion

L'approche ATPC a pris de l'ampleur et attiré l'attention de beaucoup d'agences de développement qui souhaitent l'adopter dans leur contexte national. La pléthore de littérature florissante désormais disponible

sur l'ATPC confirme cette tendance.

Toutefois, d'une adaptation à l'autre, l'approche ATPC est susceptible de subir des déformations défavorables si les agences de développement omettent d'internaliser ses concepts essentiels. Et pour éviter des distorsions prévisibles, il serait bon de rappeler aux organisations de :

- s'abstenir d'introduire des subventions ou de spécifier des modèles de latrine par la suite dans le cadre du processus ATPC ;
- d'éviter une formation de type pédagogique et de maximiser l'apprentissage par la pratique ; et
- d'arrêter de mesurer principalement les latrines construites pour trouver des façons créatives d'observer les changements d'at-

titude et de comportement.

Et comme l'approche ATPC est profondément ancrée dans des principes participatifs, il faut aussi rappeler aux organisations que le développement commence avec les communautés et doit venir de l'intérieur.

L'adoption de l'ATPC soulève beaucoup de questions auxquelles les agences de développement auront besoin de répondre – voir p. ex. l'Encadré 3. On espère que ces questions inciteront les agences de développement à :

- réévaluer la façon dont elles fonctionnent et à modifier leur culture organisationnelle ;
- adopter des pratiques différentes sur le terrain ;
- remodeler leurs processus organisationnels ; et
- plaider en faveur d'un contexte institutionnel porteur.

Pour beaucoup d'organisations et d'individus, cela nécessitera une transformation radicale, ce qui signifie que l'ATPC pourrait se révéler être le point de départ d'une profonde mutation de l'industrie de l'aide humanitaire.

COORDONNÉES



Jean-François Soublière
 Rattaché au personnel du programme africain
 Ingénieurs sans frontières Canada
 601-366 Adelaide Street West
 Toronto (Ontario) M5V 1R9
 Canada
 Tél. +1 416 481 3693
 Fax : +1 416 352 5360
 Courriel : jf.soubliere@gmail.com
 jean-francoissoubliere@ewb.ca
 Site web : www.ewb.ca

REMERCIEMENTS

J'adresse mes sincères remerciements à Mme Rosine Clarisse Baghnyan et M. Yéréfelo Mallé (WaterAid Burkina Faso) pour leur soutien, leurs avis et leurs commentaires constructifs. Je suis également très reconnaissant à M. Jean Claude Bambara, M. Ferdinand Kaboré, Mme Fatoumata Nombré, M. Abdoukarim Sawadogo (Association DAKUPA) pour m'avoir intégré dans leur équipe de facilitation.

3^e PARTIE

Passage à l'échelle

Révolutionner l'assainissement en Zambie : mettre l'ATPC à l'échelle

10

par GIVISON ZULU, PETER HARVEY et LEONARD MUKOSHA

Le défi de l'assainissement en Zambie

En 2005, le taux officiel de couverture de l'assainissement était estimé par le gouvernement de la Zambie à 13 % de la population rurale¹. Le programme commun de surveillance du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de l'Organisation mondiale pour la santé (UNICEF/OMS) (JMP) plaçait le taux de couverture de l'assainissement à 52 % (2007) et il était estimé que 32 % des ruraux zambiens déféquaient à l'air libre.² Compte tenu du taux actuel de progression, la Zambie n'atteindra pas la cible pour l'assainissement de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) qui est de 66 % d'ici à 2015. Il est donc impératif que l'accès à l'assainissement soit rapidement mis à l'échelle.

Toutefois, les approches passées en matière d'assainissement dans les ménages et les communautés n'ont pas débouché sur des hausses adéquates du taux de couver-

ture de l'assainissement. Après l'indépendance, la stratégie pour la promotion de l'assainissement a changé, passant de la mise en application à la fourniture par le gouvernement ou par un organisme humanitaire. Les projets étaient fortement subventionnés par les pouvoirs publics, les bailleurs ou les ONG et impulsés par l'offre. Cela s'est traduit par un accroissement du taux de couverture de l'assainissement dans des zones de projet spécifiques mais un taux d'utilisation généralement bas. L'étendue géographique de ces projets était aussi très limitée (basée sur le choix d'emplacement par les bailleurs et la disponibilité de fonds), ce qui laissait la majeure partie du pays sans service. Durant le projet PHAST (Participation à la transformation de l'hygiène et de l'assainissement) soutenu par l'UNICEF dans 26 des 72 districts de la Zambie (1997-2007), il a fallu deux ans pour atteindre une couverture de 20 % dans chaque village, même avec de grosses subventions.

¹ Défini comme le nombre de toilettes rapporté au nombre de ménages.

² Le reste de la population rurale utilise des toilettes non améliorées, qui sont inférieures aux normes applicables au modèle de latrine améliorée à fosse ventilée (VIP). Le chiffre du JMP est plus réaliste car il comprend les toilettes non améliorées.

Encadré 1: Heureux hasard ou à quelque chose malheur est bon

Le dernier jour de l'atelier, Son Excellence le Chef Macha a été repéré prenant son déjeuner à l'autre bout d'un restaurant. Kamal Kar s'est rendu à la table du Chef Macha. Il l'a informé que durant les deux journées précédentes, il s'était rendu dans des villages sous la coupe du Chef Singani et y avait trouvé beaucoup de merde. Il lui a ensuite précisé que si nous décidions de venir dans sa chefferie, nous y trouverions beaucoup de merde aussi. « Mais je ne pense pas que nous puissions dépasser le volume de merde observé en Inde, » a répliqué le Chef Macha. Kamal Kar a poursuivi d'un ton plutôt froid : « Nous sommes en train de finaliser l'atelier aujourd'hui, si vous avez le temps, passez nous voir pour écouter les présentations des villageois. » Lorsque le Chef Macha a entendu les présentations des villageois des 12 villages pilotes, quelque chose s'est allumé en lui qui l'a transformé en véritable ambassadeur de l'ATPC. « Chaque ménage de ma chefferie doit avoir des toilettes. Une famille, une toilette ! »

Une nouvelle approche : pilotage de l'ATPC

Compte tenu des contraintes historiques associées à la fourniture d'assainissement, le gouvernement de la Zambie et ses partenaires de coopération ont donc tenté d'identifier de nouvelles stratégies pour accélérer les progrès vers la cible des OMD. En 2006 et 2007, les pouvoirs publics ont rédigé leur Programme national d'eau et d'assainissement en zone rurale (NRWSSP 2006-2015). Ils voulaient faire de l'octroi de subventions une politique officielle de la fourniture de services d'assainissement. Toutefois, la majorité des bailleurs étaient opposés à l'utilisation de subventions pour payer les matériaux de construction. Cela a donné l'occasion d'essayer l'approche d'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) – une approche qui renonce aux subventions. C'était la première fois qu'une approche sans subvention était essayée en Zambie.

Après sa résistance initiale, le ministère de Collectivités locales et du Logement (MCLL) a décidé de tester l'ATPC en association avec l'UNICEF, pour voir dans quelle mesure ce pourrait être une stratégie efficace pour la mise en œuvre de l'assainissement rural. C'est le district de Choma dans la province méridionale de la Zambie qui a été retenu pour piloter le projet car le taux de couverture de l'assainissement n'y était que de 27 %. Le gouvernement a insisté pour que l'approche ne soit pas introduite ou mise à l'échelle en dehors du district de Choma sans tester d'abord son impact (positif ou négatif).

Le projet pilote a commencé en novembre 2007 avec un atelier de formation pratique facilité par Kamal Kar, le pionnier de l'approche ATPC en Inde. L'atelier a été inauguré par le Secrétaire permanent au ministère des Collectivités locales et du Logement (MCLL) et des représentants du gouvernement national y ont assisté, ainsi que des agents des collectivités locales de Choma, de l'UNICEF, de la communauté des bailleurs et des ONG. Lors de la formation, les participants ont déclenché 12 villages pilotes. Toutefois, les chefs traditionnels, les gestionnaires civiques et les médias n'avaient pas été invités à cette formation et Kamal Kar regrettait que les chefs traditionnels n'aient pas assisté à l'atelier. C'est pourquoi, lorsqu'il a aperçu l'un des chefs dans un restaurant local, il a saisi l'occasion pour l'inviter au dernier jour de l'atelier (Encadré 1). Cette rencontre s'est révélée un très heureux hasard !

Les agents de district, les techniciens en santé environnementale (TSE) et le personnel des ONG de Choma ont assuré un suivi dans les 12 villages pilotes ayant fait l'objet d'un déclenchement pour s'assurer que le processus d'après-déclenchement de l'ATPC était soutenu et contrôlé. Au bout de trois mois, le taux de couverture de l'assainissement était passé de 27 à 88 % dans les 12 villages pilotes. Dickson Muchimba, le chef du village de Siatembo, district de Choma, s'est dit stupéfait par les progrès accomplis. « Ce programme est un miracle. Désormais, le village est propre et chaque maison dispose de toilettes. » Une augmentation aussi rapide

du taux de couverture et d'utilisation des latrines n'avait jamais été atteinte en Zambie dans le cadre des projets d'assainissement subventionnés organisés dans le passé.

Passage à l'échelle dans le district de Choma

Compte tenu de la taille du projet pilote initial de 12 villages, le conseil de district et les cinq chefs du district de Choma avaient hâte de mettre l'approche à l'échelle dans l'ensemble du district. Puisque le suivi du pilote impliquait du personnel des pouvoirs publics, des ONG, des médias, certains chefs traditionnels et des responsables civiques élus (conseillers), il a été proposé une approche ATPC sur trois fronts. Elle tirait parti :

- des connaissances des experts techniques (gouvernement et personnel des ONG);
- du pouvoir civique/politique des conseillers élus ; et
- de l'autorité traditionnelle des chefs coutumiers.

Les conseillers élus de chaque parti politique du district ont ensuite été formés comme facilitateurs ATPC, de même que tous les chefs et les TSE. Cela a permis d'élargir le vivier de facilitateurs disponibles pour les sessions de déclenchement de l'ATPC et de renforcer les capacités de mise en œuvre de l'ATPC dans chacune des 24 communes rurales du district de Choma. Tandis que la phase pilote s'attachait uniquement à mettre fin à la défécation à l'air libre, le lavage des mains était désormais compris dans l'approche ATPC révisée.³ Le slogan, « Une famille, une toilette ! » s'est étoffé pour devenir « Une famille, une toilette, un dispositif de lavage des mains ! ».

Dans le district de Choma, les différents groupes impliqués dans l'ATPC ont été

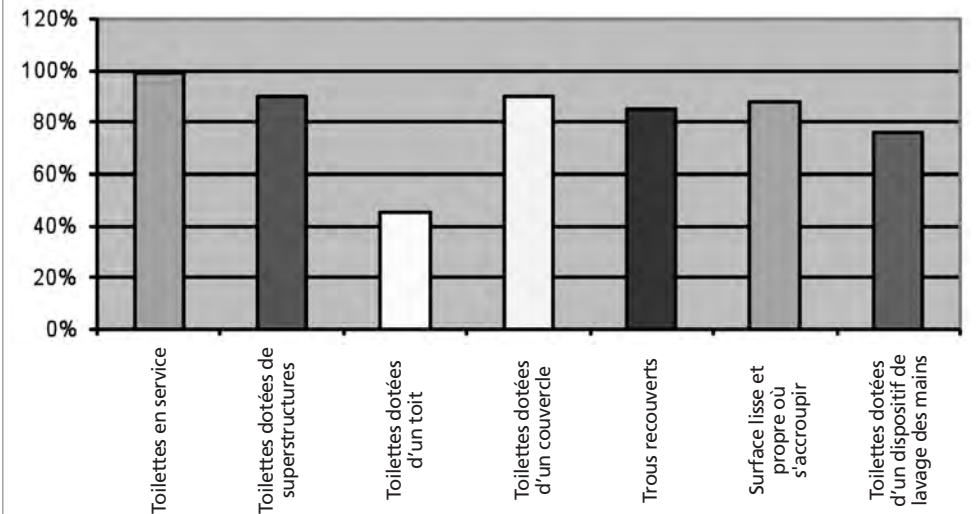
réunis par le biais du Comité plurisectoriel du district pour l'eau, l'assainissement et l'éducation à l'hygiène (D-WASHE), présidé par le Conseil du district.⁴ Une équipe de district chargée du Programme conjoint de surveillance (JMPT) pour l'assainissement a également été mise sur pied, présidée par le Chef Macha. La JMPT comprend le commissaire de district, le maire, le secrétaire de mairie, le directeur de la santé du district, des chefs, des conseillers et représentants des services techniques au niveau du district, y compris les organes judiciaires et la police. Le comité JMPT surveille l'ATPC et vérifie le statut FDAL (fin de la défécation à l'air libre) alors que le comité D-WASHE se penche sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement en général.

Succès dans le district de Choma

Entre novembre 2007 et juillet 2009, 635 des 814 villages que compte le district de Choma ont fait l'objet d'un déclenchement selon l'approche ATPC. Sur ce total, 551 villages ont été vérifiées comme FDAL. Les villages restants ayant fait l'objet d'un déclenchement sont à différents niveaux de couverture d'assainissement. Environ 25 000 toilettes ont été construites par des ménages sans subvention pour l'achat de matériel et plus de 150 000 personnes ont gagné accès à un assainissement durant cette période. La couverture globale de l'assainissement à travers le district est passée de 27 à 67 %. Par conséquent, la cible des OMD de 66 % a été atteinte, même si 20 % des communautés du district n'ont pas encore fait l'objet d'un déclenchement et même s'il reste encore des problèmes à surmonter, y compris certaines traditions locales (p. ex. ne pas utiliser les mêmes

³ Le lavage des mains après avoir fait ses besoins et avant de manipuler/préparer le repas est tout aussi important que de mettre fin à la défécation à l'air libre pour empêcher la propagation des maladies transmissibles.

⁴ Le Comité D-WASHE est présidé par le Conseil du district et composé de l'Unité WASHE du Conseil du district, des services techniques au niveau du district (y compris les Affaires liées à l'eau, la Santé, l'Éducation, le Développement communautaire, l'Agriculture et les Coopératives, la Foresterie et les Ressources naturelles, etc.) et des ONG. Le D-WASHE est un sous-comité du Comité de coordination du développement du district (DDCC) présidé par le Commissaire de district.

Figure 1 : Résultats de l'enquête sur la qualité des toilettes dans les communautés ATPC

toilettes que sa belle-famille) et des difficultés pour procéder à un déclenchement dans certains villages particulièrement reculés.

La Figure 1 résume les conclusions d'une enquête sur la qualité des toilettes dans les communautés ATPC (juillet 2008). L'enquête a révélé que 99 % des toilettes étaient en service et que 88 % avait une surface où s'accroupir lisse et propre, ce qui est conforme à la définition retenue pour les OMD/le Programme national d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural (NRWSSP). L'enquête a également montré que près de 80 % des toilettes disposaient d'un dispositif pour le lavage des mains.

Passage à l'échelle dans les autres districts

S'inspirant des leçons tirées du district de Choma, l'approche ATPC est désormais mise en œuvre dans neuf districts de Zambie. L'ATPC a été adoptée comme l'une des stratégies nationales pour la promotion de l'assainissement rural dans le

Programme national d'assainissement et le gouvernement de Zambie envisage d'élargir le programme à ses 72 districts. Le Chef Macha a été désigné comme ambassadeur de l'ATPC et M. Mukosha comme Coordonnateur national pour l'ATPC, afin de déployer l'approche à travers le pays. Le slogan du Chef Macha « Une famille, une toilette ! » a été adopté par la campagne gouvernementale « Pour une Zambie propre et en bonne santé ! », conçue pour améliorer l'assainissement dans l'ensemble du pays.

D'après James Phiri, Technicien en santé environnementale (TSE) à l'hôpital du Chef Macha :

Les gens sont mieux informés sur la prévention des maladies et ils s'y intéressent davantage. Les femmes, les hommes et les enfants prennent tous part à des activités d'assainissement. Ils jouent tous un rôle dynamique dans la construction et l'entretien des latrines. Les Groupes d'action pour l'assainissement (SAG) veillent à la surveillance du village et au soutien des ménages.⁵

⁵ Durant le processus de déclenchement, des leaders naturels sortent du lot et sont sélectionnés pour diriger la révolution de l'assainissement dans leur village. Ils forment des Groupes d'action pour l'assainissement composés de cinq hommes et cinq femmes et sont formés afin d'aider les ménages, de surveiller les progrès dans chaque village et de déclarer le statut FDAL une fois qu'il est atteint. La vérification du statut FDAL est ensuite entreprise par les conseillers et les TSE au niveau de la commune et par les chefs au niveau de la chefferie.

Photo : Peter Harvey



Une femme et son enfant se lavent les mains après avoir été aux toilettes.

Les ménages comprennent l'importance que revêtent l'utilisation correcte des latrines et leur nettoyage régulier en veillant à ce que le dispositif de lavage des mains soit toujours doté d'eau. Pour le lavage des mains, beaucoup de familles utilisent de la cendre en l'absence de savon, car c'est le moyen le meilleur marché et le plus accessible au niveau des ménages.

Leçons tirées de Choma et des autres districts

La mise à l'échelle de l'ATPC a eu lieu dans huit autres districts de Zambie en 2008-2009. À la fin de 2009, plusieurs districts ont exprimé le souhait de dépasser le record de Choma et de devenir FDAL encore plus vite. Les résultats dans ces nouveaux districts ont été encourageants. L'introduction a été plus facile car ces districts ont pu tirer profit des acquis et de la structure de gestion adoptée suite à l'expérience de Choma. Cependant, il faut faire preuve de beaucoup de souplesse dans la mise en œuvre de l'approche ATPC car de nouvelles bonnes pratiques et des enseignements ne cessent de se dégager au fil du déploiement de l'ATPC dans d'autres zones, districts et provinces de Zambie.

Une approche plurisectorielle impulsée par le gouvernement

L'implication de tous les ministères pertinents en veillant à ce que l'ATPC soit pilotée et impulsée par le gouvernement est tout à fait critique pour le succès de l'ATPC en Zambie. Cette fonction revient à la JMPT, qui réunit des représentants des ministères ainsi que des chefs élus et coutumiers. Le Chef Macha est président de la JMPT de Choma et toutes les parties prenantes du district lui rendent compte des questions touchant à l'assainissement. Cette structure a été dupliquée dans tous les districts avec beaucoup de succès. Si la présidence était confiée au responsable d'un service technique, il est peu probable qu'il aurait la même position d'influence qu'un chef. Il est aussi probable que certains services techniques et d'autres parties prenantes refusent de lui rendre des comptes car il existe souvent de la concurrence entre plusieurs services.

Dans deux districts, les tentatives d'introduction de l'ATPC par des ONG ont été beaucoup moins réussies car, au départ, elles n'ont pas eu recours aux structures gouvernementales, civiques ou traditionnelles, ce qui a réduit l'implication des principales parties prenantes.

Les services gouvernementaux, les chefs traditionnels et les leaders civiques réagissent tous très bien lorsque le gouvernement



Les trois latrines d'un chef de village pour ses trois femmes et une quatrième pour lui-même et ses visiteurs.

Photo : Peter Harvey



Photo : Peter Harvey

Chef Macha et l'équipe de district inspectent une latrine familiale dotée d'un dispositif extérieur de lavage de mains.

est impliqué dans l'ATPC – d'autant plus qu'il n'y a aucune subvention à recevoir de la part des ONG et, par conséquent, les parties prenantes ne comptent sur aucune subvention pour leur participation.

Par conséquent, l'UNICEF a encouragé des visites d'échange entre les districts pour veiller à ce que les enseignements tirés de l'expérience de Choma soient dupliqués ailleurs. De ce fait, les ONG assument désormais le rôle de facilitateurs ou de porteurs de projet plutôt que d'être celles qui mettent en œuvre un projet, et cela permet de récolter de meilleurs résultats.

Des champions locaux

L'ATPC repose sur l'identification de champions à bien des niveaux différents. Ainsi, les auteurs ont été des champions de première ligne de l'ATPC dès son introduction. La mise en œuvre réussie et le passage à l'échelle ont été rendus possibles

grâce aux nombreux champions de l'ATPC : autorités (locales, provinciales et nationales), ONG, UNICEF, organisations de bailleurs, villages, leaders naturels, chefs élus, le secteur privé et les mass-médias (théâtre, journaux, radio et TV). Les champions de l'ATPC sont essentiels, que ce soit au niveau du village, de la commune, de la circonscription, du district, de la province, du pays ou de l'organisation. Le Chef Macha et Leonard Mukosha ont été des champions du district de Choma qui se sont révélés exceptionnellement talentueux et sont maintenant devenus les ambassadeurs nationaux de l'ATPC. Les champions doivent être dynamiques, passionnés et patients à mesure qu'ils guident le processus ATPC, les organisations, les populations et d'autres champions, au-dessus ou au-dessous d'eux, à se donner les moyens de faire du projet un succès. Les champions sont identifiés au sein des

Macha leads in sanitation drive

EWTON SIBANDA
COMMUNITY led programs anchored the influence that local rulers wield in Chief Macha's area, about 70 km from Choma where it is being sanitation, diarrhoeal diseases, and improving attendance and edibly.
 Community Led Total Sanitation (CLTS), is a UNICEF supported project spearheaded by Chief Macha's pilot project which aimed in November last as improved sanitation, age by promoting the use of toilets under the family, one toilet sign, thereby reducing of diarrhoeal diseases improving school attendance.
 The 9-year-old Nancy Mwaanga, a housewife of the village whose husband moonlighted as a teacher, said she had been



Chief Macha, (right), with Mhabela Member of Parliament Emmanuel Hachipuka, (centre), listen to Rural Water Supply and Sanitation Programme National Communication Specialist Mweema Mwaingo during a field visit to Simunganga village in Chief Macha's area. - Pictures by CHARLES MANGWATO.

a sense of shame and disgust. It propels the community into action even after you have gone," Mr Mwaingo said.
 In Simunganga village, where (being a chief) means being a leader, Chief Macha said during the CLTS field visit to his chieftain last week.
 He urged the community to take the responsibility of building family toilets seriously.
 "UNICEF is not here to build toilets, not even for Chief Macha because building a family toilet is your own responsibility."
 "UNICEF is here to supplement government efforts and provide professional advice," Chief Macha said.
 The chief said the current 'toilet revolution' is just the beginning because the toilets at the moment are just providing service.
 Chief Macha said there was need for his community to move towards building permanent structures which were safe.
 "If all families work together we will build better ensuring 60 percent sanitation coverage by 2015."
 "I want to promise government and UNICEF that we will beat the government target by ensuring that every family has a toilet by the end of this year," Chief Macha said.
 He has since promised to invite President Mwanawasa to visit his chieftain before the end of the year to acquaint himself with the unfolding 'toilet revolution'.
 The sanitation project going on in Chief Macha's area is a contribution to the millennium-development goal (MDG) number seven that seeks to halve the proportion of people without access to proper sanitation by 2015.
 It is within the framework of the Ministry of Local Government and Housing's National Rural Water Supply and Sanitation (NRWSS) which aims at scaling up access to water and sanitation for the rural population to 60 percent by 2015.
 "What is happening here in Macha is not an isolated development. It is happening

Article de presse rédigé par le journaliste zambien Newton Sibanda : « Le Chef Macha dirige l'assaut de l'assainissement ».

leaders du gouvernement, des autorités coutumières ou civiques durant la formation et le processus de déclenchement par la démarche d'appropriation dont ils font preuve en faveur de la promotion et de la mise en œuvre de l'approche ATPC.

Les chefs coutumiers sont les gardiens de tous les citoyens et ils sont intéressés par la santé et le bien-être économique et social de leur peuple. Le Chef Macha s'est servi de son statut pour plaider en faveur d'un meilleur assainissement auprès d'une foule de parties prenantes, depuis les ministres d'État jusqu'aux conseillers élus en passant par d'autres chefs et par des communautés rurales (y compris la sienne). Comme l'affirme la représentante d'UNICEF Zambie, Lotta Sylwander :

Le Chef Macha a été l'un des principaux moteurs de changement dans la mise en œuvre de l'assainissement total piloté par la communauté en Zambie, non seulement dans sa chefferie, qui a été la première de Zambie à décrocher le statut FDAL, mais aussi dans le pays tout entier.

Le Chef Macha a récemment rendu visite au Litunga, le Roi de toute la province occidentale de Zambie, à la suite de quoi le Litunga a accueilli le programme ATPC à bras ouverts et il a décidé de soutenir sa mise en œuvre dans son royaume.

Impliquer des chefs élus et coutumiers
 Le fait de faire appel à des responsables civiques s'est aussi révélé très bénéfique pour le programme ATPC en Zambie. Il existe des décideurs locaux qui promulguent les décrets au niveau du district. Les responsables civiques sont les gardiens du développement dans leur commune et ils comprennent le besoin de s'impliquer dans l'ATPC et de nettoyer leur zone. Les responsables civiques sont élus par les citoyens communaux et sont donc chargés du bien-être des citoyens dans leurs communes. Davantage de villages font désormais l'objet d'un déclenchement continu par des conseillers civiques élus, des chefs coutumiers et des chefs de village ayant reçu une formation. Les responsables civiques comme le Conseiller Kabaza du district de Choma se sont imposés comme de formidables facilitateurs dans leurs communes, favorisant parfois le déclenchement en faveur de l'ATPC alors qu'ils agissaient seuls. Le Conseiller Kabaza a été surnommé « D^r Mazyu ! », ce que l'on peut traduire par « D^r Merde ! ». « Ils m'appellent D^r Mazyu ou D^r Merde parce que je parle tout le temps de merde, » explique le Conseiller Kabaza.

L'approche ATPC en Zambie parvient à mettre à profit le rôle des chefs coutumiers, en en faisant un élément essentiel de la stratégie actuelle de mise à l'échelle de l'ATPC dans l'ensemble du pays. En mai 2008, au cours de l'Année internationale

Encadré 2 : Banja, un feuilleton à la télé zambienne, se fait le champion de l'ATPC

Une scène récente de Banja dépeint une jeune actrice surprise par un acteur alors qu'elle revenait de faire ses besoins en plein air. Il lui demande d'où elle vient. « Je suis allée rendre visite à un ami » lui répond l'actrice, d'un air coupable. « Comment as-tu pu aller voir un ami ? C'est la brousse de ce côté du village. Dis à tes parents de te construire des toilettes pour que tu n'aies plus à déféquer à l'air libre » lui suggère alors l'acteur.

de l'assainissement, le Chef Macha a mis son peuple au défi de dépasser la cible des OMD en matière d'assainissement dans sa chefferie dans un délai de deux ans. Cela témoigne d'une vision et d'un leadership remarquables puisque, dès juillet 2009, les 105 villages de sa chefferie avaient fait l'objet d'un déclenchement ATPC et la défécation à l'air libre avait déjà été éradiquée dans l'ensemble de la chefferie Macha. La couverture d'assainissement a doublé, passant de 50 à 100 % en moins de deux ans. « En tant que Chef, vous ne devez pas être distant. Vous devez être avec votre peuple, toujours garder votre porte ouverte, toujours partager leur bonheur » explique le Chef Macha. Son dévouement envers l'ATPC a été reconnu en novembre 2009 par le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), lorsque l'organisation lui a décerné le premier prix pour son leadership, citant son « approche proactive totalement unique pour plaider en faveur d'un meilleur assainissement » en Zambie. Le Prix AfricaSan de l'AMCOW récompense les efforts et les accomplissements d'excellence en matière d'hygiène et d'assainissement en Afrique, qui donnent lieu à des changements de comportement de grande ampleur et durables et à des impacts tangibles⁶. Le Chef Macha a réussi grâce à son engagement exceptionnel envers la santé et le bien-être général de son peuple. De par tradition, les citoyens appartiennent à une chefferie et leur chef assume la responsabilité traditionnelle sur ces zones. La leçon à tirer ici est que plus les chefs s'impliquent dans l'ATPC dans chaque district, plus l'ATPC peut réussir dans leur chefferie.

Impliquer les médias dès le départ

L'engagement des mass-médias internationaux, nationaux et locaux est aussi une stratégie clé dans la mise en œuvre et le passage à l'échelle de l'ATPC. L'implication des mass-médias permet de garantir la reconnaissance et l'appropriation par les parties prenantes et le gouvernement. Les médias relatent la révolution de l'ATPC et cela fait la une des journaux – par exemple, lorsque le ministère de la Santé a plaidé pour que l'ATPC soit déployé dans l'ensemble du pays. Surtout, du fait de la couverture médiatique nationale du succès de l'ATPC à Choma, l'approche a désormais été adoptée comme l'une des stratégies d'assainissement clés dans le programme national du gouvernement pour les approvisionnements en eau et l'assainissement en zones rurales, conçu pour atteindre la cible de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD). Dès le départ, les membres du réseau environnemental médiatique zambien ont été mobilisés puisqu'ils avaient déjà un intérêt dans les questions liées à l'environnement comme l'assainissement. Toutefois, les médias gouvernementaux, privés et communautaires sont désormais tous impliqués car l'ATPC a fait la une des journaux. Des articles sur les travaux ATPC dans la presse, des reportages à la radio, sur Internet ou publiés à la télévision à Choma et dans d'autres districts ont aussi débouché sur un regain d'intérêt de la part d'autres parties prenantes, chefs coutumiers et politiciens.

Des professionnels locaux et des groupes scolaires d'art dramatique ont été efficaces au niveau de la communauté et des écoles pour promouvoir l'assainisse-

⁶ Conférence africaine sur l'assainissement et l'hygiène (AfricaSan).

ment et une meilleure hygiène, y compris une sensibilisation au genre et au sida. L'UNICEF s'est aussi récemment associé avec une chaîne de télévision locale qui a fait figurer l'ATPC dans *Banja*, un feuilleton très populaire, qui se déroule dans un village rural, afin de diffuser l'approche encore plus largement. À travers toute la Zambie, les gens regardent *Banja* tous les jours de la semaine ; donc, le feuilleton contribue à informer les gens et à leur démontrer de meilleures pratiques en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (voir l'Encadré 2).

Être souple

Les champions de l'ATPC – qu'il s'agisse d'individus ou d'organisations – ont besoin de souplesse pour permettre la modification et l'adaptation de l'approche ATPC. Le modèle de Choma a évolué avec le temps et il a été suffisamment souple pour permettre l'adaptation et la modification de l'approche ATPC d'une part mais aussi de la structure organisationnelle à tous les niveaux. La souplesse est aussi très importante pour déterminer qui sera inclus aux différents niveaux comme parties prenantes ou comme champions de l'assainissement. C'est ainsi que les médias, les chefs traditionnels, les responsables civiques et les forces de l'ordre sont devenus impliqués dans le mouvement pour l'Assainissement total piloté par la communauté en Zambie.

L'expérience de Choma a montré qu'il faut beaucoup de flexibilité dans la dépense des fonds et dans le calendrier de mise en œuvre et de passage à l'échelle de l'ATPC. Les champions doivent faire preuve de pugnacité et les organisations de défense de l'ATPC doivent disposer de leurs propres fonds pour être flexibles en fonction de la vitesse variable avec laquelle les différentes communautés, communes, chefferies et districts parviennent à mettre fin à la défécation à l'air libre. Comme les 20 % des villages restants dans le district de Choma sont les plus éloignés de l'administration du

district, il faudra peut-être des années et plus de dons pour qu'ils parviennent à mettre fin à la défécation à l'air libre. Il est important de souligner que, malgré le fait que l'ATPC ne soit associé à aucune subvention pour l'achat de matériel, un investissement non négligeable est tout de même requis en termes de formation, de suivi, de gestion des données, de suivi des progrès et d'évaluation. Le coût de l'ATPC dans le district de Choma a été d'environ 400 dollars US par village FDAL, US\$14 par ménage pratiquant un meilleur assainissement et US\$2,3 par habitant. Il se peut que ces coûts diminuent à mesure que l'approche ATPC gagne davantage de communautés.

Suivi et évaluation

Comme la mise en œuvre de l'ATPC a gagné du terrain, il est devenu essentiel que le programme fasse l'objet d'un suivi rigoureux et d'une stricte gestion des données. Pour que cela s'inscrive dans la durée, le système de gestion de l'information du programme gouvernemental NRWSSP a été déployé dans l'ensemble du pays afin d'enregistrer avec précision les changements apportés à la fourniture de services d'eau et d'assainissement. Ces enregistrements peuvent être validés et vérifiés par les rapports des SAG des villages à chaque JMPT. Une documentation rigoureuse des résultats du suivi et de l'évaluation et leur diffusion par une variété de moyens sont aussi importants pour encourager l'adhésion à l'ATPC et la promotion de son passage à l'échelle. Le suivi considère essentiellement les signes qui témoignent d'un changement de comportement dans les ménages et les communautés comme il ressort du nombre de toilettes construites, de toilettes en service (ou de défécation à l'air libre), de la qualité des toilettes (surface lisse et propre où s'accroupir), de la propreté des toilettes, de toilettes dotées d'un dispositif de lavage des mains avec de l'eau, du savon, de la cendre ou d'autres matériaux pour le lavage

des mains, de la gestion des déchets solides, de la propreté générale du village, etc. Le SAG rend compte au chef du village et au responsable civique de la commune et il utilise une liste de contrôle pour le suivi. Toutefois, les problèmes sont inhérents à la fréquence du suivi et de l'établissement de rapports.

Adaptation locale de l'approche ATPC

Assainissement urbain et périurbain

Lorsque l'équipe de surveillance conjointe pour l'assainissement à Choma (JMTS) s'est fixé pour objectif de faire de Choma un district sans défécation à l'air libre, l'ATPC a dû aussi être mis en œuvre dans les zones urbaines et périurbaines du district. Toutefois, les tentatives initiales n'ont eu qu'un succès limité, surtout dans les quartiers les plus urbanisés, en raison de la prédominance de ménages locataires, de la forte densité démographique et des structures communautaires plus faibles. Par conséquent, la JMTS a décidé d'adapter l'ATPC et de compléter le programme ATPC dans les zones rurales par un programme de mise en application forcée dans les zones urbaines et périurbaines. Cela visait à garantir un assainissement adéquat dans les institutions, les lieux publics et les ménages locataires comme prescrit par la Loi de Zambie sur la santé publique. L'axe principal de cette approche était de mettre en place un mécanisme pour la mise en application des différents instruments législatifs qui dissuadent toutes formes de nuisances publiques et de renforcer tout en les harmonisant les relations de travail entre les différentes parties prenantes et les autorités locales. Si cette approche est certes très différente de l'approche ATPC *stricto sensu* dans les zones rurales, certains aspects du déclenchement continuent de s'appliquer et la sensibilisation de la communauté créée par l'approche ATPC a démontré que le milieu peut être amélioré et que les communautés peuvent se développer sans aide extérieure.

Autonomisation socio-économique au-delà de l'ATPC

Outre l'accroissement du taux de couverture et d'utilisation des toilettes, l'approche ATPC a débouché sur une série d'autres initiatives impulsées par la communauté. Parmi celles-ci figurent la plantation d'arbres fruitiers, la santé (y compris la prévention du VIH/sida), la promotion de l'éducation (notamment dans le cas des filles) et des mesures de protection de l'environnement. On a aussi noté un intérêt significatif de la part d'autres secteurs pour mettre à profit les leçons tirées de l'ATPC afin de considérer d'autres aspects du changement socio-économique. « Nous devrions toujours réfléchir à ce que nous pouvons faire par nous-mêmes » ne cesse de répéter le Chef Macha.

Conclusion

De toute évidence, on peut tirer beaucoup de leçons de l'expérience ATPC en Zambie. On relate beaucoup de succès avec l'ATPC à Choma et dans les huit autres districts mais il y a aussi beaucoup de défis que nous devons relever pour réussir.

- **Le multisectoralisme et le leadership** sont critiques pour une réussite durable de l'ATPC. Bien que l'ATPC ait été dirigé p. ex. par des ONG et des services gouvernementaux, d'autres parties prenantes comme les leaders civiques et traditionnels ont besoin de travailler avec les pouvoirs publics, même si le processus devrait au final être impulsé par le gouvernement. Le leadership à différents niveaux, et notamment le leadership gouvernemental (au niveau du district, de la province et du pays) a contribué à un passage à l'échelle rapide de l'ATPC en Zambie.

- **L'implication des médias dès le départ contribue à diffuser l'approche ATPC** et à promouvoir la participation de toutes les parties prenantes. Les médias ont contribué à l'adoption de l'ATPC comme l'une des principales stratégies pour la fourniture d'un assainissement rural pour la réalisation de la composante assainisse-

ment du Programme national pour l'eau et l'assainissement en zones rurales.

- **Le passage à l'échelle de l'ATPC devrait se baser sur l'expérience.** Sur la base de l'expérience acquise dans les neuf districts actuels, le gouvernement de Zambie envisage de déployer l'ATPC dans ses 72 districts afin d'atteindre la cible des OMD en matière d'assainissement.

- **Le passage à l'échelle de l'ATPC exige un suivi rigoureux, une documentation et une diffusion** par une foule de moyens.

- **La mise en œuvre et le passage à l'échelle de l'ATPC exigent aussi de la souplesse** en termes d'adaptation de l'approche en fonction des circonstances, du calendrier et des moyens de financement pour son succès.

- **L'adaptation locale de l'approche ATPC** devrait se produire là où les conditions socio-économiques et démographiques sont différentes, par exemple dans les zones urbaines et périurbaines. Le mouvement ATPC est un bon point d'entrée pour promouvoir d'autres aspects économiques et sociaux des communautés dans un souci de pérennité.

Il est espéré que l'expérience ATPC en Zambie et les travaux du Chef Macha sauront inspirer d'autres chefs, du personnel de district et des communautés à travers le continent pour prendre le problème de l'assainissement à bras le corps et améliorer la santé globale de la population.

COORDONNÉES



Giveson Zulu
Expert en Eau, Assainissement et Hygiène
Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(UNICEF)
Box 33610
Lusaka
Zambie
Tél. +260211 252055 ; +260977 855536
Courriel : gzulu@unicef.org
Site web : www.unicef.org



Peter Harvey
Conseiller senior Eau, Assainissement et
Hygiène (WASH)
Fonds des Nations Unies pour l'enfance
3 UN Plaza, New York
NY 10017
États-Unis
Tél. +1 212 303 7957 ; +1 917 294 4540
Courriel : pharvey@unicef.org
Site web : www.unicef.org



Leonard Mukosha
Coordonnateur national ATPC
Équipe de gestion de la santé du district de
Choma
Choma
Zambie
Tél. +260977 103271 ; +260977 855536
Courriel : leomukosha@gmail.com

RÉFÉRENCES

- Kar, K et K. Pasteur (2005) *Subsidy or self-respect? Community-Led Total Sanitation: An update on recent developments*. IDS Working Paper 257. Institute of Development Studies : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/IDS-WP-257> URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/wp257_0.pdf
- MLGH (2007) *National Rural Water Supply and Sanitation Programme* (2006-2015). Ministère des Collectivités locales et du Logement, gouvernement de la République de Zambie.
- OMS/UNICEF (2006) *Coverage Estimates: Sanitation*. Programme commun de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Bousculer les mentalités : l'ATPC et la politique gouvernementale au Zimbabwe

11

par SAMUEL RUKUNI

Introduction de l'approche ATPC au Zimbabwe

Dans cet article, je décris l'introduction pilote de l'approche ATPC par Plan International au Zimbabwe. En 2008, Plan, par le biais de son bureau régional pour l'Afrique orientale et australe (RESA), recherchait des moyens durables et inédits d'accélérer la fourniture d'un assainissement salubre dans les communautés rurales de toute la région. C'était un besoin impérieux. De fait, la couverture de l'assainissement au Zimbabwe était tombée de 58 % en 1999 à 56 % en 2003, et 46 % en 2006. En 2009, on s'attend à ce que ce taux recule encore plus, aux alentours de 30 % dans les zones rurales.¹

Bien que les approches participatives utilisées jusqu'alors par Plan Zimbabwe en matière d'assainissement aient été populaires auprès des communautés, elles reposaient sur des subventions, ce qui limitait le potentiel de mise à l'échelle. Plan a entendu

parler d'une nouvelle approche, l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC), et a décidé de l'essayer. L'ATPC ne promeut aucun modèle de latrine particulier et ne fournit aucune subvention pour la construction de latrines. Elle s'attache à changer les mentalités pour mettre fin à la défécation à l'air libre et encourager les communautés à construire des latrines en servant de matériaux locaux.

Plan a introduit l'approche ATPC au Zimbabwe en novembre 2008 à une époque où certaines des communautés ciblées étaient confrontées à des épidémies de choléra et à d'autres maladies diarrhéiques. Le pays était également confronté à une récession économique sans précédent, avec un taux d'inflation supérieur à 230 millions pour cent. Malgré ce contexte peu prometteur, des progrès notables ont été réalisés auprès des communautés et du personnel des autorités du district pour les convaincre de l'énorme potentiel de

¹ Source : Rapport sur l'Indice du développement humain du PNUD, 2008. Ce taux de couverture est basé sur le nombre de latrines conformes aux normes nationales applicables au Zimbabwe pour la conception et la construction de latrines, la BVIP. Il s'agit d'une norme relativement élevée et le nombre réel de latrines est probablement supérieur.

Encadré 1 : Le rôle de la BVIP dans les approches d'assainissement au Zimbabwe

Les stratégies actuelles d'assainissement et les options technologiques envisageables au Zimbabwe remontent aux recherches entreprises au milieu des années 70 par le laboratoire de recherches Blair du ministère de la Santé. La Latrine améliorée autoventilée Blair (BVIP) a été adoptée comme étant la norme minimale nationale acceptable pour les latrines en zone rurale. Dans l'esprit des communautés rurales, les « toilettes » sont des BVIP.

Pourtant, les BVIP présentent des inconvénients majeurs : elles sont coûteuses à construire (estimées à US\$80-100 par unité) et donc inabordable pour la plupart des communautés rurales. Il faut des subventions si l'on veut que les ménages puissent les construire. Cela incite les communautés à compter sur le gouvernement pour réparer ou reconstruire leurs latrines lorsque c'est nécessaire et les latrines ne sont pas toujours utilisées. En outre, les intrants gratuits peuvent être détournés.

Bien que d'autres recherches aient été entreprises pour développer un modèle de BVIP plus abordable, à partir de matériaux localement disponibles à bas prix comme des toits de chaume, la nouvelle BVIP présente toujours les normes minimales requises et elle reste encore hors de portée de bon nombre de communautés rurales pauvres en l'absence de subventions, subventions que les pouvoirs publics ne peuvent pas se permettre.



Photos : NIHR

À gauche : un BVIP plus abordable. À droite : le BVIP d'origine

l'ATPC, transformant même des circonstances adverses en opportunités (voir aussi Chimhowa, dans ce numéro). Toutefois, des problèmes restent à surmonter pour que l'ATPC soit plus largement acceptée comme approche efficace et durable en matière d'assainissement au Zimbabwe.

Introduction pilote de l'approche ATPC

En juillet 2008, une équipe centrale de Plan Zimbabwe et de divers autres bureaux pays a suivi un stage de formation de formateurs (FdF) en Zambie, qui a été facilité par le pionnier de l'ATPC, Kamal Kar. Plan Zimbabwe a décidé que le meilleur point de départ pour les travaux

ATPC était de passer par les Sous-comités de district pour l'eau et l'assainissement (DWSSC), les institutions chargées de coordonner les activités de l'eau et l'assainissement au niveau du district. Ces organes se composent des agents des ministères compétents, des ONG et d'autres partenaires qui travaillent dans le secteur de l'eau et l'assainissement.

Toutefois, nous étions conscients du fait que cette approche ne serait pas sans présenter des difficultés. Ces comités de district jadis très dynamiques étaient devenus plus ou moins léthargiques. En outre, le fait de travailler par l'intermédiaire du gouvernement impliquait de

Photo : Plan Zimbabwe



Latrine à fosse réalisée à partir de matériaux locaux.

remettre en question les normes jusque-là adoptées pour la conception de latrines à l'échelle nationale. Les programmes d'assainissement du Zimbabwe reposaient sur cette idée d'une norme nationale depuis le milieu des années 70. Toutefois, la norme adoptée – la latrine améliorée autoventilée Blair (BVIP) – était chère à construire et donc inabordable pour la plupart des communautés rurales à moins de leur fournir des subventions (voir l'Encadré 1). L'existence de la norme nationale et les pratiques habituelles de fourniture de subsides faisaient obstacle à l'introduction de l'ATPC dans les sous-comités de district chargés de l'eau et l'assainissement et dans les communautés.

Malgré cela, une quinzaine de membres du DWSSC de Mutoko ont été persuadés de prendre part à une formation ATPC en association avec du personnel de terrain de Plan, formation durant laquelle ils ont réussi à déclencher les trois premiers villages. Peu à peu, le nombre de villages ayant fait l'objet d'un déclenchement réussi a augmenté et un groupe de champions/facilitateurs ATPC sûrs d'eux et passionnés a commencé à émerger au sein

du personnel de Plan et de ses partenaires du district. Cela a encouragé d'autres membres du DWSSC à rejoindre les sessions de déclenchement et le nombre de villages décidant de construire des latrines sans bénéficiaire de soutien extérieur a enregistré une hausse sensible, comme en témoignaient les rapports du personnel de terrain de Plan.

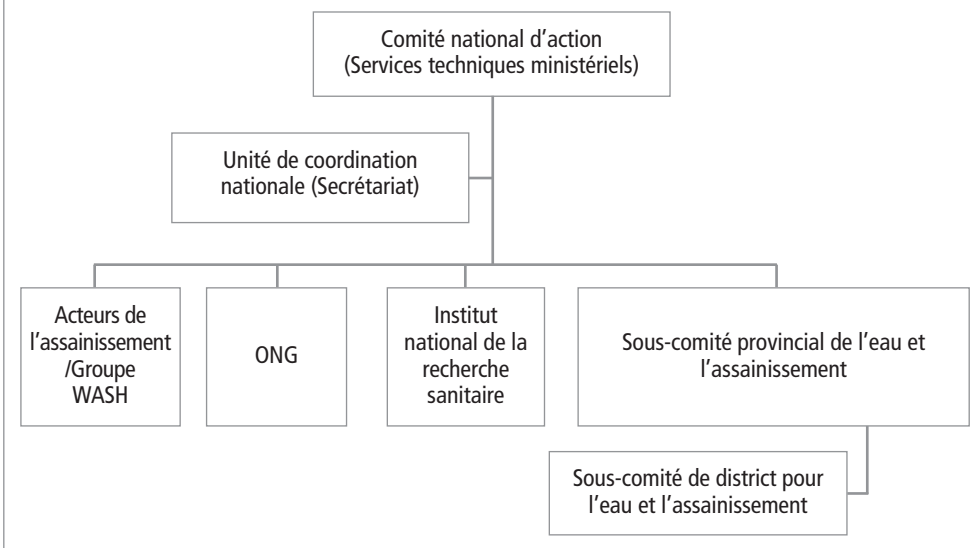
Les sessions de déclenchement se sont propagées spontanément aux villages voisins par la diffusion et la pression des pairs et ces villages ont eux aussi commencé à s'organiser pour construire des latrines. Les communautés ont développé des modèles novateurs qui utilisaient des matériaux disponibles localement. Plusieurs communautés voisines environnantes se sont trouvées plus ou moins forcées de construire des toilettes. Cela a attiré l'attention de l'Unité de coordination nationale (UCN) du Programme eau et assainissement (voir la Figure 1). Les membres de l'UCN se sont rendus dans certains des villages ayant fait l'objet d'un déclenchement dans le district de Mutoko afin de préparer la Semaine nationale annuelle de l'assainissement (SNA). À l'issue de la visite de terrain, l'UCN a décidé que la SNA 2009 aurait lieu dans le district de Mutoko. Le DWSSC de Mutoko s'est chargé des préparatifs et a donc accueilli la SNA.

Diffuser la bonne nouvelle concernant l'ATPC

La SNA avait pour thème « Assainissement piloté par la communauté : un argument clé pour un environnement sans choléra ». Le clou de la semaine a été une célébration à laquelle ont assisté le Secrétaire permanent du ministère du Développement des infrastructures et des membres du Comité national d'action (CNA) pour l'assainissement, constitué des services techniques ministériels, de l'UCN et des DWSSC d'autres districts. Les médias ont également été invités.

Les communautés et les enfants scolarisés ont préparé des spectacles de théâtre,

Figure 1 : Structures de coordination de l'eau et l'assainissement au Zimbabwe



des poèmes et des jeux sur le thème du déclenchement ATPC ainsi que des témoignages sur ses résultats. Les visiteurs ont été emmenés faire une marche de transect à travers le village d'accueil afin d'inspecter la zone et de voir certaines des latrines construites. Si nombre de ces latrines n'étaient pas conformes à la norme nationale BVIP, les responsables des pouvoirs publics ont reconnu que les villageois avaient néanmoins grimpé d'un échelon sur l'échelle de l'assainissement.

La visite a été un moyen extrêmement efficace de montrer aux agents haut placés ce que pouvait accomplir l'ATPC : le Secrétaire permanent et son équipe sont aujourd'hui les avocats de « l'Assainissement progressif piloté par la communauté » au niveau politique, et sont parfaitement conscients de la nécessité de protéger les normes d'hygiène et de santé.² Le rôle des médias est aussi important pour médiatiser l'approche ATPC, puisque la SNA a été diffusée sur les chaînes de télévision.

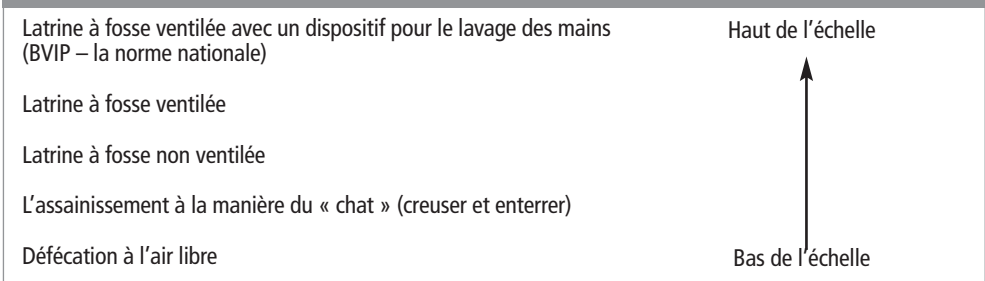
À ce jour, Plan a dirigé l'introduction de l'ATPC dans trois autres districts : Kwekwe, Chiredzi et Mutare, grâce à la formation du

personnel de Plan et de membres issus de leurs partenaires et des DWSSC de ces différents districts. Ces formations ont aussi culminé sur des sessions de déclenchement dans les villages, puisque la formation ATPC est essentiellement basée sur le terrain.

Remettre en question la norme BVIP

Suite à la SNA, la norme minimale BVIP pour les latrines a été passée au crible par les partenaires et les agents gouvernementaux de la santé et de l'environnement. Le personnel du district a commencé à reconnaître que la norme BVIP était trop élevée pour bon nombre de communautés rurales. Il fallait offrir des opportunités aux communautés et les encourager à se développer progressivement, en modernisant leurs latrines à mesure qu'elles en avaient les moyens. L'ATPC déclenche une action **en faveur de** la norme mais commence par des technologies « du cru » qui tirent parti des ressources locales. Les communautés devraient avoir la possibilité de faire évoluer leur profil d'assainissement le long de « l'échelle de l'assainissement » (Figure 2), en s'encourageant mutuellement à chaque

² On parle d'Assainissement progressif piloté par la communauté lorsque la communauté a la possibilité et la liberté de se hisser à l'échelle de l'assainissement en employant des méthodologies agréées.

Figure 2 : Le modèle de l'échelle de l'assainissement pour les communautés rurales au Zimbabwe

étape par un changement de comportement permettant de passer à l'échelon supérieur.

Transformer les obstacles en opportunités

La plupart des leaders naturels des communautés dans les villages ayant fait l'objet d'un déclenchement ont accepté l'approche ATPC car elle offre de la souplesse concernant les mesures à prendre et ouvre différentes voies pour trouver des solutions à l'assainissement local. D'une certaine manière, la situation économique et le carnage provoqué par l'épidémie de choléra ont travaillé en notre faveur. La diminution des volumes d'aide au développement et des subventions accordées au Zimbabwe a conduit les communautés à réaliser qu'elles devaient trouver leurs propres solutions aux problèmes d'assainissement. Le déclenchement a également été sensiblement plus réussi dans les communautés qui avaient été touchées par le choléra : l'adhésion à l'ATPC a été sensiblement plus élevée dans les communautés dévastées par le choléra. L'approche ATPC a été accueillie à bras ouverts car elle incitait les gens à réfléchir à leur comportement en matière d'assainissement et cette attitude était stimulée par une peur collective du choléra. Les communautés ont aussitôt décidé de prendre des mesures et d'accepter l'approche ATPC en guise d'alternative et d'approche à long terme en matière d'assainissement.

Les marches de transect à travers les villages ayant fait l'objet d'un déclenchement ont montré différents stades de

construction de latrines alliés à un effort délibéré par les communautés d'enterrer les fèces humaines plutôt que de les laisser à l'air libre (une pratique appelée l'assainissement à la manière du « chat »). Est-ce là le premier signe d'un changement de comportement ? Bien qu'aucune commune de Mutoko n'ait été déclarée exempte de défécation à l'air libre (FDAL), on a un sentiment collectif manifeste de détermination lorsque les communautés s'influencent entre elles pour mettre un terme à la défécation à l'air libre. Toutefois, Plan doit encore prouver (et cela pourrait ne pas être facile) que l'introduction de l'ATPC a eu un rôle crucial à jouer dans le changement de comportement supposé.

Au niveau du district, Plan a commencé à progresser en convertissant les praticiens et partenaires de l'assainissement à l'approche ATPC. Le personnel a progressivement adopté l'ATPC après avoir observé les résultats et les agents reconnaissent les problèmes associés aux approches antérieures en matière d'assainissement au Zimbabwe. Pour être diffusé, l'ATPC doit avoir recours à des individus passionnés capables d'agir comme des champions au sein de leurs organisations. Les facteurs clés ayant contribué au succès de l'ATPC ont été les marches de transect à travers les zones de défécation à l'air libre à l'intérieur du village, notamment le dégoût de voir et de manipuler la merde brute, ce qui bouleverse les usages et la culture.

Le fait de collaborer et de s'associer avec les médias grâce aux photos et aux vidéos prises durant les sessions de déclenchement

Tableau 1 : Ministères du Zimbabwe impliqués dans l'assainissement

Ministère	Responsabilité (assainissement)	Agent (représentation)
Santé et bien-être infantile	Santé environnementale et assainissement	Agent de santé environnementale/Techniciens de santé environnementale (CNA/DWSSC)
Ressources en eau	Approvisionnement en eau (milieu rural et urbain)	Ingénieurs/Techniciens hydrologues (CNA)
Développement des infrastructures	Infrastructures de l'eau et l'assainissement	Ingénieurs/Techniciens de l'eau et l'assainissement (CNA)
Développement des collectivités locales en milieu rural et urbain	Fournitures de service d'eau et d'assainissement	Administrateur de district (préside le DWSSC)
Environnement et tourisme	Protection de l'environnement	Écologiste (DWSSC)

permet de propager la bonne nouvelle et de sensibiliser les décideurs, bailleurs et ONG diverses à leur responsabilité collective en matière de fourniture d'un assainissement salubre pour tous. Des supports d'information, d'éducation et de communication (IEC) ont été montrés aux partenaires et aux communautés en guise d'outil de plaidoyer et de sensibilisation. Certaines collectivités arrivent maintenant peu à peu à plaider en faveur de l'ATPC. Toutefois, elles arguent aussi que l'approche peut-être amalgamée à des modèles participatifs de santé et d'hygiène. Un agent senior du gouvernement a déclaré que « l'ATPC peut être adopté au Zimbabwe avec quelques modifications ici et là en fonction de nos conditions ». Et un autre d'écrire : « Le secteur de l'eau et l'assainissement au Zimbabwe a approuvé les toilettes VIP en guise de technologie de prédilection... L'adoption de l'ATPC devrait se faire en gardant cet aspect à l'esprit. ». Il serait bon qu'il y ait un changement radical de paradigme par les autorités et le leadership qui pourrait ensuite être répercuté aux communautés. Plan Zimbabwe continue de faire pression au niveau national pour l'adoption de l'ATPC. On a espoir que le gouvernement réalisera l'impact positif qu'une telle approche pourrait avoir sur la santé et l'hy-

giène des communautés : il ne s'agit pas de changer les structures d'assainissement mais plutôt de bousculer les mentalités.

Défis posés par l'ATPC

Poursuite des programmes subventionnés

Les programmes d'assainissement subventionnés financés par les ONG continuent d'opérer au Zimbabwe et restent populaires auprès des communautés car ces intrants sont facilement convertis en valeur économique. Le ciment peut être vendu ou échangé pour couvrir d'autres besoins. S'écarter des programmes subventionnés est un challenge pour certaines ONG car beaucoup de ces programmes subventionnés sont désormais bien ancrés dans les mentalités. Plan s'efforce toujours de persuader tous les partenaires des districts de s'écarter des subventions et cela se fait par le biais de plaidoyer et en invitant ces partenaires à nous rejoindre au moment des sessions de déclenchement ATPC.

Manque de transparence dans les responsabilités du secteur de l'eau et l'assainissement

À l'instar de beaucoup d'autres programmes et approches en matière d'assainissement, l'ATPC souffre d'un manque

de ministère de tutelle chargé de l'assainissement (Tableau 1). Le gouvernement a créé de nouveaux ministères en faisant se chevaucher diverses responsabilités et, bien que tous ces ministères soient représentés dans les CNA et les DWSSC (voir Figure 1), il existe souvent une confusion quant à leurs responsabilités. En outre, l'UCN éprouve des difficultés pour s'acquitter de sa mission car elle manque d'expérience et de personnel qualifié, en raison d'une piètre rémunération et des mauvaises conditions de travail. Ainsi, Plan a proposé une note conceptuelle pour introduire l'ATPC au Zimbabwe par le biais de l'UCN – et l'UCN l'a ensuite transmise au CNA. Toutefois, ce CNA ne compte aucun expert en assainissement en son sein.

Le succès de l'ATPC au Zimbabwe exigera que le gouvernement identifie clairement l'agence ou le département chef de file pour régler les questions d'assainissement et la création de champions ATPC grâce à la trousse à outils participative en matière de santé et d'éducation à l'hygiène (PSEH).

L'UNICEF a également entamé une collaboration avec les autorités du Zimbabwe pour passer en revue des changements de politique découlant d'une analyse de la situation en matière d'assainissement par le biais du groupe d'action mondial Eau, Assainissement et Hygiène (WASH). Toutefois, le groupe d'action WASH, dirigé par l'UNICEF et Oxfam et composé essentiellement d'ONG, n'a guère de participation ministérielle, et les travaux du groupe d'action ont de toute façon été axés sur les interventions humanitaires et d'urgence au cours des deux à trois dernières années, ce qui limite son intérêt dans de nouvelles approches en matière d'assainissement comme l'ATPC.

Manque de soutien

On sait que d'autres institutions ont elles aussi été exposées aux concepts ATPC, par le biais du WSSC, comme par exemple l'Institute for Water and Sanitation Develop-

ment (IWSD) – une ONG et un acteur clé dans les programmes d'eau et d'assainissement au Zimbabwe. Toutefois, l'ATPC n'a pas réussi à décoller en raison d'un manque de financement dans leurs budgets de programme d'assainissement. Leurs efforts se sont purement limités à sensibiliser les praticiens de l'assainissement. Même si l'ATPC nécessite moins de ressources financières (p. ex. elle ne comporte pas de subventions), des investissements substantiels en termes de ressources humaines restent requis pour surveiller le statut FDAL du village et continuer d'offrir des services de santé et d'éducation à l'hygiène.

Comment aller de l'avant

Il est impératif que de nouvelles initiatives et des innovations soient impulsées par le gouvernement. Les ministères gouvernementaux sont les gardiens et les porteurs d'obligations premières pour mettre à l'échelle un bon assainissement pour tous. Bien que l'adoption de l'ATPC au niveau national au Zimbabwe ait été très graduelle, les succès au niveau du district et plus bas ont été appréciés. L'agent exécutif du conseil de district rural de Mutoko déclare :

Nous avons besoin d'élaborer des plans d'action pour mettre le programme à l'échelle de manière à ce que le programme ATPC soit universellement adopté dans l'ensemble du district et finalement dans le pays tout entier (Sigauke, 2009).

Plan Zimbabwe continuera de travailler avec le gouvernement et d'autres partenaires à améliorer l'assainissement pour les communautés rurales par le biais d'approches qui leur donnent les moyens d'exploiter un potentiel d'autonomie viable à long terme. Les organisations qui travaillent dans le secteur de l'assainissement devraient continuer de remettre en question les approches classiques en matière d'assainissement par le biais d'approches

comme l'ATPC. Elles ne devraient pas être découragées par les défis qui découlent des politiques ou autres barrières institutionnelles. La coordination entre les acteurs de l'ATPC dans le pays et la région a besoin d'être améliorée afin de souder les différents efforts – et de convaincre les sceptiques que l'approche ATPC est une façon viable d'améliorer la couverture de l'assainissement rural qui s'inscrit dans la logique des OMD.

Dernièrement, Plan Zimbabwe a reçu des demandes de renseignement et des invitations à faire des présentations auprès de différentes ONG locales et internationales sur l'approche et les concepts ATPC et de nombreuses demandes pour l'obtention du manuel ATPC (Kar et Chambers, 2008). Pourrait-il s'agir du début de la révolution de l'assainissement au Zimbabwe ? Plan Zimbabwe entend poursuivre la route du plaidoyer pour faire pression en faveur de l'ATPC.

Conclusion

Pour que des approches d'assainissement comme l'ATPC soient réussies, nous

devons bousculer les mentalités et les comportements dans les communautés et à tous les niveaux institutionnels. Mais cela exige aussi d'admettre que nous avons besoin d'installations et de normes d'assainissement qui soient acceptables et abordables pour les communautés rurales. Faute d'une souplesse suffisante, les paramètres institutionnels peuvent devenir des obstacles à de nouveaux concepts et de nouvelles initiatives qui pourraient aider les communautés à se hisser à l'échelle de l'assainissement. Bien que l'ATPC présente des défis institutionnels, au niveau communautaire, elle a dopé la confiance des communautés à résoudre leurs propres problèmes. L'approche ATPC offre une certaine souplesse quant au type d'action à entreprendre et elle ouvre la voie pour trouver des solutions locales aux problèmes d'assainissement.

Tant qu'on n'y sera pas parvenu, il subsistera un défi majeur : éliminer et mettre un terme à la défécation à l'air libre afin d'améliorer la santé et l'hygiène dans nos communautés et offrir un cadre de vie salubre pour tous.

COORDONNÉES



Samuel Rukuni
 Conseiller en habitat
 Plan Zimbabwe
 7 Lezard Avenue, Harare
 Post Bag 7232 Highlands
 Zimbabwe
 Tél. +263 04 791601
 4/737070/735021/737067
 Fax: +263 04 796283
 Courriel : samuel.rukuni@plan-
 international.org
 Site web : www.plan-international.org

RÉFÉRENCES

- Kar, K. et R. Chambers (2008) *Guide de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*. Plan : Royaume-Uni et Institute of Development Studies (IDS): Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/CLTShandbook>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation
- Sigauke, P. (2009) *Community-Led Total Sanitation: A Participatory Approach to a Public Health Program: a case study of Mutize village in Mutoko Rural District Council, Zimbabwe*. Document préparé par Peter Sigauke avec le soutien de Plan International, Unité de programme de Mutoko.

Passage à l'échelle de l'ATPC au Kenya : opportunités, défis et enseignements

12

par SAMUEL MUSEMBI MUSYOKI

Le contexte de l'assainissement au Kenya

Plus de 2,6 milliards de gens dans le monde ne disposent pas de toilettes adéquates. Pire encore, même ceux qui disposent de toilettes ne se lavent pas les mains correctement après **avoir chié**. Au Kenya, environ la moitié de la population (20 millions de personnes) n'ont pas d'installations sanitaires adéquates (Doyle, 2008). Ils chient en plein air ou dans un *juala* (sac plastique). Les implications d'une telle situation ? Environ 80 % des Kenyans qui vont à l'hôpital souffrent de maladies évitables comme la typhoïde, la dysenterie et des maladies diarrhéiques. Les maladies diarrhéiques et les gastroentérites figurent parmi les causes les plus fréquentes d'hospitalisation infantile au Kenya aujourd'hui. La situation est pire encore dans les zones rurales où 55 % de la population n'a pas accès à des installations sanitaires et doit avoir recours à la défécation à l'air libre.¹ Des milliers d'enfants manquent l'école

pour cause de diarrhée, d'infection par les vers ou autres maladies liées à un manque d'assainissement et d'hygiène. La mauvaise mise au rebut des excréments humains est à l'origine de la contamination des sources d'eau et de la propagation de fréquentes épidémies de choléra. Le manque d'assainissement et d'hygiène affecte non seulement le bien-être économique et social mais il se traduit aussi par de multiples infections qui entraînent l'hospitalisation et la mort de milliers de Kenyans.

Interventions passées en matière d'assainissement

Au cours des 20 dernières années, beaucoup de bailleurs ont financé des programmes d'assainissement axés sur le développement de modèles de latrines abordables susceptibles d'être dupliqués. Pourtant, ces efforts n'ont pas réussi à passer à l'échelle. Cela tient au fait que ces programmes sont basés sur deux hypothèses erronées : premièrement, que

¹ Programme commun OMS/UNICEF de surveillance, 2006.

Photo : Samuel Musembi Musyoki



Une simple latrine à fosse à Vitengeni, district de Kilifi, Kenya

c'est parce que les gens sont trop pauvres qu'ils ne construisent pas et n'utilisent pas de latrines ; deuxièmement, que des modèles de latrines bon marché et abordables suffisent à résoudre le problème. Ce que les concepteurs des programmes n'ont pas réalisé, c'est que la clé du problème était de bousculer les mentalités. Une fois que les gens apprécient l'importance de vivre dans un environnement hygiénique et doté d'un bon assainissement, ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre fin à la défécation à l'air libre, améliorer leurs conditions d'assainissement et utiliser les ressources disponibles localement pour installer des structures d'assainissement – et avec le temps, ils se hisseront le long de l'échelle de l'assainissement sans subvention extérieure.²

Depuis plus de 15 ans, le gouvernement du Kenya, Plan Kenya et bien d'autres agences du secteur de l'assainissement utilisent l'approche de Participation à la transformation de l'hygiène et de l'as-



Photo : Samuel Musembi Musyoki

Photo d'un bloc sanitaire en dur dans le district de Siaya, au Kenya. Elle a été prise durant un exercice de vérification.

sainissement (PHAST).³ Si le PHAST est une approche très rigoureuse, ces agences émettent quelques doutes quant à la question de savoir si PHAST peut promouvoir l'assainissement et l'hygiène à une échelle susceptible de contribuer de manière significative à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement ayant trait à l'assainissement. PHAST est un processus laborieux truffé d'éléments de subvention qui en ont fait une approche coûteuse et donc difficile à mettre à l'échelle de manière durable.

L'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) est donc arrivé à un moment où les agences travaillant dans le secteur de l'assainissement cherchaient des approches novatrices susceptibles d'être utilisées pour promouvoir et mettre à l'échelle l'assainissement et l'hygiène.

Le voyage de l'ATPC au Kenya

L'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC), qui trouve ses ori-

² L'« échelle de l'assainissement » aide les gens à identifier les options pour améliorer l'assainissement de leur communauté et réaliser que cela peut être un processus graduel. L'assainissement peut être bon marché et simple à mettre en œuvre comme une latrine à fosse protégée ou aussi complexe et coûteux qu'une toilette à chasse d'eau avec le tout-à-l'égout. Plus vous grimpez à l'échelle, plus les bénéfices sont nombreux pour la population et l'environnement.

³ PHAST est une méthode de formation participative qui utilise des aides visuelles pour prouver la relation entre l'assainissement et l'état de santé. Elle est axée sur l'augmentation de l'estime de soi des membres de la communauté et leur donne les moyens de planifier une amélioration de leur cadre de vie en devenant les propriétaires et les gestionnaires d'installations d'eau et d'assainissement. Voir le Manuel pas à pas sur PHAST, OMS 1998.

gines dans l'Évaluation rurale participative (ERP), est l'une des méthodes affichant l'essor le plus rapide dans le secteur de l'assainissement, pour laquelle il existe des exemples d'impacts positifs documentés en Asie du Sud et du Sud-Est (Kath et Kamar, 2005). Elle est aujourd'hui pratiquée dans plus de 20 pays d'Afrique.⁴ Elle a été introduite pour la première fois au Kenya en mai 2007, à l'issue de deux ateliers de formation en Tanzanie et en Éthiopie auxquels ont assisté trois membres du personnel de Plan. Comme je travaillais à l'époque pour l'Institute of Development Studies à l'Université de Sussex, j'ai eu le privilège d'accompagner Kamal Kar en qualité de co-instructeur et d'observateur participant. Je dois avouer que j'étais plutôt sceptique à l'époque, mais mon souhait était d'apprendre ce qui distinguait l'approche ATPC car j'avais eu beaucoup d'interactions avec Kamal lors de séminaires durant lesquels il en avait parlé.

Comme praticien et formateur en méthodologie ERP/PLA, les principaux outils utilisés dans l'approche ATPC n'avaient rien de nouveau pour moi (c.-à-d. cartographie sociale, marches de transect, organigrammes et planification d'action). Ce que j'ai trouvé unique dans l'ATPC était son usage inédit des **sentiments de dégoût, de honte et de peur** en guise de force pour faire évoluer les mentalités et déclencher une action collective (voir Pasteur, 2005 et Musyoki, 2007). Cela nécessite de la part du facilitateur qu'il joue un rôle très différent et se comporte aussi différemment. Si les approches participatives comme l'ERP/PLA nous invitent à être modestes et sympathiques, dans l'ATPC, nous devons assumer le rôle d'un avocat du diable.⁵ Dans ce rôle, nous facilitons systématiquement et avec humour un processus qui permet aux communautés d'analyser leur propre profil

d'assainissement. Cela nécessite de dessiner une carte de leur communauté, en indiquant où ils font leurs besoins, en calculant le volume de matières fécales produit (par jour, par semaine, par mois et par an). Ils indiquent ensuite où se rendent les matières fécales à l'aide d'organigrammes. Ils font alors une promenade (parfois appelée « marche de la honte ») pour constater l'ampleur du problème. Nous (les facilitateurs) les invitons à s'arrêter dans les sites de défécation à l'air libre et à décrire ce qu'ils voient. Nous rapportons ensuite un peu d'excréments sur les lieux de l'assemblée générale pour démontrer visuellement comment se produit le processus de contamination fécale-orale par le biais de l'eau et des aliments. Ce processus appelé **déclenchement** se traduit généralement par la réalisation choquante que les membres de la communauté ingèrent la merde des autres et leur propre merde – ce qui se traduit par des maladies, une hospitalisation et parfois la mort.

C'est à ce stade de la prise de conscience – le point d'embrassement – que nous, les facilitateurs, les remercions de nous avoir éduqués sur leur comportement sanitaire ; nous prenons congé en les encourageant à continuer de manger leur propre merde. Bien entendu, nous ne partons pas vraiment ; d'ailleurs, ils ne nous laisseraient pas partir. Cela fait aussi partie des stratagèmes que nous utilisons pour jouer avec les émotions de la population pour les pousser à changer de mentalité et à l'action collective pour mettre un terme à la défécation à l'air libre et garantir un assainissement adéquat dans leur communauté.

L'ATPC embrase la brousse

Suite à la formation en Tanzanie, Plan Kenya a décidé de mener un projet pilote ATPC dans trois districts: Kilifi (province

⁴ Kenya, Éthiopie, Ouganda, Tanzanie, Rwanda, Zambie, Malawi, Zimbabwe, Nord Soudan, Sud Soudan, Mozambique, Niger, République démocratique du Congo, Nigéria, Ghana, Mali, Burkina Faso, Sierra Leone, Sénégal, Gambie, Bénin, Libéria, Tchad et Égypte.

⁵ En langage courant, un avocat du diable est quelqu'un qui défend une position avec laquelle il n'est pas nécessairement d'accord aux seules fins d'argumenter la discussion. Ce processus peut aussi être utilisé pour tester la qualité de l'argument initial et identifier des faiblesses dans sa structure. Source : Wikipedia.

de la côte), Homa Bay (province de Nyanza) et Machakos (province orientale). Les trois sessions de déclenchement pilote se sont déroulées entre juillet et octobre 2007.

Dans le district de Kilifi, où le premier village a fait l'objet d'un déclenchement en juillet 2007, la réponse a été remarquable. Depuis la première célébration de la Fin de la défécation à l'air libre (19 novembre 2007), les communautés de plus de 150 villages se sont véritablement approprié l'initiative ATPC. Elles considèrent que l'approche a non seulement amélioré leurs conditions d'hygiène et d'assainissement mais aussi qu'elle met en valeur leur dignité humaine et leur fierté. Cette réaction a été fort bien exprimée par Charo, leader naturel d'un village, lorsqu'il a déclaré :

*Nous nous sentons fiers de nos accomplissements. Les 37 ménages jusqu'alors sans latrine en ont maintenant construit une et l'utilisent. Il n'y a plus de mauvaise odeur dans le voisinage.*⁶

Certains membres de la communauté des villages de Kilifi ayant fait l'objet d'un déclenchement ont déjà commencé à éliminer les installations d'assainissement provisoires qu'ils avaient montées à la hâte à l'issue du déclenchement. Ils investissent désormais dans la construction de structures plus durables et/ou en dur. On perçoit un sentiment d'émulation entre les membres de la communauté qui travaillent à l'amélioration de leurs installations sanitaires pour grimper les échelons de l'échelle d'assainissement. Dans les régions où les artisans avaient auparavant reçu une formation dans le cadre de programmes d'assainissement antérieurs, ils se sentent redynamisés et prêts à appliquer leurs compétences

devant la hausse de la demande en installations sanitaires. Dans le district de Kilifi, des groupes ayant atteint le statut FDAL n'hésitent à organiser des sessions de déclenchement dans les villages voisins. L'élan est tel que des groupes organisent et s'embarquent dans d'autres activités économiques comme la culture d'herbes potagères, de champignons ou d'arbres fruitiers. Ils ont également intégré l'ATPC dans des programmes plus larges de santé et de survie infantile.⁷ Comme l'exprime le coordonnateur du projet de survie infantile : « Il y a une prise de conscience qu'un enfant qui mange de la merde ne peut pas survivre, grandir et réaliser tout son potentiel. »

Les exploits du district de Kilifi ont fourni une bonne plate-forme d'apprentissage. Il y a eu des visites d'étude organisées pour montrer ce que peuvent accomplir les communautés par leurs propres moyens une fois qu'elles ont changé de mentalité et qu'elles ont décidé de se lancer dans une action collective. Au départ, il n'a pas été facile d'arriver à convaincre les professionnels du secteur de l'assainissement d'adopter l'ATPC. Toutefois, après avoir vu le raz de marée dans le district de Kilifi, il est devenu évident pour eux que l'ATPC avait le potentiel de transformer le comportement des gens et de multiplier le taux de couverture de l'assainissement beaucoup plus vite que toute autre approche adoptée dans le passé. Comme l'a observé un agent de santé publique du district :

*... notre obsession avec les latrines améliorées à fosse autoventilée (VIP) avec une dalle en ciment, quatre murs et une pièce noire avait enfermé les communautés dans un carcan... aujourd'hui, voyez un peu la merveilleuse variété de modèles qu'elles ont inventés.*⁸

⁶ Citation tirée d'une étude de cas dans le village de Jaribuni dans le cadre du Rapport d'avancement du programme pays de Plan Kenya (CPPPR), 2008.

⁷ Projet de survie infantile KIDCARE (Kilifi District Coastal Area Replication and Evolution) de Plan International, 2004-2009.

⁸ Agent de santé publique du district de Kilifi lors de la marche de transect à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des toilettes dans le village de Jaribuni (19 novembre 2007).

Photo : Samuel Musembi Musyoki



Un homme du village de Ngamani dans le district de Kilifi montre à un agent de la santé publique son dispositif de lavage des mains réalisé à partir d'un récipient en plastique qui fuit. Cette démonstration s'est déroulée durant les célébrations de la Journée mondiale des toilettes en 2008.

Le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement (MSPA) est désormais convaincu et a été en première ligne des efforts de promotion de l'ATPC. Le lancement de la Politique d'hygiène et d'assainissement environnemental a coïncidé avec l'introduction de l'ATPC en juillet 2007. Cette opportunité a facilité la collaboration avec le MSPA. La politique décrit l'assainissement comme un droit humain dont devraient bénéficier tous les Kenyans.⁹ Toutefois, la politique ne comportait pas de méthodologie claire sur la façon d'obtenir ce droit. Néanmoins, le gouvernement kenyan a introduit un contrat de performance qui exige de l'ensemble du ministère qu'il fixe des objectifs pour mesurer les performances de tous les membres de son personnel. Pour le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement, le contrat avait pour objectif d'accroître le taux de couverture de l'assainissement et l'utilisation des latrines de 5 % par an. Les fonctionnaires du district de Kilifi ont donc été incités à adopter l'approche ATPC. Avec

l'ATPC, le personnel du MSPA a pu aller bien au-delà de l'objectif fixé. Dans une période de 18 mois à compter de la première introduction de l'ATPC, le taux de couverture et d'utilisation des latrines dans le district de Kilifi est passé de 301 à 4 551.

Alors qu'il existait un village ayant mis fin à la défécation à l'air libre (FDAL) (Jaribuni) dans le district de Kilifi en novembre 2007, en mai 2010, on comptait environ 100 villages FDAL. Comme le déclare le D^r Tsofa, Agent médical de santé du district de Kilifi, « l'ATPC se propage comme un feu de brousse ». Pour traduire le succès de l'ATPC à Kilifi, il a ajouté :

J'attribue les exploits aux bons offices des membres de l'Équipe senior de gestion de la santé du district et au fait que le personnel formé en santé publique ait adopté l'approche ATPC avec un tel enthousiasme.

Kilifi s'efforce désormais de devenir le premier district FDAL de la région côtière et du Kenya. Toutefois, l'agent de santé publique du district de Kilifi reconnaît que le suivi et le pistage des villages ayant fait l'objet d'un déclenchement et des ménages qui construisent et utilisent de nouvelles latrines posent un défi. Le personnel est trop peu nombreux pour tenir le rythme auquel évoluent les communautés.

Le succès dans le district de Kilifi a entraîné son lot d'exigences. L'Équipe de gestion de la santé du district et les leaders naturels de Kilifi sont assaillis de demande de formation de leurs homologues dans les districts voisins.¹⁰ En collaboration avec Plan, ils ont pu répondre à ces demandes et jouent désormais un rôle pivot dans le passage à l'échelle de l'ATPC dans la province de la côte. Ils ont été en mesure de former des facilitateurs et d'organiser des sessions de déclenchement dans les communautés des districts voisins de

⁹ Voir la Politique nationale en matière d'hygiène et d'assainissement environnemental (Gouvernement du Kenya, 2007).

¹⁰ Les leaders naturels sont des militants et des enthousiastes qui sortent du lot et prennent la tête des processus ATPC.

Kwale, Kinango, Msambweni, Kaloleni et Malindi. Il existe une bonne synergie entre le personnel gouvernemental, les ONG et les leaders naturels des communautés déclenchées, ce qui contribue grandement à la propagation et l'adoption de l'ATPC.

Au niveau national, le MSPA, agence chef de file de l'assainissement, a fait preuve d'un haut degré d'engagement envers la multiplication des efforts d'assainissement à partir de l'approche ATPC. Comme l'explique le responsable en chef adjoint de la santé publique au sein du ministère :

...Nous le percevons comme un complément d'une part de la Politique du gouvernement du Kenya en matière d'hygiène et d'assainissement environnemental et d'autre part de la Stratégie de santé communautaire inaugurée en 2008.¹¹

La célébration des accomplissements a été une excellente occasion de déclencher davantage de communautés. Pour la troisième année consécutive, Plan Kenya a travaillé avec le MSPA et d'autres partenaires pour marquer la Journée mondiale des toilettes (19 novembre) au niveau des villages. Rien qu'en 2009, 20 villages dans le district de Kilifi ont célébré la Journée mondiale des toilettes pour marquer leur obtention du statut FDAL. L'un des villageois de Katsemereni a déclaré : « *Tumeamua kuacha kula mavi yetu na ya wengine* », que l'on pourrait traduire littéralement par : « Nous avons décidé d'arrêter de manger notre propre merde et celle des autres ! »

Ces célébrations ont joué un rôle déterminant pour montrer aux **professionnels** du secteur de l'assainissement ce que les communautés sont en mesure de faire une fois que leurs mentalités ont été transformées. Elles ont aussi joué un rôle pivot dans la médiatisation de l'approche ATPC et pour influencer les communautés des

villages voisins à prendre des mesures pour améliorer leur condition d'assainissement. Il y a plus d'organisations qui rejoignent la vague de l'ATPC parce qu'elles ont vu les progrès accomplis jusqu'ici. Parmi celles-ci figurent l'UNICEF, les services de santé de l'Agha Khan, le Réseau pour l'eau et l'assainissement (NETWAS), le Programme eau et assainissement (WSP) de la Banque mondiale, SNV (Organisation de développement des Pays-Bas), World Vision et Oxfam Royaume-Uni, Human Rights Cities Nairobi, Community Cleaning Service, SC Johnson, Starehe & Kasarani Youth Network et le Pamoja Trust, pour n'en nommer que quelques-unes.

Il existe aussi des défis

Même si je suis très excité et enthousiasmé par les succès de Kilifi, je suis aussi perturbé par le fait que les feux de l'ATPC ne se propagent pas à la même vitesse dans tout le pays. Même dans les districts où travaille Plan Kenya, l'adhésion a été lente. Alors que l'ATPC a été introduit simultanément en juillet 2007 dans les provinces de la côte, de Nyanza et orientale, les réponses et les résultats n'ont pas été les mêmes. Le taux d'adoption est plus rapide sur la côte kenyane (Kilifi, Kwale, Kinango et Msambweni), mais il est beaucoup plus lent à Nyanza. Seul le district d'Homa Bay, sur les trois districts de Nyanza où travaille Plan Kenya, est resté motivé et concentré sur l'ATPC. En mai 2010, presque trois ans après l'introduction de l'ATPC, seuls 20 villages avaient atteint le statut FDAL. Cela ne s'est d'ailleurs produit que dans les derniers mois. Dans la province orientale (Machackos et Tharaka) qui est aride et semi-aride, très peu peuplée et qui affiche un taux de couverture et d'utilisation des latrines relativement élevé (80 %), il semble ne pas exister beaucoup de motivation et nous avons décidé de nous en

¹¹ Source : Discours liminaire du Responsable en chef de l'assainissement au sein du MSPA au cours d'un atelier régional de formation en ATPC à Kilifi, juillet 2008.

détourner jusqu'à nouvel ordre. Dans ces régions, il est probable que l'ATPC serait plus pertinent pour les petites bourgades où il existe une forte concentration d'établissements humains et des signes d'une défécation massive à l'air libre.

La région la plus difficile de toutes a été la province de Nyanza. Si la région affiche les conditions les plus favorables pour l'ATPC (Kar et Chambers, 2008), accélérer le processus dans cette province s'est révélé une énorme gageure. Dans la région, les problèmes sont plus institutionnels que socioculturels. Cela peut en grande partie être attribué à un manque de leaders passionnés et engagés et de champions de l'ATPC. Quelque cinq ateliers de formation pratique et visites exploratoires à Kilifi et Kwale ont été organisés. Cela signifie que plus de 100 facilitateurs ATPC ont été formés à Nyanza. Bien qu'une cinquantaine de villages aient fait l'objet d'un déclenchement entre juillet 2007 et décembre 2008, seul un village avait atteint le statut FDAL en décembre 2009 dans les régions de travail de Plan. La première célébration FDAL à Nyanza s'est tenue dans le village de Manera le 25 février 2010. De ce fait, on a constaté un regain d'engagement par le MSPA, de sorte que 19 villages supplémentaires ont décroché le statut FDAL en mai 2010.

Dans le district de Siaya (zone où ne travaille pas Plan), toutefois, un groupe de jeunes ayant délégué cinq participants à une formation organisée par Plan à Bondo en décembre 2008, a réussi à faire une session de déclenchement dans 21 villages dans un sous-site. Tous ont atteint le statut FDAL dans les huit mois qui ont suivi le déclenchement. Au contraire, 10 villages déclenchés en même temps à Bondo par du personnel de Plan et du gouvernement ne semblent pas avoir fait de progrès. Ni le personnel de Plan ni le MSPA ne semblent garder un œil sur les progrès accomplis car il n'y a pas eu de suivi efficace dans les communautés.

Des anecdotes glanées lors de notre

suivi interne ont révélé qu'il y avait eu des difficultés entre notre bureau de Plan et le personnel du MSPA à Bondo. Pour quelle raison ? Une histoire d'indemnité. Bien qu'à la fin de la formation, le personnel du MSPA ait rédigé des plans d'action très sophistiqués sur lesquels ils montraient comment ils allaient déployer l'ATPC dans le district de Bondo, cela était basé sur l'hypothèse qu'il leur serait donné des « moyens » de mettre en œuvre ces plans d'action. De fait, ils ont perçu la tâche comme une mission de Plan et ont exigé la confirmation qu'ils seraient rémunérés pour la réalisation de cette mission. Lorsqu'ils ont appris que nous (Plan) ne changerions pas d'avis, ils ont tout laissé tomber et ont déclaré qu'à moins de les payer (*gonyo*, terme littéralement traduit pas « délier », façon déguisée d'exiger un paiement), ils ne feraient pas partie du processus.

Malheureusement, nous ne disposions que de très peu de personnel à Bondo. Comme toute la stratégie de l'ATPC reposait sur l'hypothèse que les pouvoirs publics seraient convaincus et verraient la valeur ajoutée intrinsèque de l'ATPC dans leurs travaux, nous étions dans l'impasse. Nous nous étions trompés. Même si la formation ATPC est impulsée par la demande, il semble qu'à l'époque le personnel du MSPA dans la région cherchait seulement à s'enrichir et ne partageait pas notre vision. Nous n'avions pas pris suffisamment de temps pour déclencher et identifier des champions institutionnels au sein de Plan Bondo et du MSPA comme nous l'avions fait à Kilifi.

L'expérience de Plan dans le district d'Homa Bay a été analogue. Toutefois, parce que nous disposions d'un champion qui avait une vision claire et un véritable engagement envers le processus, la non-collaboration des agents des pouvoirs publics ne l'a pas dissuadé ni l'équipe. Philip Otieno de Plan, désormais nommé aux fonctions de Formateur ATPC pour l'Afrique orientale et australe, n'a pas

hésité à changer d'approche à Homa Bay. Il a plutôt décidé de travailler avec les chefs locaux et les jeunes au lieu de compter sur le MSPA comme seul partenaire. Cette stratégie a permis de nouveaux exploits dans le district d'Homa Bay avec une vingtaine de villages qui ont décroché le statut FDAL et quelques autres qui ont augmenté leur taux d'utilisation de latrines à 95 %. Homa Bay a célébré son premier village FDAL en février 2010. Cela a attiré la participation du personnel du MSPA dans la province de Nyanza – pas seulement le district de Homa Bay – et du siège du ministère à Nairobi. Il ne fait aucun doute que les célébrations du statut FDAL dans le village de Manera déboucheront sur un regain de soutien en faveur de l'ATPC dans toute la province de Nyanza.

Il est assez courant d'exiger des indemnités dans la région. Comme le déclare un agent senior du MSPA :

... c'est un problème qui a été créé par les ONG internationales qui travaillaient sur le VIH et le sida dans la province de Nyanza qui ont beaucoup d'argent et qui ne savent pas comment l'investir, si ce n'est dans l'organisation de rencontres/ateliers et le versement d'indemnités.

La province de Nyanza est saturée d'ONG et la plupart paient des indemnités très élevées aux personnels des services gouvernementaux. Par conséquent, ces derniers ne voient pas pourquoi Plan serait différent à propos de cette initiative spécifique. Si, pour nous, il était clair que l'ATPC était une approche sans subvention et que ce principe devait être appliqué même durant la formation et durant le suivi, nos partenaires, qui savaient qu'il était arrivé à Plan de verser des indemnités pour d'autres activités, ne comprenaient pas pourquoi les choses seraient différentes avec l'ATPC. La pratique de ne pas verser d'indemnité aurait donc dû être appliquée non seulement à l'ATPC mais à tous les projets en collaboration que nous

entreprisons en partenariat avec le gouvernement.

Enseignements clés pour l'avenir

La création de la culture institutionnelle appropriée est importante pour réussir à mettre en œuvre l'ATPC. Cela nécessite d'identifier des champions qui comprennent la philosophie derrière l'ATPC et qui soient capables de suivre et d'aider le personnel en première ligne à la respecter. Nous avons compris que, parce que nous avons décidé, en tant qu'institution, d'adopter l'ATPC, nous pensions que cette vision serait partagée par tout le monde – et que cela garantirait la cohésion des pratiques. Toutefois, nous avons maintenant compris que ce n'est pas le cas et qu'il est nécessaire d'harmoniser les pratiques. Ainsi, à Kilifi, si la pratique de ne pas verser d'indemnités aux agents gouvernementaux a été appliquée à la lettre tout au long du projet, cela n'a pas été le cas dans certaines des autres régions où travaille Plan Kenya.

Même dans le district de Kilifi, où Plan et les dirigeants du MSPA étaient résolument décidés à soutenir l'ATPC dès le départ, nous avons compris que les capacités étaient limitées. Nous avons appris qu'il est nécessaire de libérer le personnel qui croit passionnément en l'ATPC pour le laisser travailler à plein temps au soutien des processus ATPC. Pour un suivi, un contrôle, une évaluation et une documentation efficaces des processus post-déclenchement de l'ATPC, nous avons appris qu'il est nécessaire de prévoir des ressources et du temps. Même dans le district de Kilifi qui est bien parti pour devenir le premier district FDAL du Kenya, cela pourra prendre un peu plus de temps si tout repose entre les mains du MSPA et de Plan. Il est donc nécessaire de faire usage de différents points d'entrée avec des acteurs multiples et de ne pas dépendre uniquement du MSPA. Les équipes de Kilifi et Homa Bay ont décidé de travailler avec le personnel des autres

services techniques ministériels, les autorités locales (chefs et aînés des villages), les agents de santé communautaires, les jeunes et les enfants pour prendre la tête des sessions de déclenchement dans plus de villages et se charger du suivi, du contrôle, de l'évaluation et même d'une documentation de base.

Nous avons aussi appris que dans le sillage du succès suit une demande accrue de mise à l'échelle. Toutefois, notre expérience nous a permis de réaliser qu'il est nécessaire d'être plus stratégique et systématique si l'ATPC doit être déployée de façon soignée. Cela exige de mettre en place des structures de soutien à différents niveaux (nationales et de district) et de désigner du personnel et des ressources à cet effet (y compris pour des fonctions comme la coordination, le suivi, l'évaluation, la recherche et la documentation). Nous avons besoin de forger des partenariats stratégiques avec des acteurs compétents à différents niveaux au lieu de travailler selon des arrangements lâches et sporadiques qui laissent le passage à l'échelle de l'ATPC entre les mains d'individus isolés. C'est par une approche systématisée et délibérée de ce type que le passage à l'échelle de l'ATPC pourra se faire non pas au petit bonheur la chance mais confiée à des institutions motivées. Cela veillera à ce que l'ATPC évolue en un mouvement ou une pratique auto-facilité(e) qui se propage et peut être nourri(e) au sein des structures existantes. À ce propos, Plan Kenya est sur le point de mettre sur pied une petite unité ATPC (comptant un minimum de trois employés) dont le mandat comprendra l'action de plaidoyer, la formation pratique (y compris l'accompagnement et le mentorat), le suivi, l'évaluation, la recherche et la documentation. L'unité jouera aussi un rôle déterminant dans le travail en réseau et la création de partenariats pour faciliter le partage et l'apprentissage entre praticiens au Kenya, dans la région et à travers le monde.

COORDONNÉES



Samuel Musembi Musyoki
Bureau pays de Plan International au Kenya
Dennis Pritt Road
PO Box 25196-00603
Nairobi
Kenya
Tél. +254 20 3870216/3874987/3862593
Courriel : samuel.musyoki@plan-
international.org

RÉFÉRENCES

- Chambers, R. (1997) *Whose Reality Counts? Putting the first last*. IT Publications : Londres, Royaume-Uni.
- Doyle, B.A. (2008) « Achieving Child Rights to Survival and Development: A situation analysis of water supply, sanitation and hygiene. » Rapport à la République du Kenya, Brendan Doyle, Consultant UNICEF, mai 2008.
- Gouvernement du Kenya (2007) « National Environmental Sanitation and Hygiene Policy. » Government Printers : Nairobi, Kenya.
- Kar, K. et R. Chambers (2008) *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*. Plan : Royaume-Uni et Institute of Development Studies (IDS) : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/CLTShandbook>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation
- Kar, K. et K. Pasteur (2005) « Subsidy or Self-Respect? Community-Led Total Sanitation: An update on recent developments. » IDS Working Paper 257, IDS, Université de Sussex : Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/IDS-WP-257> URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/sites/communityledtotalsanitation.org/files/wp257_0.pdf
- Musyoki S.M. (2007) « Sceptics and Evangelists: Insights on scaling up Community-Led Total Sanitation (CLTS) in Southern and Eastern Africa. » IDS, Université de Sussex : Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/sceptics-evangelists>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/sceptics-and-evangelists-insights-scaling-community-led-total-sanitation-clts-southern-and-
- Organisation mondiale de la santé (OMS) (1998) « Manuel pas à pas sur PHAST : une approche participative pour enrayer les maladies diarrhéiques. » OMS : Genève, Suisse.
- Plan Kenya (2009) County Program Progress Report (CPPR), Plan Kenya : Nairobi.

La merde se déplace vite : vers un réseau ATPC mondial

13

par PETRA BONGARTZ

Introduction

Imaginez un peu être assis à la table d'un hôtel confortable, peut-être à Nairobi ou à Phnom Penh, à Delhi, ou à Lusaka. À la table d'à côté, des gens sont engagés dans une discussion animée. Vous surprenez des bribes de conversation et vous n'en croyez pas vos oreilles. Vous êtes surpris, choqué, dégoûté même. Ou peut-être êtes-vous d'une constitution plus robuste, auquel cas vous êtes intrigué et vous vous demandez ce que ces gens peuvent bien faire comme métier. Et pourquoi tant de rires et de cordialité ?

Et bien, félicitations, vous venez sans doute de surprendre l'une des nombreuses rencontres de praticiens de l'Assainissement total piloté par la communauté, ou ATPC, qui passent leur temps à discuter des politiques générales en matière de merde. Il n'y a pas si longtemps, j'aurais moi-même été surprise de découvrir que la merde est une source intéressante de conversation qui peut rapprocher les gens plutôt que de les faire reculer de dégoût, d'embarras et de gêne. Pourtant, depuis

que j'ai commencé à travailler sur l'Assainissement total piloté par la communauté il y a environ quatre ans, je me suis tellement habituée à parler de *mavi*, *caca*, *goo*, *amazi*, *chilu* et *gand* que je dois fréquemment me rappeler à l'ordre lorsque je suis ailleurs que dans un milieu ATPC, pour me souvenir que d'autres ne se sentent peut-être pas aussi à l'aise à l'idée d'évoquer un tel sujet devant leur assiette.

Mais, ceux qui s'activent à « nettoyer la merde » comme aime à le décrire le pionnier de l'ATPC, Kamal Kar, savent que malgré la multitude d'anecdotes et d'histoires drôles scatologiques, il n'y a pas de quoi rire : la merde tue. On estime que plus de 2 milliards de gens dans le monde en développement pratiquent la défécation à l'air libre et que, chaque année, les maladies diarrhéiques qui en résultent tuent environ 1,8 million de personnes, principalement des enfants de moins de cinq ans.

Découverte du monde caché de la merde

Comme beaucoup de personnes qui vivent dans l'hémisphère Nord, je n'avais jamais



WORD	LANGUAGE	COUNTRY
Mai	Kikamba/Kikuyu	Kenya
Mavi	Kiswahili	Kenya
Bbi	Luganda	Uganda
Ngachin	Turkana	Kenya
Kamafwi	Bukusu	Kenya
Coko'	Portuguese	Mozambique
amabi	Kikisii	Kenya
Mavi	Kitaita	Kenya
Mavh	Kiduruma	Kenya
Chieh	Luo	Kenya
Manyi	Encheung	Malawi

Photo : Petra Bongartz

Glossaire international de la merde

trop réfléchi à l'histoire des toilettes. Je tenais pour acquis le fait que lorsque j'avais envie de faire mes besoins, je pourrais trouver un endroit propre et fonctionnel où me soulager, en privé et sans trop de difficulté. J'étais totalement ignorante du fait que le simple processus d'aller aux toilettes et le « matériel » requis pour pouvoir le faire était un luxe qui me différençait de plus des deux tiers de la population du monde.

Tout cela a été radicalement bouleversé – aujourd'hui, je sais dire merde dans plus de 70 langues – de fait, je les collectionne.¹ Je suis une habituée des toilettes volantes et des sacs à caca.² J'ai appris que, dans certaines cultures, les gens croient que les hommes ne chient pas ou que les excréments de différentes personnes ne

devraient pas se mélanger. Je sais que l'on peut transformer une toilette en un verger.³ Et j'ai parlé à des gens de beaucoup de pays différents, issus d'organisations et de milieux différents concernant les « tenants et les aboutissants » du monde de la défécation (tout un programme !). Je suis absolument convaincue que l'assainissement, ou plutôt le manque d'assainissement, est l'une des questions les plus graves auxquelles est confronté le monde en développement. Dans ma vie privée, lorsqu'on me demande lors d'une soirée : « Quel est votre métier ? », ma réponse « Je travaille sur la merde, au sens littéral du terme » provoque souvent un éclat de rire mais, par la suite, lorsque je révèle certains faits et quelques anecdotes sur les terribles conditions auxquelles sont confrontés des milliards de personnes autour du globe, je suscite souvent beaucoup d'intérêt et bien souvent un vif émoi.

Comment tout a commencé

L'Institute of Development Studies (IDS) se targue d'une association de longue date avec Kamal Kar, le pionnier de l'ATPC. Nous nous sommes impliqués dans l'approche ATPC dès ses premiers jours. Du fait de nos méthodes de financement très souples, nous avons pu soutenir Kamal pour qu'il produise la première publication sur l'ATPC, le document de travail IDS n° 184, « *Subsidy or Self-Respect: Participatory Total Community Sanitation in Bangladesh* » (Kar, 2003). Nous avons ensuite entamé un programme de recherche sur trois ans, financé par le Dfid, un projet de réseautage et d'apprentissage par l'action sur l'approche en 2006. Nous

¹ Voir le glossaire international de la merde, p. 15, dans ce numéro.

² Par toilettes volantes, on entend les sacs en plastique utilisés pour la défécation puis jetés dans les fossés, le long de la route ou le plus loin possible. Ce phénomène est particulièrement caractéristique des bidonvilles de Nairobi, par exemple à Kibera, où il constitue l'un des principaux moyens de se débarrasser de la merde.

³ Cela fait référence à « l'arborloo » – une latrine à fosse simple construite sur une fosse peu profonde. La dalle et la superstructure sont facilement transportables de manière à pouvoir être déplacées au-dessus d'une autre fosse peu profonde lorsque la première est pleine. Les fosses pleines sont bouchées avec de la terre et de jeunes arbres y sont plantés. Au final, on obtient ce que Peter Morgan appelle un « verger sanitaire » d'arbres fruitiers et autres éparpillés sur le terroir. Pour plus d'information, voir <http://aquamor.tripod.com/ArborLoo2.HTM>.

Encadré 1 : Appréciation du réseau plus vaste

Nos contacts ont apprécié les « comptes rendus précieux de l'IDS ». Sur la base des réactions reçues, le site web répond aux besoins et aux intérêts de nombreux praticiens :

Le site web... géré par l'IDS fait qu'il est facile de se tenir au courant des nouveaux développements et de capitaliser sur nos ressources mutuelles. Nilanjana Mukherjee, Consultant senior en développement pour le Programme eau et assainissement de la Banque mondiale.

Je crois que notre coopération continue et notre soutien vont enrichir l'approche ATPC dans les pays en développement comme le Bangladesh. Paritosh Chandra Sarker, ex-WaterAid Bangladesh.

Merci pour la mise à jour ATPC. Vous avez indubitablement élargi mes connaissances et mon appréciation des nouvelles approches en matière d'assainissement total. Je prie pour que vous puissiez continuer à me tenir informé puisque cette information va encore plus loin dans la promotion de l'assainissement de la communauté où je travaille. Andrew Cohen Cheptok, Ouganda.

Village Education Resource Centre (VERC), l'organisation impliquée dans le développement de l'approche au Bangladesh, a écrit pour dire que : VERC est très heureux de participer... *VERC vous félicite et apprécie vivement le dur labeur que vous réalisez pour diffuser des nouvelles sur l'ATPC aux quatre coins du monde.*

Félicitations pour l'excellence des ressources affichées sur le site ATPC !

Merci beaucoup de contribuer à faire en sorte que le processus reste bien connecté à l'échelle mondiale !

avons été confrontés à la difficulté de savoir qui faisait précisément quoi en matière d'ATPC dans la poignée de pays qui avaient commencé sa mise en œuvre à l'époque. Notre première tâche en tant que réseau était parfaitement claire : nous mettre en rapport avec ceux « qui s'y connaissent » et leur demander des informations.

Réseautage

Le mot « réseautage » évoque souvent l'image de gens qui discutent autour d'un verre, lors d'un buffet ou qui passent des heures sur des sites Internet de « réseaux sociaux ». Mais le réseau ATPC a démarré d'une manière très simple : j'ai écrit des courriels aux gens identifiés par Kamal comme des contacts clés dans plusieurs pays (à l'époque, c'étaient essentiellement des pays asiatiques), en présentant mon projet et en leur demandant de nous parler de leurs travaux sur l'ATPC. Puis, je me suis contentée d'attendre leurs réponses. Elles sont arrivées et il est vite devenu évident que ceux qui étaient impliqués dans l'ATPC étaient non seulement heureux de partager leur expérience mais aussi ravis de s'associer avec d'autres prêts à travailler sur

cette approche révolutionnaire.

Ces temps-ci, il ne se passe pas une journée sans que je reçoive une demande d'information sur l'ATPC. Il peut s'agir de questions qui touchent à tous les aspects de l'approche : formation et facilitation, applicabilité et solutions pour des contextes différents, p. ex : zones exposées aux inondations, sols sableux ou rocheux, situations d'urgence ou d'après conflit, comment faire face à la réticence du gouvernement, comment soutenir les leaders naturels... la liste n'en finit pas. Si cela nous permet chez IDS de nous tenir informés sur les progrès de l'ATPC dans les différents pays et les organisations, le réseautage s'est étoffé pour inclure la fourniture d'information et de matériaux et mettre les gens en rapport avec d'autres ayant des connaissances pertinentes. Depuis ses débuts, lorsque j'avais contacté une vingtaine de personnes par courriel, le réseau a grandi et sa liste de diffusion compte désormais plus de 1 000 contacts à travers le monde, qui sont directement impliqués dans l'ATPC ou qui témoignent d'un vif intérêt à se tenir informés sur l'approche à mesure de son passage à l'échelle (voir l'Encadré 1).

Encadré 2 : Que trouve-t-on sur le site web de l'ATPC ?

• L'approche

Des informations contextuelles sur l'ATPC : de quoi s'agit-il ? Quelles sont ses origines ? Comment fonctionne-t-il ? Où puis-je obtenir un complément d'information ? Voir :

www.communityledtotalsanitation.org/page/clts-approach

• Où se pratique l'ATPC ?

Carte du monde indiquant dans quels pays a été introduit l'ATPC.

Des liens vers les pages respectives du pays qui contiennent des renseignements sur les activités ATPC et des documents associés. Voir :

www.communityledtotalsanitation.org/where

• Ressources

Bibliothèque en ligne de documents liés à l'ATPC, interrogeable par mot clé, type de ressource ou sujet. Les types de ressource comprennent des études pays, des informations sur l'approche, des études de cas, des papiers de chercheur, des manuels et des films ou des supports audiovisuels. Voir :

www.communityledtotalsanitation.org/resources/latest

• Manuels et guides

Accès facile à des publications clés comme le Manuel de l'ATPC et le Guide de formation du formateur par le biais de liens dans le menu.

• Photos et vidéos

Il faut le voir pour le croire : photos de tous les aspects de l'ATPC dans la galerie de photos consacré à l'ATPC sur le site flickr. Voir :

www.flickr.com/photos/communityledtotalsanitation/ ou le diaporama :

www.communityledtotalsanitation.org/page/clts-photos

• Le glossaire international de la merde est une véritable mine d'information où trouver différents mots pour parler de merde à travers le globe. Voir :

www.communityledtotalsanitation.org/resource/international-glossary-shit

• Nouvelles

Communications sur des manifestations et des occasions clés comme la Journée mondiale des toilettes.

L'ATPC et l'assainissement au cœur de l'actualité.

Voir : www.communityledtotalsanitation.org/news

• Abonnement au bulletin

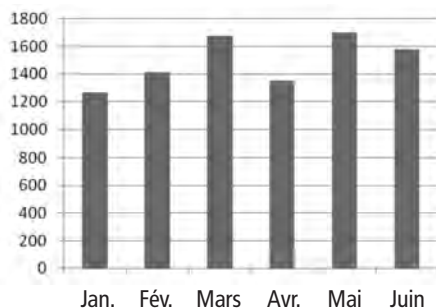
Possibilité de s'abonner au bulletin électronique de l'ATPC publié tous les deux mois.



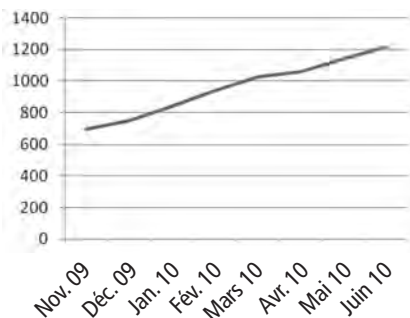
www.communityledtotalsanitation.org

Encadré 3 : Statistiques concernant le site web de l'ATPC et la liste de diffusion

Visiteurs : les pics d'afflux de visiteurs sont généralement enregistrés durant les mois qui correspondent à l'envoi du bulletin électronique ou lorsqu'il y a eu un atelier, p. ex. LatinoSan en mars, le bulletin en mai.



Liste de diffusion : Nombre de personnes abonnées à la liste de diffusion du bulletin ATPC (abonnements par le site web, suite à une demande de renseignement par e-mail ou lors d'un atelier). Les contacts figurant sur la liste de diffusion reçoivent un bulletin bimensuel avec des mises à jour sur ce qu'il y a de neuf sur le site web ainsi que d'autres nouvelles ayant trait à l'ATPC.



Merde virtuelle

Ces contacts ont tous reçu un bulletin électronique bimensuel qui comprend une mise à jour sur les derniers ajouts au site web. Pour tenir compte du fait que la plupart d'entre nous sommes terriblement débordés, le bulletin comprend des résumés des nouveaux documents pour nous aider à décider ce qui est pertinent et mérite d'être lu dans la version intégrale. Des nouvelles et des alertes liées à l'ATPC sur des manifestations à venir figurent également dans le bulletin.

L'un des éléments clés de nos travaux concerne le site web de l'ATPC qui agit comme un centre de ressources en ligne pour s'informer sur l'approche.⁴ L'idée derrière le site était de construire un « site par la communauté pour la communauté » – la majorité des ressources du site sont des contenus envoyés par des praticiens en provenance de plus de 35 pays où l'ATPC a été introduit. Tous les genres sont les bienvenus : articles informels, rapports, évaluations, articles de journal, papiers de chercheur ou compte rendu d'atelier, etc.

L'une des ressources les plus populaires est le manuel ATPC (Kar et Chambers, 2008) qui a été traduit en plusieurs langues, notamment en hindi, bengali, français, espagnol et portugais. Récemment (mai 2010), le nouvel ouvrage de Kamal Kar *Faciliter les ateliers de formation sur le terrain pour l'Assainissement total piloté par la communauté : Guide de formation des formateurs* a également été ajouté aux ressources et il est bien parti pour être lui aussi très prisé par les visiteurs du site web.⁵ De plus en plus de documents dans des langues autres que l'anglais font leur apparition sur le site : on y trouve des consignes en matière de déclenchement en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en lao, une trousse à outils de l'ATPC en népalé et un Guide du facilitateur en chichewa (langue parlée au Malawi).

Faire partie d'un changement positif : apprentissage par l'action

Donc, que faisons-nous hormis gérer un site web sur l'ATPC ? Des activités de réseautage se chevauchent et s'entrelacent avec ce que nous appelons un « apprentissage par l'action ». Comme son nom l'indique, cela suppose une « implication », une participation à ce qui se passe afin de tirer des leçons de ce qui se passe. Dans notre cas, cela veut dire :

- se tenir informé de ce qui se passe dans le domaine de l'ATPC ;
- rester en contact avec ceux qui sont directement impliqués ;
- poser des questions et tirer des leçons pour un apprentissage plus large ; et
- disséminer ces enseignements de façon informelle (par le biais de conversations ou d'e-mails) ou de façon plus formelle, dans des publications.

Cela veut dire faire partie du sujet que nous étudions, plutôt que de nous contenter d'être spectateur, l'objectif présumé du chercheur « classique ». Comme les facilitateurs ATPC lors du déclenchement, nous sommes des apprenants qui accompagnons ceux qui sont directement engagés dans la mise en œuvre de l'ATPC, invitant la réflexion et l'analyse en posant des questions :

... Vos questions ouvrent les horizons des facilitateurs ATPC et ils en tiennent compte dans leurs pratiques. N'hésitez pas à envoyer davantage de nouvelles, d'idées ou de commentaires concernant l'ATPC.

Yohana Sekimweri

Notre étude de l'ATPC, à la différence des autres recherches, comprend des réactions sur les thèmes émergents et intervient activement dans le but d'améliorer les pratiques, tout en réfléchissant à notre propre rôle et à nos préjugés. Et, de temps à autre, dans la logique de l'ATPC, nous

⁴ Voir www.communityledtotalsanitation.org

⁵ Voir <http://tinyurl.com/clts-training-guide>. Détails complets dans les références à la fin de cet article.



Photo : Petra Bongartz

Les participants à l'atelier sur l'ATPC en Afrique à Mombasa en mars 2009 se regroupent par pays.

découvrons une merde institutionnelle, un cas de constipation professionnelle ou intellectuelle, que ce soit la nôtre ou celle de tiers. Cela semble être un rôle qui est reconnu et apprécié de nos pairs :

En créant un environnement propice à la réflexion et à l'autocritique, la contribution de l'équipe IDS a été tout à fait unique. Vous [êtes] profondément passionnés par l'ATPC et pourtant vous êtes suffisamment lucides pour l'observer d'un œil critique – chose que nous devrions tous nous efforcer de faire, si nous souhaitons vraiment contribuer au changement et à de meilleures conditions de vie.
Tom Palakudiyil, WaterAid.

L'objectif commun de toutes nos activités de réseautage et d'apprentissage par l'action est de faciliter le partage et l'apprentissage entre les populations, afin d'améliorer les pratiques ATPC, d'influencer les politiques et donc de garantir la qualité à mesure que l'ATPC est mis à l'échelle. Notre espoir est qu'en aidant les praticiens et en collaborant avec eux, nous stimulons le débat sur les aspects cruciaux

de l'approche et de sa mise en œuvre, en veillant à ce que les leçons soient apprises et partagées. Un autre but est de nourrir l'élan du « mouvement ATPC » et d'atteindre une masse critique : une communauté mondiale de praticiens soudée et bien informée. Car, comme le remarque Nilanjana Mukherjee :

... Sans un mécanisme mondial pour permettre aux apprenants de rester en relation et de mettre en commun régulièrement leur apprentissage, il serait facile de se perdre ou de se limiter aux frontières d'un pays ou d'un projet... L'IDS [s'efforce] de nous fournir à tous une tribune permanente pour nous tenir informés des développements ayant trait à l'ATPC à travers le monde et se réjouit des occasions permettant d'analyser les expériences vécues dans plusieurs pays et d'en tirer des enseignements collectifs.

Regroupons-nous : des ateliers de partage et d'apprentissage

L'une de ces tribunes est constituée par les ateliers de partage et d'apprentissage que nous avons organisés plusieurs fois au



Photo : Petra Bongartz

Photo de famille des participants à l'atelier de Mombasa.

cours des dernières années, par exemple lors de la Conférence sud-asiatique sur l'assainissement (Sacosan) II (2006) et III (2008) et lors de la Conférence africaine sur l'assainissement et l'hygiène (Africa-San) en 2008. Nous capitalisons sur les occasions comme les conférences internationales et régionales, lorsque les gens se réunissent de toute façon, pour (co)organiser et faciliter ces ateliers d'une journée, le plus souvent en association avec d'autres organisations comme Plan, le Programme eau et assainissement (WSP) de la Banque mondiale ou le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Plus récemment, nous avons aussi coorganisé deux ateliers plus longs (une semaine) : un avec Plan Kenya sur l'ATPC en Afrique à Mombasa en mars 2009, et un autre avec l'UNICEF, le WSP, Plan, WaterAid, la Croix-Rouge suisse, LienAid et d'autres sur l'ATPC en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, à Phnom Penh en novembre 2009. Partout où c'est possible, ces ateliers comprennent aussi des visites de terrain pour tirer des leçons des expériences pratiques.

Les ateliers réunissent 40 à 60 prati-



Photo : Petra Bongartz

Et pour célébrer la fin de l'atelier de Mombasa... Ce gâteau est littéralement couvert de (mots du cru pour dire) merde.

ciens des communautés, des pouvoirs publics, d'ONG et d'agences bilatérales, des « vétérans » et des nouveaux venus sur la scène de l'ATPC, dans le but de mettre en commun des expériences et de promouvoir l'apprentissage mutuel. À l'issue de l'atelier de Mombasa, un participant a commenté :

Il a été très intéressant de partager toutes ces expériences sur l'ATPC issues d'une telle variété de ressources. Je suis persuadé qu'ensemble nous pouvons hisser nos différents pays en développement à un plus

haut niveau d'assainissement et d'hygiène en appliquant l'approche ATPC et en partageant nos connaissances.

Rencontrer des gens en personne, entendre leur histoire de leur bouche et, surtout, rire ensemble sont autant d'activités qui ont revêtu une importance vitale pour créer des réseaux locaux et régionaux de praticiens ainsi que le sentiment d'une communauté mondiale de l'ATPC. Lors de ces ateliers, nous passons du temps à entendre le récit des expériences qui ont donné de bons résultats, nous réfléchissons en toute franchise aux questions émergentes et aux difficultés et nous échangeons des idées, des innovations, des solutions possibles et des façons d'aller de l'avant. Ces ateliers constituent une superbe occasion de créer des liens entre les organisations, les pays et même les continents pour contribuer à l'établissement d'un réseau utile à l'avenir. Comme l'illustre un commentaire formulé par Innocent Sifuna de Plan Kenya au Turkana, l'interaction directe avec des tiers qui travaillent sur l'ATPC est une expérience irremplaçable et crée beaucoup de dynamisme : « Après avoir pris part à l'atelier régional, je suis plus galvanisé et motivé que jamais. »

Un résultat positif est la nouvelle collaboration et le partage d'expériences, de ressources et de matériels au-delà de l'atelier. Le temps passé ensemble se termine habituellement par l'établissement de plans d'action par pays et/ou par organisation, en reconnaissant que ce dont nous avons parlé peut servir de point de départ au changement. L'apprentissage des ateliers sert aussi de base d'apprentissage pour tous, avec la dissémination par le biais du site web et des propres réseaux des participants dans leurs pays respectifs. Comme le résumait Frank Marita de Plan Kenya à l'issue de l'atelier de Mombasa en mars 2009 :

Le forum d'une semaine nous a donné à tous une occasion de mettre en commun nos différentes expériences et les difficultés

rencontrées avec l'ATPC. Je crois qu'un bon nombre d'entre nous (pour ne pas dire chacun de nous !) sont totalement convaincus et croient dur comme fer que l'approche ATPC est la seule façon d'aller de l'avant... Je suis sûr que nous sommes tous d'accord pour dire que la documentation sur ce que nous faisons, en partageant les meilleures pratiques et celles qui sont les plus prometteuses, ainsi qu'un réseautage continu, constituent des conditions préalables au succès de l'ATPC. Nous devons attiser les braises.

Devenir une plaque tournante : l'implication de l'IDS dans l'ATPC

« Attiser les braises de l'ATPC » décrit sans doute assez fidèlement ce que nous essayons d'accomplir au sein de l'IDS. D'aucuns diront peut-être que nous ne nous salissons pas les mains – c.-à-d. que nous ne sommes pas directement impliqués dans la mise en œuvre de l'ATPC sur le terrain – nous estimons que nous avons cependant un rôle important à jouer. Et cela nous a été bien souvent répété par ceux qui travaillent avec nous. Comme l'affirme Idrissa Doucouré, chef de l'Unité sur les nouvelles initiatives à WaterAid :

Ces dernières années, l'IDS a été dans une position privilégiée pour réunir des ONG internationales de différents secteurs qui travaillent sur l'ATPC... L'IDS a pris le pouls des initiatives mondiales ATPC et elle a joué un rôle déterminant dans la création de liens intersectoriels et inter-organisationnels afin de faire progresser l'approche.

Nous nous voyons comme une plaque tournante. Nous sommes placés au cœur d'une toile complexe qui relie beaucoup de gens différents à travers le monde : praticiens, ONG, agents gouvernementaux, chercheurs et toutes les autres personnes résolument décidées à mettre fin à la défécation à l'air libre et ses terribles conséquences pour la santé et le bien-être

humains. Nous recherchons, recueillons et diffusons les connaissances, les recherches et les informations sur l'ATPC. Nous relient ceux qui sont engagés et/ou intéressés par l'ATPC à l'échelle mondiale et nous facilitons des processus mutuels de partage et d'apprentissage à partir de l'expérience. Alors que d'autres grands acteurs du secteur travaillent sur l'assainissement en général, nous sommes les seuls qui travaillons spécifiquement sur l'ATPC et le site web de l'ATPC est le seul qui soit dédié exclusivement à l'ATPC et d'une envergure mondiale.

Du fait de notre proche collaboration avec le pionnier de l'ATPC, Kamal Kar, et précisément **parce que nous ne sommes pas** impliqués dans la mise en œuvre, nous occupons une place privilégiée. Nous sommes jugés comme « neutres » par les tiers et nous sommes particulièrement bien placés pour pouvoir réunir les praticiens des autres pays et des autres organisations :

Pour des praticiens comme nous, il y a toujours beaucoup moins de temps pour la documentation, la réflexion et l'apprentissage. Donc, le fait de disposer de l'IDS pour se charger de ces activités... a permis de générer des perspectives et des enseignements qui ont pu, ensuite, être partagés.

Stuart Mulholland, Directeur de Programmes, Plan UK et Samuel Musyoki, Directeur stratégique de programme, Plan Kenya.

Est-ce que ça marche ? Les succès et les difficultés

Les succès du travail en réseau peuvent, à l'instar de la merde, souvent rester cachés. Ils peuvent ne pas être immédiatement évidents et ne peuvent pas toujours être directement attribués à un acteur ou une activité. Néanmoins, ils sont bien là. En 2008, j'ai reçu une demande de conseil de la part de Tearfund pour savoir comment introduire l'ATPC en Afghanistan. Par e-mail, je les ai mis en rapport avec l'un de

nos contacts de l'Integrated Rural Support Programme (IRSP) à Mardan, dans la Province de la frontière du Nord-Ouest au Pakistan, une ONG qui a été très impliquée dans la mise en œuvre de l'ATPC et la formation associée. Du fait de la proximité géographique et des affinités culturelles, j'ai pensé que cela pourrait peut-être fonctionner. Et c'est ce qui s'est passé. Après un certain nombre d'échanges d'e-mails, les formateurs d'IRSP ont organisé une formation ATPC dans la province de Kapisa, en juillet 2008. De nouvelles actions de réseau en 2009 ont fait que Knowledge Links, une ONG très impliquée dans la formation ATPC en Inde, s'est chargée du suivi et de l'organisation de nouvelles formations, apportant un soutien supplémentaire à Tearfund en Afghanistan dans le cadre de ses initiatives ATPC.

Parmi les autres exemples de résultats positifs de notre travail de réseau, on peut citer la collaboration entre Plan et UNICEF sur la traduction du Manuel ATPC en français et la collaboration de l'IDS avec les deux organisations pour réimprimer le manuel en 2009. Au Royaume-Uni, le Groupe d'action et d'apprentissage sur l'ATPC qui est né des discussions lors du lancement du manuel en avril 2008, est un groupement informel mais très actif. Des représentants de WaterAid, Plan, Tearfund, Practical Action, World Vision et d'autres ONG basées au Royaume-Uni se réunissent tous les trimestres pour prendre des nouvelles et se tenir informés des activités, des recherches, des manifestations et des actualités de leurs collègues. Lors de l'atelier régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique au Cambodge, les participants ont projeté de mettre en place un secrétariat régional sur l'ATPC et ils ont envisagé des visites d'apprentissage dans ces pays, par exemple en Indonésie, pays qui peut se targuer d'une riche expérience dans la mise à l'échelle de l'ATPC.

Globalement, nous estimons que nous avons fait une contribution positive au dialogue croissant entre les différentes

ONG et agences, entre les praticiens et les bailleurs, les chercheurs et les praticiens, mais aussi entre les défenseurs de différents types d'approches en matière d'assainissement. D'autres se sont déclarés intéressés par l'utilisation de l'ATPC, par exemple la Croix-Rouge britannique et internationale, qui ont assisté à un atelier d'Introduction à l'ATPC dans les locaux de l'IDS. Depuis lors, ils ont envoyé au Cambodge leur Conseiller international pour la promotion de l'eau, l'assainissement et l'hygiène, basé au Kenya, et ont demandé des supports ATPC en préparation de leur assemblée annuelle de représentants des sociétés nationales de la Croix-Rouge d'Afrique orientale et australe. L'assemblée était la première exposition à l'ATPC pour la majeure partie des participants, issus de 12 pays d'Afrique orientale et australe. « Certains se sont vraiment passionnés, » explique Libertad Gonzalez, Conseillère de la CRI pour la promotion de l'eau, l'assainissement et l'hygiène. « Certains pays (Tanzanie, Kenya, Ouganda, Burundi, Zimbabwe) ont décidé d'établir un groupe de travail au sein des sociétés nationales, de se mettre en rapport avec d'autres organisations dans leur pays qui sont actuellement impliquées dans l'ATPC et de chercher un financement pour lancer des projets pilotes à petite échelle. »

Mais bien que nous ayons de bonnes relations et de nombreux contacts dans beaucoup de pays et dans des organisations clés, la situation change si rapidement qu'il est difficile de savoir tout ce qui se passe. Bien que nous rappelions constamment à nos contacts de partager les publications sur le site web, je tombe souvent sur des supports pertinents tout à fait par hasard, quelquefois bien après la publication. Le fait de compter sur les autres pour qu'ils soient proactifs et nous disent ce qui se passe et pour partager les contenus comporte aussi une autre implication : il peut s'avérer difficile d'approfondir les choses et de découvrir ce qui se passe vraiment. Les rapports, données, anecdotes ne

correspondent pas toujours. Qui et quelles informations croyez-vous lorsque vous obtenez des renseignements contradictoires auprès de différentes sources ?

Parfois, les attentes dépassent nos capacités et nos connaissances limitées (celles de l'IDS). Nous recevons des demandes pour l'organisation de formations ou des questions sur l'ATPC auxquelles nous ne pouvons pas répondre. Parfois, nous sommes en mesure de diriger l'auteur de la question vers l'un de nos contacts. D'autres fois, nous devons nous contenter d'encourager les gens à apprendre par la pratique.

La chose même qui a permis à l'IDS de se tailler une niche peut aussi se révéler être un challenge. Les praticiens, notamment les ONG, les agences et les agents du gouvernement ont beaucoup de responsabilités conflictuelles et sont souvent aussi bridés par leur structure institutionnelle. Il est donc possible qu'ils n'aient qu'un laps de temps limité pour réfléchir et mettre en commun leurs expériences avec des tiers. Et lorsque de nombreuses demandes conflictuelles sont exercées sur le personnel, il peut s'avérer très difficile de maintenir l'élan en faveur de l'ATPC.

Mais une chose est sûre – et elle me donne l'espoir de ne pas perdre notre élan – c'est l'enthousiasme, la passion et le dévouement de ceux qui travaillent sur l'ATPC à travers le globe et les vives émotions que l'approche semble provoquer chez toutes les personnes qui entrent en contact avec. Les mots utilisés en disent long. Les gens parlent de « sceptiques et d'évangélistes » et se décrivent comme des « convertis » ou des « illuminés ». Comme le montrent chacun des ateliers et le trafic d'e-mail toujours plus dense, la communauté mondiale ATPC reste bien vivante, de sorte que beaucoup de gens parlent de merde du Bangladesh à la Bolivie, du Népal au Nigéria, du Pakistan aux Philippines.

Nous continuerons de nous demander, ainsi qu'aux autres : l'IDS a-t-elle un rôle à jouer ? Au final, on espère que d'autres, au niveau national et régional, prendront la

suite de ce que nous faisons actuellement pour que nous n'ayons plus rien à faire. En attendant, nous restons résolument décidés à encourager et à faciliter le partage et l'apprentissage sur l'ATPC.

Par conséquent, la prochaine fois que vous vous trouvez dans un hôtel ou que vous participez à un atelier, soyez attentifs et prêtez l'oreille à ceux qui sont près de vous. Peut-être aurez-vous la chance de faire l'objet d'un déclenchement !...

COORDONNÉES



Petra Bongartz
Agent de Coordination, Communication et
Réseautage :
Assainissement total piloté par la communauté
(ATPC)
Institute of Development Studies (IDS)
Université de Sussex
Brighton BN1 9RE
Royaume-Uni
Courriel : p.bongartz@ids.ac.uk

Site web : www.communityledtotalsanitation.org

RÉFÉRENCES

- Kar, K. (2010) *Faciliter les ateliers de formation sur le terrain pour l'Assainissement total piloté par la communauté : Guide de formation des formateurs*. Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) : Genève, Suisse. En ligne : tinyurl.com/clts-training-guide. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/facilitating-hands-training-workshops-clts-trainers-training-guide
- Kar, K. et R. Chambers (2008) *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*. Plan : Royaume-Uni et Institute of Development Studies (IDS) : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/CLTShandbook>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation

4^e PARTIE

Conseils aux
formateurs

Note aux formateurs, facilitateurs et à ceux qui commanditent une formation ATPC

14

par SAMUEL MUSEMBI MUSYOKI

Introduction

Alors que l'Assainissement total piloté par la Communauté (ATPC) continue de prendre de l'ampleur en Afrique, beaucoup d'organisations veulent le mettre à l'échelle. Ce phénomène a fortement augmenté la demande en formation et en appui aux facilitateurs pour veiller à ne pas compromettre la qualité lors du processus de passage à l'échelle. Le passage à l'échelle est en effet nécessaire pour que l'ATPC puisse apporter une contribution notable aux conditions de vie de quelque 533 millions de personnes qui n'ont pas accès à un assainissement amélioré et à 260 millions d'entre elles qui pratiquent la défécation à l'air libre en Afrique subsaharienne.¹

La qualité de la formation et de l'appui est essentielle pour une mise à l'échelle performante de l'ATPC. Cet article fournit quelques conseils sur ce qu'il faut rechercher dans le passage à l'échelle. Le

Manuel de l'ATPC (Kar et Chambers, 2008) et le nouveau Guide de formation à l'ATPC (Kar, 2010) seront des ressources utiles pour ceux qui souhaitent se renseigner davantage sur la formation ATPC. Le chapitre du Manuel sur le déclenchement est également reproduit dans ce numéro.²

Les conseils fournis dans ce petit article sont simples et dressent une liste succincte de choses à faire et à ne pas faire : les choses qui ont montré qu'elles marchaient et celles qui ne marchent pas. L'article est basé sur mon expérience personnelle en tant que formateur, facilitateur et chargé de projet ATPC. Je vous recommande de démarrer dans des secteurs qui réunissent des conditions favorables (voir l'Encadré 1).³ On a ainsi plus de chances d'afficher des victoires rapides et donc d'offrir des opportunités d'apprentissage et de motivation pour mettre l'ATPC à l'échelle.

¹ Programme commun OMS/UNICEF de surveillance, 2008.

² Voir le Chapitre 15, dans ce numéro.

³ Pour en savoir plus sur les conditions favorables, voir le Manuel de l'ATPC, Chapitre 2, « Avant le déclenchement », (Kar et Chambers, 2008).

Encadré 1 : Conditions favorables**Conditions favorables**

- De petits établissements humains (un hameau plutôt qu'un gros village)
- Des zones reculées plutôt que proches des villes et des grandes routes
- Des zones socialement et culturellement homogènes
- Une couverture nulle de l'assainissement dans la zone environnante
- Des conditions d'humidité et de moiteur qui dispersent les excréments et dégagent une odeur nauséabonde
- Des sources d'alimentation en eau non protégées, vulnérables et polluées, comme dans certaines zones montagneuses
- L'absence de programme en cours, antérieur, à proximité ou de rayonnement national prévoyant des subventions aux ménages pour l'achat de matériel
- Des conditions visiblement sales
- Des taux élevés de maladies diarrhéiques et de mortalité infantile
- Un leadership local jeune et progressiste
- L'existence de groupes actifs dans la communauté

L'environnement politique du programme

- Des zones où il n'existe pas de programme de subvention aux ménages pour l'achat de matériel et aucun n'est sur le point d'être proposé
- Des zones où les facilitateurs de l'approche ATPC sont fortement motivés, dotés d'une formation solide, avec des attitudes et des comportements appropriés et soutenus de façon flexible par leur organisation
- Des zones où il existe des dispositions pour assurer un suivi, un encouragement et un soutien à l'issue du déclenchement
- Une coopération des responsables politiques et un dispositif gouvernemental local favorable

Les conditions et pratiques actuelles

- Des conditions visiblement dégoûtantes et écœurantes, où la contamination par les matières fécales est flagrante
- La défécation est entravée par un manque d'intimité
- L'absence ou la rareté d'endroits privés, accessibles ou appropriés pour déféquer
- Les matières fécales n'ont pas ou peu de valeur économique



Des enfants sur une marche de la honte durant une séance de formation dans le district de Lilongwe.

- Les conditions et les pratiques présentent de bonnes opportunités pour susciter des questions et démarrer le processus de déclenchement, p. ex. les gens peuvent analyser comment ils mangent leur propre merde et se baignent dans la merde des autres
- La nuit ou lorsqu'il pleut, les gens viennent chier à proximité

Les conditions physiques

- Le sol est stable et facile à creuser
- La nappe phréatique est relativement basse et sans crue/inondations régulières
- La typologie du bâti offre des espaces adéquats
- Les puits environnants ne seront pas pollués
- Les sources d'alimentation en eau ne sont pas protégées et sont vulnérables à la contamination

Les conditions sociales et culturelles

- Beaucoup de maladies, surtout des diarrhées, et une mortalité infantile élevée
- Une communauté de petite taille (un hameau plutôt qu'un gros village)
- Une communauté socialement homogène à forte cohésion sociale
- Des restrictions importantes sur les mouvements des femmes et pratique du *purdah* où les femmes doivent faire leurs besoins dans des seaux à l'intérieur de la maison avant d'aller vider les seaux dans le noir
- Une solide tradition d'action collective
- Les femmes peuvent s'exprimer
- Un leadership local progressiste

Photo : Galerie de photos sur l'ATPC, Flickr

Ce qui marche : À FAIRE	Ce qui ne marche pas : À NE PAS FAIRE
<p>Préparatifs</p> <p>Constituez une équipe interne de personnel engagé qui va prendre la tête de la totalité du processus ATPC : soutien avant la formation, pendant le déclenchement et après le déclenchement.</p> <p>Ciblez soigneusement, identifiez et sélectionnez des stagiaires susceptibles de travailler directement avec des communautés pour mettre en œuvre l'ATPC à l'issue de leur formation.</p> <p>Choisissez des gens qui ont un sens de l'humour inné et beaucoup de présence, qui sont passionnés et communicatifs. Les gens ayant une expérience antérieure en matière d'approches/méthodes participatives comme l'ERP, le théâtre pédagogique participatif et la communication populaire donnent facilement de l'écho à l'ATPC.</p> <p>Identifiez un groupe raisonnablement nombreux mais gérable de participants (p. ex. 35 à 40) car cela donne l'occasion d'identifier ceux qui sont passionnés ou doués pour favoriser la mobilisation en faveur de l'ATPC.</p> <p>Servez-vous de la liste de conditions favorables et défavorables pour choisir les communautés ou les villages où aura lieu le déclenchement.</p> <p>Commencez petit (6 à 10 villages) et apprenez avant de mettre à l'échelle.</p> <p>Invitez des participants issus de différentes disciplines et divers secteurs d'activités : certains des meilleurs praticiens sont issus de disciplines autres que l'assainissement. Même les chauffeurs de certaines organisations sont sortis du lot et se sont imposés comme de meilleurs facilitateurs que certains soi-disant « professionnels ».</p>	<p>Préparatifs</p> <p>NE démarrez PAS le processus ATPC sans avoir mis en place un leadership et un mécanisme de soutien.</p> <p>NE commanditez PAS des travaux ATPC à l'extérieur s'il n'existe pas de capacités internes de suivi et de soutien.</p> <p>NE ciblez PAS plus d'encadrement que de personnel en première ligne pour la formation pratique.</p> <p>N'insistez PAS sur les niveaux d'alphabétisation en guise de critères clés pour la sélection des stagiaires.</p> <p>NE ciblez PAS indirectement les formateurs selon le modèle en cascade de formation des formateurs (FdF). Ne présumez pas que ceux qui ont bénéficié d'une formation (p. ex. au niveau national) seront automatiquement capables de transférer les connaissances, les compétences et les attitudes requises à des tiers, p. ex. au niveau provincial ou du district.</p> <p>NE limitez PAS ou N'insistez PAS sur la formation d'un très petit nombre de participants.</p> <p>NE démarrez PAS dans des villages qui ne présentent pas les conditions les plus favorables.</p> <p>NE sélectionnez PAS plus de villages pour le processus de déclenchement que le nombre dont vous êtes capable d'assurer un suivi performant.</p> <p>NE présumez PAS que tous ceux que vous allez former vont nécessairement devenir de bons facilitateurs ou de bons formateurs ATPC.</p> <p>NE versez PAS d'indemnités aux facilitateurs ATPC : ce n'est pas une initiative durable et, la plupart du temps, cela devient la motivation et cela remplace la passion (voir aussi Musyoki, dans ce numéro).</p>

Ce qui marche : À FAIRE	Ce qui ne marche pas : À NE PAS FAIRE
<p>Mettez de côté des ressources et du temps pour le suivi, pour réfléchir à l'apprentissage, l'évaluation et la documentation.</p>	<p>N'organisez PAS la formation ATPC comme une manifestation isolée en omettant de prévoir du temps pour le suivi, la réflexion, l'apprentissage et la documentation des expériences.</p> <p>NE choisissez PAS d'aseptiser la langue de l'ATPC afin de la rendre plus polie, plus agréable ou culturellement plus appropriée – elle perd alors tout son pouvoir.</p>
<p>Formation</p> <p>Associez une formation théorique interactive avec une formation pratique en temps réel au sein des communautés pendant au moins 5 à 7 jours.</p> <p>Rendez la formation ATPC aussi interactive et aussi naturelle que possible : elle doit venir du cœur et pas seulement de la tête.</p> <p>Introduisez les participants au langage cru de l'ATPC dès le départ. Par exemple, durant les présentations, demandez-leur d'indiquer à leurs collègues la dernière fois qu'ils ont déféqué à l'air libre.</p> <p>Prévoyez une session lors de laquelle les participants pourront partager leurs histoires d'enfance sur le thème de la merde.</p> <p>Dans le contenu de la formation, prévoyez : le partage d'expériences sur d'autres programmes/projets d'assainissement dans le passé ; les origines et les principes/les fondements de l'ATPC ; un exposé pratique et une démonstration sur les méthodes/outils pour la collecte des données, l'analyse et la planification (comment) p. ex. cartographie ; flux de la merde ; schématisation des circuits ; marche de transect ou marche de la honte ; déclenchement/point d'embranchement ; discussions sur les effets (sanitaires, sociaux et économiques) et plans d'action.⁴</p> <p>Assurez-vous de la pleine participation (du début à la fin) de tous les stagiaires.</p> <p>Encouragez les gens et laissez-leur le temps de réfléchir et de se demander s'ils seraient prêts à faciliter l'ATPC.</p>	<p>Formation</p> <p>NE procédez PAS à une formation théorique sans l'aspect pratique du déclenchement dans les communautés.</p> <p>NE permettez PAS à certains stagiaires de ne participer qu'aux sessions théoriques.</p> <p>NE faites PAS un cours magistral avec des présentations PowerPoint qui n'en finissent pas.</p> <p>N'obligez PAS les stagiaires à accepter des rôles avec lesquels ils ne sont pas à l'aise.</p> <p>N'hésitez PAS à employer le langage cru de l'ATPC dès le début de la formation.</p> <p>Ne débitez PAS précipitamment tout le programme de formation.</p>

⁴ Voir Kar (2010).

Ce qui marche : À FAIRE	Ce qui ne marche pas : À NE PAS FAIRE
<p>Permettez aux stagiaires de soulever des questions critiques et des craintes éventuelles qu'ils peuvent avoir sur l'ATPC.</p> <p>Engagez avec eux un débat constructif sur l'ATPC.</p> <p>Veillez à une représentation paritaire hommes/femmes pendant la formation et dans les équipes de terrain.</p> <p>Prévoyez suffisamment de temps pour la préparation des travaux de terrain : définition des objectifs, choix et enchaînement des activités et méthodes/outils, partage des rôles et responsabilités.</p> <p>Prévoyez du temps pour que les stagiaires puissent s'entraîner aux différents rôles attribués (répétitions).</p> <p>Durant les sessions pratiques sur le terrain, prévenez les participants que vous allez passer d'un stagiaire à l'autre et que vous pourrez prendre les commandes pour démontrer tel ou tel point pendant un exercice de facilitation, le cas échéant.</p> <p>Procurez-vous les fournitures/matériaux nécessaires à l'avance : poudre de couleur, cendre, sciures de bois, crayons feutres, journaux, etc.</p>	<p>NE vous mettez PAS sur la défensive avec les gens qui critiquent l'ATPC.</p> <p>NE faites PAS du prêche sur les « miracles » que peut accomplir l'ATPC.</p> <p>NE promettez PAS que l'ATPC débouchera sur l'obtention du statut FDAL dans un délai prescrit (p. ex. 3 mois).</p>
<p>Déclenchement</p> <p>Prenez des dispositions préalables avec le village/la communauté hôte mais ne donnez pas trop de détails sur le thème de la réunion. Vous pourriez dire par exemple que la réunion sera axée sur l'apprentissage en matière d'hygiène et d'assainissement à travers la communauté. Nous recommandons de donner au moins une semaine de préavis.</p>	<p>Déclenchement</p> <p>NE rendez PAS visite aux communautés avec lesquelles vous n'avez pas pris de dispositions préalables ou en ne leur donnant que très peu de préavis.</p> <p>NE désignez PAS des facilitateurs communautaires pour procéder au déclenchement dans leur propre village, surtout s'ils ne disposent pas d'installations sanitaires dans leur foyer et si eux-mêmes pratiquent la défécation à l'air libre.</p> <p>N'obligez PAS à le faire ceux qui ont décidé de ne pas participer à la séance pratique de déclenchement à l'issue de la formation.</p>



Photo : Galerie de photos sur l'ATPC, Flickr

Atelier de leaders naturels facilité par le formateur ATPC Manera, à Homa Bay.



Photo : Galerie de photos sur l'ATPC, Flickr

Des villageois tanzaniens calculent le volume de merde produit par ménage et l'indiquent sur la carte.

Ce qui marche : À FAIRE	Ce qui ne marche pas : À NE PAS FAIRE
<p>Prenez soin de tenir compte de la saisonnalité au moment de la planification des travaux de terrain.</p> <p>Assurez-vous que tous les membres du village sont invités – y compris les enfants, garçons et filles.</p> <p>Veillez à ce que les participants travaillent en petites équipes de facilitation de 6 à 8 personnes en fonction de la taille de la communauté et du nombre de villages devant faire l’objet d’un déclenchement.</p> <p>Dans la mesure du possible, rendez visite, observez, encouragez et soutenez toutes les équipes pendant qu’elles procèdent à des travaux pratiques.</p> <p>Prenez des notes et partagez-les durant une séance de retour d’information.</p> <p>Intervenez si les facilitateurs sont coincés ou s’ils semblent un peu effarouchés. Apportez une aide attentive pour faciliter le processus juste le temps d’une démonstration puis remettez-vous en retrait à un moment opportun.</p> <p>Préparez les gens à parler de « merde » en langage cru (local) – par exemple, vous pourriez demander à ceux qui sont allés à la selle ce matin-là de lever la main puis demander à tout le monde de les applaudir. Cela permet de détendre l’atmosphère. L’humour est un élément essentiel d’une facilitation efficace.</p> <p>Veillez à ce que la cartographie des ménages et des sites de défécation soit faite sur le sol ou sur le plancher (peut-être sous un abri) et, par la suite, retranscrite sur une grande feuille de papier.</p> <p>Travaillez en groupes (femmes, hommes et enfants) puis invitez les groupes à mettre leurs résultats en commun ; cela contribuera à trouver différentes opinions.</p> <p>Soyez observateur afin d’identifier les moments de dégoût, de honte, de peur pour pousser les communautés au-delà de leur zone de confort.</p> <p>Ayez l’œil pour identifier les leaders naturels – ceux qui sont passionnés et veulent faire quelque chose pour mettre fin à la défécation à l’air libre.</p>	<p>NE procédez PAS au déclenchement lors des saisons ou lors d’événements qui ne sont pas propices à une action immédiate des communautés, p. ex. durant la saison des pluies ou pendant des funérailles.</p> <p>NE procédez PAS au déclenchement dans des communautés où il n’y a pas d’institution ou de groupe de praticiens désigné ni de plans pour assurer un suivi.</p> <p>NE travaillez PAS uniquement avec un petit groupe trié sur le volet ou un représentant de la communauté.</p> <p>N’utilisez PAS une approximation, un mot ou une substance de remplacement pour remplacer la merde durant le point d’embrasement.</p>

Ce qui marche : À FAIRE	Ce qui ne marche pas : À NE PAS FAIRE
<p>Continuez de jouer le rôle de l'avocat du diable – ne soyez pas « trop sympa » avec les gens. Par exemple, si quelqu'un vous demande de les aider à construire des latrines, faites leur savoir que ce n'est pas votre rôle de leur fournir des latrines mais que s'ils veulent continuer à manger leur merde, ce n'est pas un problème.</p> <p>Prenez soin d'irriter, de dégoûter et de faire honte à la communauté en vous servant des faits qu'ils ont générés à l'aide des différents outils : cartographie, transect, calcul du volume de merde, organigrammes des voies de contamination fécales-orales.</p> <p>Félicitez-les pour avoir décidé de mettre fin à la défécation à l'air libre et mis au point un plan de travail élaboré pour améliorer leur assainissement – et promettez-leur de revenir.</p> <p>Laissez les membres de la communauté décider eux-mêmes des actions qu'ils souhaitent prendre, à quelle date et sous la responsabilité de qui.</p> <p>Veillez à ce que les stagiaires échangent leurs coordonnées avec les leaders naturels à la fin et leur promettent de rester en contact à intervalle régulier (au départ, une fois, voire même deux fois, par semaine).</p> <p>Veillez à ce que les stagiaires invitent des leaders naturels et des représentants de la communauté à assister à la formation pratique ATPC pour mettre en commun leurs expériences et leurs plans d'action le dernier jour durant lequel les principales parties prenantes du secteur de l'assainissement sont invitées.</p> <p>Facilitez une interaction convaincante entre les leaders naturels et les parties prenantes du secteur de l'assainissement à la fin de la formation. Ce point est vital au moment d'amorcer l'ATPC dans un contexte urbain où l'amélioration de l'assainissement nécessite un engagement tangible par les institutions (p. ex. les villes ou les conseils municipaux).</p> <p>Donnez aux parties prenantes du secteur de l'assainissement l'occasion de réfléchir à l'approche et à ses résultats et donnez un retour d'information pour décider de la suite à donner, des rôles et des responsabilités.</p>	<p>NE donnez PAS de leçon à la communauté sur leur comportement et sur ce qu'elles ont besoin de faire pour changer.</p> <p>N'obligez PAS les gens à prendre des mesures pour mettre fin à la défécation à l'air libre s'ils ont décidé de ne pas y mettre un terme ou s'ils préfèrent conserver cette pratique.</p> <p>NE promettez PAS de récompense pour réussir à mettre fin à la défécation à l'air libre ou pour la construction de toilettes.</p> <p>N'empêchez PAS les leaders naturels de participer à la dernière table ronde des parties prenantes.</p> <p>NE clôturez PAS la session de retour d'information sans donner aux parties prenantes du secteur de l'assainissement la possibilité d'identifier des champions institutionnels ou des leaders naturels et sans convenir des prochaines étapes pour soutenir les travaux ATPC post-déclenchement.</p> <p>N'assumez PAS le rôle des leaders naturels et NE soyez PAS celui qui résume et présente leurs expériences et leurs plans d'action (PowerPoint), pour faire d'eux de simples spectateurs.</p>

Ce qui marche : À FAIRE	Ce qui ne marche pas : À NE PAS FAIRE
<p>L'après-déclenchement</p> <p>Tenez votre promesse de revenir pour voir comment se débrouillent les communautés.</p> <p>Assurez un suivi et documentez les actions immédiates et les concepts émergents.</p> <p>Documentez les activités et les résultats (photos, vidéos et témoignages verbaux) dès le départ.</p> <p>Veillez à ce que les agents gouvernementaux dotés d'une formation en ATPC ou toute autre agence mandatée assument leurs responsabilités en matière de suivi comme elles en ont l'obligation.</p> <p>Reliez la demande créée par l'ATPC à l'offre (artisans locaux et fabricants de matériel) sans donner l'impression que vous donnerez des faveurs à la communauté : pointez du doigt les possibilités, les opportunités qui existent et laissez les communautés les saisir elles-mêmes.</p> <p>Encouragez les leaders naturels et leurs communautés à élaborer leurs propres mécanismes de suivi et d'évaluation.</p> <p>Discutez comment seront assurés le suivi et le soutien d'une utilisation hygiénique des installations sanitaires par les leaders naturels et l'ensemble de la communauté – Que souhaiteraient-ils surveiller ? Comment ? Comment vont-ils enregistrer l'information ?</p> <p>Organisez des réunions périodiques de réflexion (mensuelles d'abord puis trimestrielles) pour évaluer les progrès, tirer des enseignements et accompagner les intéressés.</p> <p>Invitez les institutions clés et les personnalités que vous voulez influencer aux célébrations FDAL.</p> <p>Organisez des réunions de suivi informelles pour discuter, évaluer les progrès et encourager les participants.</p> <p>Documentez les progrès, les innovations et les récits verbaux – dans la mesure du possible, tenez un journal ou un blog.</p>	<p>L'après-déclenchement</p> <p>NE procédez PAS à un déclenchement dans un village lors d'une manifestation ponctuelle avant de disparaître à jamais de la communauté.</p> <p>NE sortez PAS de votre rôle et NE sympathisez PAS avec les communautés.</p> <p>NE tenez PAS la documentation pour acquise n'omettez PAS de planifier cette étape et de vous en charger.</p> <p>NE présentez PAS et NE fournissez PAS d'options technologiques (c.-à-d. des modèles de latrines et les coûts associés) pendant ou peu de temps après le déclenchement.</p> <p>NE prescrivez PAS de normes (modèles) d'installations sanitaires.</p> <p>NE promettez PAS ou NE fournissez PAS de subventions sous forme d'outils.</p> <p>N'imposez PAS le système de suivi-évaluation prôné par votre organisation.</p> <p>N'adoptez PAS une approche totalement laxiste en prenant trop de recul et en supposant que les choses font se passer d'elles-mêmes.</p> <p>NE travaillez PAS en vous coupant des autres agences engagées à mettre à l'échelle des initiatives d'assainissement.</p>

Le déclenchement : extrait du *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*

15

par KAMAL KAR et ROBERT CHAMBERS

Le Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté renferme des informations détaillées sur l'ATPC, ses phases de pré-déclenchement, de déclenchement et d'après-déclenchement ainsi que des exemples et des études de cas recueillis à travers le monde. Dans cette section, nous avons reproduit le chapitre sur le déclenchement dans les communautés. L'extrait décrit une série d'outils de déclenchement ATPC dont certains des auteurs de cette édition spéciale ont fait mention dans leurs articles.

- Accompagner la communauté dans l'évaluation et l'analyse
- Contexte et principes de base du déclenchement de l'approche ATPC
- Marche à travers les zones de défécation
- Cartographie des zones de défécation
- Identification des quartiers les plus sales
- Calcul du volume de merde et des dépenses médicales
- Comment susciter le dégoût : les voies de contamination fécale
- Le point d'embrasement
- Comment gérer les différentes réactions au déclenchement

- Tester la contamination de l'eau
- Aider à l'élaboration du plan d'action de la communauté
- Cartographie communautaire pour le contrôle

Dans ses remerciements au début du manuel, l'auteur Kamal Kar précise :

Nous encourageons les utilisateurs de ce manuel à exploiter les directives présentées de la manière qui leur convient le mieux. Les méthodes décrites ici ne sont pas les seules permettant de mettre en œuvre l'ATPC. Nous les encourageons à constamment user de leur bon sens et à innover avec des approches et des outils adaptés au contexte local afin d'encourager et de renforcer la participation et l'autonomisation communautaires nécessaires pour atteindre l'assainissement total et aller plus loin encore.

Le déclenchement

Des centaines de déclenchements de l'ATPC se sont déroulés sans grande difficulté dans de nombreux pays. Il est intéressant de déclencher l'ATPC dans des villages n'ayant



Photo : Samuel Musyoki, Plan Kenya

Philip Otieno de Plan Kenya contaminant de l'eau potable avec des excréments avant de l'offrir à boire aux membres de la communauté, lors d'une formation pratique sur l'approche ATPC en Tanzanie.

encore jamais fait l'objet d'un projet d'assainissement. Les facilitateurs expérimentés en ATPC peuvent faire du bon travail dans ces circonstances.

Accompagner la communauté dans l'évaluation et l'analyse : contexte et principes de base du déclenchement de l'approche ATPC

Le déclenchement est fondé sur la stimulation d'un sentiment collectif de dégoût et de honte chez les membres de la communauté en les confrontant à la réalité crue de la défécation à l'air libre (DAL) et ses impacts sur la communauté tout entière. Le postulat de base est qu'aucun être humain ne peut rester indifférent au fait qu'il ingère la merde de ses semblables. L'objectif du facilitateur est simplement d'aider les membres de la communauté à se rendre compte par eux-mêmes que la défécation à l'air libre a des conséquences écœurantes et rend l'environnement désagréable. C'est alors à la communauté de décider comment régler le problème et de prendre les mesures adéquates.

Contexte et principes de base du déclenchement de l'approche ATPC

Certains segments de la communauté ont de bonnes raisons de vouloir mettre un

terme à la défécation à l'air libre. Citons par exemple :

- Les familles qui possèdent des toilettes et qui se rendent compte qu'elles sont tout aussi exposées à la contamination fécale-orale du fait du comportement des familles qui en sont démunies ;
- Les personnes sans terre, qui sont souvent critiquées et injuriées parce qu'elles défèquent sur les terres des autres ;
- Les femmes et les jeunes filles, qui souffrent le plus du manque d'intimité qui caractérise la DAL, car elles doivent souvent faire leurs besoins avant le lever du jour ou après la tombée de la nuit ;
- Les leaders religieux qui réalisent l'inutilité de porter des vêtements propres puisqu'ils vont être salis par des mouches qui ont été sur des excréments humains.

Les sentiments forts de ces différents segments de la communauté sont des déclencheurs puissants qui poussent les villages à devenir des zones FDAL. Ils peuvent être encouragés à former leur propre groupe de pression pour inciter les autres à changer.

Bien que la chronologie des méthodes ne soit pas importante, il est souvent intéressant de débiter par une promenade à travers le village car cela donne de bons résultats.

Conseil

La clé réside dans l'attitude et l'approche du facilitateur. Celui-ci doit être suffisamment habile pour expliquer clairement aux membres de la communauté que la décision d'arrêter de déféquer à l'air libre ne doit pas venir de l'extérieur, mais qu'il leur revient d'analyser et de prendre des décisions qui leur sont propres. Par ailleurs, la décision des membres de la communauté de continuer de pratiquer la DAL et d'ingérer la merde des autres ne doit pas heurter les facilitateurs. Le nom du village concerné sera par contre consigné dans leurs notes de travail, si les membres de la communauté ne s'y opposent pas. Il ne faut pas hésiter à innover et essayer de nouvelles méthodes en plus de celles décrites ci-après.



Une animatrice du Fonds social pour le développement (FSD) – Sana'a, déclenchant l'ATPC auprès des femmes du village du gouvernorat d'Ibb, au Yémen.



La participation de facilitateurs de sexe féminin dans chaque équipe de déclenchement de l'approche ATPC est essentielle au Yémen, au Pakistan et dans d'autres pays islamiques. Si l'environnement est propice et si les rencontres de déclenchement sont organisées à l'intérieur ou dans des endroits inaccessibles aux hommes, les femmes participent spontanément, donnent leurs points de vue et lancent des actions collectives contre la DAL.

CE QU'IL EST IMPORTANT DE FAIRE

PRENDRE avec soi :

- un tableau à feuilles mobiles ;
- des cartes de couleur ;
- des ciseaux ;
- du ruban de masquage ;
- des marqueurs ;
- des bouteilles de sulfate hydrogéné pour tester la pureté de l'eau (contamination fécale et présence de salmonelle et de coliformes);¹
- un appareil photo ;
- de la poudre de différentes couleurs avec une quantité suffisante de poudre jaune (pour marquer les zones de défécation) ;
- si certains de ces éléments ne sont pas disponibles, des matériaux locaux comme de la cendre, de la sciure de bois, du son de riz, de la paille, des feuilles, de l'herbe, etc. feront l'affaire.

AVOIR DES FEMMES DANS L'ÉQUIPE

L'équipe doit comprendre des facilitateurs féminins. Dans les zones où les femmes sont confinées et ne peuvent participer avec les hommes (comme au Yémen et dans la Province de la Frontière du Nord-Ouest du Pakistan), au moins deux animatrices doivent faire partie de l'équipe.

ATTRIBUER DES RÔLES À L'ÉQUIPE

- de facilitateur principal ;
- de co-facilitateur. Il peut y en avoir deux dans les zones où le facilitateur ne parle pas la langue locale ;
- de secrétaire de séance (qui enregistre le contenu et le processus) ;
- d'agent d'ambiance (un ou plus) chargé d'assurer un environnement favorable : organiser la cartographie dans un endroit qui s'y prête, s'assurer qu'il n'y ait pas de remue-ménage, de téléphone portable qui sonne, contrôler les garde-fous, faire en sorte que la séance ne ressemble pas à un cours magistral, organiser les groupes de femmes, d'hommes et d'enfants, organiser des boosters d'énergie le cas échéant, etc. ;
- toute l'équipe doit être à l'affût de leaders naturels qui vont sortir du lot et qu'il faudra encourager à prendre la parole et à se mettre en avant.

L'approche

ACCOMPAGNER L'ANALYSE qui provoque un sentiment de dégoût et de honte. Les principaux éléments qui suscitent l'ATPC sont le dégoût, l'embaras, le sentiment de saleté, d'impureté (offense dans de nombreuses religions) et, pour les femmes tout particulièrement, la gêne due au manque d'intimité. Ces éléments poussent souvent les gens à mettre un terme à la DAL et à utiliser des points de défécation fixes et hygiéniques.

POSER DES QUESTIONS. Il y a plusieurs manières d'aider à déclencher le dégoût au sein des membres de la communauté sans pour autant leur faire la leçon. Il faut être créatif dans la formulation des questions (Voir l'Encadré 1 pour des exemples de questions).

IMPLIQUER LES ENFANTS dans la discussion et leur demander s'ils aiment déféquer en plein air et si c'est pour eux une bonne ou une mauvaise pratique. Dans ce dernier cas, que feraient-ils pour l'arrêter ? Souvent, les enfants défilent en criant fort des slogans contre la DAL. Encourager ces activités, cela les amuse beaucoup.

NE PAS FAIRE DE COURS MAGISTRAL. À ce stade, il ne faut pas essayer d'éduquer la communauté sur les maladies causées par la défécation à l'air libre, sur les mouches comme agents de contamination, ou sur la nécessité de se laver les mains.

NE JAMAIS PARLER de subvention. Dire clairement aux gens que notre présence ne vise ni à offrir des subventions, ni à suggérer des modèles de latrines.

Comment commencer

Les règles classiques pour la mobilisation en milieu rural s'appliquent ici. Ne pas s'habiller de manière ostentatoire. Être aimable. Rester calme. Ne pas se précipiter. Faire preuve d'ouverture. Établir de bons rapports avec ceux que l'on rencontre. Être observateur. Écouter. Apprécier les bons aspects de la communauté. Il sera plus facile de soulever les problèmes par la suite, de susciter la honte chez les gens et de leur poser les questions directes du déclenchement de l'ATPC.

Dès l'arrivée au village, se présenter. Expliquer l'objectif de sa visite. Si on nous le demande, il pourrait être utile de répondre que notre équipe étudie le comportement sanitaire des villages du district. On essaie de savoir dans combien de villages les gens pratiquent la défécation à l'air libre et en connaissent les effets.

Il y a plusieurs manières de lancer une discussion sur la DAL et l'assainissement d'un village. On peut commencer la discussion avec un petit groupe de la communauté lors d'une promenade informelle dans le village. On peut également commencer avec quelques personnes rencontrées sur le chemin en leur demandant de venir avec nous derrière les maisons, dans les forêts, près des rivières ou autres endroits (découverts) où les gens vont généralement déféquer. Un rassemblement dans de tels endroits

¹ Voir Kar (2010).



Les endroits qui se prêtent à la défécation à l'air libre sont identifiés par les communautés locales lors d'une « marche à travers les excréments ». Les membres de la communauté locale d'un village du gouvernorat d'Ibb au Yémen, guidant une équipe dans les zones DAL pour montrer des endroits potentiels de DAL fréquentés par les gens le matin et le soir.

attire vite l'attention des autres.

On peut commencer par poser des questions, telles que : « Est-ce l'endroit où viennent chier la plupart des gens de votre village ? Dans quel autre endroit ? A qui est cette merde ? » On peut leur demander de lever la main s'ils ont déféqué en plein air ce jour-là et leur suggérer de retourner à l'endroit précis où ils ont déféqué le matin et de voir si leur merde est toujours là. Nombre d'entre eux vous diront qu'elle n'est plus là. Si on demande ce qui a pu se passer, certains diront que les chiens et les cochons l'ont mangée. Demander alors à qui appartiennent les chiens, comment ces derniers sentent quand ils rentrent à la maison et s'ils lèchent les membres de la famille ou jouent avec les enfants. Une fois leur intérêt suscité, on peut les inciter à appeler



En peu de temps, la communauté a emmené l'équipe dans un endroit dégoûtant en bas de la colline, rempli d'ordure, de merde et de déchets plastiques. C'était également le principal point de collecte d'eau du village. L'endroit se trouvait juste en contrebas de la mosquée du village qui ne comportait ni toilettes ni salle d'eau. Les gens se rendaient à la mosquée plusieurs fois par jour et plusieurs d'entre eux déféquaient et se lavaient avant d'aller prier. Les débats sur l'endroit-même ont servi, avec force, de déclencheur.

d'autres membres de la communauté. Prévoir à cet effet suffisamment de places assises ou debout pour pouvoir travailler.

Pour s'assurer que la plupart des gens de la communauté sont présents au déclenchement de l'ATPC et que presque tous les hameaux sont représentés, on pourrait :

- Faire sonner une cloche (cette méthode a été efficace dans le district de Kenema, en Sierra Leone) ;
- Passer des annonces au microphone dans les *gurdwara* et les temples (efficace dans les États du Penjab et de l'Haryana en Inde) ;
- Inviter les gens via les communications publiques. L'utilisation des haut-parleurs/microphones des mosquées est courante dans de nombreux pays ;
- Envoyer les enfants aux quatre coins du village pour annoncer le début de la manifestation ;
- Une marche à travers les zones de défécation précédant la cartographie est quelquefois utile pour attirer les gens. Lors de la promenade le long des routes et des ruelles du village, inviter tous ceux que l'on rencontre sur son chemin. Parler aux gens qui nous rejoignent. D'autres voudront nous rejoindre en voyant un étranger parler et marcher avec leurs amis et connaissances.

ORGANISER et faciliter.

DEMANDER aux gens les traductions locales pour dire « merde » et « chier » et utiliser toujours ces termes.

NE PAS UTILISER de vocabulaire poli, mais des mots crus que reconnaissent les gens tout au long de la session.

NE PAS HESITER à employer ce langage cru.

Une fois que l'on a attiré l'attention d'une bonne partie de la communauté, on organise une rencontre. Idéalement, tous les segments de la communauté viendront : femmes, hommes et enfants. L'objectif est de les amener à faire une évaluation et une analyse complète de leurs habitudes, des effets de la défécation et des pratiques d'assainissement dans leur communauté, en utilisant les outils et méthodes de l'ERP (Évaluation rurale participative). Pour commencer, demander aux gens de lever la main pour répondre à des questions comme : « Qui a déféqué à l'air libre aujourd'hui ? » et « Avez-vous vu ou senti une odeur de merde humaine dans votre village aujourd'hui ? »

Encadré 1 : Spécimen de questions qui suscitent le dégoût

Questions que l'on pourrait poser à une communauté durant la marche à travers les zones de défécation :

- Qui vient chier ici ?
- Où vont les femmes ?
- Quels sont les endroits utilisés par les enfants ? (Toutefois, le groupe des enfants devrait être animé séparément et c'est à eux d'amener leurs facilitateurs jusqu'aux endroits qu'ils utilisent pour la défécation à l'air libre).
- À qui est cette merde ?
- Montrez deux ou trois tas de merde différents ; demandez-leur s'ils voient une différence de forme, de couleur, de viscosité, etc. D'après eux, comment s'expliquent ces différences (p. ex. la diarrhée, la dysenterie, le choléra, une indigestion, etc.) ?
- En montrant une merde fraîche, demandez s'ils peuvent y voir des organismes vivants (p. ex. des mouches, des vers, des insectes, des moustiques, des bousiers, etc.) ?
- Si certains se couvrent le nez ou crachent de dégoût, demandez-leur pourquoi ? Font-ils la même chose chaque fois qu'ils se rendent sur ce site ?
- Demandez-leur quelle distance peuvent parcourir les mouches et si elles se rendent dans leur maison en transportant de la merde ?
- Taquinez-les en suggérant que, de toute façon, ils n'ont pas à s'inquiéter : les mouches qu'ils voient sur la merde sont sans doute différentes de celles qu'il y a sur leurs aliments (ils ne seront peut-être pas d'accord avec votre suggestion et diront qu'il s'agit des mêmes mouches qui amènent la merde chez eux).
- Demandez-leur s'il y a plus de mouches sur la merde liquide ou sur la merde solide, sèche ou humide ?
- Demandez-leur quelle merde sèche plus vite : des selles normales ou les selles de quelqu'un qui a la diarrhée ? Lesquelles contiennent le plus d'eau ?
- Demandez-leur lesquelles attirent le plus de mouches (les merdes sèches ou aqueuses/semi-solides) ?
- Demandez-leur si la contamination d'une merde liquide se propage plus vite ou si c'est plutôt celle d'une merde normale semi-solide ?
- Enfin, demandez-leur s'ils aiment vivre dans un tel environnement ?

Posez toute autre question susceptible de soulever le dégoût du groupe. Servez-vous des caractéristiques locales pour innover.

Voir aussi Chimhowa (dans ce numéro).

Marche à travers les zones de défécation

Ces marches sont l'outil le plus important et le plus motivant. L'embarras ressenti pendant ces « marches de dégoût » peut entraîner un désir immédiat d'arrêter la défécation à l'air libre et de se débarrasser de ces zones. Bien qu'ils voient tous la saleté et la merde tous les jours, ils ne semblent en prendre conscience que lorsque des étrangers les forcent à regarder et analyser la situation en détail. Une marche à travers les zones de défécation implique de marcher avec des membres de la communauté d'un bout à l'autre du village, en observant, en posant des questions et en écoutant. Pendant cette promenade, on peut localiser les zones de DAL et visiter les différents types de latrines le long du chemin.

• Essayer de comprendre avec la communauté ce qui constitue une latrine « hygiénique ».



Les enfants connaissent très bien tous les endroits où est pratiquée la DAL. Les enfants du gouvernorat d'Ibb, au Yémen, lors d'une marche à travers les zones de défécation.

- Visiter des latrines qui ne sont pas couvertes et où les matières fécales sont exposées à l'air libre.
- Passer une torche à travers le trou des latrines à fosses ouvertes et demander à une personne de regarder à l'intérieur et de dire ce qu'elle voit.

Conseils

Durant la marche

- Poser des questions telles que : Quelles familles utilisent quelles zones de défécation ? Où vont les femmes ? Et que se passe-t-il lors des défécations urgentes pendant la nuit ou en cas de diarrhées fréquentes ? Quelquefois, les gens révèlent à qui appartient la merde.
- Ne pas éviter les zones de défécation ; bien au contraire, y passer le plus de temps possible en posant des questions en même temps que les gens inhalent l'odeur de leur merde et se sentent mal à l'aise à l'idée d'avoir amené un étranger dans un tel endroit. Cela aidera à déclencher un sentiment de dégoût et de honte qui les poussera à opérer des changements. Si la merde n'est pas visible, il s'agit peut-être de diarrhées qui ont simplement été absorbées ou emportées par les eaux de pluies.
- Attirer l'attention sur les mouches présentes sur la merde et sur les volailles qui picorent et mangent cette merde. Demander combien de fois ils retrouvent des mouches sur leurs aliments ou sur ceux de leurs enfants et s'ils aiment manger ce type de poulet local.
- Rechercher des merdes solides et liquides et demander pourquoi elles n'ont pas toutes la même forme et la même consistance. Souvent, les merdes liquides sont plus proches des maisons, là où les enfants et les adultes sont le plus susceptibles d'être infectés.

Déclenchement dans le Himachal Pradesh

Lors d'un déclenchement dans un village du Himachal Pradesh, les habitants souhaitaient cacher leurs pratiques et ont prétendu qu'il n'y avait pas de DAL. Lorsqu'on leur a demandé de lever la main s'ils pratiquaient la DAL, personne n'a levé la main. Ensuite, on leur a demandé de fermer les yeux et de penser à leurs enfants. Il leur a aussi été demandé s'ils pensaient que la DAL nuisait à leurs enfants. Il leur a de nouveau été demandé si la DAL existait dans leur village. Dans l'affirmative, ils ont été priés de lever la main. Trente personnes sur 50 ont levé la main.

Source : Shashi Bhushan Pandey, Knowledge Links

- Demander si la fosse attire des mouches et s'il leur semble sain de laisser les latrines ouvertes.

La clé est de rester dans la zone de DAL à inhaler l'odeur nauséabonde, en contemplant la merde répandue un peu partout alentour. Si les gens, embarrassés, tentent de nous en éloigner, il faut insister pour

Les chauffeurs et leurs assistants peuvent contribuer au déclenchement

Dans un village du Himachal Pradesh, la communauté a prétendu que le village avait éradiqué la défécation à l'air libre, alors que la DAL y était pratique courante. Le facilitateur a demandé au jeune assistant du chauffeur de déclarer qu'il avait très envie de faire ses besoins. Il a alors demandé à un villageois de lui indiquer un endroit pour faire ses besoins à l'air libre. Un villageois lui a discrètement indiqué un endroit et a demandé à l'assistant de s'y rendre. Il a instamment prié le chauffeur de ne pas le révéler aux autres. L'assistant s'y est rendu, a vu l'endroit rempli de merde et a vendu la mèche au facilitateur. Le facilitateur a organisé une marche en passant par le lieu en question. Seule une jeune femme a accepté de l'accompagner ; tous les autres ont refusé. Elle était jeune mariée et était arrivée au village depuis tout juste une semaine. Ce qu'elle a vu l'a horrifiée – des montagnes d'excréments accumulés formant un torrent de merde – et elle s'est mise à vomir de dégoût. L'eau qui s'écoulait à proximité était pompée jusqu'à une citerne dans un système gravitaire. Elle a dit qu'elle demanderait à toutes les jeunes filles qui épouseraient quelqu'un du village d'insister pour obtenir des toilettes et elle a mis la communauté au défi de cacher la situation des personnes de l'extérieur.

Source : JP Shukla, Knowledge Links



Marcher dans la brousse pour trouver la merde !
Une communauté rurale près d'Awassa, en Éthiopie dirige une équipe lors d'une marche à travers les zones de DAL.

rester sur place. Cette expérience, menée collectivement et en présence d'un visiteur extérieur à la communauté, est un élément clé déclencheur de mobilisation.

Un déclenchement à Mardan, PFNO au Pakistan

Dans un village à Mardan, dans la province de la Frontière du Nord-Ouest au Pakistan, un groupe a découvert une grande quantité de merde semi-solide et liquide très près des maisons lors d'une marche à travers les zones de défécation. Un des membres de la communauté qui faisait partie de cette marche en a conclu que le taux de diarrhée était très élevé et que, par conséquent, les enfants et les hommes faisaient leurs besoins « dans l'urgence » tout près des maisons car ils n'avaient pas le temps de s'éloigner. Ceci a clairement indiqué que la moitié de la population souffrait de maladies diarrhéiques à des niveaux clinique et sous-clinique.

Cartographie des zones de défécation

Aider la communauté à réaliser une carte simple sur le sol indiquant les maisons, les ressources, les zones de défécation, les points d'eau et les problèmes, afin de stimuler la discussion. Leur demander de choisir un endroit dégagé adapté à cet exercice. La cartographie implique tous les

membres de la communauté dans une analyse pratique et visuelle de la situation sanitaire de la communauté.

Dans l'exercice de cartographie, tous les ménages devraient être invités à indiquer leur maison sur la carte, à l'aide d'un marquage au sol par exemple, ou en plaçant une feuille ou un caillou et à préciser s'ils ont ou non une latrine. Les zones de défécation à l'air libre peuvent être indiquées avec une poudre de couleur et des lignes sont tracées pour les relier aux ménages qui les utilisent.

La carte peut être utilisée à bien d'autres fins. Mettre l'accent sur la distance que certaines personnes doivent parcourir pour déféquer et l'heure à laquelle elles le font. Y a-t-il des problèmes de sécurité ? Demander aux gens de schématiser le mouvement des excréments depuis les zones de DAL jusqu'aux bassins et autres plans d'eau, entraînant ainsi leur contamination.



La communauté rurale de Hetauda au Népal a utilisé des cartes de couleur pour indiquer les endroits où se trouvent les foyers les plus riches, ceux des classes moyennes et les pauvres. Remarquer que les cartes jaunes indiquant les maisons pauvres sont groupées en marge du village et dans la périphérie. Or, les familles les mieux loties s'y rendent tous les matins pour déféquer (dans la nature). Pour la première fois, les castes moyennes et les plus pauvres ont compris pourquoi leur environnement était si dégoûtant. Ils ont également compris pourquoi les gens des castes plus élevées visitaient les zones où de nombreuses familles élevaient des cochons en pleine nature. Les pauvres ont alors ordonné aux plus aisés d'arrêter la DAL dans leur voisinage dès le lendemain sous peine d'en subir les conséquences...



Des femmes dans des villages d'Éthiopie et de Tanzanie s'occupent de la cartographie des zones de défécation, y compris les zones de défécation d'urgence. Les sommes dépensées pour le traitement de la diarrhée, de la dysenterie, etc. sont également inscrites sur les cartes en regard de chaque maison.



Lorsque des facilitateurs de l'ATPC ont demandé d'indiquer les zones de défécation d'urgence et de défécation au travail, la carte du village s'est étendue bien au-delà des limites initialement indiquées. Cela a révélé de nouvelles réalités concernant la défécation à Samba (ferme agricole).



Un exercice spécial de cartographie avec des enfants est en cours au village de Shebadino, dans la région des NNPS d'Éthiopie, près d'Awassa. Le déclenchement est ici initié par des enfants et des leaders naturels très doués sont sortis du lot grâce à cet exercice.



Cartographie en cours dans un village du gouvernorat d'Ibb au Yémen. Dans les déclenchements ATPC bien menés, beaucoup de gens travaillent ensemble à la cartographie, indiquent leur maison, les zones de DAL et calculent la quantité de merde produite par les différents ménages.

Facilitation de la cartographie pour qu'elle soit ciblée, rapide et amusante

Parfois, l'exercice de la cartographie est très long. Lorsque les gens s'impliquent dans la cartographie de leur village, ils ont tendance à aller dans les moindres détails de chaque maison, tel que le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants dans chaque famille, chaque chemin et ruelle, etc. Or, souvent, les informations détaillées sur la démographie, les aspects socio-politiques, les infrastructures et les institutions ne sont pas vraiment nécessaires au déclenchement de l'ATPC. Il faut faire attention à la gestion du temps car perdre du temps à collecter des informations inutiles peut réduire considérablement le temps nécessaire au stade crucial du déclenchement.

Afin de déclencher l'approche ATPC dans un laps de temps raisonnable (3 à 4 heures), j'ai adopté une méthodologie beaucoup plus rapide pour procéder à la cartographie participative des zones de défécation. Elle peut être réalisée en une demi-heure à une heure, selon le nombre de foyers dans le village.

Une méthodologie plus rapide

- Demander aux villageois de se rassembler dans un endroit bien dégagé (de préférence, un endroit propre et sec, sans gravats, pierres ni herbe).
- Quelques volontaires sont invités à tracer rapidement le périmètre extérieur du village au moyen de bâtons, de branches, de poudres de couleur, etc. Dans certains villages andins de Bolivie, les femmes ont vite sorti des fils de laine provenant des pelotes (qu'elles portent généralement sur elles) pour marquer les frontières du village sur l'herbe (voir la photo ci-contre).
- Demander à quelqu'un d'indiquer quelques points de repère importants (écoles, routes principales, lieux de culte, etc.) à l'intérieur du périmètre.
- Ensuite, demander à une personne de se tenir sur la carte à l'endroit où ils sont rassemblés aujourd'hui.

- Demander à une jeune (fille ou garçon) de se tenir devant sa maison. Demander aux autres de vérifier qu'il ou elle ne s'est pas trompé(e) et si c'est le cas, leur demander de l'applaudir. Cet exercice permet d'apprendre à s'orienter sur la carte.

À présent, expliquer clairement à chacun les exercices suivants :

- Un seul membre par famille choisit une fiche (la pile de fiches doit rester à l'extérieur de la carte). Il entre dans le tracé et se tient exactement à l'endroit où se trouve sa maison.
- Laisser du temps à chacun pour s'installer sur la carte.
- Demander à chacun d'inscrire sur la fiche le nom du chef de famille et de poser la fiche à l'emplacement de sa maison, (près de ses pieds, là où il se tient).
- Leur dire que les fiches représentent leur maison. Puis leur demander d'utiliser de la craie pour tracer des lignes sur le sol reliant leur maison aux zones de DAL. Cela suscitera certainement des rires et de l'amusement. Il faudra laisser faire. Surtout ne pas tendre les cartes ou la craie aux membres de la communauté. Conserver ce matériel dans un coin de la carte et leur demander d'aller le prendre eux-mêmes. Encourager les déplacements et la créativité.
- En indiquant le sachet contenant la poudre jaune, leur dire de s'en servir pour montrer les endroits où ils défèquent en plein air, en indiquant l'emplacement de leur merde. Leur dire de répandre plus de poudre jaune là où il y a plus d'excréments et inversement. Cela suscitera encore plus de fous rires ! Les laisser prendre eux-mêmes le sac de poudre. Il y aura un empressement pour prendre une poignée de poudre jaune. À ce stade, les enfants verseront de la poudre jaune à des endroits inconnus de leurs parents.
- Leur laisser du temps pour terminer cet exercice.
- À présent, demander à chacun de revenir se tenir à l'emplacement de sa maison. Leur demander où ils vont pour les défécations urgentes, c'est-à-dire, lorsqu'il pleut, au



Des femmes dans un village des Andes en Bolivie cartographient leurs zones de défécation : « Qui vient chier ici ? »

milieu de la nuit, pendant les périodes de diarrhée sévère ou lorsqu'ils sont malades, etc. Leur demander de prendre de la poudre jaune et d'en mettre sur les points de défécation urgente. Il y aura un nouvel éclat de rire et de nouveaux tas de poudre jaune autour de leur maison. Les gens peuvent dire qu'en cas d'urgence, ils vont derrière la maison de leur voisin, et de même, leur voisin vient derrière leur jardin. On notera que la carte devient de plus en plus jaune. Leur demander s'ils ont l'impression que le village est plein de merde.

- On peut également faire le calcul de merde par maison sur la même carte et identifier la famille qui, en une journée, contribue le plus gros volume de merde à l'environnement du village chaque jour. Demander à tout le monde de la féliciter chaleureusement.

- Leur demander à tous de sortir du tracé sans déplacer les fiches. La cartographie des maisons du village a ainsi été réalisée.

Option : Mettre les fiches de couleur sur le sol. Les couleurs peuvent représenter les catégories aisées ou riches, les catégories moyennes et pauvres et quelquefois, très

Conseils

- Une carte dessinée sur le sol peut être transcrite sur du papier, en précisant quelles maisons possèdent des latrines et lesquelles n'en ont pas, et elle peut ensuite servir au suivi (voir plus loin).
- On n'a pas besoin de beaucoup de ressources pour faire une carte. Encourager les participants à utiliser des feuilles, des graines, des bâtons, ou d'autres matériaux facilement disponibles pour représenter différentes choses. Il faut être sobre mais précis dans ses explications, encourager la créativité et rendre l'exercice amusant.
- L'étape du codage des couleurs (si elle a lieu) ne doit pas durer longtemps.
- Si vous avez de la poudre jaune pour représenter les zones de DAL, en étaler sur vos mains et demander aux participants de vous serrer la main. Puis leur demander ce qui est transféré sur leurs mains.
- « Questionner la carte ». C'est-à-dire poser des questions et sonder la signification et les implications de ce qui est démontré. La carte n'est pas une fin en soi. C'est un moyen pour la communauté de mieux comprendre la situation dans laquelle elle se trouve d'un point de vue sanitaire.

pauvres. Demander aux gens de prendre la couleur qui leur correspond, d'ajouter le nom de leur maison et de placer leur fiche.



Des femmes dans un village en Bolivie utilisent des fils de laine pour tracer une carte du village sur le sol et indiquer les zones de DAL.



La poudre jaune sur la carte indique les zones de défécation. Alors que le processus de déclenchement de l'approche ATPC avance et que la communauté indique les zones de défécation d'urgence, les taches jaunes sur la carte augmentent et s'étendent. Le processus se déroule devant le regard anxieux des membres d'un village en Bolivie. Soyez vigilant pour ne pas manquer les commentaires spontanés de dégoût et identifier les individus qui veulent mettre un terme à cette situation.

Cela montre souvent que les pauvres vivent aux abords de la communauté – près des zones de défécation – et indique que les plus riches vont déféquer près des maisons des pauvres.

Ne pas commettre l'erreur de prendre le dessus, même subtilement, par exemple, en distribuant des fiches ou des marqueurs un par un aux membres de la communauté au lieu de les garder en tas et de leur demander de se servir eux-mêmes.

Identification des quartiers les plus sales

Pendant l'exercice de cartographie, demander à la communauté de se regrouper par quartier. Leur demander de discuter entre eux et de décider du quartier le plus sale du village, le deuxième plus sale, etc. et de noter les résultats sur un bout de papier. Ramasser les papiers et les lire à voix haute. Dans la plupart des cas, tous les groupes identifient les mêmes endroits comme étant les plus sales.



Calcul de la production de merde par ménage, dans un village du Yémen. Il est essentiel d'analyser la zone de défécation sur la carte ainsi que le calcul du volume de merde par ménage et de définir les voies de transmission fécale-orale en collaboration avec la communauté.

Puis, demander aux groupes de noter les endroits où ils vont déféquer. Grâce à cet exercice, les gens des quartiers les plus sales réalisent, peut-être pour la première fois, que d'autres viennent déféquer dans leur zone et les désignent comme le quartier le plus sale. Cette découverte déclenche généralement une action immédiate pour empêcher les étrangers de venir déféquer dans leur quartier. Après avoir réalisé cela, les plus pauvres du village, donc ceux ayant le statut social le plus bas, se montrent plus actifs et sont les initiateurs les plus rapides de l'approche ATPC dans de nombreux villages. Ce sont également eux qui tirent le plus parti de la situation car ils ont moins de dépenses à faire pour soigner la diarrhée et autres maladies.

Calcul du volume de merde et des dépenses médicales

- Calculer la quantité de matière fécale produite peut aider à illustrer l'ampleur du problème sanitaire. Quelle quantité d'excréments humains est générée par chaque

individu ou par chaque foyer par jour ? Les ménages peuvent utiliser leurs propres méthodes et mesures locales pour calculer leur contribution au problème. Il faut alors faire la somme du volume produit par chaque ménage pour obtenir le volume pour la communauté entière. Ce chiffre journalier peut être multiplié pour connaître la quantité produite par semaine, par mois ou par année. Les quantités peuvent atteindre des tonnes, ce qui peut surprendre les communautés elles-mêmes.

- Demander quelle est la famille qui produit le plus de merde et demander à tout le monde d'applaudir et de féliciter la famille pour avoir apporté le plus gros volume de merde au village.

- De même, identifier les familles qui sont en deuxième et troisième position et apprécier leur contribution.

- Identifier ensuite les familles qui en produisent le moins. Leur demander pourquoi elles en produisent si peu. Leur demander alors de manger plus pour en produire plus. Tout ceci génère beaucoup



Lors d'une approche ATPC bien menée, des villageois en Tanzanie calculent la quantité de merde par ménage. Le point d'embrasement est généralement atteint pendant cet exercice.



Dans une communauté d'un village à Mardan, PFNO du Pakistan, tous lèvent la main pour signifier leur accord pour mettre un terme à la DAL.



Travaux pratiques : « De la merde, du pain et des mouches », Tororo, Ouganda.

Photo : Philip Otieno, Plan Kenya.

d'amusement mais la prise de conscience se fait progressivement.

- Demander aux gens combien ils dépensent en frais médicaux.
- Se tenir autour de la carte. Les agents d'ambiance font taire la foule.
- Désigner une fiche et demander combien ils dépensent en traitements et en médicaments pour la diarrhée, la dysenterie, le choléra et autres maladies liées à la DAL qu'ils ont identifiées.
- Leur demander s'ils souhaitent calculer le

montant dépensé par mois ou par an puis l'écrire au marqueur sur la fiche du ménage.

- Comme avec le calcul des matières fécales, demander quelles familles dépensent le plus.
- Souligner si elles vivent près des zones de défécation ou dans les quartiers les plus sales. Sont-elles pauvres ou riches ? Qui souffre le plus – les riches, les classes moyennes ou les pauvres ?
- Installer le chevalet de conférence et leur

demander de calculer les frais médicaux de la communauté par mois, par an et sur dix ans. Placer ce tableau près du calcul des volumes de merde par mois, par an et sur dix ans.

- Leur dire qu'ils doivent vraiment être très riches pour pouvoir dépenser autant d'argent. Demander s'il y a des familles pauvres qui ont dû emprunter de l'argent pour un traitement d'urgence de la diarrhée pour un membre de la famille. Si oui, quelle était la somme empruntée ? À qui a-t-elle été empruntée ? Et où ? Était-ce facile d'emprunter de l'argent et de le rembourser ? Qui prête de l'argent pour les traitements d'urgence ? À quel taux d'intérêt ? Des ONG, des intermédiaires ?

- **Il ne faut jamais suggérer d'arrêter la DAL ou de construire des toilettes. Vous n'êtes pas censés suggérer ni prescrire.**

Comment susciter le dégoût : les voies de contamination fécale

De la merde à l'air libre au transfert dans la bouche

Demander où va toute cette merde. Les gens répondent qu'elle est emportée par la pluie ou qu'elle pénètre dans le sol ; dessiner alors un caca et le poser par terre. Placer des fiches et des marqueurs à proximité. Demander aux gens de prendre une fiche et de dessiner ou d'écrire les différents vecteurs ou les voies qui apportent les excréments jusqu'aux maisons.

Par exemple :

- Les mouches ;
- L'eau de pluie ;
- Le vent ;
- Les sabots des animaux domestiques ;
- Les poulets qui picorent la merde et qui en ont sur leurs pattes ou sur leurs ailes ;
- Les chiens qui mangent les crottes ou les transportent sur leurs pattes ou leur poil ;
- Les cordes souillées de merde (par exemple, celles utilisées pour attacher les animaux) ;
- Les roues de bicyclettes ;
- Les chaussures ;



Le point d'embrassement ! Miguel Pimentel, facilitateur expérimenté de Plan Bolivie, offre un verre d'eau contenant de la merde à une femme qui couvre sa bouche et son nez avec un geste de dégoût. C'est quand les gens réalisent avec horreur qu'ils ont mangé la merde des autres que le processus atteint son paroxysme. Ce sont là des moments critiques qui accélèrent le processus de déclenchement.

- Les jouets d'enfants, p. ex. les ballons de foot, etc. ;
- Les déchets en plastique transportés par le vent ;
- Les eaux contaminées.

Demander ensuite comment la merde arrive jusqu'à la bouche. Par exemple :

- Les mains, les ongles ;
- Les mouches sur les aliments ;
- Les fruits et les légumes qui sont tombés dessus ou qui ont été en contact avec et n'ont pas été lavés ;
- Les ustensiles de cuisine lavés dans des eaux contaminées ;
- Les chiens qui lèchent les gens.

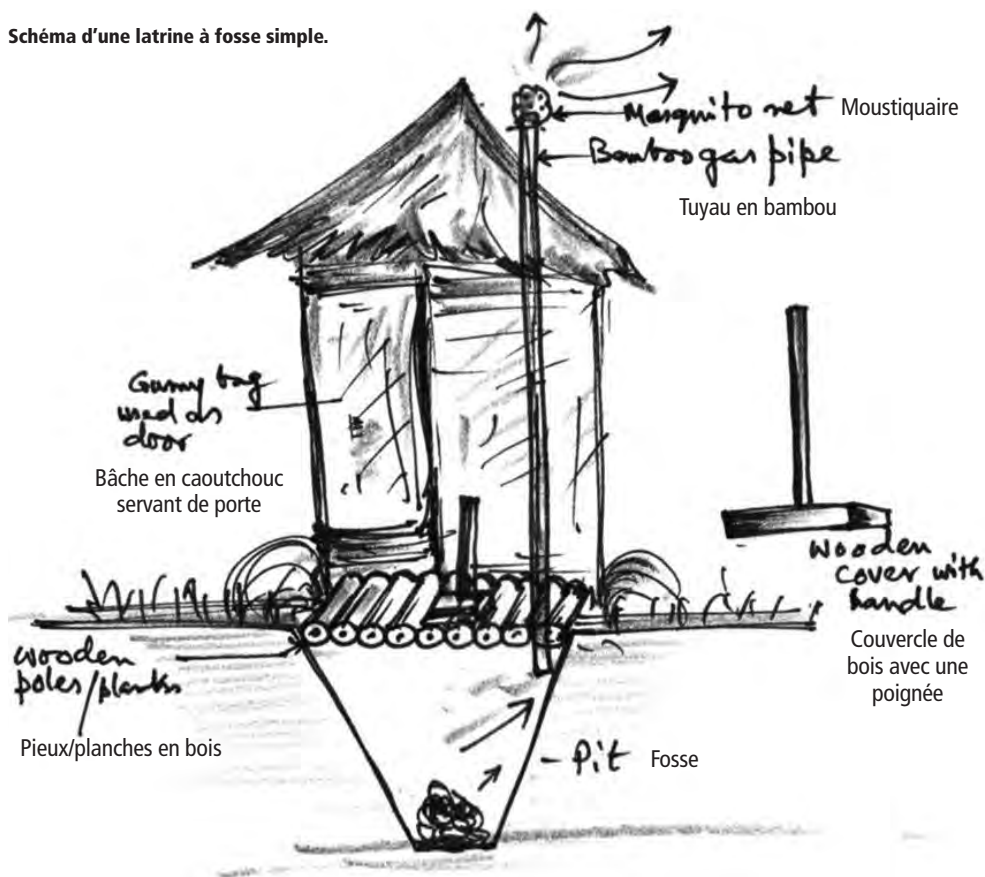
Ne jamais suggérer les voies de contamination. Laisser les gens discuter, identifier, dessiner et écrire.

Le verre d'eau !

• Ensuite demander un verre d'eau potable. Lorsque le verre d'eau est apporté, l'offrir à une personne et demander si elle peut la boire. Si elle acquiesce, poser la question à d'autres jusqu'à ce que tous reconnaissent qu'ils peuvent boire cette eau-là.

• Ensuite, s'arracher un cheveu et demander ce qu'on tient dans la main. Demander s'ils peuvent le voir. Ensuite, toucher la

Schéma d'une latrine à fosse simple.



merde avec le cheveu afin que tous puissent voir. Puis, plonger le cheveu dans le verre d'eau et demander s'ils peuvent voir ce qu'il y a dans le verre d'eau.

- Offrir le verre à quelqu'un qui se trouve à proximité et lui demander de le boire. La personne refusera aussitôt. Passer le verre à d'autres et leur demander s'ils accepteraient de boire. Personne ne voudra boire de cette eau. Demander pourquoi ils refusent. Ils répondront qu'elle contient de la merde.

- À présent, demander : « Combien de pattes une mouche possède-t-elle ? ». Si leur réponse est erronée, les informer que les mouches ont six pattes et qu'elles sont toutes en dents de scie. Demander si une mouche pourrait prendre plus ou moins d'excréments sur ses pattes que notre cheveu. La réponse devrait être « plus ».

- À présent, leur demander ce qui se passe

lorsque les mouches se posent sur leurs aliments et leurs plats ou les aliments de leurs enfants ; ce qu'elles transportent en venant des endroits où la DAL est pratiquée.

- Enfin, leur demander ce qu'ils mangent avec leurs aliments.

Lorsqu'une personne déclare qu'elle mange la merde des autres, la faire venir devant pour qu'elle le dise à tout le monde.

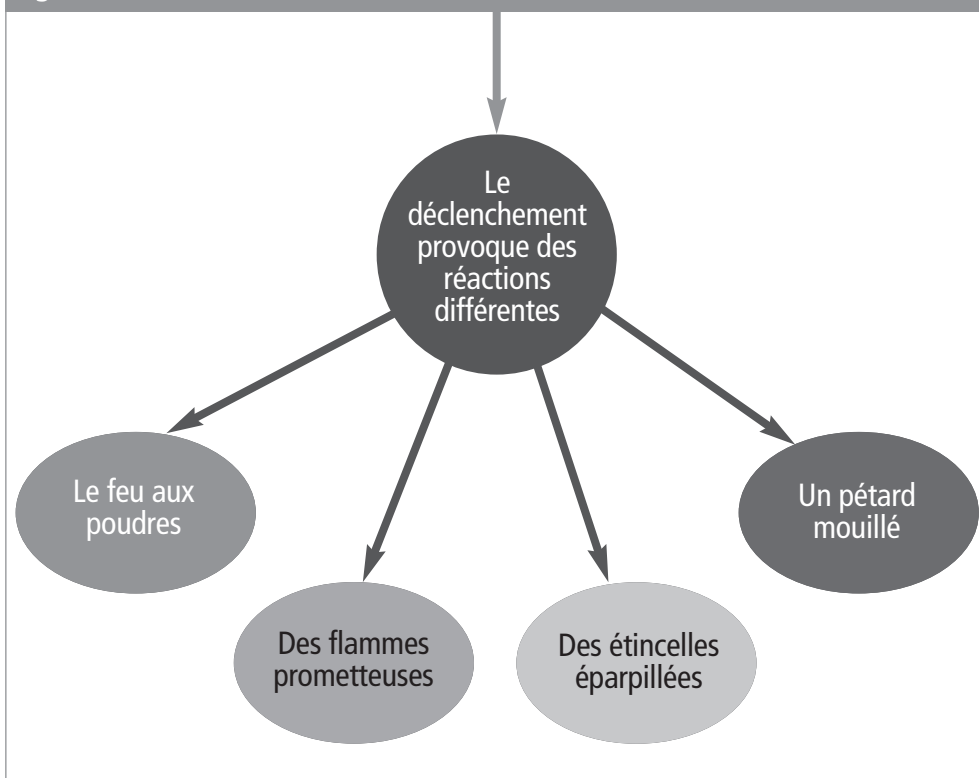
- Une terrible conclusion s'impose : tous les gens du village ingèrent la merde des autres. Une fois qu'un membre de la communauté a exprimé cette réalité en public, il faut le répéter de temps en temps. Mais cela doit résulter de leur propre analyse et cela ne doit pas être une chose qu'on est venu leur dire.

- Leur demander d'essayer de calculer la quantité de merde ingérée chaque jour et ce qu'ils pensent du fait d'ingérer la merde

Quelques astuces et idées

- **Soulever un enfant.** Chercher des yeux un petit enfant qui joue sur le sol ou qui mange quelque chose sur lequel se promène une mouche. Le soulever. Demander à qui est cet enfant. Est-ce la faute de l'enfant s'il ingère des saletés et des excréments ? À qui donc la faute, si l'enfant doit vivre dans un environnement sale ? Est-ce normal que les enfants de ce village grandissent ainsi ? Que les parents qui ne veulent pas voir leurs enfants grandir ainsi veuillent bien lever la main.
- **Recouvrir de terre les excréments infestés de mouches.** S'il y a des excréments avec des mouches dessus, les recouvrir de terre. Les mouches devraient alors s'éloigner.
- **Miroir.** Lorsqu'ils réalisent qu'ils sont en train d'ingérer la merde des autres et qu'ils échangent leurs sentiments avec les autres, les visages des hommes et des femmes changent radicalement et montrent du dégoût et du mécontentement. Si cela se produit, présenter un miroir à quelques-unes des femmes les mieux habillées. Plusieurs d'entre elles refuseront de se regarder.
- **Merde, aliments et mouches.** Lors d'une marche à travers les zones de défécation dans le district de Solan de l'Himachal Pradesh en Inde, en mai 2006, une participante audacieuse, Nina Gupta, a pris un peu de merde sur une pierre plate qu'elle a apportée au lieu de rassemblement autour de la carte. Les personnes qui l'accompagnaient pendant la marche ont été stupéfaites de voir sa démarche et l'ont suivie jusqu'à la carte. Elle a alors demandé à quelqu'un d'apporter un plat de riz qu'elle a placé près de la merde. En un clin d'œil, les mouches se sont rassemblées autour de la merde et du riz en voletant de l'un à l'autre. Les gens ont regardé la scène dans un silence pesant et deux femmes ont commencé à vomir. Un chien errant s'est approché, attiré par l'odeur. Aucune autre explication ni aucun commentaire n'ont été nécessaires. Les gens ont déclaré que la DAL leur faisait manger la merde des autres. Depuis lors, cette démarche est devenue une pratique commune lors des exercices de déclenchement.
- **Faire preuve d'un humour cocasse et provocateur. Par exemple :**
 - S'excuser plusieurs fois pendant le processus. Rester debout, les bras croisés. Les prier instamment de ne pas vous méprendre pour un vendeur de toilettes ou un agent du gouvernement ou d'une ONG qui essaierait de les convaincre. « Nous ne sommes pas là pour vous dire d'arrêter la défécation à l'air libre ou de construire des latrines. Vous devez vous sentir libres de continuer de déféquer dans la nature comme vous le faites depuis des générations. »
 - Si quelqu'un vous demande pourquoi vous êtes là, répondre : « On est là pour apprendre ». Après quelques exercices, dire : « On a appris beaucoup de choses » et résumer les leçons apprises – volume de merde, frais médicaux, etc. Après chaque analyse participative, il est important de retranscrire les principales découvertes (p. ex. la quantité de merde déversée dans la nature par jour, par mois et par an ; la somme totale d'argent qui sort du village par an, etc.) sur un grand tableau devant l'assemblée. C'est encore mieux si ces données sont écrites par un membre de la communauté et lues à voix haute pour tout le monde. Demander qui est à l'origine de cette analyse et de ces découvertes.
 - Après l'épisode « merde, pain et mouches », lorsque les mouches volent entre la merde et les aliments, leur dire : « Ne vous inquiétez pas, il y a deux sortes de mouches : celles qui se posent sur les cacas humains ne se posent pas sur les aliments ou sur l'eau ». Les gens ne devraient, en principe, pas vous croire.
 - Lorsque les gens ont réalisé ce qu'ils font, dire : « Ne vous inquiétez pas, continuez à manger la merde des autres. »
 - Raconter une histoire drôle. À titre d'exemple, on peut citer une anecdote hindi qui raconte qu'un cochon ayant accompli beaucoup de bonnes actions sur la terre va au paradis. Là, il lui est donné de très bons aliments mais il demande à retourner à son régime habituel : les déchets. Le pauvre cochon sera amèrement déçu car au ciel, il n'y a pas de merde...
 - Inventer et partager vos propres idées, expériences, plaisanteries et anecdotes.

Figure 1 : Les différentes réactions au déclenchement



des autres à cause de la DAL. Ne rien suggérer pour l'instant mais les laisser réfléchir. Vous pourrez leur rappeler au moment de résumer la situation à la fin de l'analyse communautaire.

Le point d'embrassement

Être très attentif au point d'embrassement. C'est le moment où les participants réalisent de manière collective qu'à cause de la défécation à l'air libre, tous ingèrent la merde des autres et que cela continuera aussi longtemps que la DAL sera pratiquée. Lorsque ce moment se produit, il n'est plus nécessaire de poursuivre les activités.

Souvent, à ce stade, les esprits s'échauffent et de violents arguments naissent sur la manière de mettre un terme à la défécation à l'air libre. Ne pas interrompre, ne pas donner de conseils. Écouter discrètement la discussion.

Si on vous pose des questions, répondre qu'en tant qu'étranger, vous avez peu de

connaissances locales et qu'ils savent bien mieux que vous ce qu'il convient de faire dans leur situation.

- Leur dire qu'ils sont libres de choisir ce qu'ils veulent, y compris de continuer à déféquer à l'air libre.

- Leur dire que vous avez compris comment la communauté pratique la défécation à l'air libre et ingère la merde des autres, tout en connaissant bien les implications désastreuses des voies de transmission fécale-orale.

- Leur dire de ne pas vous confondre avec un promoteur de latrines qui leur suggère de mettre un terme à la défécation à l'air libre. Leur dire de continuer leur ancienne pratique de DAL, s'ils le souhaitent.

- À ce stade, il se peut que certains disent qu'ils ne veulent pas continuer. Leur demander pourquoi. Ils répondent généralement que les latrines sont chères à construire. Leur demander le coût d'une latrine ordinaire et leur estimation du coût

minimum d'une latrine. En général, les réponses varient de 100 et 250 dollars des États-Unis ou plus. Leur parler de latrines à très faible coût construites ailleurs et leur dire qu'une latrine peut être construite pour seulement 3 ou 4 dollars EU. La plupart ne le croiront pas. Demander à ceux qui sont vraiment intéressés de lever la main.

- S'ils lèvent la main, dessiner au tableau une latrine à fosse simple et en expliquer les détails. (Ne pas amener le dessin pour le présenter, mais faire le dessin sur place). Demander combien cela coûterait de construire de telles latrines et quelles difficultés poserait la construction. Leur dire que ce modèle a été conçu non par vous mais par des gens démunis dans un des pays les plus pauvres du monde. Ne pas hésiter à partager avec eux l'expérience d'autres communautés qui ont adopté l'assainissement total et en ont fait une réussite.

- Leur demander le coût du projet. Ils diront peut-être un prix moindre que celui que vous avez suggéré et affirmeront qu'ils sont prêts à construire. Leur demander de lever la main et copier leurs noms sur une feuille.

NE PAS imposer de modèles de latrines. Se souvenir de l'idée centrale de l'approche ATPC qui est, dans un premier temps, de ne pas prescrire à la communauté le meilleur modèle de latrine qui existe (et le plus durable), mais d'initier plutôt une action locale afin que la communauté recherche sa propre solution à la défécation à l'air libre.

NE PAS s'inquiéter si personne ne parle d'entamer une action locale. Dans ce cas, les remercier encore et leur dire que leur village sera enregistré comme voulant continuer la défécation à l'air libre et ingérer la merde des autres (voir « un pétard mouillé » ci-dessous). Ne pas croire que vous avez échoué ; vous avez probablement entamé un processus.

Comment gérer les différentes réactions

Le schéma ci-dessus est un modèle commun mais les réactions diffèrent beaucoup selon les communautés. Certaines actions conviennent mieux à telles ou telles réactions. Elles peuvent être regroupées en quatre catégories, par ordre d'intensité, comme indiqué à la Figure 1.

Les réponses suggérées

Votre réponse à leur réaction devra aussi être appropriée. Voici quelques suggestions.

Actions menées le jour même, à l'issue du déclenchement

Certaines actions peuvent convenir à deux situations ou plus, et certaines sont approfondies dans la section sur l'après-déclenchement.² Pour rappel, lorsque des leaders naturels sont en action en tant que « consultants communautaires » et qu'ils déclenchent l'ATPC dans un village autre que le leur, les actions peuvent être très différentes de ce que nous faisons habituellement. Bien souvent, les leaders naturels viennent séjourner dans des villages où l'on pratique la DAL pendant au moins une semaine ou jusqu'à ce que le village soit déclaré zone FDAL ou qu'il évolue manifestement vers un statut FDAL. Il est déjà arrivé que des leaders naturels consultants (des hommes comme des femmes) se soient rendus dans un nouveau village et, après avoir vu une grande accumulation de merde, aient déclaré à l'occasion de leur visite qu'ils ne mangeraient pas tant que la communauté n'aurait pas construit une latrine à fosse simple pour leur propre usage, ce qui permettait en même temps de faire une démonstration à tous les villageois. Dans de tels cas, beaucoup de choses peuvent apparaître spontanément car les leaders naturels restent dans les villages et partagent les logements avec les habitants.

² Voir le chapitre 4, « Instructions pour l'après-déclenchement », *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*.



Des écolières en action dans un village tanzanien pendant une session de déclenchement de l'ATPC. Les jeunes adolescentes sont les plus affectées par les effets de la défécation à l'air libre. Si la facilitation est bien menée, elles prennent souvent des actions rapides pour mettre un terme à la DAL. Des collégiennes au Bangladesh ont déclaré que, depuis l'ATPC, elles n'étaient plus en retard à l'école car avant, elles devaient attendre qu'aucun homme ne rôde autour de la forêt. Contrairement à leur mère, elles ne pouvaient se réveiller à l'aube.

Le feu aux poudres

Lorsque la communauté tout entière est totalement embrasée et tous sont prêts à entamer une action locale immédiate pour mettre un terme à la défécation à l'air libre.

- Partager et expliquer les options de toilettes à faible coût (ou coût modéré) et leur disponibilité locale (comme ci-dessus) ;
- Aider à l'élaboration d'un plan d'action avec échéancier et à la constitution d'un comité communautaire local ;
- Aider à l'établissement d'une liste de personnes désireuses de construire des toilettes en mentionnant la date de réalisation prévue ;
- Arrêter ensemble une date pour une visite de suivi ;
- Aider au lancement du contrôle communautaire en utilisant la carte sociale dessinée par la communauté (la carte au sol doit être reproduite sur une grande feuille et affichée dans un endroit visible de tous) ;
- Désigner un membre de la communauté qui servira de lien avec les fournisseurs de cuvettes et de matériel d'assainissement. Dans les endroits très reculés, demander à la communauté de réfléchir au moyen de développer des relations avec des fournisseurs en vue notamment d'obtenir du matériel de bonne qualité à prix réduit ;
- Leur laisser des fioles pour tester la contamination de l'eau (voir ci-dessous) ;
- Promouvoir l'autonomie locale des acteurs locaux du processus (relais et meneurs) afin de pouvoir vous retirer sans tarder. Votre présence ne doit pas créer de dépendance ou entraver l'action et l'innovation locales.

Des flammes prometteuses

Lorsque la majorité de la communauté est conquise mais qu'il reste néanmoins un nombre important d'indécis.

- Remercier tout le monde pour l'analyse détaillée du profil sanitaire du village et leur demander la permission de vous retirer ;
- Si un membre de la communauté accepte d'initier une action locale, lui demander de

se placer devant le groupe et l'encourager à partager avec le reste de la communauté la manière dont il compte entamer la construction de latrines ;

- Demander à tous s'ils veulent savoir comment d'autres communautés ont construit des latrines à bas coût ;
- S'ils acceptent tous en levant la main, dessiner et expliquer les latrines à fosse simple requérant des matériaux peu chers et disponibles localement (comme évoqué plus haut) ;
- Aider à la planification d'actions, avec une liste hebdomadaire de tâches à réaliser et des dates butoirs pour la construction de toilettes ;
- Arrêter des dates fixées par l'ensemble de la communauté pour les visites de suivi ;
- Aider au lancement du contrôle communautaire en utilisant la carte sociale dessinée par la communauté ;
- Désigner un membre de la communauté qui servira de lien avec les fournisseurs de cuvettes et de matériel d'assainissement. Dans les endroits très reculés, demander à la communauté de réfléchir au moyen de développer des relations avec des fournisseurs en vue notamment d'obtenir du matériel de bonne qualité à prix réduit ;
- Leur laisser des fioles pour tester la contamination de l'eau (voir ci-dessous) ;
- Promouvoir l'autonomie locale des acteurs locaux du processus (relais et meneurs) afin de pouvoir vous retirer sans tarder. Votre présence ne doit pas créer de dépendance ou entraver l'action et l'innovation locales.

Des étincelles éparpillées

Lorsque la majorité des gens ne sont pas décidés à se lancer dans une action collective ; beaucoup de gens hésitent à prendre position et quelques rares personnes ont commencé à réfléchir à la façon d'aller de l'avant.

- Les remercier pour l'analyse détaillée et leur demander de ne pas vous confondre avec des promoteurs ou vendeurs de latrines ou de toilettes ; leur dire de continuer leur pratique ancestrale ;

- Demander combien d'entre eux iront déféquer en plein air le lendemain matin ;
- Leur dire que vous quittez leur village en notant que certains sont résolument décidés à continuer d'ingérer la merde des autres ;
- Demander la permission de prendre une photo du groupe, tous avec leur main levée pour indiquer qu'ils vont continuer la défécation à l'air libre. Généralement, les gens s'opposent farouchement à la photo. Si une personne marque son désaccord, laisser du temps pour une discussion agitée. Par expérience, après peu de temps, vous pouvez demander à ceux qui veulent arrêter la défécation à l'air libre de lever la main, ce qui incite naturellement les autres à lever la leur. Demander alors si vous pouvez prendre une photo de ceux qui veulent arrêter, la main levée ;
- À ce stade, identifier tous ceux qui ont décidé de mener une action pour mettre fin à la défécation à l'air libre. Les inviter à venir devant l'assemblée et demander à tous de les applaudir ;
- Fixer une date proche à laquelle vous pourrez revenir pour un second cycle de déclenchement à l'intention des personnes qui n'ont pas pu assister à celui-ci ;
- Laisser sur place des fioles pour tester la contamination de l'eau (voir ci-dessous).

Pétard mouillé

Il s'agit d'endroits où la communauté dans son ensemble n'est pas intéressée et ne désire rien faire pour mettre un terme à la défécation à l'air libre.

- Remercier tout le monde et prendre congé. Surtout ne pas exercer de pression ;
- Leur dire notre surprise de savoir qu'ils ingèrent sciemment la merde des autres et qu'ils désirent continuer ainsi ;
- Juger s'il faut demander la possibilité de prendre une photo de la communauté ;
- Leur laisser des fioles pour tester la contamination de l'eau (voir ci-dessous) ;
- Juste avant de partir, leur demander s'ils souhaiteraient rendre visite à une communauté ou un village voisin où la

DAL a été bannie par la communauté elle-même.

- Enfin, et après vous être excusé, vous pouvez, si possible, leur raconter une anecdote (culturellement proche) choquante mais drôle, si vous en connaissez.

Tester la contamination de l'eau

Quelle que soit la réponse, laisser à la communauté quelques petites fioles en verre d'hydrogène sulfuré (H₂S) disponibles sur le marché. Dans certains endroits en Inde, ces fioles sont connues sous le nom d'Aquacheck, disponibles pour 50 centimes (équivalent en US\$). Il peut y avoir différents noms commerciaux pour les fioles d'H₂S selon le pays. Elles peuvent être commandées auprès de laboratoires qui testent l'eau ou auprès de pharmacies ou de drogueries. À la fin du déclenchement, demander à la communauté de remplir les fioles d'eau potable en suivant les instructions mentionnées sur la bouteille, de les refermer aussitôt et de noter sur une bande adhésive l'heure de la collecte de l'échantillon et sa source. Leur signaler de garder les bouteilles à l'abri du soleil, à température ambiante – 25 à 35 degrés Celsius – pendant 24 à 48 heures, ou dans des endroits plus frais, comme la poche d'un vêtement par exemple. Si la solution devient noire, cela indique qu'elle est impropre à la consommation et qu'elle présente une contamination fécale. Les membres de la communauté peuvent conserver les bouteilles eux-mêmes. Après utilisation, les bouteilles doivent être brisées et enterrées.

Aider au plan d'action de la communauté (le jour du déclenchement)

Le processus de planification doit être centré sur des plans d'action de nature immédiate et positive. Parmi les activités possibles, on peut citer :

- Installer un chevalet à feuilles mobiles et encourager les premiers acteurs à s'avancer et à s'engager ;
- Lorsqu'ils s'avancent, les applaudir bien

fort et leur dire qu'ils sont les leaders d'un avenir propre ;

- Identifier leur niveau de vie et les féliciter, en particulier s'ils sont pauvres ;
- Leur demander de rester devant l'assemblée ;
- Faire de même avec toute personne qui ferait un don ;
- Prendre une photo du groupe et les présenter comme ceux qui vont transformer l'environnement de la communauté.

Faciliter la création d'un comité sanitaire. Ecrire les noms des membres du comité. Leur demander combien de temps il faudra avant qu'ils n'arrêtent définitivement la DAL. Si la réponse est plus de 2-3 mois, demander si 60-90 jours à ingérer la merde des autres est une notion acceptable. La solution serait peut-être de partager des toilettes et de creuser des fosses quasiment de suite pour recouvrir les excréments.

Identifier 2 à 4 leaders naturels qui émergent de ce processus.

Les informer, s'il y a lieu, de l'atelier de mise en commun et de ce qu'ils doivent préparer à cet effet : la retranscription de la carte du groupe sur papier, la liste des membres de la communauté qui veulent commencer immédiatement, le modèle de latrine à faible coût qu'ils veulent suivre, l'évolution depuis le déclenchement. Inviter les femmes, hommes et enfants qui sont leaders naturels à cet atelier de mise en commun. Avant de quitter les lieux, demander aux leaders naturels de répéter des slogans contre la DAL afin qu'ils soient tout de suite scandés par les enfants quand les étrangers s'en iront du village.

Parler aux gens d'autres actions menées par des communautés voisines et de ce qu'elles font. Si la communauté est la première dans la zone, parler de la reconnaissance dont elle sera gratifiée et de la fête spéciale qui y sera célébrée si elle devient une zone FDAL.

Attention : ne pas s'engager sur les avantages dont la communauté pourra bénéficier.

Cartographie communautaire pour le contrôle

Lorsque le déclenchement entraîne l'un des deux premiers types de réaction (feu aux poudres et flammes prometteuses), laisser à la communauté de grandes feuilles de papier, du ruban adhésif et des marqueurs de couleur pour reproduire la carte au sol, en écrivant le nom des membres du comité nouvellement formé, le plan d'action de la communauté pour atteindre le statut FDAL, et le nom de ceux qui ont décidé de commencer à creuser des fosses immédiatement ou dans les jours/semaines à venir. Encourager la communauté à redessiner la carte esquissée au sol sur des feuilles de papier scotchées ensemble de manière à ce qu'elle soit assez grande pour être vue par une petite foule. La carte devra se trouver dans un endroit public mais à l'abri des éléments et de tout ce qui pourrait l'endommager. On peut y faire figurer le statut sanitaire de chaque ménage et l'actualiser au fur et à mesure pour montrer les progrès accomplis.

SOURCE

Kar, K. et R. Chambers (2008) *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*. Plan : Royaume-Uni et Institute of Development Studies (IDS) : Brighton, Royaume-Uni. En ligne : <http://tinyurl.com/CLTShandbook>. URL complète : www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation

NOTES

Téléchargeable gratuitement à partir de :

<http://tinyurl.com/CLTShandbook>

www.communityledtotalsanitation.org

Pour les copies papier du manuel, veuillez contacter : Petra Bongartz, Institute of Development Studies, Université de Sussex, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni. Courriel : P.Bongartz@ids.ac.uk

Disponible en anglais, français, espagnol, khmer, portugais, hindi et bengali. Une traduction en arabe est en cours de préparation. Sauf indications contraires, les photos sont de Kamal Kar.

Et si l'on écrivait ! Gérer un atelier d'écriture participatif

16

par ANGELA MILLIGAN et PETRA BONGARTZ

Les praticiens, notamment ceux du Sud, sont confrontés à différents obstacles lorsqu'il s'agit de partager leurs acquis et le fruit de leurs réflexions avec un public plus large. Parmi ces barrières, citons des contraintes linguistiques, des pressions en termes de temps et un manque d'expérience et de confiance lorsqu'il s'agit de rédiger des articles. Ces obstacles sont encore plus durs à surmonter pour les femmes. Cela pose un problème pour *Participatory Learning and Action (PLA)* car l'expérience des praticiens, notamment ceux du Sud, est précisément celle que nous voulons capturer. Récemment, nous avons fait quelques essais avec des **ateliers d'écriture participatifs** comme moyen possible d'aider les praticiens à contribuer à des éditions thématiques.

Pour le numéro de *PLA* consacré à l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC), Plan Kenya, l'IDS et l'IIED ont organisé un atelier d'écriture d'une semaine à Nairobi au Kenya. Cette section des Conseils aux formateurs décrit l'atelier d'écriture sur l'ATPC, en tire des conclusions pour la gestion réussie d'un atelier

d'écriture et se penche sur certaines des difficultés associées à l'organisation de ce type d'ateliers.

Avant l'atelier d'écriture

L'idée d'un numéro de *PLA* consacré à l'ATPC en Afrique a vu le jour il y a un an, suite à des discussions entre Petra Bongartz et Robert Chambers de l'IDS et Samuel Musembi Musyoki de Plan Kenya. Petra et Samuel ont présenté une note conceptuelle qui expliquait pourquoi il fallait consacrer un numéro à ce thème, ce qu'il couvrirait et la marche à suivre, qui englobait un atelier d'écriture pour réunir des praticiens. Petra et Samuel ont ensuite diffusé un appel à contributions auprès d'une liste prédéfinie de praticiens ATPC auxquels ils ont demandé de soumettre des résumés de 500 mots. Les finalistes ont été sélectionnés et une date butoir leur a été indiquée pour la rédaction d'un article. Il a été demandé aux auteurs de présenter au moins un avant-projet de leur article avant l'atelier et ceux-ci ont ensuite été distribués aux autres participants au préalable. Parmi

ces articles figuraient les projets de quelques auteurs qui ne pouvaient pas participer à l'atelier d'écriture.

Objectifs de l'atelier d'écriture

Il s'agissait de :

- réfléchir au processus de rédaction
- donner libre cours à la capacité des participants à documenter
- apporter un soutien mutuel et un examen par les pairs
- améliorer et peaufiner les articles
- dégager des fils rouges à rassembler dans le tour d'horizon de l'édition spéciale
- identifier des lacunes dans le contenu et voir comment les combler.

Participants à l'atelier d'écriture

L'atelier d'écriture a réuni 11 participants, y compris trois facilitateurs (Samuel Musembi Musyoki, Petra Bongartz et Angela Milligan). Grace Ogolla de Plan Kenya a également fourni un superbe appui logistique et David Ngige a documenté l'atelier sur vidéo et en photos. Robert Chambers a également assisté au premier jour de l'atelier et a partagé son expérience en donnant quelques conseils de rédaction. Les participants étaient originaires du Zimbabwe, de Zambie, de la Sierra Leone, du Malawi, du Kenya et du Royaume-Uni. Il y avait cinq femmes (une de l'hémisphère Sud) et sept hommes (cinq de l'hémisphère Sud), avec différents degrés d'expérience en rédaction. La plupart des auteurs avaient une expérience pratique de l'ATPC et étaient impliqués dans l'appui et la gestion de programmes d'assainissement.

Lieu

Le choix du lieu approprié pour un atelier d'écriture est important. Nous avons organisé le nôtre dans un lieu tranquille, à proximité de Nairobi mais loin de toutes distractions. Être en pleine nature, disposer d'espaces sereins à l'écart du groupe, avoir la possibilité de travailler dans sa chambre et avoir des horaires de repas flexibles sont autant d'éléments qui ont contribué au processus d'écriture.



Photo : David Ngige

Les participants prennent part à un exercice pour briser la glace durant le premier jour (de gauche à droite : Giveson, Buluma, Mariama, Robert, Angela, Herbert).



Photo : David Ngige

Cathy regroupe les craintes et les espérances des participants.



Photo : David Ngige

Angela rédige des consignes pour l'examen par les pairs.

Facilitateurs/personnes ressources

Nous avons trois personnes ressources pour se charger de la facilitation et de l'appui aux auteurs dans les sessions individuelles. Nous avons découvert qu'il était extrêmement utile d'avoir une éditrice non spécialiste de l'ATPC (Angela) à l'atelier ainsi que des éditeurs invités (Petra et Sammy) qui étaient eux dotés de connaissances spécialisées dans la thématique du numéro. Un éditeur « profane » peut pointer du doigt les présomptions qui sont faites concernant le niveau de compréhension des lecteurs et identifier des subtilités terminologiques et linguistiques qui doivent être précisées au départ. Il est

Tableau 1 : Programme de l'atelier d'écriture

<p>1^{er} jour Présentations Attentes (craintes et espérances) « Shit matters » [La merde compte] Contexte, objectifs et emploi du temps Partage des expériences de rédaction Numéro de PLA sur l'ATPC en Afrique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Objectifs • Messages • Public <p>Temps de lecture et d'écriture</p>	<p>4^e jour – Repos</p>
<p>2^e jour Temps de lecture et d'écriture Présentation de nos articles</p>	<p>5^e jour Rédaction Consultation avec les éditeurs invités en fonction du feedback (facultatif) Intégration des changements Faire le point (où en sommes-nous à présent ?) Partage des acquis : processus et contenu Thèmes émergents Temps de rédaction et consultation des éditeurs</p>
<p>3^e jour Processus d'écriture (conseils) Aide-mémoire/consignes pour l'examen par les pairs Feedback constructif (à faire et à ne pas faire, comment) Temps d'écriture Constitution de binômes Impression et échange des projets Examen par les pairs (en binômes)</p>	<p>6^e journée Consultation et rédaction Examen des articles des auteurs qui n'assistent pas à l'atelier Bilan et planification de la 7^e journée Dîner de clôture</p>
	<p>7^e journée Rédaction Remue-méninges sur les titres Demande de ressources et circuits de diffusion possibles Qu'avons-nous appris ? (évaluation) Dernières questions éventuelles</p>

également important de souligner aux participants que le rôle de l'éditeur est d'aider les auteurs à faire passer leur message au lecteur de la meilleure façon possible.

Durée et programme

L'atelier d'écriture sur l'ATPC a duré une semaine. Au départ, cela semblait trop long à beaucoup de participants, mais finalement, tous ont reconnu qu'il avait été très utile de disposer de tout ce temps pour se concentrer sur leur écriture. Cela nous a aussi permis d'avoir un programme aéré avec beaucoup de temps libre pour donner aux auteurs l'occasion de passer toute une matinée ou tout un après-midi à écrire là où ils voulaient et à leur manière. Nous avons découvert que certaines personnes aiment écrire tôt le matin, d'autres préfèrent travailler tard dans la nuit ; certaines personnes peuvent travailler pendant des heures d'affilée, d'autres préfèrent écrire par petites tranches et prendre des pauses régulières. Certains ont



Samuel présente le programme du 1^{er} jour de l'atelier.

Photo : David Ngige

besoin de grignoter à intervalles ! Le fait de donner aux auteurs la possibilité d'écrire dans la salle de l'atelier ou ailleurs, là où ils se sentaient à l'aise et où ils avaient ce qu'il leur fallait sous la main, s'est aussi révélé très positif.

Les facilitateurs ont élaboré un programme sommaire pour la semaine, qu'ils ont présenté le premier jour (Tableau 1), mais le programme a évolué au fil de la semaine, pour permettre de traiter les

Tableau 2 : Ce qui favorise et ce qui entrave l'écriture

Ce qui favorise l'écriture	Défis/entraves
<ul style="list-style-type: none"> • Écrire régulièrement • Trouver le moment qui vous convient le mieux – le matin ou au milieu de la nuit ! • Toujours avoir un calepin pour y noter des idées/des observations • Donner priorité à l'écriture : se rappeler à quel point il est important de communiquer vos travaux au vaste monde • Écrire pour raconter votre expérience personnelle (c'est beaucoup plus facile – vous faites autorité) – c'est comme parler de vous ou raconter une histoire • Réfléchir à qui sont vos lecteurs : un collègue, un décideur ou un ami bienveillant (pour supprimer les inhibitions) • un supérieur bienveillant qui encourage son personnel et leur donne du temps • Écrire (tout) ce qui vous passe par la tête – cela vous libère l'esprit • Écrire après avoir fait un discours : vous disposez déjà d'une structure et le fait de parler la fixe dans votre esprit • En parler avec un ami • Un verre de rouge ! • Partager vos travaux avec des tiers (mais cela peut s'avérer difficile si les tiers sont critiques) • Écrire un résumé (env. 150 mots) et se servir des phrases du résumé en guise de titres. Le résultat final sera sans doute différent du résumé à mesure que les idées se développent au fil du processus de rédaction mais cela donne un point de départ lorsque vous êtes confronté à une feuille blanche. • Vouloir changer les choses en écrivant – MOTIVATION • Persévérer – cela devient plus facile • Un titre accrocheur est important – laissez libre cours à votre imagination ! • Vous donner une heure butoir (une sortie, votre programme télé favori) • Penser à votre corps/rester alerte • Si vous êtes en panne, faites une pause ou faites la sieste ! Votre subconscient continue de travailler même pendant la pause. 	<ul style="list-style-type: none"> • Essayer d'écrire et d'éditer en même temps • Ne pas savoir quoi partager • Présumer que ce que l'on sait, tout le monde le sait • Douter de soi : est-ce que cela vaut la peine ? • Attendre qu'une idée ait entièrement pris corps • Se sentir un mauvais auteur ou un auteur pas assez bon • Se comparer à d'autres • Avoir le sentiment d'écrire trop lentement/de façon décousue • Être perfectionniste • Avoir peur de découvrir qu'on n'est pas un bon auteur • Écrire un rapport qui n'intéresse pas – qui ennuie

problèmes, les questions et les demandes d'aide à mesure qu'ils se présentaient. Nous nous sommes tous réunis à intervalles réguliers pour voir comment progressaient les articles et si quelqu'un avait besoin d'aide.

Rédaction

Le 1^{er} et 2^e jour, nous avons consacré pas mal de temps à discuter du processus d'écriture. Durant l'une des sessions, nous nous sommes tous assis en cercle et nous avons partagé nos expériences en matière d'écriture, nos espoirs et nos craintes. Cette démarche a été très utile pour apprendre à mieux nous connaître. Nous avons réfléchi à :

- nos expériences en matière d'écriture ;

- les difficultés auxquelles nous sommes confrontés ;
- nos convictions sur nous-mêmes en tant qu'auteurs ;
- ce qui nous aide à écrire ;
- ce que nous faisons devant la feuille blanche ;
- nos bonnes et nos mauvaises habitudes.

La plupart d'entre nous avaient du mal à écrire et éprouvaient des moments de doute. Ils avaient mis au point des stratégies variées pour les inciter à écrire ou pour faciliter l'écriture (voir le Tableau 2).

Nous avons aussi lu un article sur l'ATPC par Rose George (une journaliste) et nous nous sommes demandé ce qui le rendait si intéressant et si plaisant à lire et quelles

Tableau 3 : Conseils de rédaction

Personne n'est obligé de lire votre travail – faites qu'ils **aient envie** de le lire !

Écrivez pour votre lecteur, pas pour vous.

Sachez clairement pour **qui** vous écrivez et quels sont vos **messages clés**.

Captez l'intérêt de votre lecteur grâce à un titre accrocheur et une introduction efficace.

Que dois-je inclure ?

Prévoyez une introduction : dites brièvement de quoi va parler votre article mais ne résumez pas tous vos arguments. Aiguisez l'appétit de vos lecteurs pour les inciter à lire la suite.

Qu'est-ce qui est important à propos de cette expérience?

Quelles en sont les leçons plus vastes ? **Quelles** ont été les difficultés et comment les avez-vous surmontées ? **Soyez honnête !**

Racontez l'histoire de façon à ce qu'elle ait tout son sens et pour que vous puissiez en tirer des leçons mais n'incluez pas tous les détails ni toutes les activités.

Personnalisez votre article : si vous avez vraiment tiré des leçons

de l'expérience que vous décrivez, mettez-vous dans l'article. Vous devriez toujours dire quel était votre rôle dans le processus de façon à ce que vos lecteurs sachent depuis quel angle vous vous placez (le « positionnement » du texte).

Servez-vous des anecdotes – elles se gravent dans la conscience.

Comment faire pour que le texte coule bien ?

Vous avez du mal à trouver la structure ?

Écrivez les points principaux sur des Post-Its et déplacez-les jusqu'à ce que vous ayez trouvé un flux logique d'un point à un autre.

Utilisez des titres et des sous-titres pour obtenir une structure et servir de balises au lecteur.

Faites couler vos paragraphes en les reliant entre eux, p. ex. en répétant des mots du paragraphe précédent dans la première phrase du paragraphe suivant.

Comment rendre mon article intéressant ?

Fragmentez le texte ! Utilisez des encadrés (par exemple, de brèves études de cas, des citations, des

descriptions de méthodes) et utilisez des aides visuelles (tableaux, chiffres, photos).

Donnez vie à votre article – incorporez des citations des participants.

Variez la longueur de vos phrases ; évitez les phrases très longues et employez des questions.

Donnez des exemples.

Écrivez comme vous parlez et faites preuve d'enthousiasme – laissez votre voix percer le texte.

Employez un langage simple, clair, facile à comprendre (évituez le jargon et les acronymes).

Et enfin...

Ce point est très important : remerciez toutes les personnes qui vous ont fait part de leur expérience, p. ex. les agents de terrain. Mieux encore, co-rédigez l'article avec eux.

Persévérez : écrire est difficile ; mais avec de l'entraînement, cela devient plus facile.

leçons nous pouvions en tirer pour nos propres travaux. Nous avons ensuite développé des conseils pour une bonne rédaction en nous inspirant de notre analyse et de l'expérience des éditeurs (Tableau 3).

Présentation des articles

Bien que les participants aient lu les articles de leurs collègues avant l'atelier, il a été très utile de les inciter à présenter leur article dans un cadre informel (nous étions juste assis en cercle). Personne n'a utilisé de présentation PowerPoint ou de notes ; ils ont juste parlé de leur travail et les autres participants leur ont posé des questions ou ont fait des commentaires. Dans certains cas, cela a réellement donné vie aux articles

et cela a permis de clarifier les messages clés de leur article pour nous et pour les auteurs – ce qui a facilité la révision et le processus de restructuration. Dans un cas



Ashley présente son article, tandis que (de gauche à droite) Herbert, Jean-François, Buluma et Samuel Rukuni l'écoutent.

Tableau 4 : Objectifs, messages clés et publics cibles**Objectifs**

- Partager et documenter nos expériences, les leçons et les innovations qui se dégagent de la mise en œuvre de l'ATPC en Afrique.
- Montrer comment l'ATPC a été adapté au contexte africain et enrichir la littérature existante sur le développement participatif.
- Bousculer les mentalités conventionnelles et les comportements en matière de pratiques d'assainissement et motiver d'autres personnes à essayer l'ATPC dans leur travaux.
- Encourager le débat sur différentes idées et pratiques au sein des acteurs ATPC.
- Réfléchir aux occasions et aux défis que pose le passage à l'échelle de l'ATPC en Afrique.
- Contribuer au développement et aux pratiques de l'ATPC en Afrique et dans d'autres régions du monde.
- Montrer comment l'ATPC peut devenir le moteur d'une autre action collective propice au changement social.

Messages clés

- L'ATPC est un projet à faible coût ; une approche durable à impact élevé en matière d'assainissement.
- L'ATPC donne de bons résultats ! Les communautés se lancent dans une action collective pour mettre fin à la défécation à l'air libre.
- L'ATPC a un impact sur la santé et le développement socio-économique des communautés.
- Les principes clés de l'ATPC sont :
 - Ne construisez pas de latrines ; déclencher un changement de comportement de manière à ce que les communautés passent d'elles-mêmes à l'action !
 - Ne distribuez pas de subvention aux communautés pour construire des toilettes
 - Utilisez un langage cru afin de choquer les intéressés
 - Réfutez les normes culturelles nuisibles ; exploitez celles qui soutiennent l'ATPC
- Pour que l'ATPC donne de bons résultats, il est indispensable de mettre en place une facilitation de qualité.
- Les facilitateurs ATPC doivent avoir une formation pratique dans les communautés.
- Les bons facilitateurs bousculent les normes culturelles là où c'est nécessaire mais ils savent aussi s'en servir à leur avantage.
- L'ATPC exige de bousculer les mentalités et les comportements à tous les niveaux : dans les communautés mais aussi chez les praticiens, les professionnels et au sein des institutions.
- Un bon ATPC exige un calendrier et un financement souples et il s'adapte au contexte.
- La mise à l'échelle de l'ATPC par le biais des pouvoirs publics présente à la fois des opportunités et des défis.
- L'ATPC est une nouvelle approche en Afrique et il faut encore réunir d'autres preuves, effectuer des recherches critiques et surmonter les difficultés.
- L'ATPC peut être un point de départ pour des actions sur les moyens de subsistance et pour changer les relations de pouvoir.

Publics*Public primaire*

1. Praticiens :
 - ceux qui utilisent déjà l'ATPC
 - ceux qui démarrent
 - ceux qui pratiquent d'autres approches participatives
2. Gestionnaires, p. ex. chargés de programme à tous les niveaux
3. Décideurs:
 - pouvoirs publics
 - ONG
 - bailleurs
4. Médias
5. Chercheurs

Public secondaire

- Membres ordinaires de la communauté :
- leaders naturels
 - chefs de village
 - enseignants

particulier, l'article initial couvrait tant de sujets différents qu'il a donné naissance à deux articles ; dans un autre, la façon dont la personne a évoqué ses antécédents personnels et en quoi cela s'intégrait dans ses travaux a permis d'ajouter une dimension très intéressante qui n'existait pas dans l'article initial.

Les participants ont été filmés pendant qu'ils parlaient de leur article et, pour certains, cela a été un moyen utile de réordonner leurs pensées.

Objectifs, messages et publics clés

Le premier jour, nous avons réfléchi individuellement aux objectifs que nous espérons atteindre avec ce numéro de *PLA*, les messages clés sur l'ATPC que nous souhaitons faire passer, et le public crucial visé par cette édition. Que voulions-nous que nos lecteurs pensent/ressentent/fassent à la lecture de ces articles ? Nous



Photo : Angela Milligan

Mariama et Giveson discutent de l'article de Giveson.

Tableau 5 : Consignes concernant l'examen par les pairs des articles

- L'article cadre-t-il avec les objectifs de ce numéro ?
- Les messages clés de l'article sont-ils communiqués avec assez de force ou n'êtes-vous pas très sûr de ce dont il s'agit ?
- L'article a-t-il un titre accrocheur :
 - qui capte l'intérêt du lecteur ?
 - qui traduit la teneur de l'article ?
- L'article porte-t-il un œil critique ou se contente-t-il de décrire ce qui s'est passé ?
- L'article décrit-il le processus d'atteinte de résultats – qu'a-t-on appris en cours de route ? Quelles ont été les difficultés rencontrées et comment les a-t-on surmontées ?
- L'article tire-t-il des leçons plus larges des travaux ?
- L'article soulève-t-il des questions/enjeux qui restent à résoudre ?
- Si l'article évoque des recherches, s'agit-il de recherches participatives ? Les communautés ont-elles été impliquées dans la définition des questions de recherche, la génération de l'information et l'analyse des données ? La recherche a-t-elle été éthique c.-à-d. réalisée pas seulement en vase clos, sans suivi et sans avantage pour les communautés ?
- L'article coule-t-il bien ? Est-il facile à suivre ?
- Est-il écrit d'une manière intéressante et plaisante ?
- La fin est-elle travaillée ou est-elle abrupte et soudaine ?
- Y a-t-il des encadrés, figures, tableaux, titres, photos etc. utilisés pour fragmenter le texte ?

Donner un feedback

- SOYEZ HONNÊTE !
- Dites à votre binôme ce que vous avez aimé et ce que l'article réussit à faire.
- Mais dites-lui aussi ce qui pourrait être amélioré, à votre avis.
- Mettez les points les plus importants de votre feedback dans un fichier Word que vous remettrez à votre binôme. Peut-être pourriez-vous vous servir de la fonction Commentaires de Word pour faire des commentaires plus détaillés sur la version électronique de l'article, que vous pourrez ensuite envoyer à votre partenaire.
- Discutez du feedback avec votre binôme.

Tableau 6 : Évaluation

Le dernier jour de l'atelier d'écriture, nous nous sommes tous assis en cercle avec un stylo au milieu, et nous avons tous réfléchi aux questions suivantes :

- Quelle a été l'utilité de l'atelier d'écriture ?
- Dans quelle mesure a-t-il eu une incidence sur la qualité de votre écriture ?
- Comme vous servirez-vous de l'expérience acquise en tant que praticien/pour aider les autres ?
- Y a-t-il quelque chose de mémorable que vous allez retirer de cet atelier ?
- Votre relation avec l'écriture a-t-elle changé ?

Voici quelques-unes des réponses des participants :

BULUMA : bonne façon de mettre en commun l'expérience

SAM : j'écrirai davantage d'articles à l'avenir

JEAN-FRANÇOIS : le partage de l'expérience d'écriture est très utile – et émotionnellement chargé

GIVISON : il est important de réfléchir à ce qu'on fait : ce que l'on a appris et ce qui repose derrière

HERBERT : je ne pensais pas que j'aurais besoin d'une semaine pour écrire un petit article mais je réalise à présent que c'est plus difficile qu'il n'y paraît et je pense maintenant qu'une semaine, ce n'était pas tout à fait assez long

ASHLEY : si je n'avais pas consacré du temps à la révision, l'article aurait été moins intéressant et il aurait eu moins d'impact

MARIAMA : j'aurai une session avec des collègues pour mettre en commun et les aider en matière de documentation

CATHY : l'atelier a très bien fonctionné même si toutes nos pendules physiologiques n'étaient pas à la même heure

ANGELA : cela m'a fait prendre encore plus conscience de l'importance d'une bonne rédaction pour faire passer un message

PETRA : heureuse d'avoir pu produire un article en deux jours – habituellement, je n'ai pas le temps de me concentrer

SAMMY : il faut laisser au personnel de terrain le temps de réfléchir mais aussi de documenter

DAVID : le silence – juste le cliquetis des touches des claviers

avons ensuite discuté de ces questions en petits groupes. Enfin, chaque groupe a présenté son travail et nous avons recherché des points communs, des fils rouges, au moyen de surligneurs de couleur pour faire ressortir les objectifs analogues et des messages clés entre les groupes, tout en identifiant les objectifs que nous ne pourrions pas atteindre. Cela nous a permis de développer une appréciation commune des objectifs de ce numéro (voir le Tableau 4). Nous nous sommes aussi servi de cet exercice pour repenser à ce que nous **voulions faire** dans nos articles (p. ex. enregistrer des innovations, être honnête à propos des difficultés rencontrées) et à ce que **nous ne voulions pas faire** (p. ex. inclure des procédures pas à pas décrivant le déclenchement ATPC ou occulter les difficultés rencontrées).

Examen par les pairs

À la fin de la 3^e journée, nous avons mis les auteurs en binôme pour qu'ils examinent mutuellement leurs articles et dressent une liste des choses à rechercher dans un article (Tableau 5). À ce stade, les articles étaient bien avancés et la plupart des auteurs (mais pas tous) étaient prêts à les dévoiler.

La formation de binôme nécessite beaucoup de soin pour tenir compte du sujet des articles, de la personnalité des auteurs et du jeu des relations de pouvoir. Nous avons aussi discuté comment donner un retour critique de manière constructive. Il est difficile d'exposer l'article sur lequel vous avez tant travaillé aux critiques d'un tiers, qui risque le tailler en lambeaux ; par conséquent, nous avons incité les réviseurs à se concentrer sur ce qu'ils avaient aimé dans l'article de leur partenaire et à

Tableau 7 : Documentation par les agents de terrain

Obstacles :

- « Documenter » n'est pas aussi facile qu'il y paraît.
- La réflexion critique est indispensable avant d'écrire et, pour cela, il faut de l'espace.
- Trop souvent, les supérieurs ne s'attendent pas à ce que les agents de terrain écrivent leur expérience.

... et quelques suggestions pour les surmonter :

- Une fois par mois, demandez quel est « le changement le plus significatif ». Qu'avez-vous appris ?
- Parfois, les agents de terrain rechignent à écrire car ils ont peur de pointer du doigt telle ou telle personne. Une possibilité est d'encourager les agents de terrain à se réunir pour mettre en commun leur expérience puis la mettre par écrit.
- Essayez d'utiliser d'autres formes de documentation – vidéo, audio/radio – et en faire la transcription, le cas échéant.

suggérer des moyens de l'améliorer. Les examinateurs se sont réunis et ont discuté leurs commentaires et ils ont également rédigé de brèves notes destinées aux auteurs. Nous avons par la suite envoyé les consignes d'examen par les pairs aux réviseurs de notre comité éditorial pour faciliter leur feedback.

Succès et difficultés

Comme le montre l'évaluation (Tableau 6), l'atelier d'écriture sur l'ATPC a comporté beaucoup d'éléments positifs (flexibilité, temps libre pour la rédaction, partage des expériences de rédaction, feedback des examens par les pairs et des éditeurs) et la plupart des participants ont déclaré qu'ils avaient gagné confiance en leur capacité à écrire et qu'ils écriraient davantage et partageraient ce qu'ils avaient appris avec leurs collègues. Ils ont aussi beaucoup apprécié la chance de partager des expériences et de discuter des expériences communes et des différences à travers l'Afrique.

L'atelier d'écriture a débouché sur des innovations qui seront intégrées dans les

éditions futures, par exemple, le développement d'objectifs, de messages clés et de publics cibles pour les éditions thématiques et le développement d'un aide-mémoire pour l'examen par les pairs qui puisse aussi être utilisé par les réviseurs du Comité éditorial. Nous avons aussi peaufiné nos consignes de rédaction pour les auteurs et celles-ci seront affichées sur le site web de *PLA* pour pouvoir être téléchargées par les auteurs potentiels.

La plupart des articles étaient raisonnablement bien avancés à la fin de l'atelier, même s'ils auraient pu être encore plus aboutis avec davantage d'appui éditorial. Si les éditeurs invités écrivent aussi des articles (comme c'était le cas dans l'atelier d'écriture sur l'ATPC), il est essentiel de disposer d'un deuxième éditeur non spécialisé pour éviter les goulots d'étranglement. La prochaine fois, nous devrions faire en sorte que tous les articles soient finalisés à la fin de l'atelier car il est difficile de maintenir l'enthousiasme une fois que tout le monde est rentré au bercail.

Dans mes fonctions d'éditeur, pour ma part (Angela), j'ai parfois ressenti une opposition entre la satisfaction des besoins des lecteurs et les exigences d'un journal international et mon rôle qui étaient d'encourager les auteurs, notamment ceux qui étaient nouveaux au monde de l'écriture. Une autre complication dans le cas de *PLA* tient au fait que tous les articles passent par un autre processus de révision par notre comité éditorial international et cela donne lieu à un autre cycle de révisions. Dans certains cas, les examens ont été très critiques, alors même que les auteurs avaient travaillé très dur à la révision et la ré-révision de leurs avant-projets. À l'avenir, nous avons besoin de sensibiliser les réviseurs au fait que, pour *PLA*, le fait même d'écrire et d'avoir confiance en sa capacité à écrire est tout aussi important que l'article final.

En termes de participants à l'atelier d'écriture, il était flagrant qu'il n'y avait qu'une femme originaire de l'hémisphère Sud, ce qui traduit leur sous-représentation

dans les pages de *PLA*. Nous devons étudier de plus près les raisons qui expliquent cet état de chose et réfléchir à ce que nous pouvons faire à ce sujet (nous vous en dirons plus là-dessus dans notre prochain numéro). Les ateliers d'écriture aident-ils les auteures ou sont-elles dans l'impossibilité de trouver le temps d'y assister, sachant qu'elles sont habituellement chargées de s'occuper des enfants et de tenir le foyer en plus d'un travail rémunéré ?

Nous avons aussi discuté de la question de savoir qui documente et qui devrait documenter. Si la plupart des participants étaient des gestionnaires, beaucoup comptaient sur des agents de terrain pour leurs impressions et leurs informations, mais l'obtention de cette information est souvent difficile car il est fréquent que les agents de terrain ne sachent pas écrire. Les participants estimaient qu'il serait bon d'aider les agents de terrain à documenter leur vécu

puisque l'apprentissage et l'expérience qu'ils vivent sont souvent perdus. Toutefois, ils ont aussi identifié des obstacles à la documentation et suggéré des moyens de les surmonter (Tableau 7).

Conclusions

Les ateliers d'écriture présentent beaucoup d'avantages pour renforcer les capacités à écrire dans un environnement porteur et engendrer un sentiment d'appropriation partagée en faveur d'une publication. Si le coût d'organisation d'un atelier international d'une semaine peut paraître prohibitif pour beaucoup d'organisations, même une journée permettrait de donner aux participants l'espace et le temps requis pour réfléchir et écrire un article plus court tout en faisant passer le message que la documentation est très appréciée par l'encadrement comme moyen d'échanger et de tirer des leçons de l'expérience.

COORDONNÉES



Angela Milligan
Coéditrice,
Série Participatory Learning and Action
Institut international pour l'environnement et le
développement (IIED)
3 Endsleigh Street
London, WC1H 0DD
Royaume-Uni
Tél. +44 20 7388 2117
Fax. +44 20 7388 2826
Courriel : angela.milligan@iied.org
Site web : www.planotes.org



Petra Bongartz
Agent de coordination, communication et travail
en réseau
Assainissement Total Piloté par la Communauté
(ATPC)
Institute of Development Studies (IDS)
Université de Sussex
Brighton, BN1 9RE
Royaume-Uni
Courriel : p.bongartz@ids.ac.uk
Site web : www.communityledtotalsanitation.org

Pour aller plus loin

Lectures complémentaires

Assainissement total piloté par la communauté (ATPC)



Faciliter les ateliers de formation sur le terrain pour l'assainissement total piloté par la communauté – Guide de formation des formateurs

● Kamal Kar, Avril

2010, WSSCC, Genève, Suisse

Guide détaillé à l'usage de ceux qui préparent et mettent en œuvre une formation ATPC, sur la base de la vaste expérience de l'auteur en matière de formation à travers le monde. La demande en facilitateurs et en formateurs de facilitateurs dépasse largement l'offre, mais la formation doit être de qualité si l'on veut que la facilitation ATPC soit efficace. Les gens doivent être de bons facilitateurs pour pouvoir eux-mêmes devenir de bons formateurs de facilitateurs et ces consignes commencent en décrivant des méthodologies de formation qui se concentrent sur la formation de bons facilitateurs. Elles poursuivent en donnant des conseils sur la façon de former des formateurs de facilitateurs. Le guide est divisé en trois parties. La première présente la portée, l'objet et la terminologie de base de l'ATPC ; la deuxième partie décrit pas à pas le processus et la méthodologie de

formation proposée ; et la troisième partie offre des informations complémentaires et des références concernant les différentes étapes décrites dans la deuxième partie. L'auteur insiste sur le fait que les méthodes ainsi décrites ne sont pas immuables – l'innovation et l'adaptation aux circonstances locales sont essentielles.

Téléchargeable à partir de www.communityledtotalsanitation.org/resource/facilitating-hands-training-workshops-clts-trainers-training-guide

Aussi disponible en anglais à partir de ce lien.



Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté

● Kamal Kar et Robert Chambers, 2008. IDS et Plan UK

Ce manuel renferme des renseignements détaillés sur l'ATPC – ses étapes avant le déclenchement, lors du déclenchement et après le déclenchement – ainsi que des exemples et des études de cas recueillis à travers le monde. Ressource à l'usage des agents de terrain, des facilitateurs et des formateurs, ce manuel sera aussi utile lors des ateliers d'orientation ATPC et pour le plaidoyer.

Téléchargeable à partir de www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation

Également disponible en anglais,

espagnol, hindi et bengali. Une version en portugais est disponible sur demande auprès d'UNICEF Mozambique (courriel : amuianga@unicef.org) et une traduction khmer peut être obtenue auprès de Plan Cambodge (courriel : cambodia.co@plan-international.org). Une traduction en arabe est en cours de préparation. Pour demander une copie papier en anglais, veuillez adresser un e-mail à P.Bongartz@ids.ac.uk.

Guide pratique au déclenchement de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté

● *Kamal Kar, 2005. IDS*

Ce guide élémentaire entend aider le personnel en première ligne et les facilitateurs sur le terrain à comprendre la philosophie et les principes qui régissent l'ATPC et à utiliser certains des outils pratiques et des techniques d'une manière souple et sans contrainte. Disponible en français, anglais, chinois, arabe, espagnol et lao à partir de www.communityledtotalsanitation.org/resource/practical-guide-triggering-community-led-total-sanitation.

Lignes directrices pour les contributions

Pour obtenir la version intégrale des lignes directrices, veuillez consulter notre site web www.planotes.org

Types d'articles acceptés

- **Articles** : 2 500 mots maximum plus illustrations – voir les consignes ci-dessous.
- **Feedback** : Lettres à l'éditeur, ou des articles plus longs (1 500 mots maximum) qui réagissent de façon détaillée aux articles.
- **Conseils aux formateurs** : Exercices de formation, conseils sur la gestion d'ateliers, réflexions sur le comportement et les attitudes durant la formation, etc. 1 000 mots maximum.
- **In Touch** : Petits articles sur des ateliers ou des manifestations à venir, des publications ou des ressources en ligne.

Nous accueillons favorablement les récits relatant des expériences récentes sur le terrain (ou dans des ateliers) ou reflétant le courant de pensée actuel sur la participation, et nous encourageons en particulier les contributions des praticiens de l'hémisphère Sud. Les articles devraient être cosignés par toutes les personnes ayant collaboré à la recherche, au projet ou programme.

À une époque où les approches participatives ont souvent été considérées comme la panacée aux problèmes de développement ou lorsque l'obtention du financement d'un projet repose sur l'utilisation de ce type de méthodologies, il est essentiel d'être attentif à la qualité des méthodes et processus de participation. Certes, nous allons continuer de publier des expériences d'innovation sur le terrain, nous aimerions toutefois souligner qu'il est important d'analyser les succès de la participation mais aussi ses limites. *Participatory Learning and Action* reste une série qui est axée sur la méthodologie mais il est important d'accorder davantage d'importance aux questions de pouvoir dans les processus et à l'impact de la participation, en nous demandant qui définit l'ordre du jour des pratiques participatives. C'est seulement au prix d'une analyse critique que nous pourrions approfondir notre raisonnement autour de l'apprentissage et l'action participatifs.

Nous favorisons notamment des articles qui contiennent au moins l'un des éléments suivants :

- un point de vue **inédit** sur les concepts d'approches participatives ou leur application ;
- des **réflexions critiques** sur les enseignements tirés de l'expérience des auteurs ;
- une démarche visant à développer de **nouvelles méthodes** ou des adaptations originales de méthodes existantes ;
- l'examen des **processus** impliqués dans les approches participatives ;
- une évaluation des **impacts** d'un processus participatif ;
- les potentiels et les limites du **passage à l'échelle et de l'institutionnalisation des approches participatives** ; et
- les potentiels et les limites des **processus de prise de décisions participatifs**.

Langue et style

Veuillez essayer de garder vos contributions les plus accessibles et les plus claires possible. Employez des phrases courtes et simples. Évitez le jargon, la terminologie théorique ou un langage trop universitaire. Expliquez les termes spécialisés que vous utilisez et énoncez les sigles et acronymes en clair la première fois que vous les utilisez.

Résumés

Veuillez inclure un bref résumé de votre article (150 à 200 mots environ).

Références

Si vous faites mention de références, veuillez en préciser les détails. *Participatory Learning and Action* s'efforce d'être informel, plutôt qu'académique, donc il ne faut pas abuser des références.

Photographies et illustrations

Veiller à ce que les photographies et les illustrations soient numérisées à une résolution assez élevée pour l'impression (300 ppp) et toujours prévoir une légende et des crédits photographiques.

Soumettre votre contribution

Les contributions sont à adresser à : The Editors, *Participatory Learning and Action*, IIED, 3 Endsleigh Street, London WC1 0DD, Royaume-Uni
Fax. +44 20 7388 2826 ; courriel : pla.notes@iied.org
Site web : www.planotes.org

Centres de ressources du Réseau d'apprentissage et action participatifs (RCPLA)

Depuis juin 2002, le Centre de ressources de l'IIED pour l'apprentissage et l'action participatifs est hébergé par l'Institute of Development Studies, au Royaume-Uni. Des informations pratiques et un soutien à la participation au développement existent aussi auprès de différents membres du réseau RCPLA.

L'initiative est un réseau mondial d'organisations, engagées dans le partage d'information et le travail en réseau sur des approches participatives.

Pour plus d'information, y compris des mises à jour périodiques sur les activités du RCPLA, consulter la section In Touch de *Participatory Learning and Action* ou bien visiter www.rcpla.org ou encore contacter le coordonnateur du réseau : Ali Mokhtar, CDS, Fondation du Proche-Orient, 4 Ahmed Pasha Street, 10th Floor, Garden City, Le Caire, Égypte. Tél. +20 2795 7558 Fax. +22 794 7278
Courriel : amokhtar@nefdev.org

Participation à l'IDS

Les approches et méthodologies participatives sont aussi un centre d'intérêt pour l'équipe chargée de la participation, du pouvoir et du changement social de l'Institute of Development Studies de l'Université de Sussex au Royaume-Uni. Ce groupe de chercheurs et de praticiens est impliqué dans le partage du savoir, le renforcement des capacités pour soutenir les approches participatives de qualité et une meilleure compréhension de l'éthique et des méthodes et principes participatifs. Pour obtenir un complément d'information, veuillez contacter Jane Stevens, IDS, Université de Sussex, Brighton BN1 9RE, Royaume-Uni. Tél. +44 1273 678690 Fax. +44 1273 621202
Courriel : J.Stevens@ids.ac.uk
Site web : www.ids.ac.uk

Où chiez-vous ? Dans les pays en développement, la réponse à cette question peut décider de votre vie ou votre mort. Quelque 2,6 milliards de personnes n'ont pas accès à des toilettes. Au lieu de cela, elles pratiquent la défécation à l'air libre. Les conséquences sont désastreuses : la merde est un vecteur de maladies et c'est un tueur impitoyable. L'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC) est sans doute l'une des méthodes participatives qui connaît l'essor le plus rapide et il a démontré des résultats prometteurs là où des programmes antérieurs d'assainissement rural avaient échoué. À l'aide d'outils visuels simples empruntés à l'Évaluation rurale participative (ERP), les communautés confrontent la dure réalité à propos de la défécation massive à l'air libre et ses terribles répercussions sur la communauté tout entière. L'ATPC permet aux communautés d'analyser et de tirer des leçons de leurs habitudes et pratiques d'hygiène pour créer des plans d'action collective afin d'assainir totalement leur habitat – sans avoir à dépendre de subventions extérieures. Ce numéro donne des exemples tirés d'Afrique orientale et australe, mais aussi d'Afrique de l'Ouest, et il permet aux praticiens de partager leurs expériences en matière de mise en œuvre de l'ATPC dans différents contextes avec des chercheurs et des décideurs – et de stimuler le débat sur la manière dont ils peuvent s'engager dans des processus de développement, surtout dans le secteur de l'assainissement.

Participatory Learning and Action est le premier journal informel au monde sur les approches et méthodes participatives. Il s'inspire du savoir-faire des éditeurs invités pour fournir des récits de dernière minute sur le développement et l'utilisation de méthodes participatives dans des domaines précis. Depuis le premier numéro en 1987, *Participatory Learning and Action* a servi de tribune à ceux qui sont impliqués dans des travaux participatifs – travailleurs communautaires, activistes et chercheurs – afin de partager leurs expériences, leurs réflexions conceptuelles et leurs innovations méthodologiques avec d'autres, en s'imposant comme une véritable « voix du terrain ». C'est une ressource vitale pour ceux qui travaillent à améliorer la participation des gens ordinaires à la prise de décisions aux niveaux local, régional, national et international, dans l'hémisphère Sud comme dans l'hémisphère Nord.



**Institut international pour
l'environnement et le
développement**
3 Endsleigh Street
London WC1H 0DD, Royaume-Uni

Tél. +44 (0)20 7388 2117
Fax. +44 (0)20 7388 2826
Courriel : pla.notes@iied.org
Site web : www.planotes.org
Site web de l'IIED : www.iied.org

